

Le Journal de l'Armée du Canada

9.1 printemps 2006



Des bons hommes pour une dure tâche : les commandants des bataillons d'infanterie du Corps expéditionnaire canadien

M. Patrick H. Brennan, Ph.D.

Art opérationnel canadien : le siège de Boulogne et de Calais

Professeur Terry Copp

Transformations de la guerre et des perceptions populaires : répercussions sur l'art de la guerre au XXI^e siècle

M. Robert Adinall

Priorités de dotation : l'Armée a-t-elle les bonnes ?

Lieutenant-colonel (retraite) David Pentney, CD

Le rôle de l'infanterie dans la guerre des serpents

Lieutenant-colonel W.D. Eyre, CD

Une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine pour l'Armée de terre du Canada

Major Greg Burton, CD

Le VBL III dans les opérations en zone urbaine

Capitaine David Hill et Capitaine H. Christian Breede

Instruction sur l'adresse au tir de niveau avancé : étendre la portée tactique de la section

Major-général Ed Fitch et Sergent Kurt Grant



LE JOURNAL DE L'ARMÉE DU CANADA

LE JOURNAL PROFESSIONNEL DE L'ARMÉE DE TERRE DU CANADA

Le Journal de l'Armée du Canada est une publication officielle du Commandement de la Force terrestre qui paraît tous les trois mois. Le choix des articles s'effectue par un comité de lecture en fonction des réflexions et des échanges qu'ils peuvent susciter. Ce périodique présente les opinions refléchies de professionnels sur l'art et la science de la conduite de la guerre terrestre et il constitue un moyen de diffusion et de discussion des concepts liés à la doctrine et à l'instruction, un instrument grâce auquel le personnel de l'Armée de terre et les civils qui s'intéressent à ces questions peuvent faire connaître leurs idées, leurs concepts et leurs opinions. Les auteurs sont invités à soumettre des articles qui traitent de sujets tels que le leadership, l'éthique, la technologie et l'histoire militaire. Le Journal de l'Armée du Canada est un outil essentiel à la santé intellectuelle du personnel de l'Armée de terre et à l'élaboration de nouveaux concepts et de nouvelles doctrines et politiques d'instruction valables dans l'avenir. Il permet à tous les militaires et à tous les membres du personnel de l'Armée de terre, des autres éléments, des organismes gouvernementaux et du milieu universitaire intéressés aux questions liées à l'Armée, à la défense et à la sécurité de parfaire leur éducation et de se perfectionner sur le plan professionnel.

Rédaction

Directeur de la rédaction — DGDCT, Brigadier-général C.J.R. Davis, CD
Réditeur en chef — CEM DGDCT, Lieutenant-colonel Ken E. Faulkner, CD
Rédacteur en chef — Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.
Rédacteur en chef adjoint — M. Robert Boyer, B.Sc., MA

Comité éditorial

Directeur — Concepts stratégiques (Opérations terrestres) — Colonel J.B. Simms, CD, MA
Directeur — Doctrine de l'Armée de terre — Colonel Fred Lewis, CD, B.Eng., M.A.
Directeur — Instruction de l'Armée de terre — Colonel D.J. Milner, CD
Directeur — Environnement synthétique de l'Armée de terre — Lieutenant-colonel Louis Cyr, CD, B.Eng.
Directeur — Concepts et politiques de personnel de la Force terrestre — Lieutenant-colonel H.J. Bondy

Bureau d'édition de l'Armée de terre

Éditrice de l'Armée de Terre — Capitaine H.D. Grodzinski, CD, MA
Coordinatrice — Sergent Christina Tripp, CD, B.A., B.Ed.
Agent des services linguistiques — M. Robert Boyer, B.Sc., MA
Concepteur graphique — Mme Patricia Bridger
Site Web du Journal de l'Armée de terre du Canada — administrateur du site Web du SDIFT

Correspondance

La correspondance, les articles et les commentaires doivent être envoyés à l'adresse suivante : Le Journal de l'Armée du Canada, aux soins du rédacteur en chef, Direction générale-Développement des capacités de la Force terrestre, C.P. 17000, succ. Forces, Kingston, Ontario, Canada, K7K 7B4. Téléphone : (613) 541-5010, poste 8721; télécopieur : (613) 540-8713; courriel : Godefroy.AB@forces.gc.ca.

Diffusion et abonnement

Le Journal de l'Armée du Canada (ISSN 1713-773X) est diffusé à la grandeur de l'Armée de terre et à certains destinataires du quartier général de la Défense nationale, du Commandement maritime, du Commandement aérien et de la Direction des opérations des systèmes d'information.

Des exemplaires sont aussi distribués à des organismes liés à la défense, à des armées alliées et à certains membres du grand public et du milieu universitaire. Pour obtenir des renseignements au sujet de la diffusion ou de la façon de s'abonner et pour nous aviser d'un changement d'adresse, il faut s'adresser au rédacteur en chef. Consultez notre site Web: Journal de l'Armée du Canada, à <http://www.army.forces.gc.ca/caj>.

Soumission d'articles

Les articles manuscrits, les notes de recherche, les critiques de livres et les communiqués sur des sujets d'intérêt sont les bienvenus en tout temps. Les articles devraient compter de 5000 à 7000 mots, à l'exclusion des notes en fin de texte; les notes de recherche devraient compter de 1500 à 2500 mots, à l'exclusion des notes en fin de texte; les comptes rendus et les critiques de livres devraient compter de 500 à 1000 mots; et les communiqués sur des sujets d'intérêt ne devraient pas dépasser 1000 mots. Les articles doivent être rédigés dans l'une ou l'autre des langues officielles. Les auteurs doivent y joindre une brève biographie. Les tableaux, diagrammes, cartes et images à l'appui des articles doivent être fournis à part, sans être intégrés au texte. Les articles doivent être soumis par courriel ou par la poste. Ils sont revus par un comité de rédaction et le rédacteur en chef se chargera de tenir les auteurs informés. Pour obtenir plus de renseignements sur la façon de procéder pour soumettre un article, consultez le <http://www.army.forces.gc.ca/caj>.

Avis de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement les politiques du Ministère ou des Forces canadiennes. Les textes traitant des derniers développements en matière de doctrine et d'instruction ou dans un domaine quelconque ne confèrent à personne l'autorité d'agir à cet égard. Tous les documents publiés demeurent la propriété du ministère de la Défense nationale et ne peuvent être reproduits qu'avec l'autorisation écrite du rédacteur en chef.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2006

Les points de vue et les opinions exprimés dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement les politiques du Ministère ou des Forces canadiennes. Les textes traitant des derniers développements en matière de doctrine et d'instruction ou dans un domaine quelconque ne confèrent à personne l'autorité d'agir à cet égard. Il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en tout ou en partie, sans le consentement écrit du rédacteur en chef.

Couverture : Le Cpl Lester Budden assure la surveillance pendant que son convoi fait une courte pause de retour de Gumbad, en Afghanistan, à quelque 70 km au nord de Kandahar. À l'aller, le convoi, formé de véhicules canadiens et roumains, a été la cible d'un attentat à la voiture piégée.

Le Feld-maréchal Bernard L. Montgomery, commandant du 21^e Groupe d'armées et le Lieutenant général H.D.G. Crerar, commandant de la 1^{re} Armée canadienne.

TABLE DES MATIÈRES

Un élément de notre patrimoine : le Canada et la Force d'urgence des Nations Unies : 1956-1967	3
<i>M. Robert L. Boyer, MA</i>	
Éditorial	5
<i>Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.</i>	
DESAT 4 — Le Centre d'expérimentation de l'Armée de terre : un appui au développement des capacités de l'Armée de terre	6
<i>Capitaine Robert Tessaar</i>	
Des bons hommes pour une dure tâche : les commandants des bataillons d'infanterie du Corps expéditionnaire canadien	9
<i>M. Patrick H. Brennan, Ph.D.</i>	
Art opérationnel canadien : le siège de Boulogne et de Calais	30
<i>Professeur Terry Copp</i>	
Transformations de la guerre et des perceptions populaires : répercussions sur l'art de la guerre au XXI^e siècle	53
<i>M. Robert Adinall, MA</i>	
Priorités de dotation : l'Armée a-t-elle les bonnes?	74
<i>Lieutenant-colonel (retraite) David Pentney, CD</i>	
Le rôle de l'infanterie dans la guerre des serpents	88
<i>Lieutenant-colonel Wayne D. Eyre, CD</i>	
Une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine pour l'Armée de terre du Canada	100
<i>Major Greg Burton, CD</i>	
Le VBL III dans les opérations en zone urbaine	129
<i>Capitaine David Hill et Capitaine Christian Breede</i>	
Instruction sur l'adresse au tir de niveau avancé : étendre la portée tactique de la section	151
<i>Major-général Ed Fitch et Sergent Kurt Grant</i>	
Critiques de livres	163
Semper FI au Moyen-Orient —	
The March up: Taking Baghdad with the United States Marines	
No True Glory: A Frontline Account of the Battle for Falluja	
Basra, Baghdad, and Beyond: The U.S. Marine Corps in the Second Iraq War	
<i>Critique préparée par le Lieutenant-colonel Ian Hunt et le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D</i>	163
In the Men's House: An Inside Account of Life in the Army by One of West Point's First Female Graduates	
First Class: Women Join the Ranks at the Naval Academy	165
<i>Critique préparée par le Capitaine Helga D. Grodzinski, CD, MA</i>	
Hope Restored: The American Revolution and the Founding of New Brunswick	170
<i>Critique préparée par le Capitaine Jason Watt</i>	
Wargaming: An Introductiton	172
<i>Critique préparée par le Major Tod Strickland</i>	
Station 43: Audley End House and SOE's Polish Section	175
<i>Critique préparée par le Lieutenant-colonel R.S. Williams, MSM, CD</i>	
Riding into War: The Memoir of a Horse Transport Driver, 1916-1919	177
<i>Critique préparée par M. Geoff R. Hall</i>	
The Road to Canada: The Grand Route from Saint John to Quebec	
The Siege of Fort Beauséjour, 1755	
Saint John Fortifications, 1630-1956	179
<i>Critique préparée par le Major John R. Grodzinski, CD</i>	

Bad Leadership: What it is, How it Happens, Why it Matters	182
<i>Critique préparée par le Capitaine Robert Tesselaar</i>	
Ruff's War: A Navy Nurse on the Frontline in Iraq	183
<i>Critique préparée par le Capitaine Jason Watt</i>	
Tribune Libre	
Comparaison des expériences militaires en Afghanistan et en Iraq	186
<i>M. Vincent J. Curtis</i>	
Vérifications et contre-vérifications en recherche opérationnelle militaire	190
<i>M. John Evans</i>	
Un militaire se souvient : la présence du Canada au Vietnam en 1973	191
<i>Karen Johnstone</i>	

UN ÉLÉMENT DE NOTRE PATRIMOINE

LE CANADA ET LA FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES : 1956-1967

M. Robert L. Boyer, MA

En grande mesure à l'insu des Canadiens, l'année 2006 va marqué le cinquantième anniversaire de la crise de Suez. Au moment où cet événement d'envergure mondial s'efface de la mémoire collective de la plupart des Canadiens, il est important de noter que cette crise a été à l'origine de la première force de maintien de la paix des Nations Unies au sens où nous l'entendons aujourd'hui et que le Canada a joué un rôle majeur dans la création de cette force.



Le Major-général E.L.M. Burns, premier commandant de la FUNU et le Capitaine A.B. Fraser-Harris, commandant du NCSM Magnificent, Égypte 1957

BAC PA — Courtoisie du Major John Grodzinski

La détérioration des relations au Moyen-Orient a atteint un point culminant en 1956 lorsque le gouvernement égyptien a annoncé la nationalisation du canal de Suez après le retrait, par les États-Unis, du financement du projet du barrage d'Assouan. Le canal, qui est un passage stratégique vital, avait jusque-là été exploité en vertu d'un accord international. La France et la Grande-Bretagne ont protesté violemment contre l'« action unilatérale » de l'Égypte et la tension s'est accrue davantage lorsque, à la fin d'octobre 1956, des forces multinationales françaises, britanniques et israéliennes ont envahi l'Égypte. La crise grandissante menaçait d'entraîner les superpuissances dans un affrontement et il fallait rapidement trouver une solution diplomatique.

La crise de Suez a mis à l'épreuve les compétences des diplomates et la nouvelle organisation des Nations Unies. Tandis que différentes résolutions prévoyant un cessez-le-feu et le retrait de toutes les forces étaient proposées, Lester B. Pearson, qui était alors Secrétaire

aux affaires extérieures du Canada, a été le premier à proposer une résolution prévoyant la création d'une force internationale d'urgence des Nations Unies chargée d'aider à résoudre la crise qui s'aggravait. Une série de « résolutions portant autorisation » a alors vite été adoptée et la résolution 1000 (ES-I) du 5 novembre 1956 a fixé les recommandations de base destinées à guider la création de la force internationale, qui serait connue sous le nom de Force d'urgence des Nations Unies (FUNU). Un Commandement des Nations Unies a été mis sur pied sous les ordres du Major-général canadien E. L. M. Burns [qui était alors chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), basé à Jérusalem]. Le Major-général Burns a été autorisé « à recruter immédiatement, parmi le corps des observateurs de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, un nombre limité d'officiers ressortissants de pays autres que les membres permanents du Conseil de sécurité » et « à recruter directement dans divers États membres autres que les membres permanents du Conseil de sécurité les officiers supplémentaires requis »¹. Le Canada a, il va de soi, aussitôt promis d'affecter des troupes à la force².

Le premier engagement du Canada correspondait à une « unité de l'ordre du bataillon renforcée par des détachements du matériel, du corps d'intendance de l'Armée,

du service de santé et des services »³. Cette « unité de l'ordre du bataillon » devait provenir du Queen's Own Rifles of Canada. Le gouvernement a aussi annoncé que les troupes seraient transportées au Moyen-Orient à bord d'avions de l'ARC, l'équipement et le ravitaillement traversant à bord d'un porte-avions, le NCSM Magnificent. Les Nations Unies ont alors entrepris avec le gouvernement égyptien des négociations sur la composition de la FUNU qui allaient se révéler difficiles, en particulier en ce qui concerne le « caractère approprié » des divers contingents nationaux. Le gouvernement égyptien s'opposait à l'inclusion du Queen's Own Rifles en raison du fait que « ... les soldats canadiens portaient exactement le même uniforme que les soldats britanniques, qu'ils étaient des sujets de la même reine [et que] l'Égyptien moyen ne verrait pas la différence et que des incidents malheureux étaient possibles »⁴. Comme les négociations n'allaient nulle part, le Canada n'a en fin de compte déployé, le 24 novembre 1956, que les 300 soldats des éléments de soutien promis à l'origine. Ce groupe a au début de 1957 été suivi par un escadron des transmissions, un atelier du GEMRC associé à l'infanterie, deux pelotons de transport et un escadron des communications de l'ARC⁵. Enfin, en mars 1957, est arrivé un escadron blindé de reconnaissance dont le personnel provenait, au cours de la mission, tantôt des Royal Canadian Dragoons, tantôt du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians), tantôt du Fort Garry Horse et tantôt encore du 8th Canadian Hussars. En mars 1957, l'effectif total du Canada servant au sein de la FUNU dépassait 1 000 personnes.

Le Major-général Burns a commandé la FUNU de novembre 1956 à décembre 1959. Cinq autres commandants allaient lui succéder. La FUNU a été en activité de novembre 1956 à juin 1967; elle a durant cette période supervisé le cessez-le-feu et le retrait de toutes les forces qui se trouvaient initialement dans la zone du canal et dans la péninsule du Sinaï et plus tard le long de la ligne de démarcation de l'armistice à Gaza et de la frontière internationale dans le Sinaï⁶. Lorsque la mission a pris fin, près de 9 000 Canadiens avaient servi aux côtés de militaires du Brésil, de la Colombie, du Danemark, de la Finlande, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Norvège, de la Suède et de la Yougoslavie. La mission n'a pas été sans prix; la FUNU a en effet eu à déplorer 110 morts, dont 31 étaient des Canadiens.

Selon un rapport du Directeur — Service historique rédigé à l'époque, le Canada a joué dans la crise un rôle « ...vital qui, à n'en pas douter, a été la plus importante contribution du Canada à la paix mondiale »⁷. La FUNU a réussi à mettre fin à ce qui aurait pu entraîner un conflit très destructeur sans toutefois résoudre les problèmes profondément enracinés au Moyen-Orient. Ces problèmes sont encore présents aujourd'hui, mais la mission a constitué un engagement distinct du Canada à titre de citoyen du monde, un type d'engagement qui fait encore partie de son approche globale contemporaine fondée sur la défense, le développement et la diplomatie.

Notes

1. Contexte — Première Force d'urgence des Nations Unies (FUNU I), site Web des Nations Unies http://www.un.org/Depts/dpko/dpko/co_mission/unef1facts.html, visité le 21 mars 2006.
2. Ibid. Un nombre substantiel de pays s'est au début dit disposé à participer à la mission : Colombie, Danemark, Finlande, Norvège, Pakistan, Suède, Afghanistan, Brésil, Birmanie, Ceylan, Chili, Tchécoslovaquie, Équateur, Inde, Indonésie, Iran, Laos, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, Roumanie et Yougoslavie.
3. Report N° 4, *Canada and Peace-keeping Operations*, Directeur — Service historique, Quartier général des forces canadiennes, 22 octobre 1965, p. 15.
4. Ibid., p. 16.
5. Ibid., p. 17.
6. Contexte — Première Force d'urgence des Nations Unies (FUNU I), site Web des Nations Unies http://www.un.org/Depts/dpko/dpko/co_mission/unef1facts.html, visité le 21 mars 2006.
7. Ibid., p. 14.

ÉDITORIAL

Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.

Depuis qu'elle assure le commandement de la Brigade multinationale du Commandement régional — Sud [BMN CR (Sud)] à Kandahar, en Afghanistan, l'Armée de terre du Canada suscite beaucoup d'intérêt auprès de la population canadienne. Devant la réaction du public, on croirait avoir découvert une porte secrète qui s'est subitement ouverte, révélant la présence de soldats canadiens qui accomplissent d'étranges tâches dans des endroits bizarres. Ceux qui n'ont pas suivi l'évolution de l'Armée de terre au cours des dernières années cherchent soudainement à savoir ce qu'il est advenu des casques bleus et pourquoi on tente de tuer des soldats canadiens — hommes et femmes qui ont hérité du sens du professionnalisme, de l'équité, de l'empathie et de l'engagement envers la paix et la sécurité internationales de leurs prédecesseurs. Plus important encore, de nombreux Canadiens s'interrogent sur ce que fait exactement l'Armée de terre en Afghanistan comme le démontrent les résultats de sondages variés qui font état de l'appui ou du désaveu du public à l'endroit de l'Opération ARCHER.

Si l'Armée de terre adopte la vision de l'avenir postmoderne décrite dans *Crise à Zefra* (également connu sous le nom de paradigme de Zefra), elle doit être en mesure de vaincre dans ce qui pourrait être une suite ininterrompue de petites guerres, de contre-insurrections, d'opérations de soutien de la paix complexes et de missions humanitaires. De plus, la population doit et veut comprendre non seulement ce qui se passe dans ce type de missions, mais également ce que l'Armée de terre peut être appelée à accomplir.

Il importe donc, plus que jamais depuis la création de la Revue militaire canadienne, que notre publication agisse le plus souvent possible comme repère et contribue à l'éducation générale de la population sur l'Armée de terre du Canada — ses activités, son idéologie, son histoire et son évolution. Jusqu'à maintenant, nous n'avons reçu que quelques articles sur les déploiements de l'Armée de terre en Afghanistan. Il serait fort profitable pour nos lecteurs autant que pour le public en général que davantage d'articles sur le sujet soient publiés. D'abord et avant tout, j'aimerais recevoir plus d'articles rédigés par les soldats qui ont pris part au déploiement en Afghanistan en 2002, notamment ceux qui ont participé aux opérations VIGILANT, HARPOON, TOR II, et/ou CHEROKEE SKY. Qu'il s'agisse d'une analyse tactique, d'une histoire brève ou même d'un récit de vos expériences personnelles, ces écrits serviront de base à des études plus vastes qui feront connaître les réalisations de l'Armée de terre en Afghanistan. De plus, de tels articles alimentent les discussions des personnes chargées de planifier les futures missions dans des environnements 3 D+C (défense, diplomatie, développement et commerce) similaires et leur permettent de mettre les leçons retenues en pratique.

Le présent numéro contient des articles exceptionnels, des notes de recherche et des critiques de livres. Les articles vedettes, rédigés par d'éminents historiens, Patrick Brennan et Terry Copp, présentent une étude exhaustive du leadership et du commandement et contrôle dans l'Armée de terre du Canada pendant la Première Guerre mondiale et la Deuxième Guerre mondiale. Ils sont suivis d'un article de Robert Adinall, qui suscite la réflexion, sur la transformation de la guerre et la perception de la population. Les autres articles et notes portent sur divers aspects de notre profession, de la dotation aux rôles des soldats débarqués et embarqués des armes de combat d'aujourd'hui et de demain. Finalement, quelques critiques bien argumentées d'ouvrages militaires récents et des discussions sur des sujets d'intérêt viennent clore le numéro. Bonne lecture, et faites-nous part de vos commentaires.

DESAT 4 — LE CENTRE D'EXPÉRIMENTATION DE L'ARMÉE DE TERRE : UN APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE L'ARMÉE DE TERRE

Capitaine Robert Tesselhaar

Le Centre d'expérimentation de l'Armée de terre (CEAT) a été créé à Kingston en 1999 dans le but de fournir des moyens permettant d'évaluer, de développer et de valider de nouveaux concepts et une nouvelle doctrine ainsi que les besoins et les structures de l'Armée de terre d'aujourd'hui, de demain et de l'avenir. Depuis sa création, le Centre a subi plusieurs changements organisationnels alors que l'Armée de terre rationalisait ses besoins en matière de capacités et ses ressources. Après une année d'existence, le CEAT a été fusionné en 2000 avec le Centre de formation de commandement et d'état-major interarmées (CFCCEMI) pour former le Centre de simulation de l'Armée de terre (CSAT), sans perdre toutefois son autonomie de fonctionnement. Il y a peu de temps, le CSAT est devenu la Direction des environnements synthétiques de l'Armée de terre (DESAT) et relève du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (SDIFT) (se reporter à la Figure 1). Le CEAT est quant à lui devenu une branche de cette direction—DESAT 4.

Durant cette transformation, la mission du CEAT a gardé le cap et s'articule maintenant ainsi : contribuer à développer et à valider des concepts et une doctrine, et à déterminer les besoins, les structures ainsi que les tactiques, techniques et procédures dont l'Armée de terre a besoin pour mener ses opérations dans tout le spectre des conflits, et ce, du niveau de la brigade en descendant.

La transformation du CEAT a grandement accru sa capacité à accomplir la mission qu'il s'est donnée. Dirigé au départ par deux militaires (un major et un capitaine) avec le soutien d'un entrepreneur civil et financé à même le fonds d'initiative, le CEAT bénéficie maintenant d'une subvention annuelle garantie. En outre, sa fusion avec le CSAT a facilité le partage des connaissances en matière de simulation et lui a donné accès à un plus large bassin de compétences. En 2005, on a démantelé l'équipe de recherche sur les jeux de guerre de l'Armée de terre à Ottawa et on en a transféré le personnel au CEAT, ce qui a porté à sept le nombre de membres militaires et permis la création, autour de cinq fonctions opérationnelles, d'équipes d'expérimentation comme le montre la Figure 2.

En plus de voir ses effectifs augmenter en 2005, le CEAT a déménagé dans des locaux ultra modernes dans l'édifice A-31 de la base des Forces canadiennes (BFC) de Kingston. Ces nouvelles installations permettront l'exécution de simulations plus complexes et d'exercices confidentiels, ce qui accroîtra la pertinence des résultats des études.

Le CEAT est une composante du processus de développement des capacités et le point de convergence de toutes les expériences de l'Armée de terre. Comme le centre est une organisation qui relève des parrains des expériences qui s'y déroulent, on s'assure ainsi que celles-ci demeurent pertinentes. Les principaux parrains sont les directions qui relèvent de la Direction générale — Développement des capacités de la Force terrestre (DGDCFT). Le CEAT collabore également avec d'autres parrains comme Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC), le Programme d'état-major technique de la Force terrestre (PEMTFT) et le QG de la 1re Escadre.

Incidemment, le CEAT a collaboré au pied levé avec l'état-major interarmées qui lui avait demandé d'évaluer des solutions de contrôle aérospatial et d'analyser l'utilisation de véhicules aériens téléguidés tactiques dans la rotation 0 de l'Opération Athena.

Le personnel du CEAT travaille avec les Groupes consultatifs d'orientation de RDCC et les équipes de projet afin de maintenir une présence dans les domaines de recherche qui intéressent l'Armée de terre. Cette collaboration lui permet de disposer de données à jour pour ses simulations et de bien conseiller les parrains des expériences.

La méthode d'expérimentation du CEAT comporte six étapes principales : Lancement, Définition, Élaboration, Déroulement, Analyse et Rapport.

Lancement. Le lancement est le processus permettant de reconnaître officiellement l'existence d'un nouveau projet, de formuler des hypothèses de travail et de remplir le formulaire de définition du projet de recherché opérationnelle (FDO RO).

Définition. La définition est le processus permettant d'établir le but, la portée et les objectifs de l'expérience et la façon de l'exécuter. Les principales réalisations attendues comprennent la proposition de l'expérience et le plan d'analyse des données.

Élaboration. L'élaboration est le processus de création de l'environnement, qui est précisé dans l'énoncé de besoin concernant un environnement synthétique (EBES) et dans plusieurs devis subordonnés. C'est aussi à cette étape que sont élaborés le plan de collecte de données et le plan de vérification et de validation (V et V).

Déroulement. Cette étape comprend des scénarios d'instruction et d'exercice. Les scénarios sont ensuite exécutés à de nombreuses reprises, ce qui permet de recueillir des données significatives sur le plan statistique. La directive d'expérimentation et l'instruction administrative sont publiées aux fins du contrôle de l'exécution de l'expérience. Lorsqu'il exécute des travaux, le CEAT fait appel à une équipe plus nombreuse, augmentée des experts dont la tâche consiste à fournir des commentaires et des appréciations pertinentes.

Analyse. Toutes les données, y compris les jugements et les aperçus, sont recueillies et analysées. On vise ainsi à valider les données et à établir des liens et des conclusions.

Rapport. Cette étape est confiée au CEAT et à l'équipe de recherche opérationnelle (RO); un rapport impartial doit être remis au parrain. En outre, un rapport après expérience est rédigé afin de déterminer les éléments du processus qui requièrent des améliorations en vue des expériences suivantes de l'Armée de terre.

Le manuel intitulé *Guide d'expérimentation du CEAT et Manuel du parrain*, les directives d'expérimentation ainsi que les rapports d'expériences antérieures du CEAT sont disponibles sur le réseau étendu de la Défense (RED) à cette adresse : <http://lfdts.army.mil.ca/dlse/>.

Le CEAT utilise deux principaux moyens notamment, les simulations constructives et les visualisations en trois dimensions. Puisqu'il est une branche de la DESAT, le centre peut choisir parmi un certain nombre de simulations celle qui convient le mieux en fonction des objectifs du projet. Le CEAT travaille en ce moment à mettre au point une méthode de conception de jeux politico-militaires (POLMIL) qui sera moins dépendante de la technologie et fera plus de place à l'expérience des participants. La technique sera utilisée pour traiter les sujets complexes pour lesquels les simulations sur ordinateur ne réussissent pas à représenter toutes les facettes nécessaires pour obtenir un scénario réaliste comme les interactions avec des organismes externes, notamment le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), l'Agence canadienne de développement international (ACDI), des organisations non gouvernementales (ONG), etc. Pour l'heure, le CEAT utilisera les jeux POLMIL à l'appui

de ses expériences, mais dès que la méthode aura été approuvée, il l'appliquera aux opérations et à l'instruction.

Le CEAT s'est connecté dernièrement au réseau d'expérimentation des Forces canadiennes (CFXNet). Ce réseau, qui appuie l'élaboration et l'expérimentation de concepts ainsi que la modélisation et la simulation, permet le traitement et la transmission de données jusqu'au niveau II. Au pays, le réseau connecte ensemble les FC et les centres d'élaboration et d'expérimentation de concepts de RDDC et, ailleurs dans le monde, il est une composante du Combined Federated Battle Laboratory Network (CFBLNet) et permet l'échange de renseignements avec les États-Unis (É.-U.), l'Amérique, la Grande-Bretagne, le Canada et l'Australie (ABCA) et les partenaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), de même qu'avec les pays susceptibles de former la prochaine coalition.

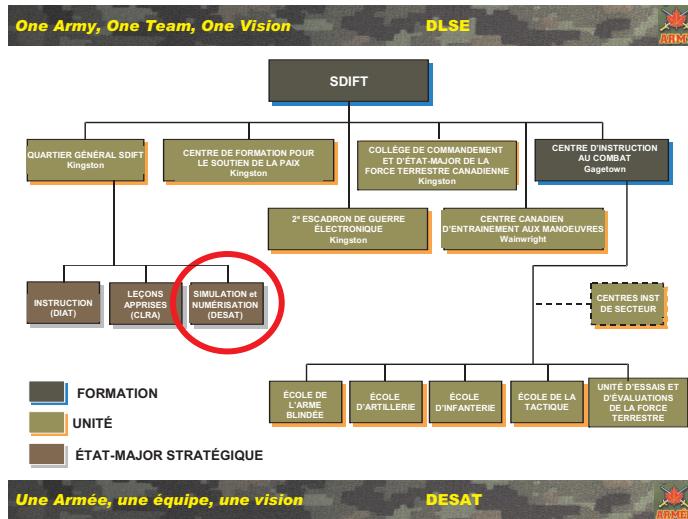


Figure 1 : Position de la DESAT dans l'organisation du SDIFT.



Figure 2 : Organisation de la DESAT 4/CEAT

DES BONS HOMMES POUR UNE DURE TÂCHE : LES COMMANDANTS DES BATAILLONS D'INFANTERIE DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE CANADIEN

M. Patrick H. Brennan, Ph.D.

Malgré le regain d'intérêt des historiens pour le Corps expéditionnaire canadien (CEC), on ne sait pas encore grand-chose à propos de ses officiers supérieurs, à cause sans doute de la méthode traditionnelle d'étude les concernant, axée sur les travaux de Currie. Déplorant le manque d'intérêt à ce sujet il y a une vingtaine d'années, A.M.J. Hyatt avait souligné le peu d'informations disponibles sur les chefs militaires canadiens¹, chose encore plus vraie dans le cas des lieutenants-colonels qui ont commandé les bataillons d'infanterie du Corps expéditionnaire canadien. C'est étonnant, puisque la plupart des historiens militaires s'entendent sur le fait que, sous l'instigation des chefs militaires à l'esprit ouvert, les leçons retenues des batailles, selon un mode d'apprentissage institutionnalisé et universel des tactiques et grâce à la sélection et à la promotion des talents à tous les échelons, ont dans une large mesure contribué aux succès des troupes canadiennes sur le front occidental², les commandants des bataillons ayant alors joué un rôle central. Ce sont eux qui mettaient en œuvre les stratégies d'instruction ébauchées par les autorités supérieures. De plus, dans les conditions prédominantes de 1915 à 1918, ce sont eux, bien plus que leurs supérieurs, qui maintenaient un certain contrôle sur le déroulement de la bataille une fois l'assaut lancé. Et c'est à partir de leurs récits initiaux et de la synthèse de leurs propres observations et de celles de leurs soldats que les dirigeants au niveau des brigades, des divisions et du corps global pouvaient tirer les leçons consécutives. Enfin, le désir de « canadieniser » le cadre des officiers supérieurs du Corps a fait en sorte que les commandants de bataillons d'infanterie étaient devenus le réservoir dans lequel on puisait pour désigner les commandants de brigade et de division, et dans une moindre mesure, les membres de l'état-major³. L'absence d'études sérieuses sur les commandants de bataillon, individuellement⁴ ou collectivement, est des plus regrettables.

L'étude suivante porte entièrement sur les commandants des bataillons d'infanterie « de ligne » qui, selon la structure du Corps canadien, étaient essentiellement des officiers dirigeant les unités combattantes de la taille d'un bataillon⁵. De plus, elle exclut les officiers, habituellement les commandants adjoints, qui n'ont commandé un bataillon que durant une brève période, établie arbitrairement par l'auteur à un mois. Une fois éliminés ceux qui ont occupé ce poste moins de trente jours, il reste 179 officiers qui ont dirigé un bataillon d'infanterie en France durant une période « prolongée ». Les données et l'analyse présentées proviennent de documents d'attestation et d'autres papiers trouvés dans les dossiers personnels de ces hommes⁶.

D'après leurs dossiers, 129 (soit 75 %)⁷ des personnes visées étaient membres de la Milice du Canada quand elles se sont enrôlées dans le Corps expéditionnaire canadien, dix d'entre elles ayant aussi servi auparavant dans l'armée britannique, cinq dans la force territoriale (c.-à-d. la milice britannique) et deux dans la Force permanente, qui formait la petite armée professionnelle du Canada. Seize de ces leaders (9 %) étaient des militaires professionnels, quatre des militaires permanents britanniques rattachés à la Milice du Canada et douze à la Force permanente, dont un qui a servi dans les deux forces. Sur les vingt-six commandants qui ne faisaient pas



Commandants, 13^e Bataillon, Royal Highlanders of Canada

1. Lieutenant-colonel V.C. Buchanan, DSO (05/01/16 — 26/09/16)
2. Brigadier-général G.E. McCuaig, CMG, DSO (27/09/16 — 14/09/18)
3. Major-général F.O.W. Loomis, KCB, CMG, DSO (22/09/14 — 05/01/16)
4. Lieutenant-colonel K.M. Perry, DSO (14/10/18 — 28/02/19)
5. Lieutenant-colonel I.M.R. Sinclair, DSO, MC (28/02/19 — démobilisation)

partie de la Milice du Canada au moment de leur enrôlement, quatre avaient servi dans la Milice, et cinq autres dans la Force permanente ou dans l'armée britannique, tandis que six autres avaient combattu durant la guerre des Boers. Par conséquent, seulement onze des officiers ayant répondu à la question ont déclaré n'avoir aucune expérience militaire. Globalement, 94 % de ces officiers possédaient une quelconque expérience militaire, du moins dans un sens large, mais seulement 19 % avaient déjà exercé le métier de soldat. Environ le septième de ces officiers, répartis entre les diverses catégories susmentionnées, avaient servi durant la guerre des Boers, dont les trois quarts dans un des contingents canadiens, et avaient probablement participé aux combats, tandis que – fait incroyable – quatre autres avaient participé à l'écrasement du soulèvement des Métis de 1885. L'affirmation de Kenneth Eyre que « par essence, les cadres dirigeants du Corps expéditionnaire canadien se composaient surtout d'anciens officiers de la Milice » s'applique sûrement aussi aux commandants de bataillon, qui en étaient les officiers les plus hauts gradés⁸. On peut donc affirmer que la grande majorité des commandants de bataillon étaient en réalité des « guerriers amateurs » qui ont acquis l'essentiel de leur bagage militaire en s'entraînant dans la Milice avant la guerre, puis en combattant dans la boue et le sang des combats sur le front occidental.

Tableau 1 : Expérience militaire avant la guerre

Milice du Canada (membre actif)	129 (i)
Milice du Canada (ancien membre)	4 (ii)
Force permanente	12
Armée britannique	4
Aucune expérience dans la Milice	22 (iii)
Non indiqué	8
Total	179
Une certaine expérience militaire	160
Aucune expérience militaire	11
Service durant la guerre des Boers	24 (iv)
Service durant le soulèvement des Métis	4 (iv)

(i) Y compris deux ex-membres de la Force permanente, deux ex-officiers de l'armée britannique et cinq anciens membres de la force territoriale;

(ii) dont un ex-membre de la force territoriale;

(iii) dont trois ex-membres de l'armée britannique, deux ex-officiers de la Force permanente et six militaires qui ont combattu durant la guerre des Boers;

(iv) un d'eux ayant participé aux deux opérations.

Les renseignements sur les antécédents des commandants des bataillons d'infanterie aident à mieux cerner leurs caractéristiques en tant que groupe. Même si 51 %⁹ seulement des hommes qui ont combattu outre-mer dans le Corps expéditionnaire canadien étaient Canadiens de naissance, chez les commandants de bataillon, le pourcentage monte à 65 %¹⁰. Parmi les militaires nés au Canada, le lieu de naissance coïncide avec la répartition des couches de population dans les décennies qui ont suivi la Confédération, et reflète le faible taux de participation des Canadiens français dans le CEC et la Milice d'avant-guerre¹¹. En ce qui concerne la Milice, à peine quatre Québécois ont commandé un bataillon d'infanterie, et tous dans le 22^e Bataillon francophone. Au total, 56 % des officiers « canadiens » étaient nés en Ontario, 20 % au Québec, 19 % dans les provinces Maritimes et 5 % dans l'Ouest. Toutefois, en examinant le lieu de résidence au moment de l'enrôlement sans tenir compte du fait que l'officier était d'origine canadienne ou britannique, on obtient un tableau très différent pour deux raisons. Premièrement, durant les deux décennies qui ont précédé l'éclatement de la guerre, les Britanniques avaient immigré massivement, surtout en Ontario et dans l'Ouest canadien¹². Deuxièmement, au plan régional, les unités d'infanterie du Corps se componaient au départ, dans une très large mesure, d'hommes

originaires de Colombie-Britannique et d'anglophones du Québec. Jusqu'à ce que leur bassin de renforts eut commencé à se tarir au cours de l'hiver 1916-1917, et à la suite du démantèlement de certains des bataillons du Corps ou de leur transfert dans d'autres provinces pour le recrutement de renforts¹³, ces deux groupes avaient fourni le tiers des effectifs des bataillons d'infanterie du Corps canadien. Pour ce qui est du lieu de résidence au moment de l'enrôlement, 29 % des commandants de bataillon venaient d'Ontario, 20 % du Québec, 41 % des provinces de l'Ouest et 10 % des Maritimes, un chiffre gonflé du fait que le Royal Canadian Regiment (RCR), seul bataillon d'infanterie de la Force permanente, était basé à Halifax. Pour sa part, la Colombie-Britannique, où aucun des commandants n'était né, avait fourni le chiffre impressionnant de 18 % des commandants de bataillon du CEC.

Tableau 2 : Lieu de naissance et lieu de résidence des commandants de bataillon

Lieu de naissance		Lieu de résidence au moment de l'enrôlement	
Canada	113 (65%)	Canada	168 (100%)
Colombie-Britannique	0 (0%)	Colombie-Britannique	30(18%)
Alberta	1 (1%)	Alberta	12 (7%)
Saskatchewan 2	(1%)	Saskatchewan	8 (5%)
Manitoba	2 (1%)	Manitoba	18 (11%)
Ontario	63 (56%)	Ontario	50 (29%)
Québec (i)	23 (20%)	Québec (i)	34 (20%)
Nouveau-Brunswick	6 (5%)	Nouveau-Brunswick	3 (2%)
Nouvelle-Écosse	15 (13%)	Nouvelle-Écosse (ii)	13 (8%)
Île-du-Prince-Édouard	1 (1%)	Île-du-Prince-Édouard	0 (0%)
Îles britanniques et Empire	59 (34%)		
Angleterre	34		
Écosse	11		
Irlande	6		
Pays de Galles	2		
Empire	6		
États-Unis	1 (1%)	Membres de la force régulière britannique	4
Non indiqué	6	Non indiqué	7

(i) Quatre étaient francophones;

(ii) le Royal Canadian Regiment, seul bataillon d'infanterie de la Force permanente, se trouvait stationné à Halifax en 1914; six de ses membres enrôlés dans le CEC ont accédé au rang de commandant de bataillon.

La religion comptait pour beaucoup en ce qui concerne le statut social et économique ainsi que les chances d'avoir fait partie de la Milice canadienne avant la guerre. Parmi les commandants de bataillon qui ont mentionné leur affiliation religieuse

sur leurs documents d'attestation¹⁴, 52 % étaient anglicans et 26 % presbytériens. Sans aucun doute, le nombre d'anglicans avait été gonflé par l'immigration britannique et les aspects socioéconomiques caractérisant la Milice canadienne avant la guerre, organisation qui, comme nous allons le constater, du moins pour les officiers, représentait essentiellement un « cercle » réservé aux jeunes hommes d'affaires et membres des professions libérales. Parmi les trois principales sectes protestantes, seuls les méthodistes étaient sous-représentés de façon notable avec un taux de 12 %, chiffre qui avait embarrassé les fidèles de cette Église durant la guerre¹⁵. Les catholiques anglophones nés au Canada, un groupe minoritaire à 17 %, n'ont eu que six représentants, 4 % du total, dont la moitié était des immigrants; mais cela fait simplement ressortir les caractéristiques dominantes du cadre des officiers de la Milice avant la guerre, composé surtout de protestants appartenant à la classe moyenne, et le constat que les catholiques étaient relativement moins nombreux dans les milieux d'affaires et les professions libérales. Autrement dit, les aspects socioéconomiques ont joué au moins autant et probablement beaucoup plus qu'une allégeance moindre à l'Empire. En fait, parmi les simples soldats, le pourcentage de catholiques enrôlés s'établissait à 23 %, en grande majorité des anglophones¹⁶.

Tableau 3 : Affiliation religieuse des commandants de bataillon

Anglicans/Église d'Angleterre	77	52%
Presbytériens	39	26%
Méthodistes	18	12%
Baptistes	5	3%
Catholiques romains (i)	10	7%
Non indiqué	30	

(i) Quatre étaient des francophones du Québec et trois des immigrants, dont un Anglais et deux Irlandais.

L'examen des métiers exercés avant la guerre démontre que près des deux tiers de ces hommes pratiquaient un des huit métiers suivants : fermier ou éleveur (11 %), avocat (10 %), soldat (9 %), marchand (8 %), manufacturier (7 %), ingénieur (6 %) ainsi que gestionnaire et comptable (tous les deux à 5 %). La répartition générale s'éloigne un peu des observations obtenues par Hyatt à propos des généraux¹⁷, probablement parce que les sujets sont plus jeunes. Ainsi, les commandants de bataillon provenant du milieu des affaires étaient apparemment des employés dans une proportion beaucoup plus forte. Néanmoins, les catégories dominantes sont aussi le milieu des affaires et les professions libérales, comme on pouvait s'y attendre pour un groupe d'hommes formé dans une très large mesure de citadins (et sans nul doute de gens bien éduqués). Toutefois, contrairement aux généraux étudiés par Hyatt, les agriculteurs étaient nombreux.

Étant donné la façon dont les bataillons « numérotés » étaient alors mis sur pied et leur étroite association avec la Milice, dans la plupart des cas, au moment de leur formation, il n'est pas étonnant de voir que cinquante (28 %) de ces hommes se sont retrouvés à la tête de leur bataillon au grade de lieutenant-colonel. Et conformément au modèle régimentaire britannique adopté pour le Corps expéditionnaire canadien, à peine plus de la moitié de ces commandants étaient issus du bataillon même; suivant la procédure normale, on accédait d'abord au poste de commandant de compagnie puis de commandant adjoint, puis de commandant, bien que quelques-uns des officiers aient eu le grade de capitaine-adjudant de bataillon. Par ailleurs, 10 % des sujets avaient suivi un parcours semblable, sauf qu'ils s'étaient vus confier le commandement d'un autre bataillon. Les autres commandants avaient été soit (quoique très rarement)

Tableau 4 : Profession des commandants de bataillon avant la guerre

Carrière militaire	22 (13%)	Agriculture	19 (11%)
Force permanente	12	Cultivateur	15
Armée régulière britannique	4	Éleveur	
« Soldat »	6 (i)		
Professions libérales	45 (27%)	Fonction publique	13 (8%)
Avocat	17	Fonctionnaire (ii) (iii) (iv) (v)	4
Ingénieur (ii)	10	Commis	2
Comptable	9	Commis	2
Architecte	3	Autre	5
Journaliste	2	Travail manuel/services	7 (4%)
Médecin	1	Secrétaire	3
Météorologue (iii)	1	Serveur	1
Inspecteur d'école (iv)	1	Contremaître	1
Enseignant (v)	1	Ouvrier non qualifié	2
Milieu des affaires	62 (37%)	Autre	5 (3%)
Entrepreneur « dans une large mesure »	4	Étudiant	2
Marchand	13	« Gentilhomme »	3
Manufacturier	12	Incertain/non indiqué	10
Gestionnaire	9		
Courtier en bourse ou courtier d'assurance	6		
Courtier	5		
Agent	5		
Directeur de banque	4		
Importateur/exportateur	2		
Agent immobilier	2		

(i) Répondants qui ont indiqué comme profession « soldat », même s'ils n'avaient pas fait partie de la Force permanente ni de l'armée britannique;

(ii) incluant un fonctionnaire fédéral pour la catégorie;

(iii) un fonctionnaire fédéral pour;

(iv) un fonctionnaire provincial pour;

(v) et un employé municipal.

transférés d'un bataillon au front à un autre, soit nommés officiers d'état-major ou commandants d'une unité de la réserve ou d'entraînement. Seulement quatre commandants de bataillon, tous désignés en 1918, s'étaient enrôlés comme simples soldats et avaient ensuite gravi les échelons¹⁸. Les principales exigences pour occuper un tel poste étaient, semble-t-il, un leadership éprouvé au combat et un bon bilan quant à l'administration d'unités combattantes de plus en plus grandes.

Tableau 5 : Grade/poste avant la nomination à commandant de bataillon (i)

A repris le commandement de son bataillon (ii)	22	10%
A été nommé commandant de bataillon dès son enrôlement	50	24%
Sorti du rang, même bataillon	95	45%
Transféré au commandement d'un autre bataillon	3	1%
Sorti du rang, autre bataillon	17	8%
Nommé officier d'état-major ou chef d'une unité de réserve ou d'une unité d'entraînement	23	11%
Donnée manquante	2	1%

(i) Étant donné que plusieurs de ces 179 commandants de bataillon ont occupé ce poste plus d'une fois, le nombre total de nominations correspond à 212;

(ii) ces hommes ont passé plusieurs mois à l'écart de leur lieu de commandement, la plupart pour se remettre de blessures ou pour suivre en Angleterre le cours de formation de trois mois destiné aux officiers supérieurs.

Le profil d'âge révèle que le commandant de bataillon moyen était né en 1876, mais il y avait un grand écart d'âge entre les plus jeunes et les plus vieux. Le plus jeune, né en 1893, a été nommé commandant de bataillon en 1918 juste après son vingt-cinquième anniversaire de naissance, et deux autres jeunes de vingt-cinq ans ont accédé à un tel poste la même année. À l'autre bout du spectre, le commandant le plus vieux, né en 1859, avait 56 ans lorsqu'il a pris en charge son bataillon en France. La plupart des leaders plus âgés font partie du noyau de commandants désignés lors de la mise sur pied des bataillons, et un nombre relativement faible de ces « colonels de la Milice » d'avant-guerre sont demeurés longtemps au front. L'année de naissance moyenne du premier groupe de commandants des cinquante bataillons d'infanterie du Corps expéditionnaire canadien était 1869. Deux ans plus tard, au déclenchement de la bataille de la Somme, l'âge moyen avait chuté à 43 ans, et l'année de naissance moyenne avait augmenté à 1873. Comparativement, à la fin de la guerre, les commandants avaient en moyenne trente-sept ans et ils étaient nés en moyenne huit ans plus tard, indice évident que le commandement de troupes combattantes sur le front occidental était très exigeant sur le plan physique, psychologique et intellectuel.

Tableau 6 : Année de naissance moyenne des commandants de bataillon

	Officiers avec le statut de premier commandant (i)	Tous les officiers commandants
Avant 1859	1	1
De 1860 à 1864	9	10
De 1865 à 1869	12	21
De 1870 à 1874	13	31
De 1875 à 1879	6	40
De 1880 à 1884	4	37
De 1885 à 1889	1	23
Après 1890	0	9
Donnée inconnue	4	7
Année moyenne	1869	1876

(i) Ces chiffres englobent les 85^e et 116^e Bataillons rajoutés en 1917 quand on a dissous les 60^e et 73^e Bataillons.

Tableau 7 : Âge moyen des commandants de bataillon

	1 ^{er} juillet 1916	11 novembre 1918
55 ans et plus	3	0
De 50 à 54 ans	6	2
De 45 à 49 ans	10	3
De 40 à 44 ans	11	13
De 35 à 39 ans	9	8
De 30 à 34 ans	6	10
De 25 à 29 ans	0	7
Donnée inconnue	3	0 (i)
Âge moyen	43 ans	37 ans
Plus de 45 ans	18	5
Moins de 40 ans	15	25
Moins de 35 ans	6	17

(i) À la fin des hostilités, 43 des 48 bataillons seulement avaient à leur tête un officier occupant ce poste depuis au moins un mois.

Une fois les commandants nommés à leur poste, la durée de leur affectation variait beaucoup, entre autres à cause des lourdes pertes — facteur dû au hasard — et parce que la fin des hostilités en 1918 marquait une « cessation » arbitraire du commandement. Sur les 212 affectations dépassant un mois, on a établi à 285 jours la durée d'affectation moyenne, soit environ 9 mois et demi. Dans certains cas, les commandants sont restés en poste plus longtemps, mais seulement le tiers des personnes nommées est resté en poste pendant plus d'un an, et seulement une sur huit pendant plus de 18 mois. Dix de ces militaires ont servi à ce poste pendant plus de deux ans. Cette « longévité » favorisait une précieuse continuité à tous égards dans les opérations d'un bataillon. Et le remplacement éventuel d'autres officiers envoyait le signal que les commandants de bataillon devaient posséder un ensemble précis de capacités et qualités. Pourtant, la plupart de ces commandants demeurés longtemps en poste, et ayant donc par définition « réussi », n'ont pas accédé à un rang plus élevé, preuve qu'il ne suffisait pas de posséder de telles qualités pour être promu au grade de commandant de brigade.

Tableau 8 : Durée d'office

Moins de 6 semaines (i)	14
De 6 à 26 semaines	73
De 27 à 52 semaines	55
De 53 à 78 semaines	42
De 79 à 104 semaines	18
Plus de 104 semaines (ii)	10

(i) Mais plus de 29 jours;

(ii) A.H. Bell a commandé le 31^e Bon durant 1 061 jours consécutifs, tandis que T.L. Tremblay a dirigé le 22^e Bon pendant 1 150 jours, dans le cadre de deux affectations toutefois. Les deux hommes ont été promus commandants de brigade en 1918.

Assurément, commander un bataillon d'infanterie était une mission dangereuse. Un peu plus du quart des commandants de bataillon ont été blessés au moins une fois en service, et sur ces quarante-cinq officiers, vingt et un ont subi des blessures assez

graves pour qu'on leur retire le commandement de leur unité pendant au moins un mois, et quatorze d'entre eux n'ont jamais pu réintégrer leurs fonctions. Le « stress » a eu raison de cinq commandants de bataillon, tandis que l'épuisement physique dû à d'autres causes que les blessures, souvent accompagnée de stress excessif, en a écarté définitivement treize autres. De plus, vingt-deux commandants — un sur huit — ont été tués au combat ou sont morts des suites de leurs blessures. Il semble que pour pouvoir commander efficacement, les commandants de bataillon devaient eux-mêmes s'exposer au danger. De plus, leur charge les soumettait à de terribles pressions. En général, le commandant d'un bataillon d'infanterie avait un peu plus d'une chance sur trois de tomber gravement malade, de succomber à un excès de stress, de souffrir de blessures invalidantes ou d'être tué au combat. Il est à peine exagéré d'affirmer que les commandants de bataillon s'épuisaient presque aussi vite que leurs soldats.

Tableau 9 : Pertes parmi les commandants de bataillon (i)

Tués au combat/morts à la suite de blessures	22	(12%)
Stress/blessures graves reliés au combat	27	(15%)
Blessé, retiré définitivement de son poste de commandant (ii)	14 (iii)	
Blessé, retiré temporairement de son poste de commandant (ii)	7	
A succombé au stress, retiré définitivement de son poste de commandant	5	
A succombé au stress, retiré temporairement de son poste de commandant	1	
Total des victimes de blessures graves au combat	49	(28%)
Blessé, demeuré en poste (iv)	24	(14%)
Total des victimes du stress de combat	73	(41%)
Maladie ou épuisement physique ne résultant pas de blessures, retiré définitivement de son poste de commandant (v)	13	
Maladie ou épuisement physique ne résultant pas de blessures, retiré temporairement de son poste de commandant	4	
Total des pertes	90	(51%)
Aucune raison claire	2	

(i) Pertes chez les 179 officiers commandant un bataillon;

(ii) y compris les victimes d'attaques au gaz;

(iii) y compris les officiers blessés en 1918 qui, sans l'Armistice, auraient pu peut-être guérir suffisamment pour réintégrer leur poste;

(iv) cette période était souvent interprétée de façon libérale : un commandant pouvait récupérer de ses blessures pendant plusieurs semaines sans qu'on modifie officiellement son statut;

(v) les tensions dues au contexte de commandement et aux rigueurs de la guerre des tranchées auraient souvent contribué à ces pertes.

Au moment de l'Armistice, parmi les officiers ayant commandé un bataillon pendant au moins un mois, quarante-trois dirigeaient encore un bataillon d'infanterie, alors que sept autres avaient perdu leur poste tout en faisant encore partie du même bataillon (habituellement après être redevenus commandants adjoints), et un parmi eux suivait le cours de formation pour officiers supérieurs. Deux commandaient une division, et onze autres une brigade. Un des commandants avait été muté à la tête d'une unité de cavalerie du CEC, et trois dirigeaient une unité de combat britannique ou faisaient partie d'une telle unité.

Les officiers restants avaient cessé de diriger un bataillon d'infanterie, et leur parcours de carrière subséquent donne des indices sur les causes de leur départ ou de leur disparition. Vingt-quatre ont été tués ou sont morts à la suite de blessures au combat¹⁹, tandis que deux autres sont décédés à la suite d'une maladie. On a dû retiré de leur poste vingt commandants parce qu'ils étaient trop gravement blessés ou « commotionnés par les bombardements » pour pouvoir rester en fonction. Vingt et un autres officiers avaient été jugés trop épuisés physiquement ou malades (ou les deux) pour poursuivre leur tâche. Un commandant avait été fait prisonnier. Bref, 38 % comptait parmi les « pertes », au sens large, et dans la plupart des cas, leur « retrait » du commandement — à part un certain nombre de militaires plus âgés qui étaient épuisés et ceux qui ont subi un traumatisme sous l'effet des bombardements ou qui étaient malades — n'a pas nui à leur bilan en tant que commandants de bataillon.

Mais que peut-on dire des autres? Six ont été ensuite nommés officiers d'état-major en France. Malgré la grande pénurie d'officiers d'état-major et la volonté de « canadianiser » les postes d'état-major, il est probable que l'on ait assigné à ces fonctions des bons commandants de bataillon offrant des perspectives prometteuses en tant qu'officiers d'état-major; d'ailleurs, certains indices tendent à le prouver²⁰. Il se peut que d'autres aient montré de telles dispositions, sans toutefois s'être montrés aussi efficaces à la tête d'un bataillon. Quoi qu'il en soit, leurs nominations subséquentes supposent que les autorités les considéraient tout de même comme de bons officiers. Trois d'entre eux ont occupé des postes de haut rang dans des établissements d'instruction ou des quartiers



Le Lieutenant-colonel Lafayette Harry Nelles, DSO avec une agrafe, MC
4^e Bataillon d'infanterie canadien

généraux en France, et là encore, ces mutations n'impliquent pas forcément qu'ils avaient mal dirigé leur bataillon. Deux autres ont été mutés dans des unités de soutien en France. Il est peu probable qu'un bon leader de troupes combattantes eût été chargé de commander une unité forestière simplement parce qu'il était marchand de bois. Néanmoins, ces officiers, comme certains de ceux qui ont été affectés à des tâches d'état-major, ne possédaient peut-être tout simplement pas la force et l'énergie nécessaires pour continuer de commander leurs troupes sur la ligne de feu. Sept autres officiers ont occupé des postes d'état-major en Angleterre, et une douzaine d'autres ont été affectés à divers établissements, la plupart pour diriger des unités d'entraînement. Soulignons que, durant la période 1917-1918, les autorités du Corps expéditionnaire canadien avaient coutume d'envoyer de bons officiers combattants « épuisés » en Angleterre pour y diriger des unités d'entraînement²¹. Le fait de rester outre-mer préservait leur « honneur », tandis que leur expérience du front, toute fraîche, représentait un atout évident pour la formation des recrues. Toutefois, une poignée d'entre eux seulement ont été renvoyés en France pour commander un bataillon²². Dans certains cas, il est possible que les affectations en Angleterre aient été obtenues par (et pour) des officiers plus ou moins compétents jouissant de bons contacts politiques. Incidemment, un autre officier, le Lcol V.V. Harvey a été jugé en cour martiale après que lui-même et son adjoint se sont absents du quartier général pendant une période où leur présence s'imposait. Fait intéressant, trois anciens commandants de bataillon se

sont retrouvés à la fin de la guerre dans le corps expéditionnaire envoyé en Sibérie, un à titre d'officier d'état-major et deux nommés de nouveau à la tête d'un bataillon. Enfin, on relève quelques autres cas d'officiers mutés en Angleterre pour « assignation spéciale », expression dont le sens exact nous échappe.

Passons maintenant aux officiers qui sont « rentrés » au Canada. Quatorze des ex-commandants revenus au pays au cours d'une permission prolongée ou d'un congé pour raisons familiales sont demeurés en service jusqu'à la fin de la guerre, alors que quinze ont reçu leur libération. Certains d'entre eux s'étaient bien comportés au front, mais ce n'était sûrement pas le cas pour d'autres. Un bon nombre des militaires qui sont

restés en service ou qui ont été alors libérés après leur retour au Canada étaient des hommes d'un certain âge, qui souvent avaient été les premiers à commander leurs bataillons respectifs, et dont la santé commençait à se détériorer. Évidemment, la question cruciale est de savoir quels sont les commandants « congédiés » par les généraux Alderson, Byng ou Currie pour cause d'incompétence. Malheureusement, les historiens militaires demeurent assez évasifs à ce sujet. En ce qui concerne certains commandants expulsés pour cette raison — par exemple le commandant du 27^e Bataillon, Irvine Snider, après le combat de Saint-Eloi — on relève des circonstances médicales atténuantes, en l'occurrence la « neurasthénie »²³. Et même si beaucoup de commandants de bataillon avaient bien rempli leur rôle, ils étaient simplement trop épuisés, physiquement et moralement, ou avaient contracté une maladie chronique, d'où la nécessité de les remplacer. Mais à moins d'examiner en détail chacun des cas, il est impossible de connaître le nombre précis d'incompétents ou de savoir en quoi exactement ils se sont montrés incompétents. Ce qui est clair, c'est

Le Lieutenant-colonel W.R. Patterson, DSO
4^e Bataillon des Canadian Mounted Rifles



qu'environ les deux tiers des officiers ayant accédé au rang de commandant de bataillon ont continué à diriger des troupes combattantes jusqu'à la fin de la guerre ou jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus rester en poste à cause de problèmes physiques ou psychologiques.

Vu la réputation d'Arthur Currie d'être implacable en remplaçant les commandants qui faisaient des erreurs²⁴, quand on examine le sort des 102 officiers qui ont commandé un bataillon d'infanterie pendant plus d'un mois à l'époque où il était commandant du Corps expéditionnaire²⁵, on s'étonne de voir *qu'un si petit nombre ont été démis* de leurs fonctions. Vingt-neuf des commandants ont servi sans interruption jusqu'à l'Armistice. Quant au reste, huit ont été nommés commandants de brigade, vingt-neuf ont été tués ou gravement blessés, neuf sont tombés gravement malades ou ont été jugés « trop épuisés » physiquement et/ou moralement, sept ont été nommés en remplacement d'un officier qui a réintégré son poste par la suite, dix-huit ont été remplacés pendant qu'ils suivaient le cours de trois mois destiné aux officiers supérieurs, qu'ils récupéraient de blessures, qu'ils étaient malades ou qu'ils bénéficiaient d'une permission prolongée,

Tableau 10 : Sort des commandants de bataillon (i)

Commandait un bataillon au moment de l'Armistice (ii)	43	
Avait cessé de commander, demeurait dans son unité	7	
Suivait une formation au moment de l'Armistice	1	
Commandait une brigade ou une division	13	
Commandait une autre unité de combat du CEC	1	
Commandait une unité de combat britannique	3	
Officiers à la tête d'unités de combat	68	(38%)
Tué au combat/mort à la suite de blessures (iii)	24	
Gravement blessé (iv)	14	
Incapacité physique/maladie	3	
Tensions dues au service (v)	0	
Prisonnier de guerre	1	
Pertes (vi)	42	(24%)
Officier d'état-major en France	6	
Établissement d'entraînement en France	1	
Autre unité militaire non combattant, en France	4	
Officier d'état-major, en Angleterre	7	
Établissement d'entraînement, en Angleterre	12	
Poste administratif en dehors de l'Armée, en Angleterre	2	
Corps expéditionnaire sibérien	3	
Fonctions d'officier d'état-major, établissement d'entraînement, poste administratif ou autre poste militaire outre-mer	35	(20%)
Retourné au Canada, resté dans l'Armée	14	
Retourné au Canada, libéré	15	
Mort de maladie	2	
Jugé en cour martiale	1	
Autre	32	(18%)
Raison inconnue	2	

(i) on a tenu compte uniquement de la carrière des officiers, si bien que le nombre total d'officiers s'élève à 179;

(ii) au moment de l'Armistice, cinq des quarante-huit bataillons d'infanterie étaient dirigés par des officiers occupant ce poste depuis moins d'un mois;

(iii) inclut un officier tué pendant qu'il commandait une division britannique, et un autre alors qu'il était commandant adjoint d'un bataillon;

(iv) comprend deux officiers gravement blessés, un au cours d'un accident à l'entraînement et un autre pendant qu'il commandait une brigade;

(v) l'expression « tensions dues au service » était un euphémisme pour désigner le stress psychologique (ou « neurasthénie »);

(vi) dans ce cas-ci, le nombre de commandants souffrant d'incapacité physique et de « tensions dues au service » est sous-estimé, puisque la moitié des officiers (24 sur 50) ayant ensuite servi en Angleterre ou au Canada, ou qui ont été démobilisés, souffraient de l'un ou l'autre de ces états pathologiques quand on leur a retiré le commandement d'un bataillon au front.

Tableau 11 : Sort des commandants de bataillon durant la période où Currie dirigeait le Corps

	Byng (i)	Currie (i)	Total
Tué au combat	5	3	8
Gravement blessé	1	11	12
Gravement malade	1	1	2
Réformé/épuisé/neurasthénique (ii)	7	0	7
Promu commandant de brigade	8	0	8
Suivait le cours d'officier supérieur/a repris son commandement	4	0	4
Gravement blessé/a repris son commandement	5	3	8
Gravement malade/a repris son commandement	1	3	4
Permission prolongée/a repris son commandement	2	0	2
Remplacé par le commandant d'un autre bataillon (iii)	0	1	1
Remplacé par commandant dont il avait pris la relève	1	6	7
Suivait le cours d'officier supérieur à la fin de la guerre	0	1	1
Nommé commandant d'un autre bataillon	1	1	2
Transféré à une unité combattante britannique (iv)	1	0	1
Formation d'officier d'état-major/affectation en France (v)	4	0	4
Promu et nommé commandant d'un établissement d'entraînement en Angleterre	1	1	2
Permission prolongée au Canada/n'a pas repris son commandement	1	1	2
Nommé à un poste administratif en Angleterre	1	1	2
Suivait le cours d'officier supérieur/n'a pas repris son commandement	2	0	2
Jugé en cour martiale	1	0	1
Raison incertaine	1	3	4
A commandé sans interruption un bataillon	9 (vi)	20	29
Commandait un bataillon au moment de l'Armistice	14	27	41

(i) Il y avait en tout 102 officiers, cinquante-quatre désignés par Currie et quarante-huit hérités de Byng (dont six avaient été nommés par Hughes/Alderson). Plusieurs de ces officiers ayant récupéré leur poste après l'avoir cédé temporairement, le nombre total de « commandants de bataillon » s'élève à 113 pour fin du présent Tableau.

(ii) Les deux problèmes pathologiques étaient souvent diagnostiqués simultanément.

(iii) Ce commandant adjoint est resté en fonction à peine un mois après la mort au combat de son commandant, et apparemment, il n'avait pas été affecté à ce poste en permanence.

(iv) C'était le résultat direct d'un conflit de personnalité acrimonieux opposant le Lcol Warden (102^e Bon) à ses supérieurs, le Bgén. Odium et le Mgén. Watson. Warden a par la suite fait partie de la troupe Dunsterforce envoyée dans le Caucase, puis il a servi auprès des troupes protsaristes de l'Amiral Kolchak.

(v) Inclut deux officiers nommés à la tête de l'École du Corps canadien.

(vi) A occupé son poste sans interruption à partir de la nomination de Currie en tant que commandant du Corps le 9 juin 1917.



Le Lieutenant-colonel C.H. Rogers, OBE, 20^e Bataillon d'infanterie canadien

avant de reprendre leur commandement; un des officiers suivait le cours pour officiers supérieurs à la fin de la guerre, et deux ont été exhortés à reprendre du service afin de remplacer d'urgence des camarades morts ou blessés vers la fin de la guerre, soit au total soixante-cinq officiers additionnels. Dans un autre cas, l'officier répondait tout juste au critère voulant que le militaire ait plus d'un mois de service continu; en effet, lors d'une affectation de toute évidence temporaire, il avait pris la relève de son commandant tué au combat, pour être bientôt remplacé par le commandant d'un autre bataillon et réintégrer son poste antérieur de commandant adjoint. Un autre officier supérieur a été transféré dans l'armée britannique en tant que combattant, à sa propre demande et à cause de conflits de personnalité. Enfin, quatre des commandants sont allés servir en France à titre d'officiers d'état-major ou commandants de l'école du Corps canadien, et un autre a été jugé en cour martiale, mais non pas parce qu'il avait manqué à son devoir au combat. Cela laisse six ex-commandants qui ont été affectés à un

établissement d'entraînement ou à un poste administratif en Angleterre, deux qui sont retournés au Canada et quatre qui ont cessé de commander leur bataillon pour des raisons inconnues, aucun d'eux n'étant retourné au combat par la suite. Sur les quatre-vingt-quatre changements à la tête d'un bataillon décrétés par Currie pendant qu'il commandait le Corps expéditionnaire, les douze derniers remplacements sont les plus « douteux ». Pourtant, d'après les dossiers, Currie ne les considérait pas tous comme des officiers supérieurs incomptables. Par contre, il faut tenir compte du fait que Currie aurait peut-être désapprouvé la conduite de certains des commandants qui ont été tués ou gravement blessés, ou qui sont tombés malades ou devenus trop épuisés, si le destin ne les avait pas écartés. Quoi qu'il en soit, le processus de sélection appliqué par Currie (et par Byng également, si l'on en juge d'après les commandants de bataillon dont Currie a hérité) était tellement efficace que la grande majorité des officiers nommés à un tel poste — soit dans une proportion de beaucoup supérieure à 80 % — se sont comportés en bons soldats jusqu'à la fin de la guerre ou jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par l'officier dont ils avaient temporairement pris la relève, qu'ils soient promus ou qu'ils soient incapables de poursuivre leur travail à cause d'épuisement physique ou moral.

Les souvenirs évoqués par les officiers subalternes et les militaires du rang du Corps expéditionnaire donnent des indices supplémentaires sur les qualités qui permettaient aux commandants de bataillon de mener à bien leur tâche. Les qualités les plus souvent citées étaient le courage, la capacité de préparer minutieusement les soldats au combat et un souci général quant au bien-être de leurs troupes. Cy Peck, un homme court et trapu arborant une moustache de phoque, avait l'air de tout sauf d'un guerrier. Néanmoins, il a commandé le 16^e Bataillon pendant presque deux ans et a reçu la Croix de Victoria pour avoir regroupé son unité décimée pendant la ruée contre la ligne de fortifications Drocourt-Quéant. Se rappelant cette époque, un jeune officier a décrit de manière imagée Peck marchant à découvert, sous les tirs ennemis, son kilt troué et son étui à pistolet perforé par une balle, les bras bien droits, réorganisant calmement ses troupes pour les faire avancer²⁶. Dans son récit d'un incident au cours duquel son commandant avait été blessé en menant une attaque contre un nid de mitrailleuses allemand pendant l'attaque d'Amiens, un soldat du 4^e Bataillon a déclaré que « le Colonel Nelles était un homme brave »²⁷. Dans la même veine, un officier subalterne du 85^e Bataillon a souligné que le Lcol Ralston, deux fois blessé gravement



Le Lieutenant-colonel J.W. Warden, CBE, DSO, 102^e Bataillon d'infanterie canadien

au combat, était un homme « infiniment courageux donnant l'impression de ne pas avoir de nerfs... ». Au cours d'engagements particulièrement intenses, Ralston rassurait ses hommes en se tenant à découvert malgré les obus qui éclataient et les balles qui sifflaient; il s'adressait calmement aux officiers et aux soldats comme s'il n'y avait rien à craindre²⁸. Un autre soldat a rappelé avec vivacité le courage du Lcol Thomas Tremblay, qui a terminé la guerre au grade de brigadier-général après avoir commandé pendant trois ans le 22^e Bataillon :

Quand il y avait un bombardement, on était sûr à chaque fois de voir Tremblay à la ligne de front... Il savait quoi dire aux gars. Il était calme, il n'était jamais effrayé. Je me demande comment il a pu échapper à la mort. Ce n'était pas le genre de type à se cacher... Au moindre bruit, on essayait de retourner dans les tranchées pour se mettre à l'abri, alors que, lui, il restait là où il était²⁹.

Frank Page, le commandant du 50^e Bataillon, un homme peu costaud et portant lunettes, était lui aussi très brave sous les feux ennemis. À Amiens, un de ses soldats a raconté : « Du sommet de la tranchée, on s'est lancé à l'assaut, avec très peu de soutien d'artillerie, alors que... les boches avaient tous une mitrailleuse; et la première chose qu'on a vu, c'est le Colonel Page qui se ruait en avant de toute la bande. Il n'était pas obligé de le faire, mais c'était un type courageux, oui, un homme remarquable... »³⁰. Un autre ancien membre du bataillon a décrit avec éloquence l'importance qu'avait pour les soldats la conduite au combat de Page. Il était :

...extraordinairement brave, et sa bravoure personnelle semblait se répercuter sur les autres membres du bataillon. Je suis convaincu qu'on doit accorder beaucoup d'importance à l'attitude personnelle du commandant d'un bataillon... Par son exemple personnel, Page pouvait influencer la conduite de chaque soldat³¹...

Et même chez les commandants que leurs subalternes méprisaient à cause de leur obsession pour la discipline ou de leur insensibilité, pouvaient gagner malgré tout le respect de leurs hommes s'ils se montraient courageux. Le Lcol John A « Jimmy » Clark n'avait que 29 ans quand on l'a nommé commandant du 72^e Bataillon. Pendant la guerre, Clark a acquis une réputation bien méritée de tyran, et ses hommes se souviennent amèrement de sa jouissance apparente quand il faisait défilé ses soldats épuisés sous la pluie. Pourtant, « il n'obligeait jamais les hommes à aller quelque part où il ne serait pas allé lui-même... On le détestait pour beaucoup de choses, mais il nous donnait vraiment le bon exemple... Les gars seraient allés n'importe où pour le Colonel Clark »³². Cet officier promu commandant de la 7^e Brigade au cours des Cent derniers jours de la guerre, a soutenu plusieurs années plus tard qu'un commandant devait absolument gagner le respect et la confiance de ses hommes, puisque la popularité ne sert pas à grand-chose sans ces deux atouts³³. George Tuxford, qui a commandé à partir de la bataille d'Ypres d'abord un bataillon puis une brigade, était un type du même genre, qui a laissé le souvenir amer d'un homme « égoïste », « brutal » et carrément cruel, « mais c'était un homme courageux, il avait des tripes »³⁴.

Les soldats voyaient que la compétence du commandant pouvait leur sauver la vie, si bien qu'on trouve de nombreuses allusions respectueuses aux capacités tactiques et

administratives des commandants de bataillon qui ont connu le plus de succès. Peck, a rappelé un de ses subalternes, était « un très bon tacticien capable de bien cerner la situation », tandis qu'un autre ancien combattant a rappelé sur un ton approbateur que le Lcol W.W. Foster, sous-ministre adjoint des Travaux publics de la Colombie-Britannique avant la guerre, et commandant du 52^e Bataillon de la bataille de la Crête 70 jusqu'à l'Armistice, avait entraîné ses soldats à toutes les éventualités, et veillé à transmettre aux chefs de compagnie sous ses ordres de bonnes instructions, pour qu'ils puissent eux-mêmes bien informer leurs subordonnés avant chaque attaque³⁵. Thomas Raddall, qui a été tué par un éclat de tir de mitrailleuse au premier jour de l'attaque d'Amiens et qui avait été sous-officier dans l'armée britannique avant d'immigrer au Canada, passait pour un homme très exigeant en matière de discipline qui ne laissait rien au hasard dans ses préparatifs. Son successeur, Alex Saunders, un officier sorti du rang, était réputé pour son excellent jugement tactique. Assurément, la réputation de Saunders de s'être opposé vigoureusement à des plans d'attaque qu'il jugeait fautifs avait grandement accru la confiance des membres du 8^e Bataillon³⁶. Pour illustrer l'importance de ces qualités, citons l'exemple du Lcol H. J. Dawson, qui a commandé le 46^e Bataillon à partir de la bataille de la Somme. Avant la guerre, Dawson enseignait les mathématiques au Collège royal militaire de Kingston, et son surnom « Dawson le sinistre » laisse entendre qu'il était dénué d'humour, et excessivement strict. Mais dans l'action, comme l'a rappelé par la suite un de ses soldats, « il faisait tout ce qu'il fallait, et on n'avait pas de surprises... » Un des chefs de compagnie sous ses ordres rappelle que Dawson :

... expliquait tout ce qu'il fallait faire; après, vous saviez quasiment le nom de l'Allemand que vous étiez supposé abattre. Pendant des heures et des heures, il passait en revue la situation, il vous amenait dans la section arrière et, à l'aide de rubans à mesurer, calculait la forme et la taille des tranchées, et on pouvait le voir des heures durant en train d'étudier les cartes avec une loupe. Et c'était un colonel que les autres colonels de la brigade admirait, mais sans avoir d'affection pour lui. Il ne se mêlait jamais aux autres, voyez-vous. Il ne voulait pas aller à leurs fêtes et passer du bon temps avec eux, pour fraterniser. Et il agissait de la même façon avec les officiers du bataillon. Quand on s'assoyait pour manger, au lieu de bavarder amicalement, il voulait savoir, par exemple quand il était avec l'officier responsable des travaux, combien on disposait de pelles pour les prochains travaux ou combien de munitions on avait. Il parlait toujours du boulot³⁷...

Le capitaine-adjudant du bataillon se souvient que son commandant étalait les photos de reconnaissance aérienne sur une petite table au poste de commandement :

Alors, il en prenait une puis une autre de la même zone prise une semaine ou 10 jours plus tard; on aurait pu croire qu'il lisait un roman parce qu'il scrutait les photos pouce par pouce, et il disait : « M. Crowe..., il y a quelque chose de curieux ici, et je veux que vous me disiez ce que c'est. » Et on essayait de découvrir ce que c'était...

Ce souci méticuleux du détail donnait de bons résultats :

Je ne peux pas dire qu'on l'aimait beaucoup... Mais on se lançait toujours dans la mêlée en ayant le sentiment rassurant que presque tous les préparatifs nécessaires et envisageables avaient été faits. Je pense qu'aucune unité sur le front occidental ne faisait autant confiance à son chef que la nôtre... Il y avait une ou deux autres unités où ça marchait plutôt mal, et après avoir examiné la situation, nous avons conclu qu'elles possédaient le matériel nécessaire, mais manquaient de bons chefs. Voyez-vous, c'est un facteur absolument essentiel; après tout, ces hommes étaient choisis plus ou moins au hasard, aucun bataillon

n'avait des hommes triés sur le volet, pour ce qui est de l'intelligence en général, et toutes les unités se ressemblaient pas mal à cet égard. Tout dépendait comment les commandants « fouettaient » leurs hommes pour qu'ils se conduisent bien³⁸.

Comme nous l'avons vu, même si ce n'était pas indispensable, un commandant qui se souciait constamment du bien-être de ses soldats contribuait grandement à améliorer le moral des troupes et gagnait assurément leur respect. Dans un contexte où l'espérance de vie était brève et où l'éloignement des êtres chers causait une anxiété constante, beaucoup d'anciens membres du 85^e Bataillon se rappellent que Ralston avait coutume d'écrire personnellement une lettre aux proches de tous ses soldats tués au combat³⁹. Les hommes sous les ordres de George Pearkes, un chef intrépide ayant reçu plusieurs décos, et des blessures pour les justifier, se souviennent affectueusement de son habitude de réquisitionner un camion pour transporter leur équipement sur les longs itinéraires. Un soir, alors que la troupe marchait le long d'une route, le brigadier — qui était à portée de voix de soldats du bataillon — blâme vertement Pearkes de « dorloter » ses hommes. Mais Pearkes ne s'en est pas laissé imposer : « Ils viennent de passer de durs moments et je voulais simplement leur faciliter un peu la tâche »⁴⁰. « Billy » Griesbach, un officier avisé ayant commandé le 49^e Bataillon avant d'être promu commandant de brigade, insistait pour que tous les officiers sous ses

ordres « s'assurent que leurs hommes sont logés et nourris convenablement avant qu'eux-mêmes ne déposent leur équipement et ne trouvent où loger »⁴¹.

Les bons commandants de bataillon avaient quelques traits communs. Ils s'intéressaient aux nouveautés tactiques, et d'ailleurs, ils étaient chargés d'inciter leurs subalternes à faire preuve d'initiative à ce chapitre⁴². De cette façon, ils jouaient, entre autres, un rôle initial et crucial dans le « processus d'apprentissage institutionnalisé » qui caractérisait le développement du Corps expéditionnaire canadien à l'époque où il était dirigé par Byng et Currie⁴³. Ce processus d'apprentissage était fondé sur les « comptes rendus de combat » qui étaient en quelque sorte un bilan des combats livrés par les commandants de compagnie, de peloton et de section; or, pour que ces comptes rendus soient utiles, il fallait que les commandants de bataillon fassent une synthèse minutieuse et très objective des expériences de combat de leur unité. De plus, ceux-ci étaient le dernier chaînon dans « la diffusion de



Le Lieutenant-colonel Alex Ross, DSO
28^e (North-West) Bataillon d'infanterie
canadien

l'apprentissage », autrement dit l'application des connaissances acquises pour instruire les troupes, formation dispensée essentiellement au niveau du bataillon, sous la supervision du commandant de bataillon⁴⁴. Un bon commandant de bataillon était aussi un bon enseignant, surtout pour ses propres officiers⁴⁵. Les contraintes de la guerre de tranchées avaient démontré rapidement, qu'une fois la bataille déclenchée, le contrôle direct sur les opérations commençait à échapper aux commandants de bataillon. Dans la plupart des situations, le mieux qu'ils pouvaient faire consistait à diriger l'attaque en cours par délégation; or, les batailles étant livrées et gagnées par les sections et les pelotons, il devenait d'autant plus nécessaire que les officiers subalternes et les autres militaires reçoivent une formation poussée. Néanmoins, les commandants de bataillon

devaient être aussi des guerriers, étant tout de même obligés de commander leurs troupes et de combattre avec elles « au front », comme en témoignent les lourdes pertes subies collectivement, ainsi que la longue liste des citations au mérite distingué (DSO) obtenues par ces officiers. En particulier durant les Cent derniers jours, quand on est passé d'une guerre de tranchées statique à des opérations plus fluides, de plus en plus à découvert, les tâches tactiques des commandants de bataillon, tant avant que pendant les attaques, augmentaient considérablement. Les directives générales continuaient à être dictées du haut vers le bas dans la chaîne de commandement, mais à mesure que le Corps expéditionnaire acquérait de la maturité, on accordait de plus en plus de latitude aux commandants de bataillon, et dans la plupart des cas, on voulait qu'ils fassent preuve d'initiative. Comme l'a rappelé un jeune officier d'état-major, un commandant de bataillon était « chargé de certaines tâches, et c'est lui qui décidait de leur exécution »⁴⁶.

Le courage, le sens tactique et les capacités administratives devaient s'accompagner d'un optimisme sans faille. Les soldats et les officiers subalternes pouvaient sentir le découragement chez leurs supérieurs, état d'esprit ayant pour effet de démoraliser rapidement tout le monde. Le devoir premier d'un commandant de bataillon consistait à forger et à préserver le moral et la combativité des troupes par tous

les moyens possibles. Évidemment, pour atteindre ce but, il fallait remporter des batailles et minimiser les pertes, mais les commandants devaient aussi jouer un rôle de « motivateur ». Quand le Lcol R. D. Davies a pris le commandement du 44^e Bataillon en janvier 1917 en remplacement d'un officier d'un certain âge, il héritait d'un bataillon dont les membres étaient démoralisés et épuisés à la suite des combats pendant la bataille de la Somme. Davies a rassemblé aussitôt ses officiers et les a informés en termes clairs qu'à partir de maintenant, le 44^e Bataillon devait redevenir une unité combattante; et que ceux qui ne se montreraient pas à la hauteur allaient être mutés sur-le-champ, sans discussion. Par la suite, comme l'a rappelé un ancien membre du bataillon, la ligne de défense est devenue la ligne avancée, et il n'y a



Le Lieutenant-colonel Thomas-Louis Tremblay, CMG, DSO, 22^e Bataillon (canadien-français)

plus eu d'avis de repli vers la tranchée de soutien. Le moral des membres du bataillon, dynamisé par un leadership aussi vigoureux, a alors grimpé en flèche⁴⁷. Après les combats de Passchendaele, Currie lui-même a conclu que « le principal facteur de réussite... a été l'esprit combatif des hommes, aiguisé par la discipline, développé grâce à l'entraînement et renforcé par la confiance des soldats en eux-mêmes et en leurs officiers, d'où une série de succès continuels pendant un an »⁴⁸ [insistance de l'auteur]. Indubitablement, les commandants de bataillon ont joué un rôle central dans l'obtention de tous ces succès.

Bien entendu, pour forger le moral des troupes, il ne suffisait pas de livrer des discours « enflammés », même sur un ton sincère et enthousiaste. Pour réussir, les commandants de bataillon devaient recourir à tous les stratagèmes envisageables afin de bâtir la cohésion de l'unité; il fallait, par exemple, favoriser la pratique des sports, fournir des logements plus confortables et une meilleure nourriture aux soldats, essayer de combler le fossé entre les officiers et les soldats, et toujours faire preuve d'équité

dans les rapports avec les membres du bataillon.

Que dire alors des commandants de bataillon du CEC? Bien qu'on ignore quels sont ceux qui ont été « congédiés », on sait qu'après 1916, leur nombre était relativement faible. Et malgré l'abondante documentation sur les « tractations politiques » et les « bons contacts » qui présidaient à la nomination des officiers supérieurs à l'époque où Sam Hughes était ministre de la Milice, nous ne savons pas précisément quel rôle ont pu jouer subséquemment la politique et le pistonnage au sein du Corps, surtout quand ce dernier était dirigé par Currie. Il reste à déterminer les qualités précises qui caractérisaient un excellent commandant de bataillon ainsi que l'importance relative de ces diverses qualités, d'autant plus qu'un nombre appréciable de commandants de bataillon « professionnels », autrement dit des officiers efficaces qui, de toute évidence, possédaient les atouts requis, n'ont pourtant jamais pris du galon. Par ailleurs, on relève plusieurs « types » de commandants compétents, dont le « style » de leadership variait considérablement. Tous les bons commandants étaient capables de combattre, d'entraîner leurs soldats et de soutenir leur moral. Étant donné que plusieurs de ces officiers sont restés longtemps en poste, il est probable que leur « personnalité » déteignait dans une certaine mesure sur leurs troupes, si bien que ni les commandants, ni les membres des bataillons, n'étaient facilement interchangeables.

Dans le numéro de novembre 1918 du programme de cours *Notes for Commanding Officers* de l'école des officiers supérieurs du Corps expéditionnaire britannique à Camberley, où la grande majorité des commandants de bataillon de ligne du CEC avaient étudié⁴⁹, le premier sujet enseigné portait sur « les atouts personnels » qui entrent en ligne de compte dans le commandement d'un bataillon. En l'occurrence, on insistait sur le lien entre le moral des soldats et leur attachement à leur commandant, ainsi que les qualités que doit posséder à cette fin chaque commandant. En plus du courage jugé essentiel, il y avait aussi les qualités que la plupart des officiers ayant subi le baptême du feu possédaient déjà. Enfin, les officiers devaient avoir de bonnes « connaissances militaires » et être capables de les appliquer en faisant preuve d'imagination, de prudence et bon jugement; avoir du « sang-froid », c'est-à-dire rester calme dans les moments de fortes tensions; être « justes et équitables » à tous égards; être « courtois et poli » envers leurs subalternes et, par-dessus tout, être tout bonnement capables de « travailler fort ». « Il est beaucoup plus important de gagner la confiance et l'estime des soldats », lit-on en conclusion dans les *Notes*, que « d'obtenir mille Croix de Victoria »⁵⁰.

Si l'on en juge d'après les résultats obtenus par le Corps expéditionnaire sur les champs de bataille pendant les deux dernières années de la guerre, et compte tenu de l'évolution tactique et des exigences de plus en plus complexes à ce niveau imposées aux bataillons d'infanterie pendant les combats, il semble que la plupart des commandants de bataillon possédaient de telles qualités. Lorsqu'il devint évident que le conflit prendrait la forme d'une guerre de tranchées et que le Corps expéditionnaire canadien a entrepris d'institutionnaliser et d'uniformiser l'apprentissage, Byng et Currie ont apparemment établi des méthodes qui leur permettaient de discerner les officiers subalternes qui avaient la trempe des vrais leaders et des vrais combattants, en plus d'avoir des aptitudes pour organiser les troupes, stimuler leur moral et les former. On leur confiait alors la mission exigeante et dangereuse de diriger des bataillons d'infanterie. Une fois nommés, ils demeuraient en poste jusqu'à ce que, dans certains cas, leur conduite laisse à désirer, ou beaucoup plus souvent, jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus poursuivre leur tâche; Byng ou Currie leur trouvait alors une fonction plus importante, ou la fin de la guerre venait mettre un terme à leur carrière. Il semble que la grande majorité des « guerriers » amateurs sont devenus de bons militaires professionnels. On a trop longtemps sous-estimé leur contribution aux succès obtenus par le Corps expéditionnaire canadien.

À propos de l'auteur...

M. Patrick Brennan, Ph.D., est professeur agrégé à l'Université de Calgary, où il enseigne l'histoire du Canada. Il se spécialise dans la période de la Grande Guerre et il effectue actuellement des recherches en vue de la rédaction d'un livre sur les commandants subalternes de niveau supérieur du Corps expéditionnaire canadien à l'époque où le Général Byng et le Général Currie étaient en fonction.

Endnotes

1. A. M. J. Hyatt, « Canadian Generals of the First World War and the Popular View of Military Leadership », *Social History/Histoire Sociale*, XII, 24, novembre 1979, p. 418-430. Pour obtenir un aperçu des travaux récents visant à corriger cette lacune, voir l'article de Patrick Brennan, « A Still Untold Story of the Canadian Corps: Byng's and Currie's Commanders », *Canadian Military History*, XI, p. 2, printemps 2002.
2. Voir notamment de Patrick Brennan et Thomas Leppard, « How the Lessons Were Learned: Senior Commanders and the Moulding of the Canadian Corps after the Somme », dans le document publié sous la direction de Yves Tremblay, *L'histoire militaire canadienne depuis le XVII^e siècle : Actes du Colloque d'histoire militaire canadienne*, Ottawa, 5-9 mai 2000, Ottawa, Direction — Histoire et patrimoine (DHP), Défense nationale, 2001, de Tim Cook, *No Place to Run: The Canadian Corps and Gas Warfare in the First World War*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1999, de Bill Rawling, *Survivre aux tranchées : l'Armée canadienne et la technologie, 1914-1918*, Outremont (Qué.), éditions Athéna, 2004, et de Shane Schreiber, *Shock Troops of the British Empire: The Canadian Corps in the Last 100 Days of the War*, Westport, CT, Praeger, 1997.
3. Sur les 12 commandants de brigade à la fin de la guerre, onze avaient auparavant commandé un bataillon, chiffre qui tombe à quatre pour les commandants de division, et à trois si on inclut Macdonell qui avait dirigé le régiment de cavalerie Lord Strathcona's Horse avant de prendre en charge la 7^e Brigade d'infanterie.
4. La biographie de George Pearkes, *For Most Conspicuous Bravery*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1977, de Réginald Roy est la seule étude biographique d'un commandant de bataillon canadien durant la Première Guerre mondiale. Sinon, il ne reste que quelques pages ou passages dans des comptes rendus populaires de l'histoire d'un bataillon, les meilleurs exemples étant de Daniel Dancock, *Gallant Canadians: The Story of the 10th Canadian Infantry Battalion, 1914-1919*, Calgary, Calgary Highlanders, 1990; de James L McWilliams et R James Steele, *The Suicide Battalion*, Edmonton, Hurtig, 1978, et de Kevin Shackleton, *Second to None: The Fighting 58th Battalion of the Canadian Expeditionary Force*, Toronto, Dundurn, 2002.
5. La mention aux bataillons de « ligne » s'applique à ceux qui ont fait partie d'une des quatre divisions en France. On pourrait y ajouter des unités de combat de la taille d'un bataillon, en particulier les brigades d'artillerie de campagne et (après février 1918) les bataillons de mitrailleuses rattachés aux divisions d'infanterie, les brigades d'artillerie, les brigades de mitrailleuses motorisées et le régiment de cavalerie joint au Corps, de même que les régiments de cavalerie de la Brigade de cavalerie canadienne évoluant aux côtés de la BEF, mais cela ne donne qu'un nombre relativement faible d'officiers (55) tout en diminuant la valeur des résultats de l'étude, plus cohérente si on s'en tient aux commandants de bataillon d'infanterie.
6. La liste des commandants de bataillon figure à l'appendice I du livre *Canada in the Great World War*, vol. VI, Toronto, United Publishers, 1921. Les dossiers personnels se trouvent dans le registre RG 150, numéro d'acquisition 1992-1993/166 [Bibliothèque et Archives nationales du Canada].
7. Huit des 179 sujets n'ont pas répondu à la question portant sur « l'expérience militaire » dans leurs papiers d'attestation, ou ces documents ne nous sont pas parvenus.
8. Kenneth Eyre, *Staff and Command in the Canadian Corps: The Canadian Militia 1896-1914 as a Source of Senior Officers*, thèse de maîtrise inédite, Université Duke, 1967, p. 151. Hyatt, p. 423.
9. Documents du ministère de la Défense nationale [RG24], vol. 1843, dossier GAQ-10-47-E, CEF Country of Birth, note de service rédigée par le Maj C.R. Scott, directeur adjoint des registres, pour A.M. Anderson, 3 octobre 1929.
10. Six officiers n'ont pas indiqué leur lieu de naissance, et pour quatre autres, le lieu de résidence n'est pas précisé.
11. En ce qui concerne la participation des miliciens canadiens-français, voir le texte de Desmond Morton, « Le Canada français et la Milice canadienne, 1868-1914 », *Social History/Histoire Sociale*, III, juin 1969.
12. En 1911, les militaires d'origine britannique représentaient 19 % des hommes résidant au pays âgés d'au moins 21 ans, un pourcentage qui avait sans doute augmenté de façon appréciable en 1914. *Cinquième recensement du Canada* [appelé ci-après *Recensement de 1911*], vol. II, Ottawa, Imprimeur de sa très excellente Majesté le Roi, 1913, Tableau XXVIII, 456 ff.
13. En avril 1917, deux bataillons anglo-qubécois, le 60^e et le 73^e, ont été démantelés et remplacés par le 116^e et le 85^e Bataillons provenant respectivement d'Ontario et de Nouvelle-Écosse. De plus, entre avril 1917 et août 1918, cinq bataillons de Colombie-Britannique se sont vus attribuer l'Ontario (quatre) ou le Manitoba (un) pour recruter des troupes de renfort. Appendice D, G.W.L. Nicholson, *Corps expéditionnaire canadien, 1914-1919*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1964, p. 504-510.
14. Dans la grande majorité des cas où cette donnée manque, les officiers en question étaient sans doute des protestants pratiquants qui ont simplement omis d'inscrire le renseignement.
15. Parmi les non francophones, les anglicans représentaient environ 20 % de la population, les presbytériens 22 %, les

méthodistes 21 %, les baptistes 7 % et les catholiques romains 17 %. Données approximatives tirées du *Recensement de 1911*, vol. II, *Population par religions*, 7 et Tableau 1, p. 3-4. En ce qui concerne les réactions embarrassées des méthodistes, voir l'article de Michael Bliss, « The Methodist Church in World War I », *Canadian Historical Review*, XLIX, 3, 1968.

16. RG 24, vol. 1843, GAQ 10-47-E, note de service non datée accompagnant la lettre, 6 décembre 1927.

17. Hyatt, Tableau 7, p. 428.

18. Il s'agit des Lcol W.F. Gilson (7^e Bon), J.P. Girvan (15^e Bon), G.R. Pearkes (116^e Bon) et J. Wise (25^e Bon).

19. Vingt-deux officiers ont été tués en commandant un bataillon. De plus, deux autres officiers tués au combat avaient auparavant commandé un bataillon, soit le Mgén Louis Lipsett au début d'octobre 1918 alors qu'il était commandant de la 4^e Division britannique et le Maj Ivan Ralston, frère de J.L. Ralston qui avait pendant quelque temps commandé le 85^e Bataillon avant de devenir ministre de la Défense du Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale, tué le 10 août 1918 alors qu'il était commandant adjoint du 87^e Bataillon.

20. Citons par exemple la carrière de R.P. Clark. Celui-ci avait été au début de la guerre officier d'état-major dans la 2^e Brigade de Currie, puis on l'avait promu commandant du 14^e Bataillon en mars 1916, poste qu'il a occupé pendant huit mois avant d'être muté au commandement du 2^e Bataillon. Après avoir occupé ce poste pendant quatre mois, Clark a été transféré en Angleterre à titre d'officier d'état-major, pour devenir ensuite OSG 1 de la 5^e Division. En mai 1918, on l'avait envoyé au quartier général de Currie au rang de OSG 2, et au début d'octobre, nommé commandant de la 2^e Brigade, en remplacement de Loomis qui venait de prendre le commandement de la 3^e Division.

21. Voir le texte de Patrick Brennan, *Completely worn out by service in France: Combat Stress and Breakdown among Senior Officers in the Canadian Corps*, document inédit présenté lors d'un colloque sur l'histoire militaire à l'Université de Waterloo en 2002.

22. La plupart de ces réaffectations ont eu lieu pendant les Cent derniers jours, quand les pertes parmi les officiers supérieurs des bataillons étaient particulièrement élevées.

23. Voir le texte de Patrick Brennan, *Completely worn out by service in France*.

24. Société Radio-Canada (SRC) [RG 41], B III 1, v. 21, transcription de l'entrevue avec J.A. Clark, enregistrement 3, p. 5-6.

25. Currie avait nommé cinquante-quatre commandants de bataillon qui ont servi plus d'un mois et hérité de quarante-huit autres nommés par le Général Byng, dont six déjà en place quand Byng avait assumé le commandement du Corps expéditionnaire à la fin de mai 1916. Étant donné que certains de ces officiers ont quitté pendant quelque temps leur poste et l'ont réintégré subséquemment, et ce, deux fois dans un des cas, le nombre total de nominations s'élève à 113.

26. RG 41 B III 1, v. 9, transcription de l'entrevue avec D. Green, enregistrement 2, p. 18.

27. *Ibid.*, v. 7, transcription de l'entrevue avec Thomas, enregistrement 3, p. 3.

28. *Ibid.*, v. 16, transcription de l'entrevue avec J.P. MacIntosh, enregistrement 2, p. 4.

29. *Ibid.*, v. 11, transcription de l'entrevue avec W.R. Lindsay, enregistrement 1, p. 6.

30. *Ibid.*, v. 15, transcription de l'entrevue avec W.D. Allen, enregistrement 1, p. 5.

31. *Ibid.*, transcription de l'entrevue avec S. Dyde, enregistrement 1, p. 1-2.

32. *Ibid.*, v. 17, transcription de l'entrevue avec J.H. Hughes, enregistrement 1, p. 7.

33. *Ibid.*, v. 21, transcription de l'entrevue avec J.A. Clark, enregistrement 3, p. 5-6.

34. *Ibid.*, v. 8, transcription de l'entrevue avec F.C. Bagshaw, enregistrement 1, p. 15.

35. *Ibid.*, v. 15, transcription de l'entrevue avec A.E. MacFarlane, enregistrement 4, p. 12. CBC, v. 9, transcription de l'entrevue avec D. Green, enregistrement 2, p. 18.

36. *Ibid.*, v. 8, transcription de l'entrevue avec Herbert Mowat, enregistrement 2, p. 12-13 et p. 1-2.

37. *Ibid.*, v. 14, transcription de l'entrevue avec M. Gosford, enregistrement 1, p. 14. *Ibid.*, v. 14, transcription de l'entrevue avec R.D. Roberts, enregistrement 1, p. 16.

38. *Ibid.*, transcription de l'entrevue avec R.N. Crowe, enregistrement 1, p. 9.

39. *Ibid.*, v. 16, transcription de l'entrevue avec J.P. MacIntosh, enregistrement 2, p. 3.

40. *Ibid.*, v. 17, transcription de l'entrevue avec J.H. Hughes, enregistrement 1, p. 8.

41. *Ibid.*, v. 14, transcription de l'entrevue avec G.D. Kinnaird, enregistrement 1, p. 11.

42. RG 9 III C 3, v. 4031, fichier 27, note de service de Griesbach adressée aux commandants de bataillon, 1^{re} Brigade, 20 mai 1918.

43. *Ibid.*, v. 4113, fichier 45-6, note de service de Griesbach adressée aux commandants de bataillon, 1^{re} Brigade, 30 mai 1918, voir le texte de Brennan et Leppard.

44. Documents de William Griesbach [MG 30 E15], v. 5, fichier 15, note de service de Griesbach concernant la bataille d'Amiens, 12 août 1918.

45. RG 9 III C 3, v. 4022, p. 51-52, note de service de Radcliffe *Notes du Corps canadien sur l'entraînement en novembre 1917*, 27 novembre 1917 et v. 4083, fichiers 4-20, note de service de Griesbach concernant la formation des officiers de bataillon, 19 février 1918.

46. RG 41 B III 1, v. 7, transcription de l'entrevue avec Mason, enregistrement 7, p. 7. Voir également RG 9 III C 1, v. 3859, p. 85-88, note de service de Griesbach destinée à la 1^{re} Division, 20 novembre 1917.

47. RG 41 B III 1, v. 13, transcription de l'entrevue avec E. Russenholt, enregistrement 1, p. 7.

48. RG 9 III C 1, v. 3854, p. 71-77, note de service de Currie destinée à la 2^e Armée, 20 novembre 1917.

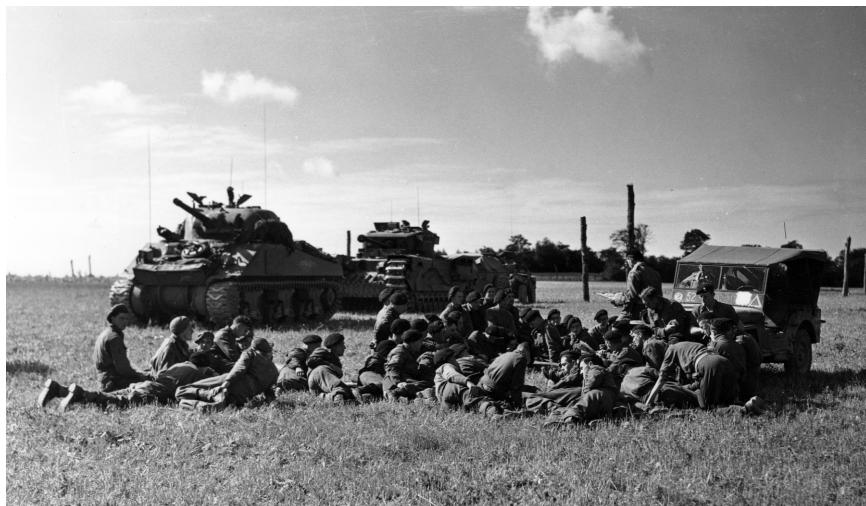
49. Plusieurs d'entre eux avaient suivi ce cours en tant que commandant ou commandant adjoint de compagnie.

50. Imperial War Museum, 79/1679, Notes for Commanding Officers, Senior Officers' School, Camberley, novembre 1918, p. 11. *Ibid.*, p. 3-11.

ART OPÉRATIONNEL CANADIEN : LE SIÈGE DE BOULOGNE ET DE CALAIS

Professeur Terry Copp

Selon la doctrine actuelle des Forces canadiennes, le niveau opérationnel d'un conflit comprend « la planification, la conduite et le maintien en puissance des campagnes et des opérations majeures en vue d'atteindre les objectifs stratégiques à l'intérieur des théâtres ou des secteurs d'opération »¹. La 1^{re} Armée canadienne et le 2^e Corps d'armée canadien s'initierent audit niveau opérationnel respectivement en septembre et en octobre 1944, après que le Lieutenant-général H.D.G. « Harry » Crerar, commandant de l'Armée de terre, et le Lieutenant-général Guy Simonds, commandant du 2^e Corps canadien, eurent planifié le dégagement des ports de la Manche et l'ouverture des voies d'approche vers le port d'Anvers.



BAC PA 176982

Briefing à des membres d'une colonne de blindés de la 79^e Division blindée avant l'attaque sur Boulogne, le 16 septembre 1944. On peut voir un char Sherman et un char lance-flammes Churchill, appelé Crocodile.

Le Feld-maréchal Montgomery, qui avait auparavant assuré la microgestion des opérations britanniques et canadiennes, était si absorbé par son but de franchir le Rhin que la 1^{re} Armée canadienne dut pendant une courte période associer les volets tactique et stratégique en fixant des objectifs opérationnels conformes à l'exécution de la grande stratégie alliée. Du début de septembre à la fin d'octobre 1944, la 1^{re} Armée canadienne planifia et exécuta sept opérations interarmées nécessitant la coordination des forces terrestres, aériennes et navales². Dans le présent essai, l'auteur s'attarde sur deux de ces opérations, soit WELLHIT, c'est-à-dire le siège de Boulogne, et UNDERGO, ou la bataille de Calais, dont il se sert pour illustrer l'art opérationnel et la réussite tactique.

Au départ, Montgomery avait attribué un rôle secondaire aux Canadiens, son « armée Cendrillon », ordonnant au Lieutenant-général Harry Crerar de nettoyer les côtes françaises et belges et « de se cantonner ensuite dans le secteur Bruges-Calais jusqu'à ce que la situation d'ensemble permette son utilisation pour d'autres avances »³. L'avance rapide de la 2^e Armée britannique vers Bruxelles, Anvers et au-delà, persuada Montgomery qu'il serait possible de gagner la guerre en 1944 si on donnait la priorité

absolue à sa poussée unifiée en vue de franchir le Rhin. Alors que son état-major mettait au point les détails de l'opération COMET et ceux de son pendant à grande échelle MARKET GARDEN, Montgomery transmit une demande à Crerar lui demandant d'évaluer les chances de prendre rapidement Boulogne. « Il me faut absolument Boulogne », avait-il confié à Crerar. Le 9 septembre, « Monty » parvint à la conclusion que, « avec un bon port sur le Pas-de-Calais »⁴, du transport supplémentaire et un pont aérien plus important, il pourrait atteindre la Ruhr. Montgomery savait que la 15^e Armée allemande avait commencé à battre en retraite à l'est du Westerschelde, et Ultra lui permit de connaître les détails des ordres d'Hitler, soit de placer des garnisons dans les ports de la Manche, dans l'enclave de Breskens et sur l'île Walcheren pour en faire des « forteresses » qu'il faudrait défendre jusqu'au dernier homme⁵, mais il refusait de laisser ces problèmes remettre en question son grand dessein d'entrer en Allemagne.

Aux premiers jours de septembre 1944, la 1^{re} Armée canadienne constituait déjà une force puissante et équilibrée. Crerar commandait le 1^{er} Corps britannique du Lieutenant-général Sir John Crocker, qui incluait les 51^e (Highland) et 49^e (West Riding) divisions d'infanterie, en plus de deux brigades blindées indépendantes et de deux Artilleries royales de groupe d'armée (ARGA). Le 2^e Corps d'armée canadien comptait deux divisions blindées, soit la 4^e Division canadienne et la 1^{re} Division polonaise, les 2^e et 3^e Divisions d'infanterie canadienne, ainsi que la 2^e Brigade blindée canadienne et la 2^e ARGA canadienne. Crerar s'appuya également sur les régiments blindés spécialisés de la 79^e Division blindée du Major-général Percy Hobart.

Crerar ne contrôlait pas les effectifs navals et aériens, mais, de concert avec son état-major, entretint d'excellents rapports avec le Maréchal de l'air Sir Arthur Harris, commandant de l'aviation du Bomber Command et l'Amiral Sir Bertram Ramsay, commandant en chef des forces navales, facilitant ainsi l'élaboration des plans interarmées. Crerar établit également des liens inhabituellement étroits avec le Vice-maréchal de l'air Leslie O. Brown, commandant du 84^e Groupe de la 2^e Force aérienne tactique. Au quartier général de Crerar, les officiers supérieurs de l'état-major de l'Armée de terre et de l'Aviation travaillaient ensemble dans une salle de planification de bataille interarmées adjacente aux locaux de la section opérations/renseignements du quartier général du 84^e Groupe. Brown accepta également de mettre sur pied des sections de liaison de l'Aviation au sein du corps d'armée et dans les différents quartiers généraux des divisions blindées⁶.

Une telle attitude coopérative amena le Maréchal de l'air Sir Arthur Coningham, qui souhaitait utiliser la 2^e Force aérienne tactique dans le cadre d'une campagne menée simultanément plutôt que de l'engager dans des combats interarmées, à tenter de remplacer Brown « par une personne moins soumise à l'autorité de l'Armée »⁷. Évitant de précipiter les choses, Coningham ne le remplaça que lorsque le nettoyage des voies d'approche vers Anvers eut pris fin, après quoi il lui substitua le Vice-maréchal de l'air E.C. Hudleston, davantage enclin à appuyer une campagne aérienne indépendante⁸.

La demande de Montgomery de mettre la main sur « un bon port sur le Pas-de-Calais » n'incluait pas Le Havre, puisque ce port et celui de Rouen, deux des installations portuaires les plus importantes de France, avaient été attribués aux Américains. Montgomery insista sur le fait que, lorsque le 1^{er} Corps britannique aurait achevé l'opération ASTONIA, il devrait cesser ses opérations et utiliser les équipements de transports pour appuyer la poussée vers le Rhin. L'on fit avancer le Corps à la fin de septembre pour qu'il défende le flanc ouest de la saillie de Nimègue créée par suite de l'opération MARKET GARDEN, forçant l'état-major de Crerar à fournir un corps d'armée qui ne pouvait servir à appuyer l'immense tâche confiée à la 1^{re} Armée canadienne.

Montgomery « emprunta » ensuite la Division blindée polonaise et la 2^e Brigade blindée canadienne, privée du régiment Fort Garry Horse, pour renforcer la poussée

vers le nord-est du 1^{er} Corps britannique, laissant à Crerar un corps d'armée composé de trois divisions pour ouvrir les ports de la Manche et s'emparer des voies d'approche vers Anvers. Ces grandes opérations cruciales furent confiées au Lieutenant-général Guy Simonds, commandant du 2^e Corps d'armée canadien⁹, qui semblait avoir vu dans le peu de ressources mises à sa disposition une invitation à faire preuve d'ingéniosité, plutôt qu'un motif de se plaindre.

Simonds n'avait guère le choix. Il comprit que la brigade d'infanterie en sous-effectif de la 4^e Division blindée canadienne ne pouvait dégager l'enclave bien défendue de Breskens. Puisque la 2^e Division d'infanterie canadienne avait comme mission de prendre le secteur d'Anvers pour permettre à une division britannique de participer à l'opération MARKET GARDEN, la 3^e Division canadienne devrait libérer la rive sud des bouches de l'Escaut après s'être emparée de Boulogne et de Calais.



Un char poseur de pont Churchill de la 79^e Division blindée, à Boulogne, le 16 septembre 1944.

Simonds ne semblait pas convaincu au départ qu'un assaut général contre Boulogne était nécessaire, mais comme les rapports des patrouilles, les photographies de reconnaissance et les renseignements obtenus auprès de la résistance française permirent de brosser un portrait détaillé des dispositifs de défense, on planifia une attaque délibérée et massivement appuyée. La section de recherche opérationnelle, qui travaillait en étroite collaboration avec la 3^e Division au cours de la bataille, décrivit Boulogne en ces termes :

...bien préparée pour une défense tous azimuts. Un anneau de terrain surélevé ceinture la ville, avec Fort de la Crèche, Bon Secours, Saint-Martin de Boulogne au nord, soit la partie la plus élevée de cet anneau, Mont-Lambert au centre et Herquelinque, Saint-Étienne et Noquet au sud. Tous ces points culminants sont couverts de barbelés et de mines et constituent autant d'emplacements, certains solidement protégés par du béton, permettant un tir croisé entre ces endroits et les points culminants voisins. Encore plus au nord se trouvent d'autres défenses

centrées sur la Trésorerie, alors que de l'artillerie ennemie est concentrée sur d'autres collines situées à l'intérieur de l'anneau principal¹⁰.

La garnison de près de 10 000 hommes disposait de plus de 90 canons ennemis dont le calibre allait de 75 mm à 350 mm, et le commandant, le Lieutenant-général Heim, s'était juré de tenir le port aussi longtemps que possible¹¹.

Simonds décida de ne pas emprunter la voie d'approche évidente vers Boulogne, soit la vallée de la rivière Liane, mais concentra plutôt les deux groupes-brigades disponibles à l'est de la ville. Il croyait que si la forteresse allemande du Mont-Lambert pouvait être neutralisée, une avancée agressive de part et d'autre de la principale voie de circulation dans l'axe est-ouest pourrait lui permettre de se frayer un passage à travers le périmètre défensif et d'attaquer les autres positions fortifiées par l'arrière. Simonds proposa de former des colonnes de chars d'assaut et d'autres véhicules blindés, comme les « Kangaroo » du 1^{er} Régiment de véhicules blindés de transport du personnel récemment formé, afin de pénétrer rapidement dans le périmètre¹². Tout dépendrait de l'ampleur du soutien de l'artillerie et du degré de précision du tir des canonniers.

Simonds diffusa un plan d'ensemble de l'opération WELLHIT et continua de surveiller les préparatifs jusqu'à ce que la bataille soit engagée. Cependant, à la fois à titre de commandant du Corps, et, après le 26 septembre, en tant que commandant de l'Armée par intérim, Simonds devait chercher à résoudre les problèmes d'ordre opérationnel, élaborant des plans en vue d'atteindre les objectifs stratégiques. Il se concentra sur la planification de l'opération SWITCHBACK, qui permettrait de libérer l'enclave de Breskens, et sur l'opération INFATUATE, une mission interarmées à laquelle participeraient les forces navales, terrestres et aériennes en vue de s'emparer de « la forteresse nord de l'Escaut », soit l'île de Walcheren. Il laissa les détails de l'opération WELLHIT au Major-général Dan Spry, au Brigadier Stanley Todd, commandant de l'Artillerie royale, et au Brigadier Bruce Matthews, commandant de l'Artillerie royale du corps d'armée.

Les choix de Spry étaient limités par l'incertitude au sujet de Calais et des canons dont les obus pouvaient atteindre l'autre rive de la Manche depuis Cap Gris-Nez. Crerar espérait masquer Calais, mais la Marine était d'avis qu'il fallait capturer les grosses batteries de tir au sud de la ville, y compris celle du Cap Gris-Nez, pour que Boulogne puisse servir de port sans danger. Simonds ordonna donc à la 7^e Brigade d'infanterie canadienne, incluant le régiment des First Hussars placé en sous-ordre, de sonder les défenses, mais à la veille de l'opération WELLHIT, il paraissait évident que le secteur Calais-Cap Gris-Nez devrait attendre que l'artillerie et les blindés spécialisés utilisés à Boulogne soient disponibles.

Le plan d'artillerie de l'opération WELLHIT constituait un document complexe et très élaboré assurant la coordination des 368 canons, y compris l'artillerie lourde, et de deux régiments d'artillerie antiaérienne tirant des salves aériennes afin d'assurer l'appui au sol. Les canons devaient neutraliser les positions d'avant et les centres de résistance de l'ennemi, ainsi que son artillerie. Plus de 400 objectifs devaient être engagés par un tir d'efficacité d'embrée, corrigé avec le concours des pilotes d'aéronefs d'observation Auster. Un système de « tirs de roquettes et de tirs concentrés sur appel » fut créé afin de permettre aux officiers observateurs avancés (OOA) ou, au besoin, aux commandants de compagnie, de demander la concentration linéaire ou ponctuelle du tir sur des objectifs désignés à l'avance par des noms de code¹³.

Le plan prévoyait que l'opération serait appuyée par le Bomber Command, et l'on conçut un programme élaboré de tir de riposte des canons antiaériens. On semblait n'accorder que peu d'importance aux ports de la Manche, jusqu'à ce que Simonds se

rende à Versailles pour plaider sa cause devant le quartier général d'Eisenhower. D'après le journal de guerre du Corps, sa démarche semblait vouée à l'échec, lorsque les « maréchaux de l'air Tedder, Harris et Leigh-Mallory se présentèrent afin de participer à une autre réunion ». Simonds sauta sur l'occasion et fit part de ses besoins en appui aérien. « Les maréchaux de l'air convinrent sans hésiter que si les ports de Boulogne et de Calais devaient être capturés sur-le-champ et qu'il fallait un appui aérien pour y arriver, ce dernier devait être fourni en totalité »¹⁴.

Lorsque le Maréchal de l'air Harris revint à son quartier général en Angleterre, on le mit au courant des rapports signalant la destruction d'importants secteurs dans Le Havre et faisant état de milliers de morts parmi les civils. Des officiers du Bomber Command furent dépêchés afin d'enquêter à ce sujet¹⁵. Cela entraîna toutefois une réduction immédiate du nombre de sorties des bombardiers lourds au-dessus de Boulogne et leur concentration sur des zones d'objectif bien définies autour du périmètre défensif, surtout Mont-Lambert. En ce qui a trait à l'opération WELLHIT, on prit des arrangements afin qu'un officier au sol de la Royal Air Force (RAF) communique directement avec le bombardier principal pour s'assurer que les marques posées au sol par les orienteurs-marqueurs se trouvent bien sur les objectifs¹⁶.



De nombreux Allemands ont été faits prisonniers par les Canadiens, à Boulogne.

BACPA 131235

Simonds éprouvait également des problèmes à obtenir l'appui aérien tactique dont il avait besoin. Le 1^{er} Corps britannique fit d'abord appel au 84^e Groupe jusqu'à ce Le Havre capitule, mais des attaques contre les traversiers évacuant la 15^e Armée sur l'Escaut et plusieurs jours de pluie limitèrent l'apport de l'appui aérien tactique. En tout, 49 missions aériennes furent effectuées, dont deux attaques par des formations de 90 bombardiers moyens¹⁷. L'expérience vécue en Normandie portait à penser qu'on ne devait pas attendre grand-chose d'attaques d'une telle envergure, mais le 84^e Groupe établit un poste de contrôle avancé au quartier général de la 3^e Division, promettant qu'une fois la bataille commencée, des « Typhoon » seraient en mesure de tirer des

roquettes sur les objectifs « moins de 30 minutes après avoir été appelés à intervenir ». On s'attaqua directement au problème des « tirs fratricides » dont avaient souffert les relations entre l'Armée de terre et l'Aviation en Normandie, en choisissant des objectifs probables et en breffant les pilotes à l'aide de photographies aériennes. Les objectifs inopinés ne devaient être frappés que s'ils se trouvaient loin derrière la ligne de bombardement séparant les troupes canadiennes et allemandes¹⁸.

Le commandant divisionnaire au sein d'un corps commandé par Guy Simonds était habituellement relégué à un rôle secondaire, mais le Major-général Dan Spry avait la ferme intention de mettre la 3^e Division à sa main. Spry, officier d'infanterie de la Force permanente, avait été désigné pour remplacer le Major-général R.F.L. Keller, blessé en Normandie, surtout parce que Crerar était résolu à donner de l'avancement à un officier d'infanterie, mais son premier choix, le Brigadier Sherwood Lett, hésita lorsqu'on lui

proposa la tâche. On trouvait que le Brigadier Ken Blackader, officier de la Milice qui avait servi en tant que commandant par intérim à la fin d'août, était trop vieu¹⁹.

Spry eut peu d'occasions pour apprendre à connaître ses officiers supérieurs au cours de la poursuite vers la Seine, mais le 3 septembre, il réunit les officiers de son état-major, les brigadiers et les chefs des divers services afin de discuter des problèmes et des possibilités. Le Capitaine J.R. Martin, historien affecté à la 3^e Division, était présent à la réunion et écrivit que le Général Spry l'avait beaucoup impressionné par la justesse de ses conseils et la rapidité de ses décisions. Le résumé des débats dresse le portrait d'un homme bien décidé à commander et à diriger. Sans hésiter et sans s'en excuser, il fit appel à son expérience acquise en Italie. Il rappela à tous que les commandants de tous les niveaux doivent être en mesure de lire la bataille et d'employer leurs ressources afin d'influer sur les résultats, un conseil que chacun aurait intérêt à se rappeler lorsque le siège de Boulogne commencerait. Spry organisa également une autre réunion avec les officiers de son état-major, groupe d'hommes particulièrement compétents mais de plus en plus réputés pour leur arrogance. Spry leur rappela qu'ils étaient là pour le seconder et aider les formations de combat, et leur fit remarquer « qu'aucun officier d'état-major ne peut rejeter une demande. Il doit y répondre favorablement s'il la juge raisonnable, mais ne peut signifier une fin de non-recevoir sans d'abord en parler au commandant divisionnaire ou à l'officier d'état-major général de 1^{re} classe. » Cette pratique était censée constituer la norme au sein de l'Armée canadienne, mais de toute évidence, l'état-major avait besoin qu'on lui rafraîchisse la mémoire²⁰.

La température inclément et l'arrivée retardée des blindés spécialisés forcèrent Simonds à reporter l'attaque sur Boulogne jusqu'au 17 septembre. Cela permit à la 3^e Division de prendre les arrangements nécessaires afin que les nombreux spectateurs se trouvant des raisons de visiter Boulogne puissent être témoins d'une guerre de siège du XX^e siècle. Les quartiers généraux divisionnaires émirent une directive, unique dans les annales de la campagne, pour inviter les visiteurs à prendre place dans des estrades érigées sur des promontoires dominant le terrain de bataille. On rappela au « personnel de la Marine, de l'Armée de terre et de l'Aviation, ainsi qu'aux envoyés spéciaux de la presse », que la 3^e Division, « ne pouvait être tenue responsable de la sécurité des spectateurs »²¹.

La planification du mouvement de l'artillerie et des ressources blindées vers Boulogne commença bien avant le déclenchement de l'opération ASTONIA. Le 8 septembre, Simonds rencontra le Major-général Hobart (officier général commandant [OGC] de la 79^e Division blindée) et le Brigadier Churchill Mann, chef de l'état-major de la 1^{re} Armée canadienne, afin de discuter de la situation à Boulogne. « Church » Mann décrivit le « transport des équipements spéciaux » alors convenu dans une note de service datée du mois de septembre 1944 et dont voici la teneur :

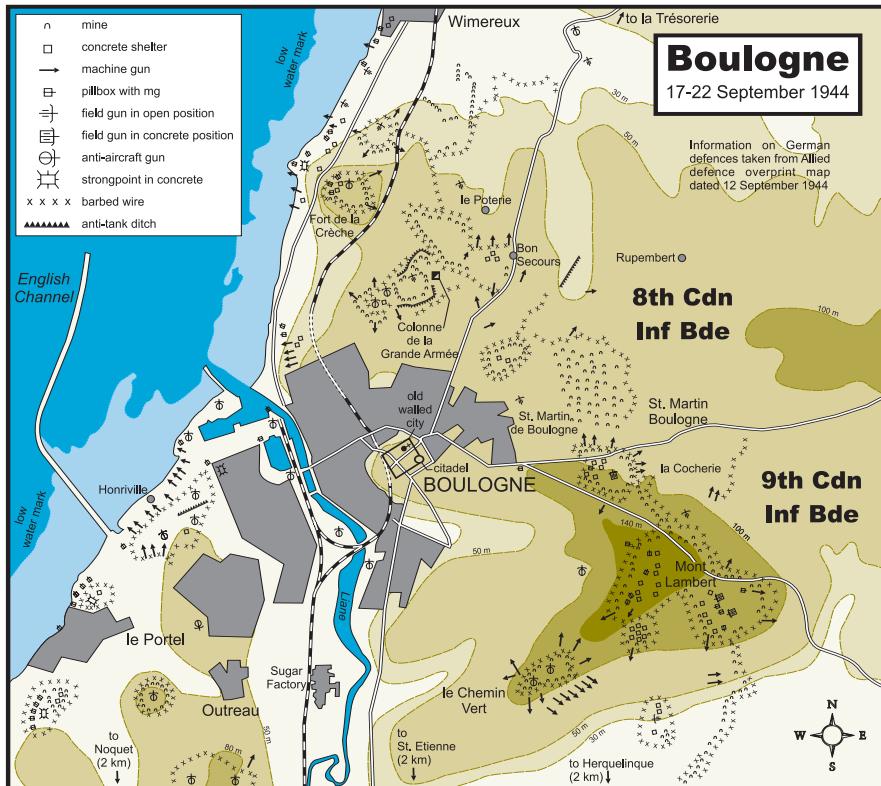
Au terme de l'opération ASTONIA, le facteur temps était d'une importance capitale pour le mouvement des équipements spéciaux requis dans le cadre de l'opération WELLHIT. Il fallait de toute urgence utiliser au maximum les maigres ressources de transport afin de mettre suffisamment à l'avance ces équipements à la disposition du 2^e Corps d'armée canadien.

On ne disposait que de quatre jours pour déplacer 119 pièces d'équipement avec 63 transporteurs (dont huit provenant de la 79^e Division blindée) sur une distance de 200 milles (320 kilomètres).

La difficulté pouvait être aplatie grâce à une rotation de tous les transporteurs qui couvriraient ainsi 600 milles (960 kilomètres) en quatre jours. Mais pour

cela, il fallait que les transporteurs roulent sans arrêt et que des conducteurs se relaient au volant pour pouvoir dormir un maximum d'heures²².

Le Général Hobart, pour sa part, fut impressionné par cet effort et écrivit une lettre à Crerar dans laquelle il fit l'éloge des compagnies de porte-chars et du Corps de l'intendance qui y participèrent.

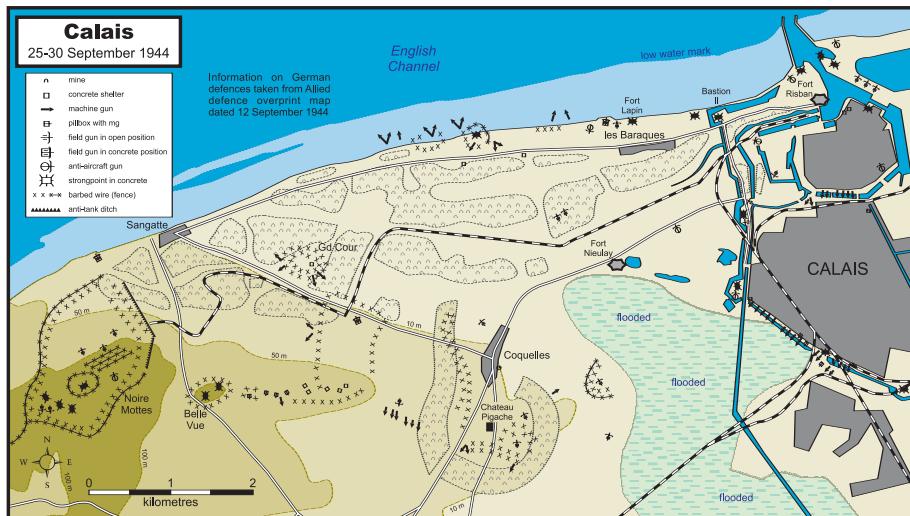


Selon le plan de l'opération WELLHIT, le régiment North Shore (Nouveau-Brunswick) du Lieutenant-colonel J.A. Anderson devait capturer le secteur fortifié de la Trésorerie, alors que l'ennemi maintenait toujours ses pièces d'artillerie en position sur la côte à quelques kilomètres au nord. Spry ordonna à la 7^e Brigade de contenir activement l'ennemi, mais les hommes du North Shore devaient encore relever un défi de taille. Le bataillon prit position le 6 septembre, ce qui laissa amplement de temps pour effectuer des patrouilles et assurer la liaison avec la résistance française. À l'instar des autres bataillons, le North Shore avait mis sur pied un peloton d'éclaireurs composé de volontaires qui semblaient prendre un réel plaisir à sonder les défenses ennemis. Le Lieutenant Victor Soucesse et ses hommes purent fournir des rapports détaillés, notamment sur la position d'un certain nombre de canons factices²³. Ces rapports signalaient également que le secteur Wimille-la Trésorerie-Wimereux était lourdement fortifié, le nombre de défendeurs excédant de très loin celui des Néo-Brunswickois.

Le North Shore était un bataillon bien dirigé et doté d'un effectif complet en hommes et en officiers, y compris de nombreux chefs expérimentés. Comme c'était le cas de tous les groupements tactiques de bataillon, les soldats du génie de combat, un peloton de mortiers appartenant aux Cameron Highlanders of Ottawa et une batterie de canons automoteurs, les M-10, appartenant au 3^e Régiment antichar, étaient sous

commandement. Lorsque le peloton d'éclaireurs signala que le village de Wacquinghen avait été abandonné, Anderson ordonna à la compagnie « D » de l'occuper. Une fois rendu dans le village, le Major Otty Corbett « commença à s'inquiéter » à la vue d'une colline « à la fois élevée et menaçante sur le ciel étoilé », connue sous le nom de Pas de Gay. Corbett ne pouvait pas communiquer avec l'état-major du bataillon, mais il savait qu'en plein jour, l'ennemi pourrait observer directement le village. Il envoya donc l'un de ses pelotons « du côté nord de la crête pour savoir s'il pourrait compter sur l'effet de surprise ». L'ennemi détecta le peloton qui, après un court échange de tirs, fut cloué sur place. Corbett vit dans la colline un élément de bataille clé et décida de prendre la chance que ses hommes pourraient s'en emparer cette nuit-là. Laissant un peloton au village, il ordonna au troisième peloton de se déplacer le long du flanc gauche. L'ennemi demeurait concentré sur la menace initiale, « se laissant totalement exposé à son attaque », et, à 8 heures, les hommes de Corbett avaient pris « un superbe poste d'observation qui leur assurait le contrôle du terrain donnant sur la côte ». À 800 mètres au sud, les pièces de 205 mm de la Trésorerie étaient également clairement visibles²⁴.

Le Lieutenant-colonel Anderson commanda de renforcer et de consolider la position pour assurer la couverture d'une attaque à travers champ au nord-est de la Trésorerie. Grâce au barrage et à l'appui préliminaires fournis pendant 30 minutes par la compagnie « D », les deux compagnies du North Shore purent atteindre le promontoire malgré les pertes subies en traversant un terrain miné. Il s'agissait ensuite de trouver le moyen de percer les positions de pièces fortement protégées par du béton. L'artillerie et les canons antiaériens de l'ennemi empêchaient l'appui blindé d'atteindre les compagnies avant qui ne disposaient que de grenades à main et de bombes PIAT. L'officier qui commandait la batterie de M-10 découvrit un emplacement d'où ses canons pouvaient attaquer les « casemates de pièces de 20 mm de la DCA ceinturant l'objectif » à une distance de 1 000 mètres. Il put ainsi atténuer la pression sur l'infanterie, et cette nuit-là, « après un long combat à la grenade », la moitié de la casemate la plus au nord fut prise. Le jour suivant, le reste de la Trésorerie était dégagée à l'aide de bombes PIAT et au phosphore. Le Journal de guerre relate que « les pertes ont été lourdes. Les deux compagnies se sont lancées dans l'attaque avec un effectif complet. À la fin, les compagnies « A » et « B » comptaient respectivement environ 70 et 60 hommes. Elles avaient fait près de 450 prisonniers de guerre...²⁵ »





Secteur inondé, près de Calais, le 30 septembre 1944.

BAC PA 13247

Le bataillon était loin d'avoir rempli sa mission, puisqu'on lui avait ordonné de s'emparer de Wimille et du village côtier de Wimereux. Anderson décida de laisser ses compagnies d'assaut se reposer et se refaire des forces, tandis que ses compagnies de réserve et son indispensable batterie de M-10 attaquèrent Wimille et Auvergne. Les deux villages furent nettoyés le 20 septembre, et l'on fit 465 prisonniers de plus. On s'occupera le lendemain de Wimereux, un village côtier beaucoup plus important. Anderson appréhendait la présence de nombreux civils dans Wimereux et refusa l'offre de régiments moyens de lui fournir un appui-feu. Forts d'un régiment d'artillerie de campagne et de quelques canons antiaériens de 20 mm pris à l'ennemi, « qui faisaient un bruit épouvantable... sans pour autant

abîmer le village outre mesure », les deux groupements tactiques de la taille d'une compagnie libérèrent Wimereux en effectuant un mouvement de tenaille dynamique. Le village grouillait de civils qui accueillirent leurs libérateurs à bras ouverts²⁶.

Les combats menés par le régiment North Shore constituent autant d'exemples remarquables de ce qu'un groupement tactique de bataillon bien dirigé peut accomplir, même avec un appui minimal. Il ne fait aucun doute que la plupart des soldats allemands assurant la défense des villages n'eurent plus la volonté de résister lorsqu'ils furent personnellement en danger, mais l'infanterie était tout de même obligée de se rapprocher d'un ennemi capable de déverser une grande puissance de tir direct et indirect sur le champ de bataille. Les comptes rendus de la bataille recueillis par l'historien du régiment laissent place à peu de doutes quant à la résistance acharnée dont fit preuve l'ennemi au cours de la phase initiale de chaque attaque. Il faut souligner ici le rôle important que jouèrent les M-10 et, à la fin de la bataille, les lance-flammes « Crocodile » et les véhicules blindés du corps des Royal Engineer, mais c'est un bataillon d'infanterie de premier ordre qui combattit l'ennemi et gagna la bataille.

À trois kilomètres au sud, le Régiment de la Chaudière, dont les hommes étaient mieux connus sous le nom de « Chauds », put lui aussi dresser un tableau détaillé des défenses ennemis à force de patrouilles. Pour atteindre leurs objectifs principaux, soit la colline Bon Secours et le centre de résistance Marlborough, les Chauds devaient d'abord nettoyer le village de Rupembert et prendre sa station radar fortifiée. Le Lieutenant-colonel Paul Mathieu décida de prendre le village avec une seule compagnie et la batterie de M-10 affectée à son bataillon. Il fallait à tout prix se déplacer dès la fin de l'attaque des bombardiers moyens et pendant que l'artillerie continuait de pilonner les défenses. Bien que l'ennemi tirait sur le point de démarrage, l'attaque débute à l'heure prévue, les M-10 visant chaque blockhaus. Les fantassins du régiment

de La Chaudière dominèrent l'ennemi avant qu'il put pourvoir ses défenses en effectifs, et c'est une station radar intacte qui fut remise aux mains d'une équipe de techniciens de la RAF et de la Royal Navy²⁷.

Le bond suivant qui devait permettre de capturer le terrain surélevé qui surplombait la route s'avéra plus difficile. En effet, la compagnie du Capitaine Michel Gauvin dut traverser un champ de mines, perdant deux hommes du peloton de tête, avant que deux de ses hommes légèrement blessés purent charger une position de mitrailleuse, permettant ainsi au reste de la compagnie de s'emparer de l'objectif²⁸. Cinquante soldats allemands se rendirent, s'ajoutant aux 70 autres qui se trouvaient à la station radar. En 1944, Bon Secours n'était qu'un îlot de maisons sur la route Boulogne-Wimille, juste 800 mètres à l'est de la Colonne de la Grande Armée, une tour de 54 mètres couronnée d'une statue de Napoléon qui fournissait un « poste d'observation idéal »²⁹. Tout le secteur était couvert de barbelés et le terrain truffé de mines terrestres. Des nids de mitrailleuses légères soigneusement disposés s'ajoutaient aux défenses, mais le vrai problème était posé par une batterie de pièces de 88 mm placée derrière la colonne de Napoléon. Effectuant des tirs d'appui au sol, ces mitrailleuses contrôlaient les voies d'approche de Bon Secours et de toute la zone fortifiée³⁰. Le matin suivant, soit le 19 septembre, les Chauds livrèrent une attaque délibérée avec deux compagnies et l'appui de l'artillerie, mais ne firent aucun progrès. Au cours de la nuit, un unique peloton parvint à contourner le flanc droit de l'ennemi et, à l'aube, une compagnie de Chauds se retrancha à La Poterie, prête à fournir l'appui-feu pour un autre assaut contre la position. Cette attaque fut rapidement interrompue lorsque l'ennemi répondit par un feu plus nourri encore. De toute évidence, ni les attaques des bombardiers moyens, ni celles des « Typhoon » n'avaient affaibli suffisamment les défenses allemandes. L'artillerie canadienne ne pouvait rien faire sinon obliger les soldats ennemis à rentrer la tête. Le matin du 21 septembre, un troisième assaut fut lancé depuis La Poterie en employant une tactique d'infiltration lente. La garnison locale ne se rendit que le soir du 22 septembre, des tirs directs rapprochés et la menace d'être brûlés au lance-flammes persuadant les soldats d'infanterie de marine allemands qu'ils y laisseraient leur peau s'ils résistaient encore. Les pertes essuyées par Le Régiment de la Chaudière, soit 62 hommes dont 11 morts au combat³¹, furent jugées légères compte tenu de la nature de la bataille.

Le Queen's Own Rifles (QOR) devait nettoyer le village de Saint-Martin-Boulogne puis virer au nord pour prendre le centre de résistance ennemi situé à Fort de la Crèche. Le peloton d'éclaireurs fournit des comptes rendus détaillés, signalant notamment qu'un terrain miné sur près de 600 mètres de profondeur barrait l'itinéraire d'approche. Heureusement, le groupement tactique du QOR possédait une troupe de démineurs à fléaux (Flail tanks) ainsi qu'un escadron du Fort Garry Horse. Saint-Martin se trouvant à l'intérieur de la zone ciblée par les bombardiers lourds, les fusiliers, qui « en avaient assez de se faire bombarder par leur propre aviation »³², restèrent loin en arrière. Nerveux, ils attendirent dix longues minutes que les orienteurs-marqueurs identifient les cibles pendant que 250 bombardiers survolaient à répétition la zone occupée par le bataillon. Les bombes furent enfin larguées, et aux bons endroits.

Les démineurs à fléaux nettoyèrent deux parcours étroits à travers les champs de mines, et le QOR s'empara rapidement de ses premiers objectifs. L'ennemi avait fortifié la prison locale, et alors qu'une compagnie de tête s'attaquait à cet obstacle, une compagnie de réserve continuait de se déplacer et atteignit la gare de Saint-Martin. Il fallu deux heures et demie de combats rapprochés pour briser la résistance de l'ennemi dans le village, et les combats de rue cessèrent uniquement lorsque les obusiers de six livres du bataillon (6-pounders), tirés de plein fouet, firent tomber les dernières positions de mortier et de mitrailleuses de l'ennemi. On passa la nuit à évacuer les blessés et à patrouiller à la recherche de positions ennemis³³.

Après un bref groupe des ordres, deux compagnies entreprirent une avance afin de pénétrer dans le secteur nord du village. Au cours d'une journée tendue et difficile, plus de 100 prisonniers furent capturés et une grande partie du village fut nettoyée. Le lendemain matin, la compagnie de tête essuya le feu de l'ennemi depuis le centre de résistance Marlborough, une position fortifiée dotée de six canons de 75 mm et des canons de DAA de 20 mm³⁴. Le bataillon signala rapidement qu'il ne pouvait ni prendre, ni dépasser la position, tant que l'artillerie moyenne « ne lui aurait infligé un traitement spécial avec des tirs observés »³⁵. La position tomba enfin le 21 septembre. L'attaque contre Fort de la Crèche débuta en après-midi, alors que 46 bombardiers Mitchell et 16 bombardiers Boston moyens réussirent une frappe précise sur un cible identifiable. Dès que les M-10 commencèrent à tirer sur le Fort, un drapeau blanc fut hissé et la garnison de 500 hommes se rendit. Le QOR entra dans le fort et s'appropria un bon « butin de luxe »³⁶.

Le Brigadier John Rockingham, affublé de l'incontournable surnom « Rocky » par ses troupes, pris le commandement de la 9e Brigade à la fin de juillet. Grand, séduisant, guerrier apparemment sans peur, souvent loin à l'avant des lignes pour voir la bataille de ses propres yeux, Rockingham acquit le respect et l'affection de ses hommes. Dans le cadre de l'opération WELLHIT, leur tâche consistait à capturer Mont-Lambert et la ville de Boulogne, ainsi que la zone lourdement fortifiée à l'ouest de la Liane. Mont-Lambert constituait une cible principale pour les bombardiers lourds, mais seules des frappes directes ayant une chance de détruire les casemates standard de l'ennemi, l'objectif réel du Bomber Command était de miner le moral des Allemands³⁷.

Rockingham décida de prendre d'assaut Mont-Lambert avec un seul bataillon, le North Nova Scotia Highlanders, alors que le Stormont, Dundas and Glengarry Highlanders avançait directement vers le cœur de la ville par la route principale. Rockingham put ainsi garder le Highland Light Infantry en réserve pour les dernières phases de la bataille. Une telle décision forçait les compagnies de fusiliers du North Nova à se déplacer rapidement pour profiter du barrage causé par les bombardements et les tirs d'artillerie pour ne pas se retrouver à remonter une pente de 30 degrés sous le feu ennemi. Le Lieutenant-colonel Don Forbes et ses troupes eurent tout le loisir d'évaluer la situation. Mont-Lambert s'élève à près de 40 mètres au-dessus des champs désignés comme ligne de départ du North Nova. Le château et le village de Mont-Lambert, sur le chemin étroit serpentant sous la crête de la colline, constituaient des obstacles potentiels, et derrière eux se trouvaient de nombreux bunkers et casemates. Un champ de mine renforçait une position occupée par une garnison de plus de 1 500 hommes³⁸.

Le North Nova formait le gros de l'effectif d'un groupement tactique qui regroupait un escadron de démineurs à fléaux « Sherman » du Fort Garry Horse, d'« armoured vehicle Royal Engineer » (AVRE), de véhicules blindés de transport du personnel « Kangaroo » et du lot habituel de troupes d'appui divisionnaire. Forbes décida d'attaquer le sommet en plaçant trois compagnies à l'avant avec les colonnes mobiles avançant sur près de trois kilomètres pour capturer l'éperon est, le col et la crête de la colline. La compagnie « Dog », se dirigeant vers l'éperon, fut déposée à quelques mètres de son objectif mais ne put consolider sa position qu'après que le terrain élevé de part et d'autre eut été assuré. Les hommes purent se retrancher dans les cratères creusés par les explosions. Ils n'eurent aucune difficulté à repousser les timides contre-attaques ennemis, mais leurs propres tentatives d'avancer s'avérèrent tout aussi vaines. La progression de la compagnie « Able » fut retardée en raison de la déclivité du terrain et des tirs justes, mais, le soir du 17 septembre, elle tenait fermement son objectif. Malheureusement, la compagnie « Charlie » trouva un champ de mines et des casemates bien camouflées intacts sur son chemin à proximité du

château et perdit 17 hommes, soit le cinquième de son effectif, avant qu'une troupe de « Crocodile » ne réussisse à lui frayer un passage vers le village et à détruire les casemates. Les mouvements nocturnes furent restreints, étant donné la présence de mines et l'incertitude des positions de chacun, mais Forbes réussit à établir le contact avec ses compagnies et à coordonner une nouvelle avance dès les premières lueurs du jour³⁹. La poussée finale s'effectua avec l'appui de tous les blindés, y compris les « Crocodile ». La résistance ennemie s'effondra, et le nombre des prisonniers de guerre grimpa à 1 800. Le North Nova essuya près de 100 pertes, dont 30 hommes tombés au combat⁴⁰.



BAC PA 133139

Des soldats du North Shore (New Brunswick) Regiment progressent en direction d'un canon allemand pouvant tirer de l'autre côté de Manche, à Sanette, près de Calais.

Le North Nova paya le prix fort pour capturer Mont-Lambert, mais réussit ce qu'on attendait de lui, attirant le feu de l'ennemi sur sa position pour éviter de ralentir l'avance au cœur de Boulogne. Aussi, les hommes du Glengarry, embarqués dans 30 « Kangaroo » et accompagnés de blindés d'appui et d'une section de lance-flammes « Wasp » du 7^e Régiment de reconnaissance, purent atteindre rapidement les abords du village, puis les cratères et les mines les obligèrent à continuer à pied. À 10 h 40, la première phase était terminée⁴¹. Malgré les tirs intermittents en provenance de Mont-Lambert et le terrain surélevé au nord, les troupes du génie de la 18e Compagnie de campagne réussirent à tracer des itinéraires à travers le champ de mines et à nettoyer les chemins, la plupart du temps à la main. La deuxième phase débutea en fin d'après-midi et, à la tombée de la nuit, les deux colonnes d'infanterie blindée avaient pénétré loin à l'intérieur de la haute ville. Spry accepta d'attendre qu'il fasse jour pour poursuivre l'avance⁴².

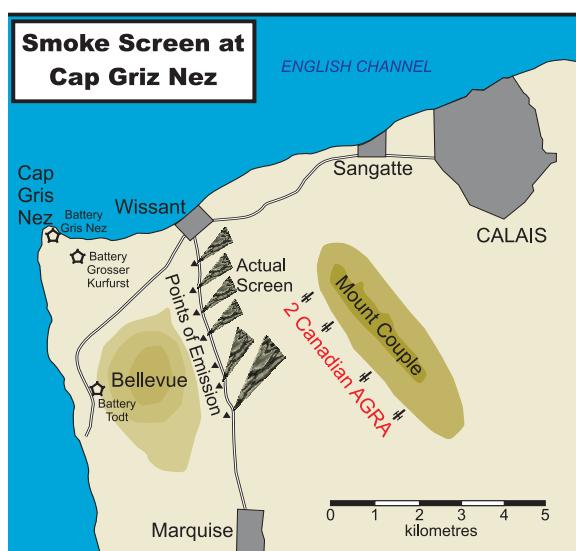
Le lendemain matin, la colonne de tête du bataillon atteignit la vieille ville fortifiée et la citadelle. Alors que la compagnie « D » dressait un écran de fumée pour approcher la porte du bastion en vue de les forcer à l'aide de l'équivalent moderne du bâlier, « une scène étrange conjuguant siège médiéval et guerre moderne » prit place. Un civil proposa au commandant de compagnie de lui indiquer un passage secret menant à l'intérieur de la citadelle. Alors qu'un AVRE doté d'un mortier lourd *Petard* se préparait à pulvériser la porte, le Major Stodhard et un peloton de jeunes soldats exaltés entrèrent dans la citadelle par le passage secret, et les deux groupes se rejoignirent dans la cour intérieure. Près de 200 prisonniers, dont beaucoup en état d'ébriété très avancé, furent menés aux enclos des PG⁴³.

Alors que la scène se jouait à la citadelle, les autres compagnies du Glengarry continuèrent résolument leur progression vers la rivière Liane, dégageant la voie pour que le Highland Light Infantry (HLI) puisse franchir la rivière et établir une tête de pont. Le secteur à l'ouest du cours d'eau, incluant le port de Boulogne, constituait un élément clé du Mur de l'Atlantique en raison des sept positions de pièces distinctes doté d'une capacité de tir à tous azimuts⁴⁴. Dans d'autres circonstances, une nouvelle attaque délibérée aurait dû être nécessaire, mais Rockingham ordonna à son bataillon de réserve de « se mettre tout de suite en route » et de franchir la rivière. Rockingham avança afin d'organiser l'appui-feu pour la traversée. « Il déplaça tous les chars, véhicules blindés, canon antichar, PIAT, etc. aussi près que possible de la rivière... Leur tâche consistait à marteler l'ennemi occupant les bâtiments de la rive opposée, pendant que l'infanterie franchissait la rivière... L'artillerie pilonnait les cibles plus profondes et les contrebatteries »⁴⁵.

L'infanterie réussit la traversée, mais sans un pont permettant aux approvisionnements et aux blindés d'appui de les atteindre, il n'y avait pas grand-chose à faire. Les sapeurs estimèrent que le meilleur espoir était de réparer le pont à l'aide de troncs d'arbre récupérés. Malheureusement, les soldats du génie disponibles provenaient d'un groupe d'assaut et possédaient des explosifs, mais pas de marteaux ni de clous. « Comme tous bons sapeurs qui se respectent, ils s'appliquèrent néanmoins à la tâche. Le 19 septembre à 4 h 15, le premier véhicule franchissait la rivière »⁴⁶.

Le HLI se réorganisa en trois groupements tactiques accompagnés de blindés d'appui dont des démineurs à fléaux. Le Brigadier Todd obtint l'appui massif de l'artillerie, mais l'ennemi sembla ne pas avoir été atteint et riposta avec des tirs nourris et précis. Les obus fusants de 88 mm étaient particulièrement dangereux, mais ce sont les batteries de canons antiaériens de 40 et de 20 mm, utilisées comme mitrailleuses de très gros calibre, ainsi qu'un canon dont on dit « qu'il était vraiment très gros », qui interdirent toute avance. Le HLI perdit 40 hommes de plus, et quatre démineurs à fléaux furent détruits avant qu'on ne mette fin à l'attaque⁴⁷.

Le siège de Boulogne, qui aurait dû se conclure rapidement, en était au quatrième jour. Les spectateurs avaient quitté les lieux, et dans les rangs du 21^e Groupe d'armées, on se plaignait comme toujours de la lenteur des Canadiens. Dans son rapport de ce soir-là, Montgomery nota qu'« il est impossible de dire avec certitude si Boulogne a été prise, mais la résistance ne peut être si importante dans la ville et nous en tenons la majeure partie »⁴⁸. Montgomery croyait que la garnison de Boulogne se rendrait rapidement comme l'avait fait sa contrepartie à Le Havre, ce qui exacerbait son impatience. Dans son esprit, les ports de la



Manche constituaient des obstacles mineurs à surmonter, alors que la vraie bataille était livrée à Nimègue et à Arnhem où Montgomery croyait qu'une percée vers Apeldoorn était imminente⁴⁹.

La 3^e Division canadienne voyait la chose d'un autre œil. Le résumé des services du renseignement du 19 septembre décrivait la résistance dans Boulogne comme étant « étonnamment tenace » et l'attribuait aux « épaisse défenses de béton » qui « minimisent l'effet de notre puissance de feu » et au « très faible pourcentage d'étrangers dans la garnison ». Plus de 4 000 soldats ennemis s'étaient rendus, mais des milliers d'autres occupaient les fortifications restantes. Subissant la pression des commandants supérieurs, Spry et Rockingham ordonnèrent aux hommes du North Nova et du Glengarry de franchir la rivière afin de livrer bataille pour capturer les fortifications côtières.

Le Glengarry prit le flanc gauche, permettant ainsi au HLI de se concentrer sur Le Portel et le secteur portuaire. Lorsque les hommes du Glengarry parvinrent au pied de la colline sous la position Outreau, la batterie de pièces de 88 mm visait l'avance du HLI vers Le Portel et négligea de viser les chars du Glengarry ou du Fort Garry Horse qui les accompagnaient. En vertu du système de « tirs de roquettes et de tirs concentrés sur appel », les OOA désignèrent l'objectif Norway, le nom de code de la position. Les hommes chargèrent la colline, suivant d'aussi près que possible les tirs fusants, et capturèrent les trois premières batteries de pièces demeurées intactes. L'autre commandant de batterie eut le temps de détruire ses pièces avant de se rendre. Le Glengarry nettoya également un château, fit des prisonniers et récupéra des rations de poulet et de frites⁵⁰.

L'objectif du North Nova, un centre de résistance près de Nigles, était toujours intact malgré la meilleure volonté des artilleurs et des pilotes de « Typhoon ». Ses canons couvraient le terrain vers Outreau, et Rockingham accepta que le North Nova contourne la position pour l'attaquer par le sud. Heureusement, les hommes du Fort Garry Horse s'étaient emparés d'une position ennemie à Saint-Étienne alors qu'une troupe de chars attaquait « la crête avec tous ses canons ». Le North Nova obtint ainsi un solide appui de la base et des chars pour assurer leur avance tortueuse. Après une attaque brutale pour prendre la station radar à Écault, il atteignit la côte près de Noquet. Des patrouilles confirmèrent que le centre de résistance de Nigles était protégé par de nombreux barbelés et entouré d'un large fossé antichar. Par conséquent, on lança le lendemain une attaque délibérée, appuyée massivement par l'artillerie.

Le HLI continua de s'infiltrer dans son secteur, mais les grosses batteries côtières de Le Portel étaient protégées par une batterie de 88 mm et une position de pièces de campagne dans Henriville. Les « Typhoon » ne purent les réduire au silence, ni le seul canon de 88 mm à l'extrémité de la digue, et à la tombée de la nuit, l'ennemi occupait toujours ses positions près du port. Le jour suivant, Rockingham décida d'utiliser un autre moyen de persuasion et diffusa l'ultimatum suivant à l'intention du commandant de la forteresse :

Vous avez perdu la bataille de Boulogne. Nous avons fait plus de 7 000 prisonniers, et il n'y plus aucune résistance à part vous. Vous êtes cernés de tous côtés par une force toutes armes importante.

Si vous vous rendez maintenant, vous éviterez des pertes inutiles dans les deux camps et vous et les hommes de votre garnison serez traités comme des prisonniers de guerre et retourerez éventuellement dans vos familles. En revanche, si vous décidez de ne pas vous rendre avec toute votre garnison, nous vous attaquerons avec tous les moyens à notre disposition. Nous essuierons

des pertes, mais il n'y a aucun moyen de savoir combien d'hommes vous perdrez vous-même.

Nous vous donnons une heure pour vous décider. Vous avez une heure pour sortir en arborant un drapeau blanc, les mains en l'air et sans arme. Si vous n'obéissez pas, nous vous détruireons avec votre garnison. Vous avez été prévenu. Rendez-vous ou périssez dans les flammes⁵¹.

Ce fut peut-être la menace de périr par les flammes qui porta; quoi qu'il en soit, peu de temps après l'expiration de l'ultimatum, les soldats ennemis commencèrent à agiter des drapeaux blancs.

Le commandant de la garnison, le Lieutenant-général Heim, faisait partie de ceux qui se rendirent et il ordonna aux soldats récalcitrants, y compris l'équipe du canon placé sur la digue, de se rendre eux aussi. En fin d'après-midi, les canons s'étaient tus et les



réfugiés civils se déversèrent dans le village pour voir ce qu'il en restait. Des détachements canadiens d'aide aux pouvoirs civils se hâtèrent d'ouvrir des installations médicales pour soigner les blessés parmi les civils, ainsi que des cantines et des points d'eau. En quelques jours, la ville avait repris vie et amorcé sa remise sur pied⁵². Selon les Alliés, le port, les routes et les lignes de chemin de fer avaient priorité. Les sapeurs militaires appartenant à un groupe de construction et réparation des ports se mirent au travail le 23 septembre, mais il fallut attendre le 12 octobre pour ouvrir le port en raison de la présence de navires coulés dans l'entrée du chenal, ainsi que de mines au large des côtes et dans les eaux portuaires. À cette date, le port d'Anvers avait déjà été libéré⁵³.

Cette photographie du bombardement du Mont Lambert permet de voir une escadrille de Lancaster en vol dans le secteur de l'objectif. Au moins neuf aéronefs sont visibles.

matin du 23 septembre, alors que la 9^e Brigade se préparait à prendre les batteries de pièces capables de bombarder l'autre rive de la Manche depuis Cap Gris-Nez. Simonds et Spry entamèrent les préparatifs de l'opération UNDERGO pendant que les combats faisaient encore rage dans Boulogne. La reconnaissance photographique avait identifié 42 grosses batteries de pièces à l'intérieur de la zone côtière de 30 kilomètres autour de Calais, et le Régiment de topographes du Corps d'armée installa une base de cinq microphones de repérage par le son et de nombreux postes de repérage par éclats pour faciliter la localisation précise de leurs positions. Deux batteries d'obusiers de 7,2 pouces et deux régiments d'artillerie antiaérienne lourde se mirent en position le 21 septembre et commencèrent à régler leur tir sur les batteries ennemis. Comme les avions d'observation aérienne étaient réservés au secteur de Boulogne, aucun travail sérieux de contre-batterie ne se fit avant le début de l'opération. À ce moment-là, la masse totale de l'artillerie disponible, soit huit régiments de taille moyenne plus l'artillerie divisionnaire, était établie en réseau et prête à appuyer l'attaque⁵⁴.

Les voies d'approche vers Calais étaient fort différentes de celles de Boulogne. Les collines et les boisés de la région faisaient place à une campagne sans relief ni couvert,

quadrillée de canaux et de fossés d'assèchement. En mai 1940, ces obstacles naturels et les vestiges des fortifications construites au cours des guerres des siècles précédents aidèrent la brigade de fusiliers à tenir Calais pendant six jours cruciaux, facilitant l'évacuation depuis Dunkerque. En 1944, la section de 30 kilomètre du Mur de l'Atlantique entre Calais et Cap Gris-Nez comportait six zones fortifiées principales, dont une partie « truffée de barbelés, de canons et de mines » sur deux kilomètres, assurant une protection tous azimuts des batteries de pièces de 40 cm de Noires Mottes dont les obus pouvaient atteindre l'autre rive de la Manche⁵⁵.



Le Feld-maréchal Bernard L. Montgomery, commandant du 21^e Groupe d'armées et le Lieutenant-général H.D.G. Crerar, commandant de la 1^{re} Armée canadienne.

Le plan final, communiqué le 22 septembre, exigeait que la 7^e Brigade « attaque et capture ou détruire » la garnison de Calais, y compris les zones fortifiées des crêtes Bellevue et Coquelles. La 8^e Brigade fut affectée au secteur Escalles-Noire Mottes, alors que la 9^e devait s'occuper de Cap Gris-Nez. Spry maintint le QOR et le Glengarry dans la réserve divisionnaire, espérant ainsi qu'on n'aurait pas besoin d'eux⁵⁶. Le Bomber Command et la 2^e Force aérienne tactique commencèrent à affaiblir leurs objectifs le 20 septembre, mais la bataille de Boulogne et le temps pluvieux forcèrent le report du Jour J au 25 septembre. Ce délai permit au Capitaine J.C. Bond, officier d'état-major technique du 2^e Corps d'armée canadien, d'improviser diverses méthodes pour créer et maintenir en place un écran de fumée long de trois kilomètres afin d'empêcher l'ennemi situé à Cap Gris-Nez d'interférer avec les pièces d'artillerie moyenne et lourde mise en position sur la contre-pente du mont Couple au sud de Calais. Bond, secondé par un officier météorologue et des hommes empruntés au 3^e Régiment d'artillerie antiaérienne légère, réussit à maintenir un écran de fumée efficace pendant cinq jours⁵⁷.

Des rapports troublants signalant que la quasi-totalité des positions de pièces ennemis attaquées par la RAF avaient survécu à Boulogne entraînèrent un bombardement initial beaucoup plus nourri, au cours duquel le Bomber Command lança à l'attaque près de 900 aéronefs. Malheureusement, les conditions météorologiques étaient si mauvaises que seul le tiers d'entre eux purent accomplir leur mission. L'observation aérienne de l'artillerie était également limitée, et les spectateurs présents dans les estrades ne voyaient pas grand-chose. Les groupements tactiques de l'infanterie blindée constatèrent de nouveau que les défenses en béton n'avaient subi que peu de dommages⁵⁸.

Heureusement, la garnison de Calais comptait en son sein de nombreux hommes qui n'avaient aucunement l'intention de mourir pour leur Führer. Le Régiment de la Chaudière s'empara d'Escalles et de Cap Blanc-Nez en utilisant des mortiers de 3 pouces pour dresser son propre écran de fumée. Dès que les casemates furent atteintes par les tirs, des drapeaux blancs apparurent par les ouvertures, et un officier ennemi se présenta afin d'offrir la reddition de la position entière du Cap Blanc-Nez si on lui laissait deux heures pour l'organiser. Il semble que la garnison passa plutôt le plus clair des deux heures à se soûler et à détruire l'équipement, mais les hommes sortirent tous à temps et obéirent à l'ordre de « marcher en ligne droite vers nos lignes, les deux mains au-dessus de leur tête », sans leurs armes et leur casque⁵⁹.

Le North Shore comptait sur les démineurs à fléaux pour franchir le champ de mines ceinturant Noires Mottes et sur les « Crocodile » pour l'aider à se rapprocher de l'ennemi. Il utilisa également pour la première fois un tuyau rempli d'explosifs appelé « congre » qu'on pouvait pousser vers l'avant afin de détruire les barbelés faisant obstacle. Le Lieutenant-colonel Anderson en avait fait auparavant la démonstration devant le bataillon à l'aide d'un modèle réduit élaboré, et la première phase de l'attaque fut réglée comme du papier à musique. L'ennemi abandonna ses positions avancées sur la pente, mais dès que les hommes du North Shore tentèrent de franchir la crête, les tirs précis des mitrailleuses allemandes les clouèrent sur place. Les équipes de « Crocodile » tentèrent à leur tour d'avancer, mais des cratères de bombe et des canons antichar leur barrèrent le chemin. Lorsque vint la noirceur, aucun progrès n'avait été enregistré.

Un officier allemand capturé qui parlait anglais avec un accent de Brooklyn, aida à assurer la reddition des troupes coupées par l'avance canadienne, et le Major Bill Parker, qui se « sentait comme porté par une vague », demanda des volontaires parmi les nouveaux prisonniers afin qu'ils retournent auprès du commandant de leur garnison pour dire qu'il devrait se rendre à l'aube ou « subir les conséquences de son refus ». Le matin suivant, des drapeaux blancs s'agitaient un peu partout, y compris là où aucune position n'avait été repérée. L'une des zones les plus fortifiées le long du Mur de l'Atlantique donna près de 300 prisonniers. Ce fut, comme le rappela un officier du North Shore, « un jour inoubliable »⁶⁰.

L'attaque principale contre Calais fut menée par la 7e Brigade avec l'appui du First Hussars et six escadrons de blindés spécialisés. Le Brigadier Jock Spragge délivra son plan d'ensemble le 19 septembre, les patrouilles disposant d'amplement de temps pour fournir des vérifications du terrain afin de compléter les photos aériennes et les cartes. Le Lieutenant Louis Bergeron, extraordinaire chef du peloton d'éclaireurs du Regina Rifles Regiment (RRR), fit tout le chemin jusqu'à Escalles pour signaler que l'ennemi avait abandonné les villages pour se cantonner dans des positions fortifiées. Le RRR avait échangé l'une de ses compagnies de fusiliers pour l'une appartenant au Royal Montreal Regiment (RMR) qui servait de compagnie de commandement et de défense à la 1re Armée canadienne. Les hommes exaltés du RMR vécurent leurs premiers émois et leurs premières peurs au cours de patrouilles nocturnes, apportant leur

contribution à la « détection complète des positions de défense de l'ennemi », ce qui permit de lancer en toute confiance une attaque contre les impressionnantes défenses de la crête Bellevue⁵¹. Les hommes du Royal Winnipeg Rifles avaient également brossé un tableau détaillé des voies d'approche vers le centre de résistance du vieux Coquelles sur les berges de la zone inondée et l'imposant Fort Nieulay, leur deuxième objectif de la phase.



Centre d'imagerie interarmées des Forces canadiennes, PL 144258

Un Lancaster de la RAF participe à un bombardement sur le cap Gris-Nez.

Les deux bataillons, appuyés par leurs blindés, franchirent la ligne de départ au moment où les bombardements cessèrent. Le bataillon de Winnipeg, accompagné d'un escadron de Hussars, suivit les démineurs à fléaux à travers le champ de mines et se ria sur le centre de résistance avant que l'ennemi n'eut le temps de retrouver complètement son souffle. Des drapeaux blancs commencèrent à s'agiter, mais le feu nourri des mortiers ennemis et des pièces de 88 mm freina la consolidation de la position. Le RRR trouva les défenses de la crête en bonne partie intactes, et ses deux compagnies de tête essuyèrent de lourdes pertes en brisant la résistance qui dura jusqu'à ce que « les lance-flammes s'approchent de trop près ». Les hommes du RMR, dans leur première bataille, furent amenés à l'avant afin d'étendre le secteur couvert par le bataillon. Le Brigadier Jock Spragge décida d'engager son bataillon de réserve pour prêter main-forte au RRR. Le Canadian Scottish Regiment, conduit à bord de « Kangaroo », débarqua sur la crête et se joignit au RRR pour nettoyer la position. Le matin suivant, les deux régiments avancèrent sur Sangatte et amorcèrent un mouvement vers Calais le long de la route côtière. Les « Kangaroo » s'avérèrent d'une aide précieuse, tout comme les soldats du génie qui se chargèrent de dégager les barrages routiers et les champs de mine. L'ennemi devait être extirpé « de chaque maison, de chaque tranchée de tir et de chaque centre de résistance », ce qui fut fait avec prudence avec l'appui massif de l'artillerie et des blindés. Cette nuit-là, Spragge ordonna une avance sur trois fronts pour s'emparer de Fort Lapin et de Fort Nieulay,

alors que le RRR tentait de traverser les terrains inondés pour atteindre directement Calais⁶².

Le feu nourri provenant des deux forts et des autres positions de pièces rendit la journée longue et pénible, mais après que le Bomber Command eut attaqué sept objectifs du côté ouest de Calais, on enregistra de bons progrès. Le Major W.H.V. Mathews, qui commandait la compagnie de tête du Canadian Scottish, fit à l'historien divisionnaire un compte rendu détaillé de la capture de Fort Lapin et des problèmes qui survinrent lorsqu'ils continuèrent leur avance vers le bastion nord de la citadelle où le bataillon fut cloué sur place par un feu si nourri que tout mouvement lui était interdit. À la pointe du jour le 28 septembre, une seule compagnie conservait sa liberté de mouvement, et les pertes s'accumulaient. Mathews, dans un euphémisme des plus classique, admit que « les choses vont plutôt mal ... »⁶³.

Les deux autres bataillons éprouvaient eux aussi de graves difficultés. Le Royal Winnipeg Rifles s'empara de Fort Nieulay lors d'une opération soigneusement dirigée au cours de laquelle « les lance-flammes furent encore une fois l'argument décisif », mais les progrès furent lents le lendemain. Le RRR envoya une compagnie de l'autre côté des champs inondés, mais des problèmes « d'interférence dans les communications sans fil » et le moral au plus bas des hommes transis de froid et trempés jusqu'aux os qui faisaient entendre « qu'une ration de rhum sera la bienvenue » persuadèrent le Lieutenant-colonel Matheson de leur ordonner de demeurer là où ils se trouvaient. Cette décision prudente sembla empreinte de clairvoyance lorsque des nouvelles parvinrent que le commandant de la garnison allemande interromprait les tirs à 18 h et discuterait des termes de sa reddition⁶⁴. Le lendemain matin, le Major-général Spry découvrit que, bien que le commandant de garnison eût accepté de discuter de sa reddition, il cherchait en réalité à gagner du temps. Le Colonel Ludwig Schroeder demanda que Calais soit déclarée ville ouverte, mais lorsqu'il essuya un refus, il demanda une trêve pour permettre l'évacuation des civils. Spry accepta une trêve de 24 heures pour permettre au gens de quitter la ville et rencontra ensuite ses commandants de brigade pour planifier l'assaut final⁶⁵.

Les hommes du QOR furent transportés en camion dans la partie est de Calais afin de lancer une attaque depuis une nouvelle direction. Le 7^e Reco et les hommes du Camerons of Ottawa qui tenaient le secteur devaient participer à cette attaque. Grâce à l'appui des bombardiers moyens et des « Typhoon », en plus de l'artillerie disponible, Spry espérait que le QOR distrairait les ressources ennemis pendant que la 7^e Brigade se préparerait en vue d'une offensive générale au matin du 1^{er} octobre.

Peu avant l'expiration de la trêve, une délégation d'officiers allemands sembla faire comprendre que la garnison voulait maintenant se rendre et le ferait à 14 h. Spry vit en cette requête une autre tentative de gagner du temps et rétorqua que « s'ils souhaitaient se rendre, ils pourraient quitter leurs positions en marchant les mains en l'air, sans arme et agitant des drapeaux blancs de façon normale ». À midi, l'artillerie canadienne ouvrit le feu, mais le Lieutenant-colonel Klaehn, commandant des Camerons, demanda la permission d'entrer dans Calais et de régler la reddition⁶⁶. Alors que Klaehn évitait le tir de sa propre artillerie, le Canadian Scottish Regiment renouvela son attaque, capturant ainsi le bastion. Cette action agressive entraîna la reddition de Fort Risban et donna lieu à une entente par laquelle les défenses restantes du port seraient cédées dès qu'un officier d'un grade suffisamment élevé serait disponible afin de satisfaire aux exigences du protocole militaire allemand⁶⁷.

Alors que se déroulaient les dernières phases de la prise de Calais, la 9^e Brigade lança une attaque délibérée contre Cap Gris-Nez. Les quatre batteries de pièces capables d'atteindre l'autre rive de la Manche étaient abritées dans d'immenses

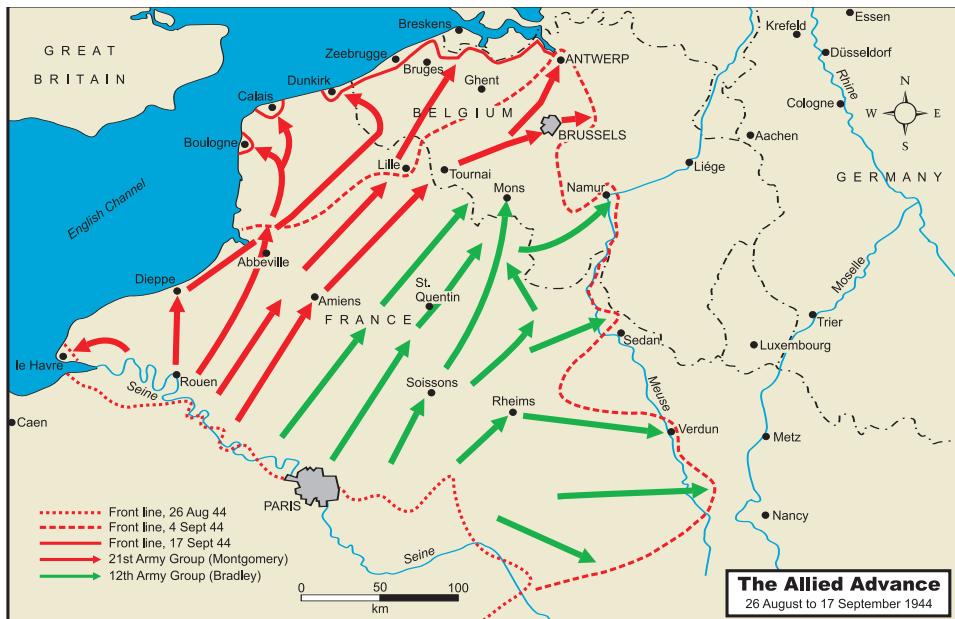
emplacements bunkers en béton qui existent toujours aujourd’hui. Chacun de ces emplacements étaient protégés par des champs de mines, des fils barbelés, des fossés antichar et des casemates placées de manière à assurer une défense tous azimuts. La batterie Floringzelle pouvait atteindre l’intérieur des terres, et ses obus de 280 mm, que les Canadiens appelaient des « trains de marchandises », avaient tenté à maintes reprises de frapper des cibles canadiennes. Parmi les ressources en artillerie mises à la disposition du Brigadier Todd, on retrouvait à Douvres les canons capables d’atteindre l’autre rive de la Manche et baptisés affectueusement « Winnie » et « Pooh », dont les serveurs trépignaient d’impatience de pouvoir tirer une dernière fois sur l’ennemi. Appuyés par leur propre poste d’observation (PO) en altitude, les canons britanniques engagèrent et endommagèrent la batterie Floringzelle à la grande satisfaction des Canadiens qui avaient craint de subir de lourdes pertes sous le feu de ses canons. L’attaque au sol débuta après un raid de bombardiers lourds. Les hommes du North Nova et du Highland Light Infantry eurent peu de difficultés à s’approcher de l’ennemi qui avait perdu toute envie de poursuivre un combat sans espoir⁶⁸.

La guerre de siège le long de la côte française de la Manche entraîna la prise de trois ports importants et la reddition de près de 30 000 soldats allemands. L’Armée canadienne employa une force écrasante à le Havre, mais les attaques sur Boulogne et Calais furent menées par les éléments formant seulement deux brigades d’infanterie, appuyées par un nombre restreint d’escadrons blindés. Les soldats qui se frayèrent un chemin dans Boulogne et Calais étaient au départ heureux des mesures d’appui aérien et des plans de tir de l’artillerie, mais à mesure que la bataille s’éternisait, il apparaissait évident que peu de dommages avaient été infligés aux défenses ennemis. Les groupements tactiques canadiens furent par conséquent obligés d’improviser de nouvelles façons de dominer l’ennemi avec leurs propres ressources. Ils auraient échoué sans la connaissance parfaite du terrain sur lequel ils devaient combattre. Les cartes et les photographies aériennes facilitèrent leur tâche, mais en fin de compte, ils durent faire appel à des peloton de reconnaissance pour explorer un terrain si complexe. Les commandants de compagnie comprirent rapidement que les lance-flammes « Wasp » et surtout les « Crocodile » constituaient le moyen le plus efficace de forcer l’ennemi à abandonner ses positions fortifiées. L’infanterie apprit que, si elle réussissait à protéger les lance-flammes tout en guidant leurs porteurs en position, quelques jets suffisaient habituellement pour provoquer la reddition de l’ennemi. Les lance-flammes s’avérèrent l’ultime arme psychologique dans la guerre de siège.

Les Canadiens crurent avoir accompli des miracles avec les forces et les approvisionnements limités mis à leur disposition. Montgomery et ses aides virent les choses autrement. Le Major-général H. Essame décrit sans ménagements le point de vue des Britanniques dans son livre intitulé *The Battle for Germany*. Répondant à Montgomery qui se plaignait de la piètre direction et de la lenteur de l’Armée canadienne⁶⁹, Essame écrit :

On doit inévitablement conclure que les opérations menées par la 1^{re} Armée canadienne en septembre furent plus lentes que nécessaire. Le Havre ne tomba sous les attaques du 1^{er} Corps britannique que le 12 septembre. Boulogne tint jusqu’au 22, le secteur de Calais fut nettoyé à la fin du mois, et Dunkerque demeura aux mains de l’ennemi. Le 1^{er} octobre, les Allemands occupaient toujours une longue bande de terrain sur la rive sud de l’Escaut, les banlieues nord d’Anvers, l’île de Walcheren et les voies d’approche vers la péninsule du Beveland-Sud⁷⁰.

Tout cela contraste avec la progression rapide de l’Armée britannique vers Arnhem au cours de septembre.



Bien entendu, l'histoire officielle relatée par les Britanniques est beaucoup plus nuancée, et le Major Ellis connaît bien plus les rouages de la logistique et de l'administration, mais il insinue quand même que Crerar ne semblait pas « reconnaître le besoin impératif de se hâter »⁷¹ dans la bataille pour la prise des ports de la Manche. Ellis se montre également critique envers le temps qu'il a fallu pour amener le 1^{er} Corps d'armée britannique dans le secteur d'Anvers afin de relever les forces de la 2^e Armée dont on avait besoin pour la poussée vers le Rhin. Deux auteurs canadiens ont repris ces thèmes et ont conclu que les activités de l'Armée canadienne étaient si déficientes que si Crerar avait été commandant dans l'armée britannique, il aurait été congédié⁷². Le biographe de Montgomery va plus loin lorsqu'il affirme que Montgomery a renvoyé Crerar en septembre 1944 et que la santé fragile de ce dernier n'était qu'un mensonge qui faisait l'affaire de tout le monde⁷³.

Dans son histoire officielle de l'Armée canadienne intitulée *The Victory Campaign*, C.P. Stacey, critique des opérations canadiennes en Normandie, évite d'emblée de censurer la conduite de la poussée. Il évite également tout commentaire favorable, et Harry Crerar sentit le besoin d'indiquer à Stacey qu'il « se demandait si l'historien officiel avait fait suffisamment ressortir ... les difficultés rencontrées sur le terrain côtier, d'un point de vue tactique et administratif. Pour ceux qui se trouvaient dans la 1^{re} Armée canadienne, il semblait toujours y avoir dix autres rivières à franchir et une multitude de canaux à traverser⁷⁴. Stacey ne le contredit pas, mais hésite à critiquer les décisions de Montgomery et préfère laisser le lecteur tirer ses propres conclusions au sujet des réalisations des Canadiens en septembre 1944. Une nouvelle évaluation de leur contribution se fait attendre depuis trop longtemps.

Au sujet de l'auteur...

Terry Copp est professeur émérite à l'Université Wilfrid Laurier et directeur du Laurier Centre for Military, Strategic and Disarmament Studies. Il a collaboré à la rédaction de 11 livres et de nombreux articles traitant du rôle du Canada dans la Deuxième Guerre mondiale, dont deux guides des champs de bataille canadiens en Europe. Son ouvre la plus récente, *Fields of Fire: The Canadians in Normandy* (Presses de l'Université de Toronto, 2003), lui a valu de recevoir un prix

(*Distinguished Book Award 2004*) décerné par la Société américaine d'histoire militaire pour des publications portant sur l'histoire étrangère. Le présent article est tiré du prochain livre de Terry Copp, *Cinderella Army: The Canadians in Northwest Europe, 1944-1945*, qui sera publié par les Presses de l'Université de Toronto à l'automne 2006.

Notes

1. Cité dans Alan English, Daniel Gosselin, Howard Coombs et Lawrence M. Hickey (éditeurs), *The Operational Art: Canadian Perspectives*, Kingston, Canadian Defence Academy Press, 2005, p. 7.
2. Une version antérieure de cet essai a été présentée au Collège militaire royal du Canada en mars 2005. Cet essai est basé sur le chapitre 2 de *Cinderella Army: The Canadians in Northwest Europe*, Toronto, University of Toronto Press, 2006, à paraître.
3. C.P. Stacey, *The Victory Campaign*, Ottawa, 1966, p. 324.
4. *Ibid.*, p. 329.
5. Ralph Bennett, *Ultra in the West*, Londres, 1979, p. 142 et 143.
6. « Air Support Organization and Procedure in NW Europe », PRO Air 15/721.
7. Cette phrase traduite est tirée d'une lettre de Coningham à l'intention de Breen (ministère de l'Air), 30 août 1944, Pro Air 37/2.
8. L'auteur de la biographie de Coningham écrit que : « Teddy Hudleston prit le commandement du 84^e Groupe des mains de Leslie Brown qui ne réussit jamais à convaincre les Canadiens que les aéronefs étaient un élément de soutien et qu'ils ne pouvaient remplacer les opérations de terre ». Vincent Orange, *Coningham*, Londres, 1990, p. 220.
9. Simonds a été nommé commandant de l'Armée par intérim le 26 septembre lorsque Crerar a été admis à l'hôpital en Angleterre. Le Major-général Charles Foulkes a été désigné commandant de corps par intérim, mais il agissait principalement comme messager des ordres de Simonds.
10. SRO no 2, compte rendu no 16, « Air and Ground Support in the Assault on Boulogne », dans Copp, *Montgomery's Scientists*, p. 120.
11. Compte rendu d'interrogatoire, Lieutenant-général Heim, 6 décembre 1945, LAC RG 24, vol. 10,617.
12. Propos de Simonds à l'intention des commandants de formation, 2^e Corps d'armée canadien, 12 septembre 1944, LAC RG 24, vol. 10,799. Les trois colonnes de blindés d'assaut comprenaient une troupe de chars démineurs Crab, deux troupes de chars lance-flammes « Crocodile », une demi-troupe de AVRE et une troupe de chars, des même que des « Kangaroo ». L'ébauche de plan décrivait une opération divisée en quatre phases, mais lorsque l'attaque a été amorcée, il a fallu faire preuve de beaucoup d'improvisation.
13. La plan d'artillerie est décrit par le Capitaine J.W. Monahan, ARC, Quartier-général de l'Armée canadienne, Section historique, dans le compte rendu no 184, *Canadian Participation in North-West Europe, 1944. Part V: Clearing the Channel Ports*, DHP. Ce résumé s'appuie sur le Journal de guerre, QG ARC 3e Division, et sur le compte rendu élaboré par le Capitaine J.R. Martin, *Operation Wellhit*, LAC RG 24, vol. 10,907.
14. Journal de guerre, 2^e Corps d'armée canadien, 15 septembre 1944.
15. R.F. Delderfield, *Confidential Report on the Recent Bombing of Le Havre*, PRO Air 20/5040. Le compte rendu mentionne que le fonctionnaire britannique des affaires civiles et les responsables français parlaient de la destruction de quartiers résidentiels entiers et d'au moins 5 000 victimes, alors que le commandant de la 154^e Brigade affirmait que le « total était au plus de 2 000 » et que le bombardement avait « épargné la vie de bon nombre de combattants ».
16. Stacey, *Victory*, p. 339.
17. Copp, *Montgomery's Scientists*, compte rendu no 16, p. 107 à 111.
18. Monahan, p. 40.
19. Ces questions sont abordées dans le troisième volume des *Crerar Papers*.
20. Journal de guerre de J.R. Martin, Officier historien, 3^e Division d'infanterie canadienne, 3 septembre 1944, LAC RG 24, vol. 17,506. Entrevue avec le Colonel E. Côté, octobre 2004.
21. Journal de guerre, 3^e Division d'infanterie canadienne, 16 septembre 1944.
22. Annexe à la lettre de Hobart à l'intention de Crerar, 20 septembre 1944, *Crerar Papers*, vol. 6.
23. Will R. Bird, *The North Shore (New Brunswick) Regiment*, p. 408.
24. Bird, p. 409 à 412. Le récit du Major Corbett concernant l'attaque du Pas de Gay, ainsi que celui d'autres témoins oculaires, sont longuement cités.
25. Les citations de ce paragraphe sont tirées du Journal de guerre, Régiment North Shore (Nouveau-Brunswick), 17 et 18 septembre 1944.
26. Lieutenant-colonel J.E. Anderson, « Account of Operations in the Boulogne Area », *Canadian Military History*, vol. 3, no 2, automne 1994, p. 84 à 87.
27. Jacques Castonquay et Armand Ross, *Le Régiment de la Chaudière*, Lévis, 1983, p. 289 et 290.
28. Le Caporal R. Richards s'est vu décerner la Médaille de conduite distinguée à la suite de cette action, tandis que le soldat J.P.E. Ouellet a reçu la Médaille militaire. *Ibid.*, p. 290.
29. La colonne est dotée d'un escalier intérieur et d'une plate-forme d'observation. Napoléon y est illustré, son regard tourné vers l'Angleterre. Par temps clair, un observateur peut voir les falaises blanches de Douvres et toute la campagne entourant Boulogne.
30. La Section de recherche opérationnelle a examiné la batterie à la suite de la bataille et elle a conclu qu'un canon de

88 mm avait été mis hors de combat par les bombardiers moyens qui avaient raté la cible de peu, alors que les trois autres étaient demeurés en action. Copp, *Montgomery's Scientists*, compte rendu no 16, p. 130.

31. Castonguay et Ross, p. 291. Le Queen's Own Rifles a participé à l'attaque finale.
32. W.T.T. Barnard, *The Queen's Own Rifles*, Toronto, 1963, p. 225.
33. Journal de guerre, *Queen's Own Rifles*, 17 septembre 1944.
34. Copp, *Montgomery's Scientists*, compte rendu no 16, p. 128.
35. Monahan, p. 58.
36. Journal de guerre, *Queen's Own Rifles*, 21 septembre 1944.
37. Copp, *Montgomery's Scientists*, compte rendu no 16, p. 112.
38. Pour une description exhaustive du champ de bataille tel qu'il se présente de nos jours, consulter Terry Copp et Mike Bechthold, *The Canadian Battlefields in Northwest Europe: A Visitor's Guide*, Waterloo, 2005.
39. Will R. Bird, *No Retreating Footsteps: The Story of the North Novas*, Kentville, 1954.
40. Bird, *North Novas*, p. 220.
41. Lieutenant-colonel R. Rowley, « The Attack on Boulogne », *Canadian Military History*, vol. 3, no 2, automne 1994, p. 76 à 83.
42. Journal de guerre, 9^e Brigade d'infanterie canadienne, 17 septembre 1944.
43. Rowley, p. 79.
44. Copp, *Montgomery's Scientists*, compte rendu no 16, p. 129.
45. Monahan, p. 53.
46. Journal de guerre, 18th Canadian Field Company, septembre 1944, cité dans Monahan, p. 53 à 54.
47. Monahan, p. 57.
48. Montgomery M.216, communication personnelle à l'intention du chef de l'état-major général impérial provenant du commandant en chef, 19 septembre 1944, BLMP.
49. *Ibid.* « Dès que nous aurons capturé le pont à Nimègue, notre avance se dirigera sur Arnhem et Apeldoorn. »
50. Rowley, p. 81.
50. Monahan, p. 65.
52. Directive opérationnelle de l'opération Wellhit, Journal de guerre, 8^e Brigade d'infanterie canadienne, septembre 1944; Journal de guerre, 2^e Section historique canadienne de campagne, septembre 1944.
53. Ian Galbraith, « Operation Wellhit: The Capture of Boulogne », *After the Battle*, vol. 86, 1944, p. 19 à 22.
54. « Counter Battery Ops Before Calais », appendice 1, Journal de guerre, QG Artillerie royale canadienne, 1^{re} Armée canadienne, LAC RG 24, vol. 14,306.
55. Monahan, p. 73.
56. Ordre opérationnel no 2 de la 7^e Brigade d'infanterie canadienne, 23 septembre 1944, Journal de guerre, 7^e Brigade d'infanterie canadienne.
57. James C. Bond, « The Fog of War: Large Scale Smoke Screening Operations of First Canadian Army in Northwest Europe 1944-45 », *Canadian Military History*, vol. 8, no 1, hiver 1999, p. 41 à 58.
58. Forces aériennes de l'armée des États-Unis, Bureau d'évaluation, *Study of the Effects of the Air Effort in the Capture of Calais*, juin 1945. Cette étude détaillée de 170 pages examine tous les aspects de la bataille pour établir un contexte permettant l'analyse des efforts aériens. Archives du LCMSSD.
59. Castonguay et Ross, p. 295 et 296. Ordre opérationnel de la 8^e Brigade, 23 septembre 1944, Journal de guerre, 8^e Brigade d'infanterie canadienne.
60. Bird, *The North Shore*, p. 430 à 432. Par après, la journée a été assombrie par la perte de trois officiers et de leur chauffeur lorsqu'une mine a explosé sous leur jeep.
61. Journal de guerre, *Regina Rifles*, septembre 1944.
62. Journal de guerre, 7^e Brigade d'infanterie canadienne, 25 septembre 1944.
63. W.H.V. Mathews, « Assault on Calais 25 September-1 October 1944 », *Canadian Military History*, vol. 3, no 2, 1994, p. 88 à 95.
64. Journal de guerre, *Regina Rifles*, 29 septembre 1944.
65. Journal de guerre, 3^e Division d'infanterie canadienne, 30 septembre 1944.
66. Monahan, p. 88.
67. Mathews, p. 95.
68. Lieutenant-colonel D.F. Forbes, *Actions Against the Defences of Cap Gris Nez*, DHP.
69. Stacey, *Victory*, p. 306.
70. H. Essame, *The Battle for Germany*, Londres, 1969, p.29.
71. Ellis, p. 60.
72. W.A.B. Douglas et B. Greenhous, *Out of the Shadows*, Toronto, 1977, p. 20.
73. Nigel Hamilton, *Monty: The Field Marshal*, Londres, 1980, p. 513.
74. Crerar à Stacey, 10 mars 1959, *Crerar Papers*, vol. 3.

TRANSFORMATIONS DE LA GUERRE ET DES PERCEPTIONS POPULAIRES : RÉPERCUSSIONS SUR L'ART DE LA GUERRE AU XXI^e SIÈCLE

M. Robert Adinall, MA

Dans le *National Post* du 23 novembre 2004, le Major-général canadien à la retraite Lewis MacKenzie a écrit : « Les soldats ne sont pas des travailleurs sociaux armés de fusils. Les deux professions sont importantes, mais l'une et l'autre seront mal desservies si les mêmes personnes cumulent les deux fonctions »¹. Il poursuivait en précisant que les armées n'ont pas besoin d'être dirigées par des « officiers avec une formation en anthropologie, en psychologie ou en philosophie »², ajoutant que beaucoup de chefs politiques modernes compliquent excessivement les mandats des forces armées en leur confiant des tâches de reconstruction et d'autres missions afin de « trouver des façons sûres et sans risque de contrer les méchants »³.

Le point de vue de MacKenzie s'inscrit dans le débat global sur les objectifs stratégiques de la guerre pour les Occidentaux qui a cours depuis le début du XXI^e siècle, débat qui fait ressortir une triple dichotomie. Premièrement, on observe une division abstraite dans les théories et les analyses stratégiques militaires pour ce qui est de la façon d'intégrer les technologies de « l'ère de l'information » à l'appareil militaire, et plus spécifiquement à l'organisation de l'Armée de terre. La deuxième interrogation, directement liée à la première, a trait à la structuration des organisations militaires dans le but de les adapter à la fois aux conflits de haute intensité et à ceux de faible intensité. Le troisième point est l'incertitude des citoyens quant au rôle que devraient jouer les militaires sur la scène internationale.

Ces clivages sont plus faciles à comprendre à la lumière des trois axes de questionnement traditionnels. Le premier consiste à examiner l'évolution intellectuelle dans l'organisation et la doctrine militaire de la fin du siècle dernier jusqu'à maintenant pour voir comment on a évalué l'importance des nouvelles technologies. Deuxièmement, on doit étudier la nature actuelle des perceptions des médias et de la population, ainsi que leur évolution. Ces deux thèmes mènent à un troisième : en admettant l'argument que l'histoire présente maints exemples de transformations militaires, technologiques et culturelles interreliées, dites « révolutions » militaires, comment s'est manifestée la révolution militaire au XX^e siècle et après? Cette troisième question ressurgira à divers moments dans l'étude des deux autres thèmes.

Technologies de l'information et pensée militaire

Durant les années 90, les militaires des États-Unis ainsi que les membres des forces armées et les stratèges qui leur sont affiliés, ont commencé à débattre des implications de ce qu'on a surnommé la « révolution dans les affaires militaires », ou RAM. Les experts s'entendent sur le fait que le concept de RAM est issu des théories militaires soviétiques qui ont eu cours du milieu à la fin de la guerre froide. Toutefois, d'autres courants de la pensée militaire y ont aussi contribué. Pendant les années 90 et au début de la présente décennie, les auteurs de divers ouvrages et concepts ont proposé d'ajouter ou d'associer à cette révolution d'autres dimensions militaires et historiques. Ce mélange conceptuel s'est traduit par les plans de « transformation » de plusieurs forces militaires depuis le début du XXI^e siècle. Ce texte présente un aperçu

des différents courants de pensée qui ont abouti à ces transformations. Une version plus étoffée de ce processus évolutif (une tâche que l'auteur espère entreprendre) serait sûrement utile; il s'agit ici d'une version préliminaire dans le cadre d'une analyse plus vaste.

RTM, théorie de la manœuvre et autres tendances jusqu'en 1992

Les Soviétiques ont été les premiers à parler d'une « révolution dans les affaires militaires » dans les années 50 et 60, concept s'appliquant aux armes nucléaires combinées à des engins à longue portée, surtout des avions à réaction et des avions-fusées ainsi que des missiles balistiques et de croisière, et prévoyant la mise au point de systèmes de contrôle et d'acquisition d'objectifs grâce aux ordinateurs et aux satellites artificiels naissants (autrement dit les débuts des « technologies de l'information » qui allaient prendre pleinement leur essor dans les années 90)⁴. Durant la décennie 1970, la pensée des stratégies soviétiques touchant l'importance future des nouvelles technologies a changé d'orientation. En effet, le constat que l'utilisation tactique d'armes nucléaires aurait dégénéré stratégiquement en un holocauste nucléaire signifiait que l'idée même de batailles terrestres menées avec des armes nucléaires menait à un cul-de-sac.

Pour résoudre cette impasse, les stratégies soviétiques se sont alors penchés sur les campagnes de la Deuxième Guerre mondiale et les campagnes précédentes et la théorie de la « guerre en profondeur » englobant des aspects de ce que les Occidentaux allaient appeler théorie de la « manœuvre ». Les Soviétiques ont d'abord expérimenté ce concept ancien/nouveau de « bataille toutes armes » lors de l'exercice DNIEPER en 1967, suivi, selon certains analystes, par une « accumulation de forces conventionnelles »⁵. Toutefois, ceux-ci n'y voyaient pas un simple retour en arrière. Les progrès constants dans les moyens de communications et en informatique, de même que la puissance offerte par les munitions conventionnelles, permettraient aux forces conventionnelles d'appliquer une puissance de feu très précise et suffisamment efficace pour égaler les armes nucléaires. Dans une série de documents datant des années 80, le Maréchal Nikolai Ogarkov, à l'époque chef d'état-major général des forces soviétiques, a surnommé ces développements « révolution technique militaire » ou RTM, en remplacement de l'expression plus ancienne « révolution dans les affaires militaires »⁶. Les Soviétiques s'inquiétaient entre autres du fait que les technologies des pays occidentaux dans ces domaines progressaient plus vite que les leurs, si bien que les armées de l'OTAN allaient acquérir un avantage déterminant. Et ils ne sont pas parvenus à mettre en place un programme de ratrappage efficace avant l'effondrement de l'URSS en 1989-1991.

Aux États-Unis, le Office of Net Assessment dirigé par Andrew Marshall a repris le concept RTM soviétique à la fin des années 70. Selon Marshall, « ce sont les Américains qui ont posé les fondements de la révolution militaire, mais ce sont plutôt les théoriciens soviétiques qui ont intellectualisé le concept »⁷. Marshall a d'abord proposé que les États-Unis investissent davantage dans des « complexes de reconnaissance-frappe » selon l'appellation soviétique pour que les Soviétiques craignent encore plus une augmentation de la suprématie des pays occidentaux⁸. Au milieu des années 80, il a coprésidé avec Charles Wolf le groupe de travail sur le contexte de sécurité future, dans le cadre de la commission sur la stratégie à long terme dirigée par Fred Ikle et Albert Wohlstetter. D'après les conclusions de ce groupe, les deux prochaines décennies allaient être marquées par des transformations majeures dans l'art de faire la guerre⁹. Vers 1990-1991, Marshall a demandé à Andrew Krepinevich, qui venait de se joindre à son service, d'étudier de façon plus approfondie ces concepts d'origine soviétique pour « décider avec une plus grande certitude si nous croyions réellement que les théoriciens soviétiques avaient raison »¹⁰. Cette analyse, publiée en 1992, est

souvent considérée comme le point de départ des débats sur la RAM dans les années 90. Marshall et les membres de son équipe ont fait remarquer que durant la période actuelle, comme dans les périodes de révolution militaire antérieures, les capacités militaires se sont transformées surtout quand l'implantation de nouvelles technologies allait de pair avec des changements touchant les tactiques, la doctrine et l'organisation, et des transformations plus générales d'ordre sociopolitique comme le phénomène de mondialisation. Par conséquent, en 1993, le service de Marshall a précisé que l'expression « révolution technique militaire » avait un sens trop étroit, prônant plutôt un retour à l'expression originale « révolution dans les affaires militaires » employée d'abord par les Soviétiques plusieurs décennies auparavant¹¹.

Bien que les théories RAM/RTM des Soviétiques soient directement à l'origine des concepts RAM occidentaux des années 90, d'autres lignes de pensée ont aussi joué un rôle important. Durant les années 90, l'armée américaine a connu une vague de réformes internes dans le sillage de la guerre du Vietnam. Simultanément, les stratégies occidentaux se sont mis à craindre que l'accumulation par les forces soviétiques d'armes conventionnelles en tous genres (mentionnée précédemment) ne leur procure une supériorité numérique suffisante pour remporter une bataille par des moyens non nucléaires en Europe. C'était le coup d'envoi de la théorie des « compensations » ou du « parapluie nucléaire ». La théorie des compensations visait à permettre aux pays de l'OTAN de contrebalancer la supériorité quantitative des Soviétiques en misant sur l'amélioration de la qualité. En même temps, les officiers américains de la nouvelle génération en sont venus progressivement à rejeter le concept de guerre « d'attrition » qui sous-tendait auparavant les opérations des forces anglo-américaines. La stratégie des compensations prévoyait non seulement l'acquisition de meilleurs équipements, mais aussi l'application des progrès technologiques, comme les appareils de microélectronique, pour modifier les façons de faire. Cette conception suppose entre autres des moyens plus perfectionnés de commandement, de contrôle, de communications et de renseignement, ainsi que des armes à guidage de précision comme des fusées¹².

L'adoption en Occident de la « théorie de la manœuvre » est l'autre aspect de la guerre menée de façon plus intelligente. Ce concept a été défendu surtout par les analystes de la défense américains William S. Lind et Edward Luttwak, à l'occasion de ce que le Lieutenant-colonel canadien Ian Hope a appelé un « débat sur la réforme doctrinale »¹³. Il a été aussi préconisé par le Colonel américain, subséquemment promu général, Huba Wass de Czege, et au Royaume-Uni par le Brigadier à la retraite Richard Simpkin. D'après la description de Lind, la doctrine de manœuvre consiste à « briser le moral et la volonté du haut commandement ennemi en créant des situations stratégiques et opérationnelles défavorables et non en décimant les troupes ou en détruisant l'équipement de l'ennemi », par opposition à la doctrine d'attrition qui vise à obtenir la « réduction physique des forces adverses »¹⁴. Edward Luttwak a développé les idées de Lind. Tant Lind que Luttwak voyaient dans le « blitzkrieg » allemand le modèle par excellence de guerre de manœuvre¹⁵. Les conceptions de ces deux experts ayant été mises en pratique jusqu'au début des années 80 dans les programmes de réforme de la défense américaine, il en est résulté ce que Hope et d'autres experts ont qualifié de « culte du blitzkrieg », qui s'est plus ou moins dissipé récemment¹⁶. Les théories de Lind ont fini par être intégrées à la doctrine du Corps des Marines des États-Unis, dans le *Fleet Marine Force Manual 1 Warfighting*¹⁷ datant de 1989.

En 1982, Wass de Czege a réécrit le manuel de doctrine de l'armée américaine FM-100-5 pour mettre l'accent sur l'agilité, la vitesse, les mouvements tournants, la rupture des communications ennemis ainsi que la nécessité d'éviter les attaques frontales et les pertes inutiles de troupes et d'équipement¹⁸. Également cette année-là, on a mis à l'essai les méthodes de guerre de manœuvre et la théorie des compensations au cours

de la bataille « aéroterrestre », l'équivalent pour l'OTAN de l'exercice DNIEPER. En 1983, le U.S. Army Command and General Staff College a établi un programme d'études supérieures d'un an donné à l'école d'études militaires avancées de Fort Leavenworth au Kansas, sous la coordination de Wass de Czege. En 1991, certains de ses étudiants, qui se surnommaient eux-mêmes à la légère les « chevaliers Jedi », ont occupé des postes importants dans l'état-major du Général Schwarzkopf lors de l'opération Tempête du désert de la première guerre du Golfe¹⁹.

Les travaux de Simpkin s'inspiraient des recherches de l'OTAN réalisées à la fin des années 70 et au début des années 80 concernant la réorganisation des forces de défense, mais pas autant des thèses antérieures des Allemands. Selon sa conception, les armées modernes avaient autant à apprendre des théories de la « guerre en profondeur » avancées dans les années 30 par le Maréchal soviétique Tukhachevsky que des idées de Guderian, de Basil Liddell Hart ou d'autres spécialistes. Simpkin, qui a présenté ses résultats sous leur forme finale dans son ouvrage de 1985, *Race to the Swift*, voulait qu'on intègre les nouvelles technologies en réorganisant les forces militaires. À l'instar du bureau de Marshall, il avait été influencé par les théories RTM des Soviétiques et leur tendance à se tourner vers les années 30 pour établir des comparaisons avec la situation présente. Selon Simpkin, l'utilisation de nouveautés technologiques pour attaquer un ennemi simultanément dans l'ensemble des champs opérationnels était une notion capitale des Soviétiques. Il était aussi d'accord avec ceux-ci sur le fait que : « Désormais, on peut réaliser par des moyens conventionnels plusieurs types d'attaques qui, durant la décennie 1960, auraient exigé des armes nucléaires »²⁰. Pourtant, il estimait que le changement essentiel « ... touche en réalité l'information plutôt que la puissance de feu. En effet, c'est l'acquisition, le traitement et la diffusion de l'information qui procurent à présent la vitesse et la précision nécessaires pour appliquer la puissance de feu disponible... dans l'optique militaire, il paraît plus facile de déterminer ce que les technologies de l'information ne peuvent pas faire... »²¹ »

Simpkin ajoute que, grâce aux capacités de tir de précision, on pourra « disperser la masse militaire sous forme d'un "réseau" de petits détachements chargés du double rôle de commander les tirs et de mener des actions locales équivalant presque à de la guérilla. Vu cette faible densité, les éléments du réseau pourront se retrouver un peu partout et n'auront donc besoin que d'une grande mobilité »²². Il note ailleurs : « Tant les formations trop denses de défenseurs que les forces qui se concentrent indûment pour attaquer seront alors pulvérisées... C'est le début d'une ère de guerres dans lesquelles il vaudra beaucoup mieux ne pas être atteint par les tirs! »²³ »

Le livre *Race to the Swift* a servi de fondement à une version révisée de la *British Military Doctrine* (doctrine militaire britannique), parue en 1989, et exposée dans des manuels de campagne subséquents de l'armée britannique. Les manuels de doctrine canadiens rédigés au début des années 90 reprenaient les idées de Simpkin, sans toutefois employer l'expression « guerre de manœuvre ». La définition de ce concept proposée par Lind a fini par s'appliquer aux conceptions britanniques et donner la doctrine de manœuvre canadienne dans sa forme actuelle²⁴. À l'instar de la théorie RTM soviétique, les théories occidentales qui ont eu cours dans les années 80 s'intéressaient en particulier au rôle militaire des technologies de l'information, même quand elles évoquaient la « révolution dans les affaires militaires » de la décennie 1930-1940. Par conséquent, l'analyse de Marshall et Krepinevich parue en 1992 ne se contentait pas de reprendre le concept soviétique; elle répondait aussi à des préoccupations occidentales, moins bien définies toutefois.

Critique de la théorie de la manœuvre

La théorie de la manœuvre a suscité diverses réactions. On a débattu à propos des

généralisations historiques découlant de certaines interprétations, notamment à savoir si les Anglo-Américains, avant 1970, avaient eu une attitude résolument « attritioniste », et si les stratèges allemands de la Deuxième Guerre mondiale excellaient dans la guerre de manœuvre autant qu'on le prétend. Cependant, Hope, présente un argument intéressant; à son avis, une dichotomie « artificielle » s'est créée entre les concepts de manœuvre et d'attrition. Dans son ouvrage, Simpkin ne dit pas qu'il est toujours possible d'éviter l'attrition. D'après lui, « la guerre repose sur trois conceptions fondamentales, soit la théorie de l'attrition, la théorie de la manœuvre et la doctrine de la guerre révolutionnaire »²⁵. La théorie de l'attrition s'applique invariablement dans une certaine mesure quand des troupes de manœuvre ou des troupes irrégulières s'engagent dans des combats réels. Il faudra encore livrer des batailles d'insertion, de rupture et de rencontre, si bien que la capacité pour un camp d'infliger à l'ennemi des pertes plus lourdes que les siennes continuera de déterminer le déroulement de ces phases de combat. Il soutient simplement que les autres types de stratégies joueront un rôle décisif au cours des futurs conflits. Hope, quant à lui, estime que la théorie de la manœuvre a été mal définie, la doctrine militaire supposant que l'on pourra toujours éviter la phase d'attrition des combats. Il affirme que les militaires canadiens ont admis ce « cadre mental » qui pourtant ne s'appuie pas sur une doctrine opérationnelle globale. Selon Hope, cela sert de prétexte pour justifier l'idée selon laquelle des armées inférieures en nombre peuvent espérer vaincre des forces supérieures uniquement en appliquant de meilleures théories²⁶. Comme nous le verrons plus loin, une poignée de théoriciens ont émis des critiques semblables par rapport aux concepts RAM des années 90. Pour comprendre ces critiques, il faut d'abord examiner la façon dont la théorie RAM a été adoptée après 1992.

RAM : les conflits de haute intensité par opposition aux conflits de faible intensité

Certains ont prétendu que les dirigeants des forces navales et aériennes des États-Unis étaient prêts à accepter la RAM, puisque ces forces évoluent dans un « contexte opérationnel naturel », c'est-à-dire les airs ou l'océan²⁷. Bien que les perturbations atmosphériques, les courants océaniques et les tempêtes puissent perturber les moyens de détection, on peut toujours distinguer assez facilement les éléments amis et ennemis par rapport au milieu ambiant. Des officiers navals, notamment l'Amiral William Owens et l'Amiral James Stavridis, ont affirmé que la révolution dans le domaine de l'information allait aboutir à un « système de systèmes » grâce auquel les ordinateurs retransmettront entre les divers éléments de grandes quantités de données de reconnaissance et d'acquisition d'objectifs, permettant ainsi aux forces militaires de l'âge de l'information de mener leurs opérations rapidement et avec précision sur de grandes distances²⁸. On a créé le sigle C4ISR, qui signifie commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance, à partir de formules antérieures comme C3I pour décrire les rouages humains et automatisés essentiels d'un appareil militaire. Théoriquement, grâce à cette constellation de systèmes très perfectionnés, complétée par des utilisateurs bien organisés et formés, on pourra acquérir la « suprématie sur le plan de l'information ». Alors qu'il était vice-président du *U.S. Joint Chiefs of Staff* (conseil des chefs d'état-major interarmées des États-Unis) au milieu des années 90, Owen a préconisé l'application du concept de la RAM dans tous les éléments, de même que le concept de « mixité » (en anglais « jointness »), voulant que les forces terrestres, navales et aériennes collaborent ensemble de façon harmonieuse pour produire des effets simultanés et décisifs dans l'ensemble du champ de profondeur opérationnelle de l'ennemi. Ainsi, des troupes moins nombreuses pourraient produire des effets stratégiques plus importants que jamais.

À mesure que ces concepts fondés sur les théories de la guerre de manœuvre, de la RTM et de la RAM prenaient forme, certains analystes stratégiques ont contesté leur importance à long terme. Selon eux, la RAM était simplement une extension des notions militaires traditionnelles des Occidentaux, étroitement axées sur la façon de remporter des guerres conventionnelles livrées par des forces militaires importantes et bien organisées (conflits de haute intensité)²⁹. Par exemple, l'analyste stratégique bien connu Martin Van Creveld a écrit que les armées, les corps policiers et les autres organes de sécurité nationale des pays occidentaux ont, pendant plusieurs décennies, échoué en combattant des forces asymétriques. À la lumière de son analyse sur les raisons de ces insuccès depuis la Deuxième Guerre mondiale, il conclut que des guerriers ne portant pas l'uniforme ont systématiquement acquis une légitimité en tant que « combattants de la liberté ». Au contraire, à l'époque où les empires européens dominaient le monde, on considérait habituellement, selon l'optique de Clausewitz, qu'une résistance du type « guérilla » était illégitime, immorale et contraire aux règles de la guerre. Parallèlement, Van Creveld estimait que les progrès technologiques ont réduit l'écart entre les armes de petit calibre à bon marché et les grandes armes très coûteuses; ainsi, bien qu'un chasseur à réaction moderne soit plus perfectionné qu'un chasseur de la Deuxième Guerre mondiale, on peut l'abattre avec un lance-roquette tiré à l'épaule³⁰.

De même, Carl H. Builder, analyste principal de la société RAND Corporation, a fait valoir que le pouvoir des États-nations tend à diminuer alors que celui des groupes d'intérêts augmente, puisque les États ne peuvent plus contrôler rigoureusement la circulation de l'information, des biens et des personnes, tandis que les gens deviennent plus réceptifs aux événements sur la scène mondiale³¹. À l'instar de Van Creveld, il considérait que la diffusion des armements militaires échappe désormais au contrôle des gouvernements³². Il a donc conclu à la nécessité d'adapter les forces militaires américaines de façon à les rendre plus efficaces dans des conflits et des crises de faible intensité, au lieu de les entraîner à combattre des forces ennemis comparables (ce qu'on appelle communément des forces ennemis symétriques)³³.

En réaction, d'autres commentateurs ont affirmé que les concepts RAM sont utiles pour affronter à la fois des opposants symétriques et asymétriques (rebelles, guérilleros, terroristes et bandes criminelles organisées dans les États en proie à l'anarchie)³⁴. De plus, d'après ces analystes, les corps policiers et les militaires pourront lutter contre la criminalité dans la société en général grâce à la collaboration et à l'établissement d'infrastructures de renseignement communes³⁵. L'historien militaire Bevin Alexander, basant son analyse sur l'étude de la société Rand Corporation parue en 2000, *Swarming and the Future of Conflict*, rédigée par John Arquilla et David Ronfeldt³⁶, deux acteurs importants dans les débats au sujet de la RAM tout au long des années 90, expose une conception assez répandue du nouveau type de guerre envisagé au début du nouveau millénaire³⁷. Cette conception repose sur l'utilisation de petites équipes de soldats très bien entraînés et d'appareils d'attaque au sol comme des hélicoptères de combat AC-130, qui « bourdonneraient » tout autour des objectifs ennemis, au lieu de troupes déployées le long de « lignes de front » comme durant les guerres mondiales au XX^e siècle. On se servirait alors de techniques d'information modernes et de systèmes de positionnement pour déterminer l'emplacement des forces ennemis et des forces amies, et pour demander des tirs massifs de batteries à long portée ou de lance-roquettes installés dans des bases sûres, ou l'appui de gros avions comme des bombardiers B-52 volant assez haut pour être hors de portée des lance-roquettes tirés à l'épaule. Grâce à des variantes « intelligentes » de ces armes, telles que les munitions interarmes d'attaque directe (joint direct attack munition ou JDAM), on obtient un guidage sur l'objectif très précis et on évite ainsi, du moins en théorie, de causer des dommages collatéraux aux soldats amis ou aux civils se trouvant à proximité. On peut aussi utiliser des engins télépilotés (UAV) ou des drones de combat (UCAV) pour faire

des observations, attaquer directement les adversaires et assurer des communications sans fil avec les autres forces déployées. Les satellites en orbite fourniront également des moyens de reconnaissance et de communications. Les armes de type « tirées à distance de sécurité » pourront facilement détruire les grandes concentrations de troupes. Des petites équipes de soldats au sol, équipées de manière à être relativement autonomes, pourront rapidement se rassembler en plus grand nombre, puis se disperser à nouveau selon les besoins. Théoriquement, ces troupes seront en mesure de traquer des bandes de rebelles ou de criminels, et de perturber les actions d'armées massives organisées. L'important, c'est que, selon cette vision de la RAM, les forces engagées aient des effectifs minimes et disposent d'un équipement relativement léger, tout en misant sur les technologies pour multiplier leurs effets.

Au cours des opérations contre les Talibans en Afghanistan à l'automne 2001, les forces d'opérations spéciales (FOS) de la coalition ont mené avec succès des opérations en « essaims » et ont fait appel aux techniques susmentionnées pour obtenir le tir de l'artillerie lourde. Les pays occidentaux ont recouru de plus en plus souvent à des munitions à guidage de précision depuis le début des années 90, parfois avec succès, parfois avec des résultats mitigés. Jusqu'à présent, ce type de techniques de guerre s'avère très efficace contre des forces ennemis faciles à cibler lorsque aucun problème électronique ni conditions atmosphériques défavorables ne nuisent aux communications et au ciblage; on est en train de résoudre progressivement plusieurs des défaillances qui ont déjà nui à l'utilisation de tels systèmes. Comme l'ont également souligné divers analystes, dont Alexander, la technique de combat « en essaims » n'est pas entièrement nouvelle, puisqu'elle s'est appliquée de diverses façons tout au long de l'histoire. La conception particulière mise de l'avant par Arquilla et Ronfeldt s'est développée dans la pensée militaire occidentale depuis au moins les années 40³⁸. (Arquilla et Ronfeldt admettent que ce concept a eu des précédents historiques)³⁹.

Malgré les succès enregistrés, les arguments en faveur de l'utilisation de systèmes très perfectionnés en guerre terrestre ne répondent pas complètement à l'objection de Van Creveld et d'autres experts, selon laquelle les ennemis, durant les combats terrestres, peuvent ne pas s'exposer et être difficiles à cibler. L'ennemi peut se cacher dans les zones urbaines et en terrain accidenté où il est difficile à repérer; le renseignement humain (HUMINT) devient alors dans bien des cas aussi important, sinon plus, que les renseignements obtenus par les moyens de détection et l'interception des communications. Pour obtenir ce renseignement, il faut « interagir » avec la population locale. Dans ces situations, il faut aussi débusquer et combattre l'ennemi de façon systématique pour deux raisons. Premièrement, il est impossible d'utiliser les armes à longue portée — souvent appelées « armes tirées à distance de sécurité » — malgré leur grande précision et leur grande puissance, puisqu'on ne sait pas précisément où se trouve l'ennemi. Dans un environnement aussi difficile, un combattant, une fois qu'il a été repéré, peut se rendre quelques maisons plus loin avant que l'on puisse intervenir. Deuxièmement, en raison des tensions, de l'épuisement et de la confusion, les erreurs humaines seront toujours possibles, même chez les soldats très compétents, autre facteur qui empêche la recherche et l'analyse ponctuelles et complètes du renseignement. Par conséquent, les armes tirées à distance de sécurité peuvent rater l'objectif à cause d'erreurs humaines ou d'une mauvaise programmation informatique. L'utilisation massive de missiles et de projectiles puissants à l'intérieur ou près des secteurs à forte concentration de civils risque donc de causer de graves dommages collatéraux susceptibles de nuire aux bonnes relations avec la population locale. Comme l'a fait remarquer un officier américain expérimenté, spécialiste de la théorie de la transformation, Douglas A. MacGregor, « il est impossible d'obtenir des renseignements complets sur l'ennemi, et ce le sera même dans un avenir prévisible, si tant est qu'on y parvienne un jour »⁴⁰.

Même étendues aux conflits de faible intensité, les théories relatives à la RAM reposent sur des technologies de pointe et une organisation réseautée faisant appel à de petits noyaux de soldats ayant la suprématie en matière d'information. MacGregor lui-même propose de constituer les forces militaires autour d'unités de manœuvre plus restreintes et plus rapides capables d'échapper aux attaques menées avec des armes de destruction massive (qui, selon lui, proliféreront dans les États et les groupes plus petits et plus faibles), tout en soulignant que beaucoup de zones de conflit potentiels dans le monde, au début du XXI^e siècle, correspondent à des pays en développement dont la population croît rapidement. Il écrit ce qui suit : « Les opérations visant à rétablir et à maintenir l'ordre et la stabilité placent les armées exactement à la jonction de ces deux tendances. Au cours des récentes décennies, les opérations de ce type ont nécessité le déploiement de nombreux soldats et la mise en place de forces adaptées à la taille des populations dans la zone d'opérations »⁴¹. Cette conception fait écho aux critiques de Van Creveld et d'autres experts ainsi qu'à celles de Hope concernant la guerre de manœuvre et laisse entendre que la théorie n'est pas adaptée à la situation stratégique, que les petites armées peuvent être assurées de la victoire grâce à une supériorité qualitative fondée sur une meilleure théorie et sur l'utilisation de technologies adaptées à cette théorie. À l'instar de la guerre de manœuvre, la RAM en est venue, au cours de la première décennie du XXI^e siècle, à faire partie du « courant d'idées ».

Lignes de pensée parallèles

Cependant, les discussions quant à savoir si la RAM s'applique aux conflits de haute ou de faible intensité, et lequel de ces deux types de conflits prédominera à l'avenir, ne sont qu'un des nombreux débats sur le sujet qui ont eu lieu durant les années 90. Le débat plus évident entre les partisans de la « révolution dans les affaires militaires » et les sceptiques a parfois éclipsé les autres questions. Le camp des opposants à la RAM incluait des extrémistes prétendant que cette soi-disant révolution était un mythe, mais la plupart des intéressés croyaient à une évolution réelle dans les affaires militaires. Ils pouvaient évoquer les tendances historiques à long terme comme la dispersion croissante des forces sur le champ de bataille au cours des siècles ainsi que l'implantation progressive des appareils microélectroniques au XX^e siècle. La plupart des partisans de la RAM, sans toutefois nier la réalité de cette évolution, soutenaient qu'il y a des périodes ponctuées de changements accélérés, dont la RAM actuelle issue de la révolution dans le domaine des technologies de l'information et la période de progrès rapides qui l'a précédée dans les années 20, 30 et 40, caractérisée par la mécanisation des moyens de guerre. À la fin de la décennie 1990-2000, on n'avait pas encore résolu le dilemme⁴².

À mesure que le débat s'intensifiait sont apparus divers articles et livres ayant pour thème *la révolution dans les affaires militaires ou la révolution de la guerre de l'information*. Ces écrits reprenaient les termes et les concepts de la « révolution dans le domaine de l'information » qui a transformé dans les années 90 le monde des affaires. Les adeptes les plus enthousiastes des notions sur ces deux plans étaient portés à croire qu'ils traitaient de notions fondamentalement nouvelles, qu'il s'agissait d'une révolution plus importante que toutes celles survenues qui étaient survenues auparavant. Les intéressés avaient tendance à oublier le cours de l'histoire. Comme pour la guerre de manœuvre, la RAM devenait en quelque sorte un concept « passe-partout » qu'il fallait clarifier ou remplacer par une nouvelle expression potentiellement accrocheuse.

Premièrement, le processus selon lequel un terme ou une expression devient « à la mode » découle souvent d'une exagération conceptuelle. D'autres concepts « de pointe » s'y rattachent vaguement. C'est aussi ce qui s'est passé dans le cas de la RAM. Tout d'abord, on pouvait y associer les concepts de « guerre de l'information »

en y incorporant les corps policiers et les autres organes qui protègent le réseau Internet contre les tentatives d'attaque informatique par des terroristes, des rebelles et des criminels. Ce « système de systèmes » représentait une application militaire des technologies de l'information, si bien qu'il paraissait logique de l'associer à d'autres systèmes TI. Les deux concepts s'entremêlent, mais d'un point de vue historique, la guerre de l'information semble de toute évidence être une sous-catégorie distincte, bien que parallèle, issue des réflexions stratégiques des années 90.

Deuxièmement, les critiques comme celles de Carl H. Builder, voulant que la RAM se prête mal à un contexte stratégique changeant, ont fait intervenir dans le débat sur la RAM les divers arguments en matière de « révolutions militaires » avancés par les historiens (et les politologues et sociologues), ainsi que les concepts associés à la formation d'un État et aux transformations culturelles. En général, ces théories supposent que les changements technologiques entraînent des changements économiques et culturels qui, à leur tour, transforment la nature de l'État, et donc les visées stratégiques des forces militaires. Un nouveau type d'État capable de s'adapter idéalement aux nouvelles données technologiques et culturelles pourra mettre sur pied des nouveaux types de forces armées grâce auxquels on pourra obtenir des succès militaires et, partant, des succès politiques. L'ordre d'importance de ces facteurs varie selon les thèses professées par chaque auteur; toutefois, la plupart des théories intègrent ces notions et d'autres concepts. Chez les historiens, ce débat, qui a débuté dans les années 50 par la parution de l'essai de Michael Roberts sur la révolution militaire au XVI^e siècle, s'est poursuivi avec la publication d'autres ouvrages comme ceux de Geoffrey Parker, Jeremy Black, Clifford Rogers, les Brodie, les Toffler, William McNeill, Van Creveld, etc. En ce qui concerne l'évolution des idées, on peut établir une distinction entre ce débat purement intellectuel et le débat stratégico-militaire de la décennie 1990-2000, mais en pratique, les concepts se chevauchaient, et plusieurs de ces auteurs traitaient également de la RAM.

Troisièmement, les préoccupations concernant les conflits de faible intensité et les États défaillants ont suscité l'intérêt d'un certain nombre de penseurs militaires qui ont élaboré une série de concepts sur ce qu'ils appelaient les « opérations hors guerre (OHG) », la « guerre à trois volets» et la « coopération civilo-militaire (COCIM) ». Ces concepts, qui avaient pour fondements les anciennes notions de « gouvernement militaire » et de « relations civilo-militaires », ont acquis de l'importance dans le contexte des opérations de maintien de la paix menées dans les Balkans, en Afrique et ailleurs durant les années 90 et, après le 11 septembre 2001, dans le cadre de la « guerre au terrorisme » et des opérations connexes en Afghanistan et en Irak. On doit le concept de guerre à trois volets, apparu dans les années 90, au Général Charles Krulak du Corps des Marines des États-Unis. Il s'applique à un scénario de guerre typique du début du XXI^e siècle dans lequel les soldats doivent mener à la fois des combats assez intenses dans un quartier d'une ville, maintenir la paix dans le quartier voisin et fournir une aide humanitaire dans un troisième quartier. Ce concept met l'accent sur la nécessité de séparer les insurgés des couches de la population susceptibles de les appuyer, autrement dit de gagner « les cœurs et les esprits ». Selon ce concept, pour s'allier les populations locales, il est indispensable de leur offrir des perspectives plus intéressantes que ce que leur offrent les rebelles ou les extrémistes. Dans cette optique, le renforcement des institutions nationales semble relever en partie de l'appareil militaire au lieu d'être une fonction qui revient exclusivement aux organismes d'assistance internationale et aux agences d'aide humanitaire.

Les notions de guerre à trois volets recoupent plusieurs concepts reliés à la RAM. Tel qu'il a été mentionné précédemment, les soldats en contact étroit avec la population locale peuvent obtenir des renseignements sur l'ennemi avec beaucoup plus de facilité

qu'une armée perçue négativement par les citoyens⁴³. Ainsi, on peut compter sur un renseignement humain (HUMINT) que l'on ne pourrait pas obtenir à l'aide d'un simple réseau de capteurs ou de moyens de détection. Sans pour autant écarter le « système de systèmes », on accordait plus d'importance à l'élément humain. On admettait les hypothèses de la RAM et de la guerre de l'information selon lesquelles les soldats seront des spécialistes capables de faire fonctionner un « système de systèmes », tout en demeurant de bons combattants. À la notion du soldat instruit se greffe également la capacité d'accomplir des tâches humanitaires, d'où l'importance d'apprendre et de comprendre les coutumes culturelles et les enjeux politiques locaux. Le concept de guerre à trois volets ne s'opposait pas intrinsèquement aux tactiques d'opérations « en essaims », puisque, en principe, les petites équipes seraient en mesure de manœuvrer avec flexibilité dans les mêmes milieux que les petits groupes de rebelles, n'étant pas ralenties par des armes lourdes supposément moins mobiles.

Les inquiétudes des militaires quant à la façon dont ils seront perçus par leurs concitoyens et à l'appui qu'ils obtiendront de leurs politiciens ont également eu une incidence sur la notion de « guerre à trois volets ». Il semble que l'« effet CNN », phénomène apparu dans les années 90 et souvent appelé ainsi par les militaires et les stratèges, ait forcé les troupes à faire la démonstration, sur le plan politique, qu'elles aident la population locale dans les zones de conflit. Les politiciens, désireux d'être perçus comme des gens de bien par l'électorat, se sont intéressés de plus en plus aux perceptions de la population à partir des années 60; ils ont donc mis l'accent sur les rôles de maintien de la paix et le sentiment de « bonne conscience » qui en découle. Par conséquent, comme l'a affirmé MacKenzie, les politiciens interviennent parfois afin de trouver des façons « sûres et sans risque » de contrer les « méchants ». Néanmoins, il demeure que les concepts de coopération civilo-militaire et de reconstruction des États ont une importance sur le plan stratégique.

Transformation

De 2000 à 2003, les discussions entourant la RAM ont fait place dans une large mesure aux débats sur la « transformation ». Cette notion de « transformation » signifie que les tenants du concept de la révolution dans les affaires militaires ont eu gain de cause, du moins en partie, dans le débat entourant la RAM, et que la nécessité de transformer les appareils militaires des pays occidentaux ne fait plus aucun doute. L'emploi du terme « transformation » pour décrire les changements actuels ou futurs dans les forces militaires n'est pas entièrement nouveau. Par exemple, Van Creveld a intitulé son livre paru en 1991, qui critique les concepts occidentaux associés aux conflits de haute intensité, *The Transformation of War*. Toutefois, c'est seulement au début du XXI^e siècle qu'on a pour la première fois employé le mot « transformation » en lui donnant le sens plus précis de changements imminents.

La théorie de la transformation ne se fonde pas directement sur la RAM sous la forme découlant de la RTM et de la théorie des manœuvres. Elle est plutôt le fruit d'un mélange plus vaste d'idées remontant aux années 90, notamment la RAM, la guerre à trois volets et les notions de coopération civilo-militaire, ainsi que les menaces posées par le terrorisme, l'insurrection et les États défaillants. Par exemple, le *Transformation Roadmap 2003* de l'armée américaine stipule que les militaires doivent défendre leur pays, favoriser la paix et la stabilité, étendre les « avantages de la liberté partout dans le monde... par des opérations dans l'ensemble du spectre des opérations », et agir efficacement « de concert avec les autres leviers de la puissance nationale et dans le cadre d'organisations interarmées, interorganismes et multinationales »⁴⁴. Ces changements s'imposent à cause du « contexte complexe, incertain et dynamique qui caractérise les questions de sécurité au XXI^e siècle »⁴⁵. D'après le document en question, ces changements signifient que « la guerre demeure par nature un choc

violent de volontés contraires, mais la conduite de la guerre change à un rythme sans précédent »⁴⁶. Comme beaucoup de notions reliées à la RAM, elle part du postulat que la phase antérieure la plus récente de « transformations globales » a été la mécanisation des opérations à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale⁴⁷. L'énoncé de position de l'armée américaine paru en 2003, *Transformation—Changing the Way We Fight*, précise que : « La force objective est une armée conçue de bas en haut autour d'une architecture C4ISR unique, réseautée et pleinement intégrée qui nous reliera aux forces interarmes, interorganismes et multinationales... Cette force objective et son futur système de systèmes de combat permettront d'appliquer avec précision la puissance de combat offerte par les moyens d'action interarmes et stratégiques »⁴⁸. Le texte *Guide du soldat sur la transformation de l'Armée de terre* affiché en 2005 sur le site de l'Armée canadienne affirmait qu'il est nécessaire d'appliquer une démarche tridimensionnelle dans les affaires internationales, en intégrant la diplomatie, la défense et le développement économique. Il y est écrit : « En tant qu'Armée, nous devons nous adapter à la réalité des conflits mondiaux actuels. L'issue de la guerre ne dépend plus uniquement du nombre de soldats ou de la puissance de feu de l'armée. La guerre moderne ne se résume plus à ce que deux pays en dispute envoient leurs vastes armées respectives au combat. L'Armée de terre du Canada est une force modeste qui ne peut pas "en faire plus avec moins de ressources". Elle peut toutefois combattre plus intelligemment et plus rapidement et elle peut se doter de l'équipement nécessaire pour devancer l'ennemi »⁴⁹.

Les écrits sur les transformations militaires insistent sur la nécessité d'un « cycle continu d'innovations, d'essais, d'expériences et de changements »⁵⁰. Cependant, plusieurs officiers, dont le Colonel américain Douglas MacGregor et le Lieutenant-colonel américain Robert R. Leonard, se sont plaints dans leurs écrits que les programmes d'acquisition transformationnels comme ceux qui portent sur le modèle Stryker et le futur système de combat reposent sur des notions théoriques plutôt que sur de vraies expérimentations⁵¹. Mentionnons comme exemple le débat quant à l'avenir du char de combat principal. En principe, ce type de véhicule est peu mobile en raison de ses dimensions et son poids, qui en font une cible facile pour les armes tirées à distance de sécurité, alors que sa capacité de tirs directs peut être remplacée en partie par des moyens de tir indirect. C'est peut-être vrai contre un ennemi « quasi-équivalent » doté d'armes sophistiquées tirant à distance de sécurité. Pourtant, même s'il a été conçu au départ pour des conflits de haute intensité, ironiquement, le char de combat principal pourrait s'avérer plus utile dans les conflits de faible intensité du XXI^e siècle. Ainsi, en 2003 et 2004, les troupes américaines déployées en Irak ont indiqué que les chars Abrams étaient au bout du compte très utiles⁵². Dans les situations où des résistants pratiquant la guérilla se fondent parmi la population civile au cours de combats urbains, souvent, on ne peut pas utiliser les armes tirées à distance de sécurité parce que, malgré leur grande précision, il est impossible de savoir exactement où se trouvent les adversaires. Dans un tel cas, des gros véhicules procurent aux troupes d'infanterie un appui-feu direct et peuvent être munis d'un blindage suffisant offrant une « survie » normale (c'est-à-dire que les membres d'équipage sont protégés et que le véhicule demeure réparable en cas de dommages) aux attaques de rebelles qui utilisent des armes relativement peu perfectionnées (normalement des grenades propulsées par fusée et des mitrailleuses de calibre 50). Quand il est pratiquement impossible d'obtenir la prédominance sur le plan de l'information (p. ex. lors d'insurrections où il est impossible à toutes fins utiles de suivre à la trace non seulement les déplacements, mais aussi les intentions de chaque habitant d'une ville ou d'une campagne), les techniques et l'équipement plus anciens et supposément redondants pourraient demeurer utiles.

Les critiques du genre, comme celles de MacGregor et Leonard, émanent souvent des tenants de la révolution militaire des années 90. Selon eux, les techniques d'information et les bouleversements sociopolitiques signifient que des changements

majeurs sont en train de s'opérer dans les méthodes de guerre, d'une ampleur comparable à ceux auxquels on a assisté durant les années 1920 à 1950. Toutefois, ils s'inquiètent de l'insuffisance des indices révélant la nature de ces changements, craignant que les tentatives de structurer les forces armées d'après de pures spéculations n'aboutissent à de graves erreurs. À leur avis, les technologies « révolutionnaires » ou « transformationnelles » et les changements organisationnels doivent s'appliquer à mesure que nos connaissances progressent, sans idée préconçue (une bonne partie des écrits sur le processus de transformation disent la même chose, mais aux dires de ces critiques, les programmes d'acquisition des futurs systèmes de combat partent du principe que le phénomène est inéluctable).

En réfléchissant sur l'évolution des idées exposées ici, on constate que les contradictions entre les moyens militaires adaptés aux conflits de haute intensité et à ceux de faible intensité ont ressurgi à plusieurs reprises depuis les années 80. D'après des observations antérieures, cet hiatus semble aussi se manifester dans le sillage de la guerre irakienne de 2003. En dépit des craintes de nombreux experts quant à l'insuffisance des forces américaines déployées durant la phase initiale de la campagne *Iraqi Freedom*, ces forces ont été vraiment à la hauteur, eu égard aux concepts RAM et à la théorie de la transformation. C'est durant les opérations subséquentes de lutte anti-insurrectionnelle et de reconstruction et développement que les troupes américaines n'ont plus suffi à la tâche.

Durant les années 80, des théoriciens comme Simpkin tentaient encore de tracer une démarcation entre les conflits de haute intensité et ceux de faible intensité, autrement dit les « guerres révolutionnaires », par opposition aux « théories sur la manœuvre et l'attrition ». D'autres, dont Van Creveld et Builder, prévoyaient que les conflits de faible intensité allaient en grande partie supplanter les conflits de très haute intensité. Krulak a synthétisé les deux points de vue, émettant l'hypothèse que les deux types de situations peuvent se produire en même temps dans le même espace. Mais, en admettant que ce soit le cas, il paraît douteux que des forces quelconques puissent se charger des deux genres d'opérations. L'image qui ressort des théories examinées précédemment est celle d'une force militaire dont chaque membre doit être un combattant résolu capable d'agir de façon autonome au sein d'une petite troupe et être bien formé et instruit, en plus de savoir comment fournir une aide humanitaire ainsi que recueillir et analyser des données de renseignement. Cela ressemble à l'énoncé des tâches du *Special Air Service* britannique pendant la Deuxième Guerre mondiale et en Malaisie, et plus récemment, à celui d'autres unités de force d'opérations spéciales (FOS). Des militaires triés sur le volet et très bien entraînés peuvent bien accomplir toutes ces tâches, mais il est difficile de recruter des gens aptes à s'adapter à des rôles aussi diversifiés, et leur formation coûte cher. Il paraît improbable qu'une armée puisse devenir une grande FOS au sens large.

Lors du 21^e colloque annuel de l'Institut de la Conférence des associations de la Défense, tenu à Ottawa en mars 2005, les participants se sont penchés principalement sur les moyens que peuvent prendre les armées pour aplani le clivage entre les conflits de haute intensité et ceux de faible intensité dans le cadre de la guerre à trois volets. M. Thomas Barnett, Ph.D, analyste de la défense américain, a alors exposé qu'il faudrait scinder les forces militaires occidentales en deux grandes organisations. La première, qu'il a appelée « Léviathan », fournirait les capacités de combat plus traditionnelles appliquées aux conflits de haute intensité. Cette organisation se composeraient surtout de « jeunes hommes agressifs ». La seconde organisation de sécurité serait conçue en fonction des opérations hors guerre, et réunirait des gens des deux sexes, dont beaucoup de personnes plus âgées, avec des talents « polyvalents » et un don en « administration des systèmes ». Les deux organisations mettraient en commun les moyens de transport stratégique maritimes et aériens. La politique actuelle de l'Armée

de terre canadienne qui consiste à confier les services COCIM à des réservistes⁵³ pour la bonne raison que « les réservistes apportent une riche expérience civile »⁵⁴, est une solution intéressante dans ce contexte. Les troupes combattantes et les unités COCIM, déployées ensemble, tenteraient ensuite de remplir leurs fonctions respectives à un endroit donné. Les deux groupes partageraient de diverses manières les renseignements recueillis et les moyens de détection à distance. De futures expériences et essais pratiques permettront de mieux définir leurs rôles respectifs. Cependant, il faudra d'abord comprendre les raisons théoriques des différents volets inhérents aux conflits, puis planifier et faire les acquisitions en conséquence; en effet, des efforts incohérents pour tout « révolutionner » ou « transformer » en fonction des mêmes règles risqueraient de faire plus de tort que de bien.

Globalement, le but premier de l'analyse jusqu'ici était de montrer en quoi les concepts de lutte anti-insurrectionnelle, de lutte antiterroriste et de reconstruction d'une nation s'appliquent essentiellement aux conflits de faible intensité, et comment les conflits de faible intensité reflètent les scénarios de guerre propres au XXI^e siècle auxquels les armées essaient de s'adapter. Toutefois, ce problème est complexe et ne se limite pas aux dimensions militaro-stratégiques; il résulte aussi de la nature des médias et des perceptions des populations dans les pays occidentaux. Dans cette optique, les transformations dans l'art de la guerre pourraient toucher deux domaines distincts, et une transformation dans un domaine n'ira pas toujours de pair avec les changements apportés dans l'autre.

Nature de la guerre par opposition à la conduite de la guerre

On a souvent entendu l'argument que, malgré les progrès technologiques qui ont modifié les façons de faire la guerre au cours de l'histoire, la nature humaine — donc la nature de la guerre — n'a pas changé (comme nous l'avons vu précédemment dans la feuille de route de la transformation de l'armée américaine de 2003). C'est vrai à certains égards seulement. Depuis des temps immémoriaux, les philosophes, les historiens et les stratégies militaires se sont intéressés à la nature de la guerre. Certains ouvrages anciens, tels que *L'art de la guerre* du philosophe chinois Sun Tzu, *Le prince* du philosophe florentin de la Renaissance Nicolas Machiavel et *De la guerre* du penseur militaire prussien du XIX^e siècle Carl von Clausewitz, sont restés célèbres. Tout au long de l'histoire, on constate que des manifestations particulières de cruauté, de tyrannie, d'agression ou de cupidité ont provoqué des guerres. Bien que les raisons de guerroyer diffèrent selon les gens, les émotions face à la guerre ne changent pas. Quoi qu'il en soit, les raisons poussant des sociétés entières à se lancer dans un conflit destructeur varient selon les époques. Cette observation, qui ressort de livres anciens sur le sujet, est un des arguments avancés par les historiens et les analystes stratégiques qui associent les changements dans les technologies et l'art de la guerre aux changements culturels et aux transformations dans l'organisation de l'État. En ce qui concerne les motivations psychologiques collectives qui sous-tendent la guerre, l'Occident a connu trois grandes périodes à partir du milieu du XIX^e siècle jusqu'au début du nouveau millénaire. C'est notamment grâce à l'évolution des médias qu'on peut retracer ces changements.

La nature de la guerre : guerre rationnelle, guerre totale, guerre des perceptions

La première de ces trois périodes, marquée par la guerre rationnelle, sans doute décrite le mieux par von Clausewitz, couvre le XIX^e siècle et correspond à l'idéal de l'âge des lumières du siècle précédent. Pour cet auteur, la guerre était considérée comme le prolongement des idées politiques (par des moyens différents), le degré de violence employé devant être dosé en gros de façon à atteindre des fins rationnelles. Au

cours de cette période, le nationalisme s'est répandu, et souvent, les habitants d'un pays donné caricaturaient les étrangers et s'en moquaient, mais les buts rationnels de la guerre primaient encore sur la tendance à déshumaniser ses ennemis et la haine des adversaires alimentées par un nationalisme virulent.

À l'époque de la guerre rationnelle, l'alphabétisation a progressé, quoique de façon encore limitée, et beaucoup d'idées parmi les plus importantes et influentes ont été alors transmises grâce à des essais et traités philosophiques et scientifiques. Les élites intellectuelles, ayant à prendre la plupart des décisions, se vantaient de connaître les idées des grands philosophes comme les leurs, ont engendré des théoriciens nationalistes. Les réflexions de Clausewitz, rédigées en termes philosophiques sous forme d'un livre, en sont un bon exemple. Ses idées se sont propagées comme celles de Nietzsche, Hegel, Rousseau et d'autres philosophes. Bien que le développement de la presse à imprimer aux siècles précédents ait permis l'expansion des journaux, ceux-ci ne sont devenus un levier social important qu'après l'essor de l'éducation au XIX^e siècle. Au début du XX^e siècle, la majorité des journaux populaires prônaient et propageaient l'une ou l'autre des deux idéologies en vogue à l'époque, le nationalisme ou le marxisme. De plus, les affiches politiques et les autres formes d'art à caractère politique et nationaliste se sont multipliées au cours du XIX^e siècle.

La deuxième période, celle de la guerre totale, coïncide avec ce que plusieurs historiens et politologues ont appelé le « court » vingtième siècle, de 1914 à 1991. Durant la première partie de cette période, jusqu'en 1945, le phénomène du nationalisme, qui s'était développé dans les pays occidentaux (et les pays les plus influencés par l'Occident comme le Japon) au XIX^e siècle (avec toutefois des racines plus anciennes) a fait en sorte que les gens ont accepté massivement une mobilisation quasi-totale de la population et de l'économie à des fins militaires, et l'utilisation des nouvelles inventions pour attaquer et détruire les adversaires. Cette conception de la guerre s'accompagnait d'une déshumanisation des habitants de pays ennemis (processus déclenché par le nationalisme européen qui, au plan sociologique ou anthropologique, a incité un fort pourcentage de la population à exercer une discrimination sur les groupes ethniques ou linguistiques n'appartenant pas à « leur » nation et les rejeter). Pendant les premières décennies de cette période, les dirigeants ont alors utilisé le cinéma, aussi bien sous forme de films que d'actualités filmées, ainsi que la photographie et la radio, pour répandre leurs idées et mobiliser les masses. Plus les médias rejoignaient de monde, plus ils acquéraient de l'importance. Les Nazis, en particulier, ont tiré profit de l'importance accrue des médias et se sont servi du cinéma de propagande et de la radio pour multiplier les effets des grands rassemblements de Nuremberg et autres événements semblables dans l'ensemble de l'Allemagne.

Au cours de la deuxième moitié de la phase de guerre totale, après 1945, les blocs et puissances de premier plan ont continué à accumuler une puissance destructrice suffisante pour décimer la population des pays ennemis, et détruire leurs infrastructures technologiques et industrielles modernes. Toutefois, ce potentiel dévastateur, sous forme d'armes atomiques et, plus tard, d'armes nucléaires, était tel qu'aucun pays qui le possédait n'a voulu s'en servir. Et à mesure que les citoyens devenaient plus instruits et que les nouveaux moyens médiatiques prenaient de l'ampleur, le public en général a pris davantage conscience des horreurs de la guerre. De plus, les progrès technologiques constants, facilitant de plus en plus les voyages, ont favorisé les interrelations entre les peuples, si bien que le monde est devenu plus cosmopolite que jamais. Ce cul-de-sac dû à « la certitude d'une destruction réciproque » en cas d'attaque nucléaire, combiné aux autres transformations sociales en question, a peu à peu dissipé l'idée de la guerre totale et conduit à l'effondrement, en 1991, de l'une des superpuissances du XX^e siècle, l'Union soviétique.

Les progrès technologiques se sont poursuivis pendant la deuxième moitié du XX^e siècle, et les médias sont devenus de plus en plus omniprésents et difficiles à contrôler. Plusieurs États, notamment les pays du Pacte de Varsovie, ont réussi à contrôler en grande partie le nouveau média de la télévision sur leur territoire, mais, dans bien des cas, ce contrôle rigoureux exercé sur l'opinion publique a entraîné une stagnation technologique et culturelle dans les sociétés concernées. Par contre, en demeurant résolument favorables aux principes de liberté d'expression et de liberté de presse, les pays occidentaux ont permis aux journalistes et aux entreprises médiatiques d'expérimenter divers modes d'utilisation des nouveaux moyens de communication, ce qui a contribué à accroître encore plus l'omniprésence des médias. Des entreprises diffusant des nouvelles à l'échelle nationale puis, par la suite, à l'échelle internationale, par câble et par liaison satellite, sont alors entrées en ondes, et les gens ont maintenant accès à des centaines de canaux télévisés. Les images couleurs ont remplacé les images en noir et blanc dans les revues et, au cours des années 90, dans les journaux. Enfin, l'Internet — le média le plus répandu jusqu'à maintenant — en se développant librement, offre à l'internaute un foisonnement de sites de nouvelles, de sites journalistiques, de sites politiques, de sites personnels ou d'affaires, etc. Le phénomène des *blogueurs* (dont les commentaires et les idées sont maintenant reproduits par beaucoup de journaux, et qui, dans certains cas, sont des représentants du gouvernement ou des employés d'entreprises qui peuvent ainsi transmettre de l'information au grand public beaucoup plus facilement que par les journaux) démontre que l'Internet a cessé d'être un simple média de masse et est devenu un « média interactif ».

Divers ouvrages récents laissent entendre que la nature des médias de masse est en train de changer radicalement. Par exemple, d'après un article paru dans la revue *Wired*, un élément clé du succès d'Internet est le fait qu'une bonne partie du contenu vient des utilisateurs eux-mêmes et non des grandes corporations⁵⁵. Paul Saffo, directeur du groupe de réflexion *Institute for the Future*, a affirmé que les opérations militaires américaines en Afghanistan et en Irak donnent lieu à une « guerre médiatique personnelle » plutôt qu'à une guerre de médias de masse⁵⁶. Certains considèrent que l'utilisation accrue de l'Internet durant les années 90 constitue l'élément de transformation majeur, mais d'autres, à l'instar du Lieutenant-colonel Leonard, prévoient une transformation à plus long terme. D'après Leonard, la largeur de bande d'ondes de radiocommunications, sans cesse croissante depuis la découverte de l'électricité, a contribué à transformer systématiquement la nature des médias et de leurs rapports avec le milieu militaire. Leonard soutient qu'avant les deux guerres mondiales, les journalistes ne pouvaient rendre compte que des événements survenus dans un passé récent, mais qu'à chaque nouvelle décennie, ce délai était de plus en plus court, si bien qu'aujourd'hui on rend compte de l'actualité en temps réel. Même avant l'essor de l'Internet, ces comptes rendus de plus en plus immédiats ont permis aux citoyens des pays occidentaux de réagir beaucoup plus rapidement aux enjeux géostratégiques; les médias ont donc contribué en quelque sorte au déroulement des événements⁵⁷. On a proposé l'expression « médias interactifs » pour décrire plus succinctement cette transformation. (Il ne s'agit pas ici de l'expression équivalente utilisée commercialement depuis les années 90. En effet, dans le commerce, les médias interactifs désignent plusieurs types de logiciels de travail ou de loisirs sous divers formats vendus sur le marché, comme des cédéroms).

Il faut tenir compte cependant d'autres facteurs que les médias, bien qu'au cours du dernier siècle, les médias aient été un des principaux intermédiaires entre les structures générales de la société et l'établissement des objectifs stratégiques lors d'un conflit. Il est bon d'examiner certains des autres phénomènes survenus après la période de guerre totale. Après 1991, une philosophie axée sur l'humain et ses traits communs et

caractérisée par une plus grande sensibilité face aux pertes de vie et à la « légitimité » de la guerre, s'est répandue en Occident. À présent, les gens sont moins portés à « aliéner » les habitants des pays ennemis, perçus souvent, tant par les citoyens que par un nombre appréciable de journalistes, comme les victimes innocentes non seulement de la tyrannie imposée par leur propre régime, mais aussi des actes de violence commis par les forces occidentales attaquant ces régimes. Ce changement s'explique également par le fait que dans les pays démocratiques occidentaux, durant la période de guerre totale, le concept de « guerre juste » s'est progressivement implanté. Comme l'a souligné l'historien John Keegan, les mauvais traitements infligés par les puissances de l'Axe aux prisonniers et aux civils durant la Deuxième Guerre mondiale, combinés à leurs actions militaires criminelles, ont amené les dirigeants des pays victorieux à adhérer fermement aux principes de la « guerre juste » en prenant diverses mesures comme les procès de Nuremberg⁵⁸. Au début de la guerre froide, les exactions massives commises par les principaux régimes communistes, en particulier l'URSS de Staline et la Chine communiste de Mao Tse Tung, ont renforcé les Occidentaux dans leur conviction qu'ils livraient un juste combat contre des adversaires inhumains. Pendant la décennie 1960-1970 et subséquemment, le sentiment que les pays occidentaux violaient eux-mêmes leurs principes de « guerre juste » dans des régions du globe comme le Vietnam a entraîné une vague d'auto-flagellation. Les concepts de « guerre juste » se sont répandus dans la pensée occidentale au point que l'on a mis sur pied la Cour pénale internationale de La Haye pour punir les crimes de guerre, et que certains pays, dont l'Angleterre, ont intégré à leur système juridique une loi contre les crimes de guerre⁵⁹. Les États-Unis, principale puissance militaire occidentale pendant la période dite de guerre totale, sont souvent dénoncés à présent à cause de leur refus de se plier au droit international en matière de crimes de guerre⁶⁰.

D'autres facteurs ont aussi contribué à affaiblir la conception particulière d'État-nation. En Occident, l'élite intellectuelle, qui comprenait beaucoup de partisans du nationalisme au XIX^e siècle, notamment dans les universités, a évolué à la fin du XX^e siècle avec l'émergence de plusieurs courants philosophiques postmodernes dits déconstructionnistes, rejetant les formes traditionnelles de nationalisme. Ce questionnement a amené de nombreux Occidentaux à réfléchir et à se demander si les interventions passées de leurs pays respectifs étaient « justifiées » et s'ils avaient le droit d'intervenir à présent dans les affaires des autres nations. De plus, les progrès dans les technologies des communications qui ont bouleversé le monde médiatique ainsi que les modifications majeures apportées aux doctrines militaires ont permis à des groupes dispersés géographiquement, sans soutien étatique ou appuyés par un État éloigné, de s'organiser plus facilement. Par conséquent, des organisations indépendantes d'un État, allant des agences d'aide internationale aux bandes de criminels organisés et aux extrémistes terroristes, jouent de nos jours un rôle plus important que pendant les deux périodes précédentes, caractérisées par la prédominance d'État-nations forts.

Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 contre les États-Unis ont provoqué un durcissement généralisé des attitudes dans ce pays et chez plusieurs alliés, sans toutefois amener un retour au nationalisme et au concept de guerre totale. Ce durcissement des attitudes paraît dans une certaine mesure temporaire, puisque certains membres de la coalition dirigée par les États-Unis en Irak ont retiré leurs troupes en 2005, considérant que les actions américaines étaient peut-être injustifiées. Par ailleurs, les dirigeants politiques et militaires américains ont été sévèrement critiqués, tant aux États-Unis qu'à l'étranger, à cause des mauvais traitements infligés aux prisonniers à la prison d'Abu Ghraib en Irak et à la base de Guantanamo Bay à Cuba. Cela montre que les perceptions populaires en Occident concernant la nature de la guerre au XXI^e siècle évoluent encore.

Cette évolution se poursuivra, car la nature des médias et la couverture médiatique

continuent de changer. L'essor des médias de masse à partir du début du XX^e siècle jusqu'à l'apparition des médias interactifs au début du XXI^e siècle a fait qu'on ne peut plus considérer les médias comme de simples leviers dans le contexte stratégique (ou, plus cyniquement, de diffuseurs de propagande). Comme ils sont omniprésents, on ne peut pas faire abstraction des médias interactifs dans le contexte stratégique, et il y a tout lieu de croire que les États qui réussissent encore à contrôler les médias traditionnels, comme la Chine, auront plus de difficulté à contrôler l'Internet (et sans doute plus de mal aussi à contrôler les nouveaux médias qui suivront). C'est à cause de ces transformations technologiques et culturelles qu'au XXI^e siècle, la guerre reposera réellement sur les perceptions, même si les médias, la propagande et les facteurs idéologiques ont joué un rôle important dans les conflits antérieurs.

La conduite de la guerre : armées fondées sur l'industrie, la mécanisation, les armes nucléaires et l'information

Au cours de ces trois périodes de guerre marquées par des motivations différentes du XIX^e au XXI^e siècles, il y a eu au moins quatre phases de changement résultant de progrès technologiques qui ont infléchi la conduite de la guerre. Chacune de ces phases est associée à des changements sur les plans tactique et technologique. La première correspond à l'industrialisation massive de la production de guerre à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, phase culminant avec la Première Guerre mondiale. On a assisté alors à l'apparition de meilleurs moyens de communication, soit le chemin de fer, le télégraphe et la radio, grâce auxquels on a pu organiser et coordonner la mise sur pied d'immenses armées et mobiliser les usines de l'âge industriel pour produire en masse les armes et les munitions dont ces armées avaient besoin. Pour des raisons pratiques, les uniformes avec camouflage et les casques d'acier sont venus remplacer les uniformes et les attributs décoratifs des siècles précédents. Avec les batteries d'artillerie à longue portée, les mitrailleuses et les fusils à chargeur, on a pu engager sur les champs de bataille une énorme puissance de feu. À l'aide de sacs de sable, de fils barbelés, de mines, de béton armé et d'autres moyens, on a pu aménager des réseaux défensifs très élaborés. Ces nouveaux moyens, qui avaient rendu caduques les anciennes formations de combat selon lesquelles les combattants étaient disposés en rangs serrés, en lignes ou en colonnes, ont aussi entraîné vers 1918 l'élaboration des tactiques dites « de troupes de choc ».

La deuxième période a donné lieu à une mécanisation systématique de la guerre, sur l'impulsion des idées de théoriciens qui avaient connu la guerre de l'âge industriel, et qui voulaient ainsi prévenir les grandes batailles d'attrition du genre de celles de la Première Guerre mondiale. Ces théoriciens se divisaient en deux groupes. Il y avait d'abord les promoteurs de la guerre des blindés, dont les thèses combinaient les tactiques « de troupes de choc » mises au point vers la fin de la Première Guerre mondiale avec les perspectives de rapidité et de manœuvrabilité offertes par les groupes de véhicules motorisés comme les chars, les véhicules blindés et les camions lourds⁶¹. Le deuxième noyau de théoriciens regroupait les adeptes de la puissance aérienne⁶². À l'instar des partisans de la guerre des blindés, ils croyaient que des véhicules motorisés d'un genre particulier, les avions, avaient la vitesse, la manœuvrabilité et la puissance de feu nécessaires pour éviter tout affrontement d'usure direct, et pouvaient à la place attaquer directement les postes de commandement, de contrôle et de communication adverses de même que la population civile et les infrastructures des pays ennemis (assises économiques et politiques qui soutiennent les forces ennemis déployées sur le terrain), obligeant ainsi l'adversaire à capituler après un conflit relativement bref et circonscrit. Ces méthodes de combat ont été mises à l'essai pendant la Deuxième Guerre mondiale, mais les protagonistes ont fini par revenir aux tactiques d'attrition surtout parce que tous les pays combattants disposaient

d'assises industrielles suffisantes pour produire tellement de véhicules qu'au lieu d'avoir des formations motorisées censées déjouer les forces adverses, on a abouti à des batailles massives de blindés et d'avions.

La troisième période a été marquée par la révolution de la puissance nucléaire. Elle a débuté avec le largage par les Américains de bombes atomiques sur Nagasaki et Hiroshima en 1945. Au cours des années 50 et 60, l'arme nucléaire a prédominé dans la pensée militaro-stratégique conventionnelle. Aux yeux des théoriciens, c'était un multiplicateur de la force de combat qu'on pouvait utiliser pour détruire de grandes formations mécanisées comme celles qui étaient utilisées pendant la Deuxième Guerre mondiale, et attaquer directement les infrastructures industrielles et les populations ennemis selon les principes des théoriciens de la puissance aérienne. Au cours des années 60 et 70, on a fini par réaliser universellement que les principales puissances s'étaient dotées d'armes nucléaires en si grand nombre et d'un tel potentiel de destruction que leur utilisation aurait entraîné un « anéantissement mutuel assuré » des belligérants.

Les fondements théoriques de la révolution suscitée par la puissance de feu nucléaire ont engendré une renaissance partielle des conceptions des années 20 et 30 et les théories de la « guerre de manœuvre » des années 80. Dans les deux camps, on croyait que si l'un des opposants réussissait à remporter la bataille terrestre en Europe centrale (et éventuellement dans d'autres théâtres d'opérations) grâce à la supériorité de ses forces conventionnelles, l'autre camp se résignerait à négocier une fois placé devant le *fait accompli*, au lieu de se lancer dans une escalade menant à un conflit nucléaire. Les théories de la guerre de manœuvre des années 80 diffèrent de celles de la guerre des blindés des années 20 et 30 parce qu'elles misaient sur une rapidité et une précision des moyens rendus possibles par une technologie en constante évolution. En Occident, les théoriciens de la guerre de manœuvre avaient pour la plupart connu directement les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale en tant que jeunes soldats, et ils étaient frustrés de constater qu'un grand nombre de chefs militaires de cette époque semblaient avoir une vision « attritionniste » de la guerre et que, durant les années 60 et 70, il y avait un retour aux conceptions « attritionnistes » dans les armées de l'OTAN.

La quatrième transformation militaire qui a eu lieu au XX^e siècle est celle qui a fait l'objet de débats sur la RAM et la transformation des forces armées; les thèses en question, qui misaient encore plus sur les moyens d'information en temps de guerre, portaient surtout sur les conflits de faible intensité. Tel qu'on l'a mentionné, les moyens d'information ont servi à la guerre depuis les origines de l'histoire⁶³. Toutefois, dans leur version moderne, les tactiques d'information sont apparues pendant la Deuxième Guerre mondiale dans le cadre de la guerre de manœuvre qui consistait à attaquer directement les systèmes de commandement et de communication ennemis et à détourner les troupes ennemis du front. Il s'agissait aussi d'établir des liaisons entre les armées régulières alliées et les résistants locaux. Durant les années 50 et plus tard, on a appliquée de nouveau ces tactiques pour combattre les insurrections et les guérillas, et ce, avec beaucoup de succès en Malaisie. Grâce aux opérations de contre-insurrection et aux opérations des forces spéciales, on a réussi à résoudre les problèmes que présentait l'utilisation de grandes unités mécanisées en terrain accidenté, par exemple en forêt, dans la jungle ou dans les zones urbaines. Grâce à ces types d'opérations, on peut également remédier aux problèmes que rencontrent fréquemment les grandes armées conventionnelles dans leurs rapports avec les populations locales et qui les empêchent parfois de gagner leur confiance et leur coopération. Ainsi, la transformation fondée sur les concepts de guerre de l'information a progressé lentement et a réussi à se développer hors du contexte de la guerre de manœuvre, tandis que le recours à la puissance de feu nucléaire est devenu, du moins

pour l'instant, une option de moins en moins plausible.

Transformation des conflits à l'aube du XXI^e siècle

Les théoriciens de la guerre des blindés et ceux de la puissance aérienne des années 20 et 30, les pionniers des FOS modernes et des organisations de recherche du renseignement des années 40 et 50, les analystes défendant les concepts de guerre de manœuvre élaborés jusque dans les années 80, les partisans de la RAM et des théories « transformationnelles » ainsi que beaucoup de chefs de groupes d'insurrection au XX^e siècle avaient tous en commun le même objectif fondamental : déjouer l'ennemi en évitant d'affronter ses principales forces et l'attaquer dans ses arrières. Selon leurs conceptions, les arrières du camp ennemi pouvaient correspondre à des éléments concrets (p. ex. des systèmes de contrôle et de communication) ou être associés à un élément temporel (p. ex. réfléchir et réagir plus vite) ou psychologique (p. ex. saper le moral des troupes ou des civils ennemis, ou les deux). Beaucoup de théories comportaient des éléments de tous ces concepts, mais l'objectif stratégique demeurait toujours le même : s'opposer aux principes d'attaque frontale et d'attrition qui a prédominé dans la pensée militaire conventionnelle du XIX^e siècle jusqu'à la fin du XX^e siècle. Après 2000, on s'est aussi rendu compte de l'importance du thème commun des effets stratégiques, les armées américaines et d'autres armées occidentales ayant alors commencé à mener des « opérations basées sur les effets (OBE) ».

Contrairement aux autres théories transformationnelles du XX^e siècle, la révolution reposant sur la puissance de feu nucléaire comportait des offensives d'attrition sans précédent. Les missiles nucléaires servaient à contourner les points forts des défenses ennemis, sans toutefois être conçus pour frapper les points faibles de l'ennemi, et donc de mettre un terme rapidement et façon décisive au conflit; ils visaient simplement à anéantir l'ennemi sur le plan physique. Ce n'était pas simplement l'annihilation de l'ennemi sur le plan psychologique comme certains des premiers théoriciens de la puissance aérienne le préconisaient, il s'agissait d'un holocauste.

Au XX^e siècle, chaque fois que les concepts de manœuvre se sont conjugués à des nouveaux moyens technologiques et à des nouveaux systèmes d'information, les tenants de la dernière « révolution » ont eu généralement raison à court terme. Toutefois, quand les deux camps pouvaient mobiliser contre l'adversaire des systèmes comparables en quantité suffisante, on laissait tomber les tactiques de manœuvre et on revenait aux tactiques d'attrition. Lorsqu'on cesse d'appliquer les théories relatives à la révolution ou à la transformation dans les affaires militaires aux conflits de faible intensité, cela a une incidence intéressante sur les conflits de haute intensité. De la même façon que les forces de chars et d'avions en sont venues à se livrer des combats d'attrition pendant la Deuxième Guerre mondiale, si les Occidentaux devaient être confrontés au XXI^e siècle à des « rivaux quasi équivalents », les satellites auront éventuellement à combattre des armes antisatellites et il y aura affrontement entre engins télépilotés. Par conséquent, une guerre opposant des rivaux quasi équivalents pourrait être moins différente des conflits antérieurs qu'on aurait pu le croire. Ce constat ne contredit aucun des concepts de la révolution ou de la transformation dans les affaires militaires s'appliquant aux conflits de haute intensité; il démontre simplement que, d'après les leçons de l'histoire et les limites probables des technologies de l'information, ces concepts ne rapporteront peut-être pas toujours les résultats stratégiques escomptés.

En examinant la transformation des forces armées survenue depuis le début du XXI^e siècle à la lumière des révolutions militaires du siècle précédent, on constate que les concepts futuristes actuels se heurteront à des problèmes analogues à ceux d'autrefois. Il reste donc beaucoup à apprendre. Et il importe d'en tirer les leçons concernant la conduite de la guerre.

Cependant, l'évolution des perceptions populaires quant à la nature de la guerre pose de nouvelles exigences auxquelles les forces armées des pays occidentaux auront peut-être de la difficulté à répondre. Celles-ci risquent de ne pas toujours être en mesure de libérer un pays et de le reconstruire, tout en continuant de livrer une guerre « juste ». À cet égard, l'histoire nous offre moins de points de comparaison. Tout au long de l'histoire, les perceptions des gens et les opérations d'information ont joué des rôles interreliés dans les conflits, mais c'est seulement au XX^e siècle que sont apparus les médias de masse puis les médias interactifs et qu'on a assisté à l'émergence d'une société basée sur les technologies de l'information. Ces changements supposent que même si les genres d'objectifs assignés aux forces militaires occidentales sont difficiles à réaliser, les moyens d'information et la façon dont la guerre est perçue auront une plus grande importance. Les règles de la guerre continueront d'évoluer, mais elles ne redeviendront pas ce qu'elles étaient à l'époque de la « guerre rationnelle » ou de la « guerre totale ». On peut donc dire qu'en ce sens, l'art de la guerre est réellement en train de se transformer à l'aube du nouveau millénaire.

À propos de l'auteur...

Robert Adinall poursuit des études de doctorat dans le cadre du programme d'Études sur la conduite de la guerre au Collège militaire royal du Canada.

Notes

1. Lewis MacKenzie, « Peacemaking is not Social Work », *National Post*, le mardi 23 novembre 2004, p. A18.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*
4. Voir notamment l'aperçu résumé de la politique nucléaire soviétique sur le site Web de la Federation of American Scientists à l'adresse : <http://www.fas.org/nuke/guide/russia/nuke/>
5. Pour connaître en détail ces développements, voir le livre de Richard Simpkin, *Deep Battle: The Brainchild of Marshal Tukhachevski*, Londres, Brassey's Defence Publishers, 1987, p. 53-77.
6. Andrew Richter, *The Revolution in Military Affairs and Its Impact on Canada: The Challenge and the Consequences*, Vancouver, Institut de relations internationales de l'Université de la Colombie-Britannique, document de travail no 28, mars 1999, et Elinor C. Sloan, *The Revolution in Military Affairs: Implications for Canada and NATO*, Montréal, Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002, p. 26.
7. Avant-propos d'Andrew Marshall à une nouvelle version de l'ouvrage d'Andrew Krepinevich, *The Military-Technical Revolution: A Preliminary Assessment*, Center for Strategic and Budgetary Assessments, Washington, 2002, p. i.
8. *Ibid.*, p. i.
9. *Ibid.*, p. i.
10. *Ibid.*, p. i.
11. Elinor Sloan, ouvrage déjà cité, p. 26-27.
12. Voir l'ouvrage de Sloan déjà cité, p. 25-26.
13. Ian Hope, « Incompréhension de Mars et de Minerve : l'incapacité de l'Armée de terre à définir la doctrine opérationnelle », *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, volume 4, no 4, hiver 2001, p. 18-22.
14. Lind, passage cité dans *ibid.*, p. 18.
15. Hope, op. cit., p. 22.
16. *Ibid.*, p. 22.
17. *Ibid.*, p. 22.
18. Pour avoir un bon aperçu de la question, voir de Fred Kaplan, *Force Majeure: What Lies Behind the Military's Victory in Iraq*, [Slate.msn.com](http://slate.msn.com), site consulté le mardi 15 avril 2003, <http://slate.msn.com/id/2081388>.
19. *Ibid.*
20. Richard Simpkin, *Race to the Swift: Thoughts on Twenty-First Century Warfare*, Londres, Brassey's, 1985 [version utilisée dans la réimpression de 1986], p. 168.
21. *Ibid.*, p. 169-170.
22. *Ibid.*, p. 169.
23. *Ibid.*, p. 129.
24. Hope, ouvrage déjà cité, p. 20-21.
25. Richard Simpkin, *Race to the Swift*, ouvrage déjà cité, p. 319.
26. Hope, ouvrage déjà cité, p. 30-31.
27. Cet argument a été avancé par le Major (à la retraite) du Corps des Marines des États-Unis William Philbin à l'occasion de la série d'exposés Ron Haycock au Collège militaire royal du Canada en novembre 2005.

28. Voir entre autres du Major J. Craig Stone, « The Revolution in Military Affairs: A Canadian Perspective », *Institut de la Conférence des associations de la Défense : premier symposium annuel d'étudiants diplômés*, 13-14 novembre 1998, et le rapport destiné au Congrès *Revolution in Military Affairs?* par Theodor W. Galdi, p. 8, Federation of American Scientists Congressional Research Service, 11 décembre 1995.

29. Voir les livres de Martin Van Creveld, *Technology and War from 2000 B.C. to the Present*, New York, The Free Press, 1989, et *La transformation de la guerre*, Paris, Éditions du Rocher, 1998.

30. *Ibid.*, p. 30-31 et 212.

31. Theodor W. Galdi, ouvrage déjà cité, p. 7.

32. *Ibid.*, p. 7.

33. *Ibid.*, p. 7.

34. Voir notamment le livre de Caleb Carr, *Les leçons de la terreur*, Paris, Presses de la Cité, c2002, et celui d'Arquilla et Ronfeldt, *Swarming and the Future of Conflict*, Santa Monica, RAND.

35. Voir de John Arquilla et David Ronfeldt, *Networks and Netwars*, Santa Monica, RAND, 2001, et de Michael Erbschloe, *Information Warfare*, Berkeley, Osborne/McGraw-Hill, 2001.

36. Voir de John Arquilla et David Ronfeldt, *Swarming and the Future of Conflict*, Santa Monica, RAND.

37. Bevin Alexander, *How Wars are Won*, New York, Three Rivers Press, 2002, p. 14-15.

38. Voir par exemple les récits des opérations des FOS à partir de la Deuxième Guerre mondiale comme celui de Roy Farran, *Winged Dagger*, Londres, Cassell, 2003 [publié initialement par Collins, 1948]. On a également réussi à mettre au point des techniques semblables pour les autres types de forces; voir à ce sujet de Frank Kitson, *Bunch of Five*, Plymouth, Latimer Trend & Company Ltd., 1977.

39. John Arquilla et David Ronfeldt, *Swarming and the Future of Conflict*, ouvrage déjà cité, p. vii.

40. Douglas A. MacGregor, *Transformation Under Fire*, Westport, Connecticut, Praeger, 2003, p. 21.

41. Douglas A. MacGregor, *Breaking the Phalanx*, Westport, Connecticut, Praeger, 1997, p. 147.

42. Voir notamment le texte de Scott Robertson, « Expérimentation et innovation dans les Forces canadiennes », *Revue militaire canadienne*, vol. 1, no 2, Kingston, Collège militaire royal du Canada, 2000, imprimé par le Centre de production du matériel d'instruction des Forces canadiennes, p. 66.

43. Voir notamment de Mark Burgess, « Navigating the Three-Block War and the Urban Triad », *Center for Defense Information*, 4 avril 2003.

44. Département de l'armée des États-Unis; département de la défense des États-Unis, *2003 United States Army Transformation Roadmap*, 1^{er} novembre 2003, p. 1-1.

45. *Ibid.*, p. 1-1.

46. *Ibid.*, p. 1-1.

47. *Ibid.*, p. 1-2.

48. Armée des États-Unis, *2003 United States Army Posture Statement*.

49. Site Web du ministère de la Défense nationale, *Guide du soldat sur la transformation de l'Armée de terre*, partie 1 : Les 3 D — Diplomatie, défense et développement, http://www.armee.forces.gc.ca/Land_Force/Francais/5_4_1_2.asp?FlashEnabled=1&, site consulté le 28 février 2005.

50. *2003 United States Army Transformation Roadmap*, ouvrage déjà cité, p. 1-2.

51. Voir l'ouvrage déjà cité de MacGregor, *Transformation Under Fire*, p. 19-25, et celui de Robert R. Leonard, *The Principles of War for the Information Age*, New York, Ballantine Books, 1998, p. 20-21.

52. Voir notamment l'article de Peter Cheney, « Battlefield Final Arbiter of Weapons », *The Globe and Mail*, le lundi 21 avril 2003, p. A6. Cet article inclut des commentaires de David Bercuson, directeur du centre d'études militaires et stratégiques de l'Université de Calgary.

53. Voir à ce sujet le site Web du ministère de la Défense nationale, *Guide du soldat sur la transformation de l'Armée de terre*, partie 2 : La Force de réserve, http://www.armee.forces.gc.ca/Land_Force/Francais/5_4_2_6.asp, site consulté le 28 février 2005.

54. Capitaine Mark Giles, *La COCIM — une idée lumineuse*, site Web du ministère de la Défense nationale, http://www.forces.gc.ca/site/feature_story/2003/feb03/13_f.asp. La version utilisée est la dernière, modifiée le 24 février 2005.

55. Kevin Kelly, « We Are the Web », *Wired*, août 2005, p. 93-99 et 132-133.

56. Dan Fost et Carrie Kirby, « Aftermath of War: Internet changes the way United States experience war », *San Francisco Chronicle*, le lundi 12 mai 2003.

57. Leonard, ouvrage déjà cité, p. 23-25.

58. John Keegan, « Good Civil Law Makes for Bad Military Law », *National Post*, le samedi 11 juin 2005, p. A19.

59. *Ibid.*

60. *Ibid.*

61. Ce groupe comprend, entre autres, les théoriciens Basil Liddell Hart et J.F.C. Fuller ainsi que les maréchaux Mikhail Tukhachevsky et Heinz Guderian.

62. Ce groupe comprend Giulio Douhet, Hugh Trenchard et William Mitchell.

63. Voir de Robert Adinall, « Information in Warfare from Sun Tzu to the "War on Terror" », *Sécurité et défense : Enjeux nationaux et internationaux*, 7^e symposium annuel d'étudiants diplômés, rapport de la conférence, Ottawa, Institut de la Conférence des associations de la Défense, 2004, p. 457-477.

PRIORITÉS DE DOTATION : L'ARMÉE A-T-ELLE LES BONNES?

Lieutenant-colonel (retraite) David Pentney, CD

L'Armée s'est accordé une « pause » au cours des 18 derniers mois pour se rebâtir et permettre à ses soldats de souffler un peu après une période de cadence opérationnelle élevée. Comme l'Armée est sur le point de sortir de cette pause, il convient d'examiner ses priorités de dotation pour s'assurer qu'elles correspondent vraiment aux besoins et qu'elles peuvent lui permettre d'aborder avec confiance une autre période de cadence opérationnelle relativement élevée.

Le lecteur sera surpris d'apprendre que l'actuel tableau d'effectifs du temps de paix (TEP) de l'Armée canadienne (Force régulière, Force de réserve et personnel civil) comprend 52 377 personnes¹. Ce chiffre représente 80,14 % du tableau des effectifs de guerre (TEG) qui comporte actuellement 65 355 membres. Si l'Armée canadienne a un effectif de 52 000 membres, pourquoi a-t-elle de la difficulté à assigner moins de 10 % de ce nombre en opérations? C'est une question que le contribuable canadien peut légitimement poser et qui mérite une réponse.

Cette réponse, le présent document va tenter de la fournir en analysant d'abord les priorités d'affectation actuelles telles qu'elles se reflètent dans les tableaux d'effectifs et de dotation. Nous allons ensuite nous demander comment l'Armée a évolué jusqu'à sa structure actuelle. Enfin, nous allons offrir des suggestions quant à la façon dont l'Armée pourrait mieux se placer pour augmenter le pourcentage de ses forces qu'elle peut soutenir en opérations.

Au départ, il est nécessaire de décrire brièvement les tableaux d'effectifs et de dotation ainsi que la façon dont ils ont été utilisés pour préparer le présent article. Le tableau d'effectifs et de dotation est un document exhaustif qui expose de façon détaillée la structure de l'organisation, équipement et personnel compris. Il se présente sous deux formes. Le tableau des effectifs de guerre (TEG), comme son nom l'indique, décrit la structure d'organisation en temps de guerre; le tableau d'effectifs du temps de paix (TEP) est un sous-ensemble du TEG. La différence est qu'une partie du personnel et de l'équipement sont « à service restreint ». Les tableaux d'effectifs du temps de paix représentent une mesure d'économie. Les postes à service restreint ne sont normalement pas pourvus et l'équipement à service restreint n'est habituellement pas attribué à l'unité. La dotation réelle du TEP est un autre élément intéressant. Le TEP est la base des affectations en temps de paix. Dans certains cas, les affectations réelles peuvent dépasser le TEP; plus souvent, cependant, elles sont inférieures aux niveaux autorisés du TEP.

Le Tableau 1 ci-après décrit de façon sommaire les tableaux d'effectifs et de dotation du Commandement de la Force terrestre (CFT) selon six grandes fonctions. La fonction « Commandement et contrôle » (C2) comprend l'État-major de l'Armée de terre, le Quartier général (QG) de Secteur de la Force terrestre (SFT) et le QG du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (SDIFT) ainsi que leurs cadres de la Première réserve respectifs, les cadres d'instruction opérationnelle de la Première réserve, les détachements de QG associés et les escadrons des communications assignés. La fonction « Infrastructure de soutien » englobe les quatre Groupes de soutien de secteur (GSS), les organisations régionales de cadets assignées au CFT et deux corps de musique de la Force régulière. La fonction « Infrastructure d'instruction » comprend les cadres instructeurs de SFT, le Collège de commandement

et d'état-major de la Force terrestre canadienne (CCEFTC), le Centre d'instruction au combat (CIC), le Centre canadien d'entraînement aux manœuvres (CCEM), le Centre de parachutisme du Canada (CPC) et le Centre de formation des Forces canadiennes pour le soutien de la paix (CFFCSP). La fonction « Unités de campagne de la Régulière » comprend les trois groupes-brigades mécanisés du Canada (GBMC), le 4^e Régiment d'appui du génie (4 RAG), le 4^e Régiment d'artillerie antiaérienne (4 RAAA) et le 2^e Escadron de guerre électronique (2 Esc GE). La fonction « Unités de la Réserve » comprend les 10 groupes-brigades du Canada (GBC) de la Réserve ainsi que les compagnies de police militaire et de renseignement de la Réserve. La fonction « Rangers » comprend tous les Rangers.

Le Tableau 1 montre les TEG et TEP par fonction alors que la dernière colonne indique le TEP en pourcentage du TEG. Ce pourcentage a été utilisé pour classer les fonctions en trois catégories : opérationnelle (plus de 90 %), efficace (plus de 75 % mais moins de 90 %) et inefficace (moins de 75 %).

Données statistiques du 17 octobre 2005 selon le Navigateur en ligne des effectifs des Forces canadiennes				
	Legend:	> 90% Opérationnelle	75% < 90 Efficace	< 75% Inefficace
Formation	Fonction	Tableau des effectifs de guerre	Tableau des effectifs de paix	Tableau des effectifs de paix en % du tableau des effectifs de guerre
COMMANDEMENT DE LA FORCE TERRESTRE		65,355	52,377	87.79
	Commandement et contrôle	3,657 (5.6%)	3,515 (6.71%)	96.12
	Infrastructure de soutien	9,054 (13.85%)	8,856 (16.91%)	97.81
	Infrastructure d'instruction	2,376 (3.64%)	2,330 (4.45%)	98.06
	Unités de campagne de la Régulière	21,872 (33.47%)	11,858 (22.64%)	54.22
	Unités de la Réserve	26,565 (40.65%)	23,994 (45.81%)	90.32
	Rangers	1,831 (2.8%)	1,824 (3.48%)	99.62

Tableau 1 — Fonction

Ce qui ressort de ce tableau c'est que la fonction « Unités de campagne de la Régulière » risque d'être inefficace. Il y a lieu de s'en alarmer. Une unité ou une formation en opérations qui n'a plus que 54 % de son effectif en activité doit être

immédiatement rebâtie! Lorsque l'on considère que la dotation des unités de campagne de la Régulière est généralement inférieure au TEP autorisé, et que jusqu'à 10 % de l'effectif n'est pas en activité pour des raisons médicales ou autres, la situation est sûrement plus grave que ce que le tableau semble indiquer. La fonction « Unités de campagne de la Régulière » fournit au moins 70 % des ressources en personnel de l'Armée qui sont engagées dans des opérations outre-mer; pourtant, cette fonction ne représente que 22,64 % du TEP de l'Armée. La réponse à la question de l'assignation des troupes en opérations devient alors claire : le bassin qui fournit la majorité du personnel pour mener et soutenir les opérations outre-mer compte en réalité moins de 12 000 personnes.



AP2002-5639 a Photo : Cpl Lou Penney, 3 PPCLI

Des soldats canadiens du Groupement tactique du 3^e Bataillon Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) défilent durant la cérémonie de clôture de mission et de dédicace d'un cairn tenue devant le terminal du terrain d'aviation de Kandahar.

Afin de bien se représenter l'état actuel de la fonction « Unités de campagne de la Régulière », il convient de procéder à un examen minutieux. C'est la formule de la force opérationnelle qui est actuellement retenue pour organiser les troupes en vue d'un déploiement opérationnel. Il s'agit en fait de regrouper des sous-unités sous un quartier général d'unité désigné afin de constituer la force opérationnelle. Il faut des sous-unités dont l'effectif est à peu près au niveau du TEG. Le Tableau 2 ci-dessous résume la situation de la fonction « Unités de campagne de la Régulière » au niveau des sous-unités. La colonne du centre est l'équivalent TEG. Cette colonne indique le nombre de sous-unités au TEG qui peuvent être constituées avec le nombre de postes fourni par le TEP. L'équivalent TEG présente une image plus réaliste des forces que l'Armée pourrait réellement mettre en campagne, en présumant que les niveaux de dotation actuels correspondent réellement au TEP. Or, nous savons que tel n'est pas le cas, et les données du tableau représentent donc un scénario optimiste. Les seules sous-unités qui sont dans la catégorie « opérationnelle » sont les compagnies d'infanterie légère et l'escadron TOW sous blindage (TUA). Les escadrons de surveillance se retrouvent dans la catégorie « efficace ». Les autres sous-unités des forces de campagne sont dans la catégorie « inefficace ». La situation des batteries d'artillerie de campagne et des escadrons de campagne de génie de combat est particulièrement alarmante si l'on

Données du 17 octobre 2005 tirées du Navigateur en ligne des effectifs des Forces canadiennes			Légend :	> 90% Opérationnelle	>75% < 90% Efficace	< 75% Non opérationnelle
Type d'unité	Nombre de sous-unités	TEG	Équivalent TEG	Tableau des effectifs de guerre	Tableau des effectifs de paix	Tableau des effectifs de paix en % du tableau des effectifs de guerre
QGET GBMC			1.6	1,540	853	55.39
ESC D'ÉTAT-MAJOR	3	3	1.7	187	106	56.68
ESC TRANS	3	3	1.5	1,323	656	49.58
ARTILLERIE DE CAMPAGNE			1.3	3,065	1,368	44.63
BATTERIES DE CAMPAGNE	12	9	5.6	2,078	975	46.92
BATTERIES DES SERVICES	3	3	1.1	909	339	37.29
BLINDÉS			1.7	2,695	1,524	56.55
ESC PCR	3	3	1.1	243	84	34.57
ESC BLINDÉS	4	2	1.4	542	190	35.06
ESC SURV	6	6	5.3	732	653	89.21
ESC RECO	3	1	1	382	121	31.68
ESC TUA	1	1	1	131	131	100.00
ESC CMDT & SVC	3	3	1.5	636	324	50.94
RG			1.1	2,769	1,059	38.24
ESC QG ARR	3	3	1.4	156	72	46.15
ESC CAMPAGNE	8	7	3.7	1,208	553	45.78
ESC BLINDÉS GÉNIE	3	2	0.2	418	27	6.46
ESC SOUTIEN	3	3	1.1	497	178	35.81
ESC ADMIN	3	3	1.3	447	192	42.95
VBL INF			4.1	4,684	3,247	69.32
CIE CMDT & SVC ET SOUTIEN AU COMBAT	6	6	4.5	802	598	74.56
CIE VBL	12	12	8.6	2,635	1,887	71.61
CIE ADMIN	6	6	3.5	1,008	583	57.84
INF LÉGÈRE			2.4	1,723	1,380	80.09
CIE CMDT & SVC ET SOUTIEN AU COMBAT	3	3	1.8	296	180	60.81
CIE LÉGÈRE	9	9	8.4	1,017	945	92.92
CIE ADMIN	3	3	1.8	380	231	60.79
BON SVC			1.9	2,209	1,362	61.66
CIE CMDT & SVC BON	3	3	1.8	204	121	59.31
CIE A et T	3	3	1.5	1,012	501	49.51
CIE MAINT	3	3	2.5	508	417	82.09
CIE ADMIN	3	3	2	462	302	65.37
PON PM	3	3	1.6	168	87	51.79

Tableau 2 – Fonction « Unités de campagne »; situation au niveau des sous-unités

considère que ces éléments doivent fournir la capacité de tir indirect et les pionniers, qui faisaient autrefois partie intégrante des bataillons d'infanterie.

Il y a deux autres secteurs particulièrement préoccupants parce qu'ils correspondent à des troupes de faible densité mais très en demande, pour lesquelles il faut beaucoup de temps d'instruction pour reconstituer la capacité. En premier, ce sont les quartiers généraux et escadrons des transmissions (QGET) des groupes-brigades mécanisés du Canada (GBMC) qui sont à moins de 50 % de leurs effectifs. Tout au moins aussi alarmante est la situation des organisations de soutien logistique du combat. Les capacités de première ligne intégrales de toutes les unités sont à 60 % ou moins et la situation des unités de deuxième ligne n'est guère meilleure.

Comment l'Armée en est-elle venue à adopter une structure qui accorde apparemment la plus faible priorité en matière d'affectation à la fonction « Unités de campagne de la Régulière »? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de passer en revue les grandes transformations que l'Armée a subies depuis la fin des années 1980.

À la fin des années 1980, la fonction « Commandement et contrôle » (C2) était logée dans un seul quartier général — le quartier général du Commandement de la Force mobile (QG FMC). Aujourd'hui, il y a six quartiers généraux : l'État-major de l'Armée de terre, les quatre quartiers généraux de secteur de la Force terrestre (QG SFT) et le quartier général du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (QG SDIFT). La fonction « Infrastructure de soutien » de l'Armée comprenait la Base des Forces canadiennes Calgary (BFC Calgary) et ses détachements de Wainwright et Suffield; la BFC Shilo; la BFC Petawawa; la BFC London; la BFC Valcartier; et la BFC Gagetown. Atout non négligeable, les commandants du 1 GBMC, du 5 GBMC, de la Force des opérations spéciales (FOS) et du Centre d'instruction au combat (CIC) (tous des brigadiers-généraux) commandaient les bases qu'ils occupaient, même s'ils étaient assistés de personnel supplémentaire pour exercer cette fonction. En réalité, la double affectation des unités des forces de campagne, spécialement les bataillons des services et les ambulances de campagne, permettait aux principales bases de l'Armée de pouvoir compter sur un soutien élémentaire. Les BFC Shilo et London étaient des exceptions. Les deux avaient des commandants de base sans responsabilités additionnelles. Le QG FMC exerçait un commandement direct sur les bases. Aujourd'hui, l'infrastructure de soutien comprend quatre groupes de soutien de secteur (GSS) organisés sur une base régionale et relevant de leur SFT respectif. La BFC London est fermée. Toutefois, l'Armée a pris en charge cinq autres bases, ou vestiges de bases, qui relevaient auparavant d'autres commandements : Chilliwack, Toronto, Kingston, Longue-Pointe et Saint-Jean.

À la fin des années 1980, le CIC et le Centre des opérations aéroportées du Canada (COAC) représentaient la fonction « Infrastructure d'instruction nationale » de l'Armée. Les deux relevaient directement du QG FMC. (Le Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne (CCEFTC) était une unité du VCEMD et ne faisait pas partie de la FMC.) Une autre partie de l'infrastructure d'instruction était logée dans les GBMC basés au Canada. Chacun de ceux-ci possédait un détachement d'instruction opérationnelle ou une école de combat régimentaire, unité subordonnée responsable de l'instruction élémentaire des sous-officiers subordonnés ainsi que des fantassins de la formation. Aujourd'hui, le CCEFTC, le CIC et le Centre de parachutisme du Canada (CPC — autrefois le COAC) ont été rejoints par le Centre de formation des Forces canadiennes pour le soutien de la paix (CFFCSP) et constituent tous ensemble l'infrastructure d'instruction nationale. Le Centre canadien d'entraînement aux manœuvres (CCCM) représente une autre entité nationale d'instruction qui est sur le point de subir son test initial de capacité opérationnelle. Quatre centres d'instruction de



Des soldats canadiens membres du 2^e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (2 RCR), se tiennent au repos lors d'une cérémonie de passation de commandement.

SFT, subordonnés à leur SFT respectif, ont remplacé les trois anciens détachements d'instruction opérationnelle/écoles de combat régimentaires.

À la fin des années 1980, quatre secteurs de la Milice qui relevaient directement du QG FMC dirigeaient la fonction « Unités de la Réserve ». Les secteurs de la Milice avaient un nombre variable de districts de milice subordonnés. Les unités de la Réserve étaient subordonnées aux districts de milice. Aujourd'hui, il y a quelques unités de plus (pelotons/compagnies de renseignement et de police militaire). Les anciens districts de

milice ont été rebaptisés GBC et le rôle autrefois exercé par les quartiers généraux de secteur de la Milice a été intégré aux QG de SFT respectifs.

À la fin des années 1980, la fonction « Unités de campagne de la Régulière » de l'Armée faisait partie de la FMC avec les 1 et 5 GBMC et la Force des opérations spéciales, tous localisés au Canada. Le quartier général de la 1re Division du Canada (1 Div CA) commandait le 4 GBMC en Allemagne ainsi que le 4 RAG et le 4 RAAA. Ce QG avait également un rôle clé à jouer pour la coordination de l'instruction collective de brigade au Canada, par le truchement de la dernière série d'exercices RENDEZ-VOUS. Alors que toutes les autres fonctions discutées jusqu'ici ont connu une certaine forme de croissance, ou sont tout au moins demeurées relativement stables, la fonction « Unités de campagne de la Régulière » a subi d'importantes réductions. Le 4 GBMC et ses unités subordonnées ont tout simplement disparu avec le retrait des Forces canadiennes en Europe. Le Régiment aéroporté du Canada a été démantelé, même si la plupart de ses membres ont été réaffectés pour regarnir les troisièmes bataillons des régiments d'infanterie, mettant ainsi fin à l'expérience 10/90 en vertu de laquelle les troisièmes bataillons de chaque régiment d'infanterie comprenaient 10 % de militaires de la Régulière et 90 % de réservistes. Le QG 1 Div CA a été fusionné au Quartier général interarmées des Forces canadiennes qui s'est ensuite transformé pour devenir le Groupe des opérations interarmées des Forces canadiennes.

Les TEG d'unité dans la fonction « Unités de campagne de la Régulière » ont aussi été considérablement réduits. À la fin des années 1980, les TEG des unités de soutien au combat et de manœuvre équivalaient à quatre compagnies/escadrons/batteries par unité. Avec les TEG actuels, ce nombre est réduit à trois. Il en résulte une perte nette de 18 sous-unités par rapport au TEG de l'Armée. Ce qui complique encore davantage la situation, c'est que les bataillons d'infanterie ont aussi perdu les pelotons de pionniers et de mortiers ainsi que les pelotons antiblindés dans leurs TEG. La responsabilité de fournir ces capacités a été confiée aux régiments de génie, d'artillerie et aux régiments blindés respectivement. Et le fait est que la perte de 12 pelotons de pionniers, de 12 pelotons de mortiers et de 12 pelotons antiblindés n'a pas été compensée par une hausse correspondante des TEG des autres armes de combat. La seule exception, c'est que trois des 12 pelotons antiblindés ont été établis dans un escadron TUA de régiment blindé. Les 33 autres pelotons ont tout simplement disparu du TEG de l'Armée.

Comment l'Armée a-t-elle évolué jusqu'à sa structure actuelle? Il convient en premier lieu d'essayer de comprendre pourquoi la fonction « C2 » est passée d'un seul quartier général (FMC) aux six que nous avons actuellement. La FMC commandait directement trois groupes-brigades de la Régulière, quatre secteurs de milice, six bases ainsi que leurs détachements associés, le CIC et le COAC. Le QG FMC était également responsable de la conduite des opérations régionales dans le Secteur du Québec, de l'élaboration de la doctrine de l'Armée ainsi que des normes d'instruction de l'Armée. On a estimé que les responsabilités étaient trop vastes et trop multifonctionnelles pour être exercées à partir d'un seul QG. En créant la structure des SFT, on a voulu établir une structure de commandement et de contrôle plus raisonnable. En mettant sur pied les SFT, l'Armée a activement cherché à prendre en charge la responsabilité des opérations régionales dans tout le pays, responsabilité qu'elle a par la suite assumée. Cela incluait les opérations nationales, les Rangers et les Cadets. L'Armée a aussi voulu prendre en charge le commandement du CCEFTC, et elle y est parvenue. La responsabilité des forces régulières et de réserve de l'Armée, des Rangers, des bases et de leurs détachements, des opérations régionales et des établissements d'instruction (exception faite du CCEFTC) a été attribuée aux SFT respectifs. L'élaboration de la doctrine et les normes d'instruction ont continué de relever du QG FMC, rebaptisé QG du

Commandement de la Force terrestre (QG CFT).

Le travail de l'Équipe de restructuration — Gestion, commandement et contrôle (ERGCC) au milieu des années 1990 a finalement débouché sur la création du QG SDIFT. Le mandat de l'ERGCC était de rationaliser et de réduire la structure de commandement des FC. Lorsque le CFT a fermé et a déménagé à Ottawa pour devenir l'État-major de l'Armée de terre, les fonctions relatives à la doctrine et à l'instruction ont abouti à Kingston.

L'Armée a créé le QG SDIFT pour chapeauter ces deux disciplines². Le SDIFT a par la suite assumé le contrôle de tous les centres d'instruction de l'Armée au pays. Il a également pris en charge la responsabilité de l'instruction collective qui relevait auparavant du QG 1 Div CA. En cours de route, la création du Centre de simulation de l'Armée de terre a fourni un outil pour exercer la responsabilité de l'instruction collective. Cette fonction a pris de l'importance jusqu'à entraîner la création de la Direction des environnements synthétiques de l'Armée de terre, dont le mandat est beaucoup plus large. Le CFFCSP a ouvert ses portes, ce qui a ajouté un autre établissement national. Le CCEM qu'on est en train de mettre sur pied constituera un autre élément important de la boîte à outils pour l'instruction collective.

Au cours de la transition vers la structure des Secteurs, l'Armée a consciemment décidé qu'elle voulait exercer un véritable contrôle sur son infrastructure de soutien et le CFT a assumé la responsabilité des bases qui relevaient auparavant d'autres commandements. Dans un effort pour dissocier la force de campagne de l'infrastructure, on a par la suite créé les GSS avec les unités de soutien de secteur (USS) subordonnées ainsi que les unités et sous-unités de soutien général (SG) et de soutien rapproché (SR). Même si le transfert de bases provenant d'autres commandements s'accompagnait du transfert du personnel des bases, la création des organisations SG et SR s'est généralement faite au détriment des bataillons des services des forces de campagne.

Qu'est-il arrivé lors des 15 dernières années? Toutes les fonctions sauf la fonction « Unités de campagne de la Régulière » ont connu une croissance. Les fonctions « Commandement et contrôle », « Infrastructure de soutien » et « Infrastructure d'instruction » ont toutes pris beaucoup d'expansion. Les fonctions « Unités de la Réserve et Rangers » se sont contentées d'une croissance bien plus modeste. En revanche, il y a eu des coupures importantes, voire radicales, dans la fonction « Unités de campagne de la Régulière ». De toute évidence, les 15 dernières années ont été une période de grands changements. Pour être réussi, tout changement d'importance nécessite un certain investissement de ressources. En termes de personnel, cet investissement n'est jamais venu malgré une augmentation de l'effectif global de l'Armée. En réalité, l'effectif de la fonction « Unités de campagne de la Régulière » a diminué. Sur le plan du personnel tout au moins, la croissance importante des fonctions « Commandement et contrôle », « Infrastructure de soutien » et « Infrastructure d'instruction » à laquelle nous avons assisté depuis 15 ans s'est faite aux dépens de la fonction « Unités de campagne de la Régulière ».

Une cadence opérationnelle sans précédent en temps de paix a accompagné le déclin soutenu de la fonction « Unités de campagne de la Régulière » au cours des 15 dernières années. Pour résumer les faits simplement, trop peu en ont trop fait pendant trop longtemps. Il en est résulté de l'épuisement professionnel, particulièrement dans les métiers peu courus mais très en demande. Les armes de combat ont également souffert, et spécialement les sous-officiers supérieurs et subordonnés. Cela a provoqué une augmentation du taux d'attrition et des trésors incroyables d'expérience ont quitté l'Armée plus tôt que prévu. Ce phénomène a accentué les problèmes de personnel car

le recrutement suffisait à peine à combler les départs et il était carrément impossible de songer à accroître les effectifs.

Le niveau relativement faible de dotation dans la fonction « Unités de campagne de la Régulière » a également compliqué l'instruction collective à tous les niveaux. Par exemple, pour former une compagnie en vue d'une activité d'instruction collective, il faut aller chercher du personnel dans au moins une autre compagnie. Lorsqu'une compagnie mixte du genre est démantelée après l'activité d'instruction, l'aspect « collectif » de l'instruction est perdu. Le Système de disponibilité opérationnelle gérée de l'Armée est basé sur le nombre de sous-unités du TEP. Comme le montre le Tableau 2, le nombre réel de sous-unités disponibles est inférieur à ce qui est indiqué par le TEP. La disponibilité opérationnelle gérée devient impossible à soutenir lorsque des unités ou des sous-unités entrent dans le cycle d'instruction avec des effectifs réduits. Pour pallier ce manque, on va chercher du personnel ailleurs dans le cycle et ce personnel ne profite pas du cycle de disponibilité opérationnelle censément raccourci; cela provoque un risque d'épuisement professionnel et d'une augmentation concomitante des taux d'attrition.



IS2005-0364 Photo Cpl Robert Bottilli, Caméra de combat des Forces canadiennes

Des soldats des Forces canadiennes sont au rassemblement lors de la cérémonie du jour du Souvenir qui avait lieu sur le terrain d'aviation de Kandahar, en Afghanistan.

Comme on l'a déjà mentionné dans le présent document, il y a deux types de tableaux d'effectifs et de dotation, un pour le temps de guerre (TEG) et un pour le temps de paix (TEP). Les TEG devraient être le produit d'un processus exhaustif d'élaboration de la doctrine basé sur des données historiques, adaptées au besoin pour tenir compte de l'expérience opérationnelle courante ou récente ainsi que de l'entrée en service de nouveaux équipements. Les TEG de l'Armée ont subi d'importantes modifications dernièrement. En fait, ils ont été réduits de façon importante. Les réductions seraient acceptables si la restructuration découlait d'une analyse exhaustive de l'expérience opérationnelle. Or, rien ne permet de croire qu'une telle analyse ait été faite. Traditionnellement, le Canada utilisait la « règle de quatre » pour déterminer les TEG des unités de manœuvre et des groupes-brigades du Canada. Cette règle partait du principe que les opérations offensives et défensives nécessitaient deux éléments de

manceuvre pour l'opération principale, ensuite un pour assurer de la profondeur et un quatrième en réserve. Les TEG actuels sont basés une « règle de trois ». Cette réduction draconienne des TEG n'a pas été faite à la suite d'un examen minutieux des opérations. Elle a été décidée lorsqu'on a jugé nécessaire de déplacer les postes ailleurs à l'extérieur de la fonction « Unités de campagne de la Régulière ». L'incapacité de fournir les biens d'équipement nécessaires pour satisfaire les besoins des anciens TEG pourrait être un autre facteur.

Le TEP est une mesure d'économie. En théorie, c'est la mobilisation qui permet d'obtenir le personnel et l'équipement requis pour combler l'écart entre les TEP et les TEG. L'hypothèse fondamentale du TEP, c'est que les structures de guerre ne sont pas nécessaires en temps de paix. Cette hypothèse est, et a toujours été, contestable. Si elle était entièrement fondée, l'Armée n'aurait pas besoin de mettre sur pied des unités pour les opérations. Le TEP serait suffisant. Or, tel n'est pas le cas.

Pour illustrer les lacunes des TEP, tels qu'ils sont actuellement appliqués, comparons une section de fusiliers d'infanterie à une équipe de soccer. Le TEG exige une section de 10 hommes, dont chaque membre possède l'entraînement et l'équipement requis pour remplir son rôle à l'intérieur de la section. Une équipe de soccer compte 11 joueurs, et chacun de ses membres possède une série particulière d'habiletés pour contribuer au succès de l'équipe. Le TEP pour la même section est de sept; ainsi, l'équipe que représente la section de fusiliers est privée de trois joueurs clés. Une équipe de soccer de huit joueurs seulement pourrait-elle bien performer? Pourrait-on s'attendre à ce qu'elle puisse compétitionner et gagner? Non? Alors pourquoi l'Armée s'attend-elle qu'une section de fusiliers ou toute autre organisation militaire en l'occurrence, dont la structure a été délibérément et artificiellement amputée, puisse bien fonctionner? Une meilleure solution serait de mettre en campagne des sections de fusiliers moins nombreuses mais à effectif complet.

*La gestion, c'est l'art de bien faire les choses;
le leadership, c'est l'art de faire les bonnes choses³.*

La mission de l'Armée, telle qu'énoncée dans la première version des Directives stratégiques sur les opérations et les ressources 2006, est la suivante : « Le CFT va mettre sur pied et maintenir des forces terrestres polyvalentes et aptes au combat pour réaliser les objectifs de défense du Canada »⁴. Cet énoncé de mission est illogique sur le plan de la doctrine. Un énoncé de mission est un exposé clair et concis d'une tâche et de son but. L'énoncé de mission de l'Armée énumère deux tâches et utilise deux verbes : mettre sur pied et maintenir. Le Chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) doit repenser son analyse de mission afin de fournir à l'Armée un énoncé de mission plus précis. Si la mission est de « maintenir », la structure actuelle est de toute évidence non appropriée. La structure actuelle de l'Armée convient mieux pour la tâche de « mettre sur pied »; toutefois, même alors, elle n'est vraiment pas idéale. Quelles sont donc les véritables priorités de dotation de l'Armée?

Un bon indicateur est la répartition des officiers généraux. À la fin des années 1980, il y avait au total 13 officiers généraux dans l'Armée. De ce nombre, quatre étaient dans la fonction « C2 », deux dans la fonction « Infrastructure d'instruction », quatre dans la fonction « Unités de la Réserve » et quatre dans la fonction « Unités de campagne de la Régulière ». Il y avait quatre officiers généraux au QG FMC — un lieutenant-général (commandant), un major-général (commandant adjoint) et deux brigadiers-généraux [chef d'état-major adjoint (Opérations) et chef d'état-major adjoint (Administration)]. Les commandants du CCEFTC et du CIC, les commandants des quatre secteurs de milice et les commandants des quatre GBMC étaient tous brigadiers-généraux. Trois de ces quatre derniers avaient aussi des responsabilités dans la

fonction « Infrastructure de soutien ». Aujourd’hui, l’Armée a 15 officiers généraux, tous dans la fonction « C2 ». Ils sont répartis comme suit : un seul lieutenant-général (CEMAT); deux majors-généraux (CEMAT adjoint et commandant du SDIFT); et onze brigadiers-généraux (les quatre commandants de Secteur, quatre commandants adjoints de Secteur, DGEMAT, DG Rés T et DGDCFT)⁵.

À la fin des années 1980, les personnes directement chargées de « mettre sur pied et maintenir des forces terrestres aptes au combat » (quatre commandants de brigade et le cmdt CIC), formaient un formidable bloc au Conseil de l’Armée. Même si ce niveau de commandement est encore aujourd’hui investi des mêmes responsabilités, les titulaires de ces postes clés de commandement de l’Armée sont désormais des colonels et ils ne siègent plus au Conseil de l’Armée. Ce sont les commandants des SFT et du SDIFT qui sont chargés de représenter leurs intérêts. Compte tenu de leurs responsabilités très étendues, ceux-ci ne sont pas en mesure de le faire de la même façon, ou avec autant de vigueur, qu’un commandant de la fonction « Unités de campagne de la Régulière ».

L’Armée semble s’être correctement structurée pour *bien faire les choses*. Mais fait-elle les *bonnes choses*? Si la mission de l’Armée est de « mettre sur pied » ou de « maintenir » des forces terrestres aptes au combat, la première priorité de dotation devrait être la fonction « Unités de campagne de la Régulière ». En termes pratiques, il s’agit de la fonction qui, complétée par la fonction « Unités de la Réserve », représente le « produit » de l’Armée. Quel succès aurait Tim Horton’s si la majorité de ses restaurants avaient moins de 60 % du personnel nécessaire pour les exploiter? L’échec serait de toute évidence inévitable, peu importe l’efficacité du siège social et des bureaux régionaux!

Maintenant que nous avons mis le doigt sur le problème et sur ses causes, quelles sont les solutions possibles? Il faut d’abord absolument reconnaître qu’il y a un problème. Si l’Armée décide que sa première priorité de dotation est la fonction « Unités de campagne de la Régulière », il lui faut alors prendre des mesures concrètes pour mettre en valeur cette priorité. Une des mesures les plus efficaces pour prouver la résolution de l’Armée serait de retirer certains postes de direction de la fonction « C2 » pour les replacer dans la fonction « Unités de campagne de la Régulière ». Les commandants de GBMC devraient être à nouveau des brigadiers-généraux. On pourrait y parvenir en abaissant le niveau des trois postes de directeur général de l’état-major de l’Armée de terre pour en faire des postes de directeur dont les titulaires auraient le grade de colonel. Cette mesure donnerait le signal clair d’un important déplacement des priorités. Cela aurait aussi pour effet de valoriser le profil de cette fonction et de lui redonner une voix au Conseil de l’Armée. Les autres fonctions auraient beaucoup plus de difficulté à prendre de l’expansion aux dépens de la fonction « Unités de campagne de la Régulière » si cette dernière était adéquatement représentée à la table où se prennent les décisions!

Après avoir établi clairement la priorité de la fonction « Unités de campagne de la Régulière » sur le plan de la dotation, l’étape suivante serait de juguler l’hémorragie. En d’autres mots, il faudrait cesser de dégarnir cette fonction au profit des autres. Cela pourrait constituer un défi particulièrement intéressant dans la période actuelle de transformation des FC. Commandement Canada, le Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC), le Commandement du soutien opérationnel du Canada, le Commandement des Forces d’opérations spéciales du Canada (COMFOSCAN) et le QG de la Force opérationnelle interarmées (FOI) sont des entités nouvelles qui seront appelées à grandir dans l’avenir immédiat. Elles seront toutes à la recherche de personnel. Si l’on en juge par le passé récent, la cible facile sera encore une fois la fonction « Unités de campagne de la Régulière ». À mesure que chacun de

ces nouveaux QG puisera son personnel dans les QG existants, la tendance naturelle sera d'aller chercher vers le bas les remplaçants pour combler les postes ainsi devenus vacants. Si on n'intervient pas maintenant, on appauvrira encore davantage la dotation de la fonction « Unités de campagne de la Régulière ». Le côté ironique de la chose est que la majorité de ces nouveaux QG sont des « utilisateurs d'une force », mais leur création va très certainement avoir pour effet de réduire les forces disponibles. Le COMFOSCAN est l'exception. Il aura la Force opérationnelle interarmées 2 (FOI 2) et la Force opérationnelle d'action interarmées (FOAI) comme éléments subordonnés. Avec l'expansion de la FOI 2 devenue une priorité et la mise sur pied de la FOAI, on devrait s'attendre à ce que la prospérité relative actuelle des bataillons d'infanterie légère soit de courte durée.

La méthode facile pour réagir aux lacunes de la dotation est d'augmenter le TEP ainsi que la dotation connexe de la fonction « Unités de campagne de la Régulière ». Dans son budget de 2005, le gouvernement fédéral indiquait son intention d'accroître de 5 000 membres l'effectif des FC sur une période de cinq ans, et de 3 000 le personnel des réserves⁶. Même si ces 5 000 personnes étaient destinées à la fonction « Unités de campagne de la Régulière » et que le TEP était augmenté proportionnellement, la fonction « Unités de campagne de la Régulière » atteindrait tout juste une situation « efficace » de 77,08 %. Il faudrait ajouter 8 000 militaires pour atteindre une situation « opérationnelle » de plus de 90 %. Si le recrutement ne peut produire les 8 000 militaires requis, l'Armée doit alors examiner les tableaux d'effectifs et de dotation des autres fonctions en vue de trouver le personnel nécessaire.

Quoiqu'il en soit, les tableaux des effectifs doivent être scrutés à la loupe. Il est acquis et fondé qu'il faut trois GBMC, avec leurs unités associées, pour fournir la profondeur nécessaire au maintien des opérations. L'augmentation du tableau d'effectifs et de dotation pour les opérations est censée combler la différence. On se retrouve comme dans un jeu de gobelets. L'Armée a l'illusion d'avoir trois GBMC. En fait, le TEP courant de la fonction « Unités de campagne de la Régulière » est inférieur aux TEG de deux GBMC. Il est temps de dissiper l'illusion.

Il y aurait deux façons de régler le problème. L'une serait de fusionner les éléments disponibles pour diminuer le nombre de formations et d'unités. En agissant ainsi, on améliorerait l'efficacité opérationnelle de la structure révisée, on fournirait une structure viable pour l'instruction collective de l'unité et de la formation, et on diminuerait les coûts indirects du QG de l'unité ainsi que des éléments de SSC de premier et de deuxième niveau. Une autre façon de faire serait de conserver le même nombre de formations et d'unités, mais de réaliser des fusions au niveau des sous-unités. Par exemple, au lieu d'avoir trois compagnies de fusiliers sous-dotées par bataillon, on en aurait deux à effectif complet et une troisième qui fonctionnerait avec un cadre très réduit. Il y aurait moins de sous-unités, mais des sous-unités plus efficaces dans les opérations, qui seraient aussi en mesure d'assurer l'instruction collective sans renforts. Lorsque ce serait nécessaire pour les opérations ou l'instruction, des sous-unités supplémentaires pourraient être générées par une autre unité de la fonction « Unités de campagne de la Régulière » ou de la fonction « Unités de la Réserve ».

Afin de mettre en application l'une ou l'autre de ces options, l'Armée doit changer la façon dont elle utilise le TEP. Selon la formule actuelle, les postes restreints sont répartis dans toute l'organisation, ce qui rend toutes les parties de l'unité inefficaces. Une meilleure façon de procéder serait de restreindre des sous-unités entières tout en dotant un petit nombre d'entre elles d'un effectif complet. Les TEG doivent également être réexaminés. Si on constate qu'ils sont inaccessibles, en termes de personnel ou

d'équipement, il faudra alors prendre des décisions difficiles pour comprimer certains tableaux d'effectifs et de dotation en restreignant ou éliminant complètement certaines capacités. Il faudrait passer en revue tous les tableaux d'effectifs de l'Armée, et pas seulement ceux de la fonction « Unités de campagne de la Régulière ». Ces fonctions qui ont connu une croissance importante au cours des 15 dernières années doivent être scrutées à la loupe. Il n'y a aucun doute que les membres du « C2 », de « l'Infrastructure de soutien » et de « l'Infrastructure d'instruction » sont terriblement occupés; mais font-ils tous les *bonnes choses*? C'est une question à laquelle les dirigeants de l'Armée doivent répondre. Ce qui est clair, c'est que la fonction « Unités de campagne de la Régulière » n'est pas efficace. Pour corriger cette lacune critique, il faudra établir des priorités claires en matière d'activités et de fonctions et réexaminer les méthodes pour trouver des façons d'économiser ailleurs.

La transformation des Forces canadiennes représente une autre période de profonds changements. Les changements nécessitent des investissements. Au cours des 15 dernières années, l'Armée a fait des emprunts dans la banque de personnel de la fonction « Unités de campagne de la Régulière » pour assurer la croissance des autres fonctions. Ces emprunts n'ont toujours pas été remboursés; en fait, ils sont échus. Comme les FC abordent une autre période de changement, elles vont inévitablement revenir puiser dans la même banque. Même si les FC possèdent la « banque », le capital humain de celle-ci est limité. Un réinvestissement est cruellement nécessaire et il doit être fait maintenant.

Pourquoi l'Armée a-t-elle de la difficulté à maintenir 10 % de ses effectifs en opérations? Au cours des 15 dernières années, la fonction « Unités de campagne de la Régulière » de l'Armée a été réduite par le démantèlement du 4 GBMC ainsi que du Régiment aéroporté du Canada. Au cours de cette même période, 18 sous-unités de manœuvre et de soutien au combat et 33 pelotons de soutien au combat de l'infanterie ont également été éliminés des TEG de la fonction « Unités de campagne de la Régulière ». L'effectif réel du reliquat de cette fonction a diminué au point que celle-ci est devenue inefficace. Elle doit être reconstituée. Au cours de la même période, la fonction « C2 » de l'Armée est passée d'un seul QG à six, et les fonctions « Infrastructure de soutien » et « Infrastructure d'instruction » ont aussi connu des croissances importantes. Malgré les dénégations, les priorités réelles de l'Armée ont été déplacées de la fonction « Unités de campagne de la Régulière » vers d'autres fonctions. Ce déplacement est évident quand on considère la croissance de ces autres fonctions aux dépens de la première. Le fait que l'Armée ait choisi d'utiliser ses gradés supérieurs en dehors de la fonction « Unités de campagne de la Régulière » en est une autre preuve. L'Armée possède heureusement des officiers généraux très brillants et très compétents. Quand on leur confie une tâche, ils consacrent toutes leurs énergies et leur capital intellectuel pour mobiliser leur organisation respective en vue de l'accomplissement de cette tâche. Mais font-ils les *bonnes tâches*? Seul le CEMAT peut répondre à cette question et il ne pourra le faire qu'à l'issue d'une analyse de mission exhaustive. Dans cette analyse, il faudra identifier clairement les tâches assignées, les tâches implicites, les contraintes, les restrictions et produire un énoncé de mission révisé. Il faudra également établir des priorités claires pour la dotation des diverses fonctions et déterminer tout aussi clairement les activités que ces fonctions devront exécuter.

Le but du présent article était de faire ressortir que les effectifs de la fonction « Unités de campagne de la Régulière » de l'Armée ont diminué au point d'en compromettre l'efficacité. L'importance de cette diminution a également été abordée de

même que la croissance parallèle importante qu'ont connue les autres fonctions. Certains éléments de solution ont été proposés pour résoudre ce qu'on peut considérer comme l'un des plus importants problèmes contemporains de l'Armée. Il est à espérer que cet article pourra servir de catalyseur aux personnes à qui il appartient de régler la question.

À propos de l'auteur...

Le Lieutenant-colonel (retraite) David Pentney a obtenu en 1976 un baccalauréat ès sciences (appliquées) du CMR. Ancien officier d'infanterie, il a servi dans le PPCLI et le Régiment aéroporté du Canada. Il a commandé le 2e Commando aéroporté et le 1er Bataillon, PPCLI. Il a été membre et doyen du personnel d'instruction au CCEFTC. Retraité depuis 2003, il est actuellement employé comme contrôleur d'exercice à la DESAT.

Notes

1. Les tableaux d'effectifs sont dynamiques. Un changement de doctrine, une réorganisation, l'entrée en service/le retrait ou la redistribution d'équipements contraindront à créer, réviser ou supprimer des tableaux d'effectifs et de dotation. Des changements se produisent régulièrement. On peut consulter les tableaux d'effectifs du temps de paix et de guerre sur le Navigateur en ligne des effectifs des Forces canadiennes (OLEB). Les données fournies dans l'OLEB changent régulièrement selon les modifications apportées aux effectifs. Pour préparer le présent article, on s'est servi des données du 17 octobre 2005 et les chiffres représentent le personnel total sans distinction entre Force régulière, Force de réserve, MR, s/off, officiers et personnel civil.
2. La fonction « Doctrine » est depuis revenue à l'État-major de l'Armée de terre en tant que fonction d'état-major dirigée par le Directeur général du Développement des méthodes de combat de la Force terrestre.
3. www.famous-quotes-and-quotations.com/leadership-quotes.html
4. armyonline.kingston.mil.ca/CEMAT/143000440000694/SORD_2006_DRAFT_1.PDF
5. À noter qu'un major-général (Directeur de projet, Restructuration de la Réserve de la Force terrestre) a été omis dans ce total et que le commandant du SDIFT est actuellement sous-gradé.
6. <http://www.fin.gc.ca/budget05/pamph/parespe.htm>

LE RÔLE DE L'INFANTERIE DANS LA GUERRE DES SERPENTS

Lieutenant-colonel Wayne D. Eyre, CD

Récemment, le Chef d'état-major de la Défense a employé l'analogie de « l'ours » et des « serpents » pour décrire le changement d'orientation en matière de sécurité¹. Les Forces canadiennes ne consacreront plus toutes leurs énergies à la préparation en vue de guerres conventionnelles opposant des États-nations. Actuellement et dans le proche avenir, les combats contre l'ours constitueront l'exception. Nous devrons plutôt nous préparer à affronter des États défaillants et des États en déroute, avec leurs complexités inhérentes. La lutte contre les « nœuds de vipères » deviendra la règle.

La réorientation des FC suscitera beaucoup de questionnements dans les divers services et corps militaires pendant qu'on tentera de redéfinir ou, du moins, d'ajuster les attributions et les rôles traditionnels (et même leur pertinence) en fonction de cette nouvelle donne. Il en va de même pour l'infanterie. En quoi les choses ont-elles changé? Et quels sont les effets précis de ces changements sur le Corps d'infanterie?

Le présent article propose une nouvelle définition du « rôle de l'infanterie » et un aperçu des compétences principales requises. Avant que les dirigeants du Corps d'infanterie, et de l'Armée de terre au complet, puissent entreprendre des analyses poussées de questions telles que la structure des forces, l'amélioration des forces légères et la formation des équipages des véhicules blindés légers, il est indispensable de comprendre les principes théoriques qui sous-tendent les fonctions de l'infanterie dans le contexte moderne, et sa contribution globale aux capacités militaires nationales.

Le changement de cap au plan de la sécurité a amplifié le rôle central rempli par l'infanterie dans le cadre de l'équipe interarmes dont le but consiste à placer l'ennemi devant un dilemme. Grâce à l'équipe interarmes, on peut produire des effets complémentaires à l'aide de divers moyens d'action synchronisés. L'infanterie occupe une place particulière dans cette équipe puisqu'elle peut produire simultanément deux effets essentiels. Tout en demeurant capables de mettre en action immédiatement tous leurs moyens de combat (utilisation d'armes de précision létale), les troupes d'infanterie peuvent aussi, par définition, avoir des interactions directes avec la population civile locale. Ces interactions représentent un levier crucial parmi l'éventail de capacités. Ironiquement, les contacts interpersonnels sont devenus un élément déterminant de la victoire dans les conflits modernes, malgré les progrès technologiques remarquables qui, en principe, ont rendu l'élément humain moins nécessaire. Vu leur capacité de recourir à la fois à la force létale et de servir d'intermédiaires auprès des civils, les soldats d'infanterie joueront un rôle clé dans la « guerre des serpents ».

L'environnement opérationnel

Bien que la conduite de la guerre continue à évoluer, son caractère ne change pas. Le domaine des conflits humains demeure inéluctablement humain, plutôt que technique; il est par essence complexe et désordonné; et inévitablement, il se définit en fonction du territoire, des populations et des ressources qui s'y trouvent².

L'environnement opérationnel contemporain (EOC) a fait l'objet de nombreuses études, et les experts s'entendent, en général, sur la multitude des défis évidents à relever³ :

- ◆ Les futures opérations auront lieu dans des États défaillants ou en déroute.
- ◆ Les populations migrent vers les centres urbains, y compris dans les types d'États précités.
- ◆ Les futurs ennemis se mêleront à la population en général pour échapper à la suprématie militaire des forces conventionnelles occidentales, d'où une « menace ancrée dans la population ». L'espace sera occupé aussi par une foule d'autres intervenants, aussi variés que des organisations non gouvernementales, des entreprises commerciales, des bandes criminelles et des groupements tribaux.
- ◆ Le phénomène de la mondialisation a accru l'efficacité des réseaux humains plus ou moins organisés et a accéléré la circulation de l'information, si bien que les acteurs non conventionnels peuvent entretenir des liaisons à l'échelle mondiale par des méthodes passives en constante évolution.



AR2006-A020-0016d Photo : Caporal Robin Mugridge, technicien en imageie, Roto 1 de la Force opérationnelle Afghanistan

Le Sdt Darrel Barker, le Cpl Paul Ractnski, le Sdt Jeff Leitch et le Sdt Joe Rustenburg, tous membres de la 2^e section de la compagnie C du 1^{er} Bataillon du Princess Patricia's Canadian Light Infantry (1 PPCLI), d'Edmonton, sont déployés en patrouille à l'extérieur d'une base d'opérations avancée qui se trouve près de Sangin, en Afghanistan. Ils montent la garde à l'extérieur d'une grotte qui fait l'objet d'une fouille, car elle pourrait contenir des armes.

- ◆ La mondialisation a aussi pour effet de comprimer les niveaux stratégiques, opérationnels et tactiques des conflits au point que des incidents apparemment mineurs aux paliers inférieurs peuvent désormais avoir des répercussions majeures aux paliers les plus élevés.
- ◆ Enfin, l'émergence de conflits se déroulant dans l'ensemble du spectre a rendu encore plus complexes les insurrections de forces bien articulées et très adaptables.

Le CEMD a bien décrit les manifestations tactiques de ces problèmes en parlant de « guerre à trois volets », soit un conflit dans lequel l'ensemble des opérations militaires se trouvent comprimées dans le temps et dans l'espace. De plus, les nouveaux concepts de « guerre de quatrième génération » deviennent plus actuels, parce qu'ils permettent de mieux comprendre les conflits modernes et les difficultés précisées ci-

dessus⁴.

La nature des conflits a évolué, contrairement à leurs fondements. En effet, la guerre demeure une entreprise chaotique, caractérisée par le brouillard de la guerre, les frictions et le hasard selon Clausewitz. Et la psychologie humaine est tout aussi importante qu'auparavant, sinon plus. Il n'existe pas de moyens technologiques infaillibles, si bien que pour gagner les guerres, on doit continuer à appliquer une stratégie supérieure et mieux maîtriser l'art des opérations et les subtilités tactiques.

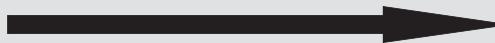
Dynamique d'une population durant un conflit

Les opinions se discutent, mais pour changer les convictions, il faut carrément les supprimer.

-T.E. Lawrence

La volonté populaire représente le centre de gravité stratégique pour tous les protagonistes, d'où la nécessité de comprendre la dynamique de la population pour démêler n'importe quel « nœud de vipères ». Les expériences, anciennes et modernes, ont démontré qu'au cours d'un conflit, la population se divise en trois catégories générales, suivant l'attitude des citoyens à l'égard des intervenants externes (c'est-à-dire quand nos forces se déploient dans un État défaillant ou en déroute). La taille et le degré d'appui ou d'opposition de chaque groupe varient.

La guerre voulue par opposition à la guerre réelle



- Forces militaires déployées
- Lignes de bataille claires
- Tentatives de détruire l'ennemi de l'extérieur
- Avantages obtenus grâce à une technologie supérieure
- Utilisation d'armes conventionnelles
- Attaques visant les forces armées adverses
- Stratégie appliquée de haut en bas
- Priorité accordée aux renseignements à l'échelle nationale
- Ennemis se dissimulant parmi la population
- Pas de lignes de bataille claires
- Tentatives de renverser un État de l'intérieur
- Neutralisation des moyens technologiques à cause de l'environnement de combat
- Utilisation d'armes conventionnelles et non conventionnelles
- Attaques visant tout le monde - terrorisme
- Concept de « caporal stratégique »
- Priorité accordée aux renseignements à l'échelle locale

Le premier groupe comprend les gens qui s'opposent fondamentalement à nos visées ou même à notre mode de vie. Le deuxième groupe se compose de personnes neutres, indécises ou apathiques par rapport aux enjeux, et susceptibles de basculer dans l'un ou l'autre camp. Enfin, le troisième groupe réunit les gens qui appuient nos objectifs. Les attitudes en question sont ancrées dans une mesure variable; le degré d'appui ou d'opposition n'est pas absolu, et peut en fait changer à la suite de nouvelles circonstances.

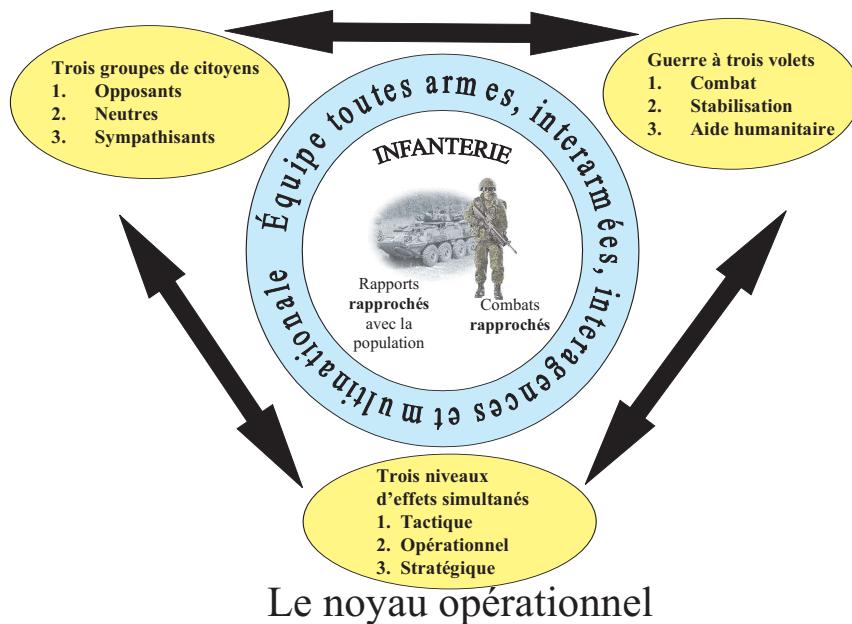
Prenons comme exemple historique la révolution américaine envisagée du point de vue des Britanniques. La première catégorie correspondait à la petite faction de révolutionnaires américains purs et durs. La population de la colonie formait en majorité

le deuxième groupe; elle était plutôt apathique, mais tout de même sensible aux actions et à la propagande de l'un ou l'autre camp. Fait intéressant, ce groupe englobait aussi une bonne partie des soldats de l'armée continentale de Washington. Le troisième groupe était composé des loyalistes, qui ont soutenu jusqu'au bout l'appartenance à l'Angleterre⁵.

En guise d'exemple contemporain, mentionnons la situation actuelle en Afghanistan, qui intéresse tout particulièrement les FC. Le premier groupe comprend les troupes d'Al-Qaida, le noyau des talibans purs et durs et des bandes criminelles. Le deuxième groupe se compose de la grande majorité des Afghans qui souhaitent la sécurité et la stabilité, quel que soit le camp qui les leur offre. Le troisième groupe englobe le gouvernement central et ses partisans.

Il est indispensable de bien comprendre la volonté des citoyens et de tisser des liens avec la population visée. Pour réussir, nous devons donc produire les effets voulu sur chaque groupe. Les membres du premier groupe, soit les ennemis, doivent être tués, capturés ou rendus inopérants. Nous devons convaincre les membres du deuxième groupe, soit les apathiques et les indécis, de se rallier à nous ou, du moins, nous devons éviter que nos actions, en les indisposant, ne les incitent à passer dans le camp adverse. Quant au troisième groupe, c'est-à-dire les sympathisants, il faut conserver leur appui et augmenter leur légitimité.

Ce modèle, intentionnellement simpliste, ne tient pas compte des relations entre la multitude d'autres intervenants rivaux aux intentions conflictuelles. Ces relations sont également importantes, et il faut en tenir compte lorsqu'on planifie les effets à produire sur chacun des groupes.



Principes fondamentaux des opérations

Pour réussir, nous devons être prêts à combattre à tous les niveaux : politiques, économiques, sociaux et militaires.

- Colonel T.X. Hammes, *The Sling and the Stone*

Une fois la population classée en catégories, nous devons établir une série de principes opérationnels fondamentaux qui guideront les actions de l'équipe interarmes, non seulement pour atteindre les objectifs visés, mais aussi pour obtenir des succès à long terme et accroître le nombre de membres du troisième groupe, c'est-à-dire les sympathisants. C'est seulement en favorisant l'émergence d'un troisième groupe viable que nous pourrons remporter la « guerre des serpents ». Ces principes fondamentaux reposent sur l'établissement d'une stratégie politique valable et le maintien d'une volonté politique sans faille.

Le premier principe postule qu'il est nécessaire de synchroniser les effets produits sur un groupe donné avec ceux qui se propageront en cascade sur les deux autres groupes. L'exemple le plus frappant de cette règle est le fait qu'une puissance de feu excessive employée contre le premier groupe risque fort d'aliéner les membres du deuxième et du troisième groupes, surtout s'il y a des dommages collatéraux importants. « Les actions cinétiques attirent l'attention... ce sont des événements très médiatisés »⁶. Ce facteur oblige à employer une force minimale avec une précision maximale. Cela implique aussi l'idée de proportionnalité. Une force excessive employée contre un adversaire faible peut susciter un soutien généralisé en faveur de ce dernier, selon le « syndrome » de « Goliath contre David ». La perception que nos troupes se composent de guerriers honorables et extrêmement compétents qui mènent un combat juste contribuera dans une large mesure à améliorer notre crédibilité auprès du deuxième et du troisième groupes⁷.



IS2005-0475 Photo: Cpl Robert Bottrell, Caméra de combat des Forces canadiennes

Le Caporal Jeff Bailey, du 1^{er} Régiment du génie (1 RG), assure une couverture de sécurité pendant que le Caporal chef Niall Anthony, du 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI), pose des questions à partir d'un questionnaire présenté à différents commerçants à Kandahar (Afghanistan).

La force excessive n'a pas sa place. Si la population fait majoritairement partie du premier groupe, l'emploi d'une force brutale aura pour effet de convaincre les gens qu'ils ont été vaincus. Vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale, cette stratégie basée sur l'attrition s'est imposée contre l'Allemagne, et les alliés ont dû recourir à des destructions

massives pour convaincre les Allemands qu'ils avaient perdu et que la capitulation était leur seule porte de sortie.

Le deuxième grand principe est que les problèmes locaux requièrent des solutions locales. « Quand l'État s'effondre, tout devient local »⁸. Vu la compression des niveaux tactique et stratégique, ces solutions doivent être bien synchronisées. Toutefois, c'est quand les opérations portent sur la population que le vieil adage « toute politique est locale » a le plus de pertinence. Il est plus facile d'établir des intérêts communs à l'échelle locale, là où les résultats tangibles produisent un maximum d'effets et où les effets positifs se propagent vers le haut. Mais même s'il s'agit d'un processus ascendant, toutes les activités doivent obéir à un objectif stratégique plus vaste. La nouvelle doctrine du Corps des Marines des États-Unis expose clairement cette exigence cruciale :

Les petites guerres nous obligent à morceler le problème, en dessous du palier étatique, pour obtenir un aperçu fidèle qui nous permettra de bien comprendre et de contrer les nouvelles menaces non étatiques. Par conséquent, tout en continuant à mettre l'accent sur les caractéristiques inhérentes à l'État-nation, **nous devrons déployer plus d'efforts pour tenter de résoudre les problèmes reliés aux micromilieux culturels, ethniques, religieux, sociaux et économiques qui composent une nation, une région ou une organisation donnée**⁹.

La révolte survenue aux Philippines au tournant du siècle dernier sert d'exemple historique à cet égard. Les soldats américains sur les différentes îles, dispersés en divers endroits, ont dû alors employer des solutions très variées pour mater l'insurrection, mais toutes ces mesures s'appliquaient dans le cadre d'un objectif plus vaste¹⁰.

Ce principe a des répercussions évidentes. Ainsi, vu que les opérations exigent toujours des effets précis, la collecte locale de renseignements devient un outil indispensable en ce qui a trait aux actions des forces amies. Pour qu'une telle précision soit réalisable, il faudra mener des activités de renseignement poussées. Mais les ennemis s'adapteront vite à nos méthodes de collecte de renseignements techniques et resteront dissimulés sous le seuil de « détection » des systèmes de renseignement, de surveillance, d'acquisition d'objectifs et de reconnaissance (ISTAR)¹¹. Le renseignement humain (HUMINT) devient très important; or, il est impossible de les obtenir à distance. Par conséquent, la réussite des opérations aux plans tactique et opérationnel exige que les troupes interagissent avec la population, ce qu'on appelle l'« interaction avec la population ».

Le troisième grand principe est assez différent du deuxième, bien qu'il y ait un lien entre les deux. Invariablement, un espace de bataille compartimenté nécessite des tactiques de manœuvres dispersées, un commandement et un contrôle décentralisés ainsi que des groupes opérationnels interarmes aux plus bas échelons. On doit alors miser beaucoup plus sur des petites unités semi-autonomes (sections et pelotons) dotées de ressources de soutien logistique du combat si l'on veut obtenir de bons résultats localement. Dans un contexte de commandement de mission, il demeure nécessaire, malgré les techniques de communication modernes, de prendre des décisions sur place aux plus bas niveaux.

L'intensification des capacités aux bas échelons doit aussi s'appliquer aux rapports avec les divers intervenants. Pour remédier aux problèmes locaux, il est essentiel d'obtenir la coopération des intervenants locaux, et de synchroniser les mesures avec les partenaires des forces interarmées, multinationales et interorganismes.

L'établissement de réseaux humains n'a jamais eu autant d'importance.

Le quatrième grand principe est le maintien d'un équilibre global. Il faut déterminer les capacités de combat rapproché compte tenu des moyens d'attaque à distance de sécurité. Il faut protéger les troupes tout en tenant compte de la nécessité d'établir des contacts avec la population. Enfin, l'intégration de la puissance de feu doit tenir compte de la présence de la force.



IS2005-0539 Photo : Cplc Robert Bottrell, Caméra de combat des Forces canadiennes

Le Soldat William Salikin, du 3^e Bataillon Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI), accorde la sécurité en compagnie des autres membres de sa section à l'occasion de haltes effectuées dans Kandahar, en Afghanistan.

Il vaut toujours mieux détruire l'ennemi à distance de sécurité, ce qui réduit considérablement les risques pour les troupes amies. Étant donné que les forces ennemis s'adapteront au seuil de détection des moyens ISTAR, l'utilisation des systèmes de tir à distance réglés à l'aide de dispositifs de détection devient souvent problématique. Nous devons préparer les militaires à « combattre sous le seuil de détection ISTAR »¹², en les rendant suffisamment résistants pour qu'ils puissent surmonter le choc d'un contact inopiné et entreprendre aussitôt des combats rapprochés victorieux. De plus, comme on doit obtenir des tirs précis afin de ne pas frapper les non-combattants, les troupes devront le plus souvent interagir avec la population avant d'engager des combats rapprochés.

Les soldats déployés ne doivent pas acquérir une « mentalité de siège », qui fait en sorte que la protection des forces prime sur tous les autres impératifs. Les militaires (ou les contingents nationaux) qui se terrent peureusement dans leurs campements bien aménagés, et donc coupés psychologiquement de la population locale, feraient aussi bien de rentrer chez eux. Ils ne sont d'aucune utilité, et leur présence est, en fait, contre-productive. Bien que des contacts plus étroits avec la population locale semblent mettre davantage la vie des soldats en danger parce qu'ils sont plus exposés à l'ennemi, cela réduit paradoxalement les risques, car, en améliorant leurs rapports avec les citoyens, les combattants peuvent obtenir des indications et des renseignements sur les actions ennemis. Les troupes amies ayant des contacts directs avec les habitants doivent être



Pendant l'Exercice Crimson Tide, des membres du 48th Highlanders of Canada s'exercent au nettoyage de maisons, dans un bâtiment abandonné du port de Toronto.

assez puissantes pour se protéger elles-mêmes. Tout au long de l'histoire, quand on a eu recours à des patrouilles agressives pour contrôler le « no man's land », on a réussi à garder l'initiative et à maintenir le « désir de vaincre » chez les combattants. Plus près de nous, le concept de maintien de l'ordre axé sur la « police communautaire » a rapporté de bons dividendes en favorisant un rapprochement entre les policiers et la population locale, et c'est une expérience qui peut nous en apprendre beaucoup.

Une présence écrasante de militaires étrangers peut retourner la population contre la force d'intervention, surtout si cette dernière n'a pas établi de bons contacts avec elle. Le fait de circuler en véhicules blindés le long de ruelles surpeuplées en braquant des armes vers les gens ne contribue guère à améliorer les rapports ou à assurer la sécurité. Inversement, il ne faut pas projeter une image de faiblesse. Les troupes doivent absolument être en mesure d'obtenir sur-le-champ un feu d'appui. Seuls des fantassins bien entraînés, bien équipés et prêts à assumer leur rôle peuvent montrer aux habitants un visage humain, tout en assurant une protection efficace et en étant capables de passer rapidement de n'importe quel type d'opération à un autre, selon les exigences de la situation.

Chaque élément a un rôle à jouer dans la mise à exécution de ces principes fondamentaux. Aucun élément ne peut à lui seul appliquer ces principes avec succès. L'équipe toutes armes élargie, englobant des éléments interarmées, interagences et multinationaux, est plus essentielle que jamais. Cependant, les troupes d'infanterie demeurent notre atout le plus versatile, et donc le plus puissant, dans la « guerre des serpents ».

Rôle de l'infanterie

Le grand atout des fantassins est leur capacité inhérente d'avoir des contacts rapprochés avec les habitants, tout en demeurant capables de mener des opérations dans l'ensemble du spectre de la guerre à trois volets. Ils peuvent percer la barrière psychologique dressée par la technologie et exercer une influence sur la population par des contacts directs. Un seul fantassin constitue une « plate-forme pensante » de

détection et de système d'arme équilibrée, polyvalente et adaptable, capable d'interagir avec les trois groupes de citoyens.

Compte tenu des principes opérationnels qui précèdent, il va de soi que pour réussir, on a besoin de diverses capacités et qualités. Il faut continuer à mettre sur pied des équipes toutes armes, mais, étant donné la nécessité d'entretenir des contacts directs avec la population aux plus bas niveaux, l'infanterie demeurera de toute évidence l'élément clé grâce auquel on pourra produire les effets voulus sur les trois groupes de citoyens. Des spécialistes, notamment en coopération civilo-militaire (COCIM) et en recherche du renseignement humain (HUMINT), pourront assurer dans une certaine mesure les fonctions de détection et d'interactions avec les populations, mais leur nombre est actuellement très insuffisant. De plus, les éléments spécialisés ne sont actuellement ni en mesure d'assurer leur propre protection, ni de participer à n'importe quel type d'opération, ce qui est tout aussi important. Les forces d'opérations spéciales (FOS) ont tout ce qu'il faut pour réussir, mais elles ne sont pas assez massives pour mener à bien des opérations plus vastes ou soutenues. Mais, à elle seule, l'infanterie bien entraînée combine toutes ces capacités et qualités (et même d'autres).



LC2005-060-341 Photo : Cpl Phil Cheung, Affaires publiques du 32e Groupe-brigade du Canada

Des soldats du 32^e Groupe-brigade du Canada s'exercent à l'assaut d'un immeuble, au champ de tir Ortona, à Meaford, en Ontario.

L'importance croissante des interactions humaines nous oblige à adapter en conséquence le rôle de l'infanterie. Pour pouvoir produire les effets voulus sur la population locale, les fantassins doivent jouer un double rôle. Le premier volet est associé au deuxième et au troisième groupes précités et consiste à **se rapprocher de la population et interagir avec elle**. Quant au deuxième volet, associé au premier groupe mentionné plus haut, le rôle traditionnel de l'infanterie — **s'approcher de l'ennemi et le détruire** — demeure valide. Bien que distincts, ces deux volets se complètent, si bien que les fantassins doivent être assez agiles et disciplinés pour passer rapidement de l'un à l'autre. Dans les deux cas, pour effectuer le « rapprochement » nécessaire, il faut réduire la distance physique et psychologique de façon à pouvoir établir des rapports « rapprochés »¹³. Si l'on synthétise en une seule

formule, le rôle de l'infanterie consiste à **se rapprocher de la population et à détruire l'ennemi en combat rapproché**.

Le premier volet n'est pas nouveau : depuis au moins quinze ans, et sans doute plus longtemps, il constitue la norme pour l'infanterie canadienne, bien que ce rôle ne soit pas défini. L'interaction avec la population consiste à patrouiller à pied pour avoir des contacts directs avec les gens et établir une présence psychologique ou physique. On arrive ainsi à développer des rapports avec les gens du pays visé et à en récolter les fruits. Grâce à ces rapports, on peut recueillir des renseignements d'origine humaine (HUMINT), ce qui, en outre, facilite grandement les opérations d'information, actives et passives, au niveau de la population. Enfin, cela contribue à rassurer les membres du deuxième et du troisième groupes et à garantir leur sécurité, par une présence physique et psychologique rapprochée, et peut, au besoin, servir à désamorcer les situations tendues¹⁴.

On effectue des activités associées au premier volet quand on dispose des capacités de combat intégrées requises pour passer rapidement et harmonieusement aux actions associées au deuxième volet, si les circonstances l'exigent; autrement dit, le « détecteur » devient le « tireur ». Les renseignements ainsi recueillis mènent aux opérations associées au deuxième volet, lesquelles peuvent devoir être effectuées sur-le-champ. Par ailleurs, pour effectuer les activités liées au premier volet, il faut posséder les moyens de protection intégrés nécessaires pour encaisser le choc d'un « contact » inopiné et pour réagir rapidement et passer au deuxième volet.

En ayant la capacité d'assumer les deux types de rôle, les soldats de l'infanterie peuvent réussir leur mission sur tous les plans de la guerre à trois volets et exécuter une multitude de tâches moins exigeantes tant sur la scène internationale que nationale.

Principales compétences des troupes d'infanterie

Pour remplir efficacement les deux volets du rôle pointu dévolu à l'infanterie, les soldats ont besoin de huit compétences principales. Ces compétences doivent être acquises en priorité, puisque ce sont elles qui procurent à l'infanterie son éventail unique de moyens d'action dans l'équipe toutes armes.

◆ Premièrement, chaque fantassin doit être prêt mentalement à tuer. C'est de cela qu'il s'agit en définitive dans le deuxième volet du rôle de l'infanterie. Les soldats d'infanterie doivent agir sans hésitation quand ils sont confrontés à une situation nécessitant le recours à une force mortelle, et être disposés à en assumer les conséquences. De plus, cette préparation psychologique leur donnera la confiance indispensable pour accomplir les tâches associées au premier volet.

◆ Les fantassins doivent maîtriser parfaitement le maniement des armes de poing et des autres armes personnelles, y compris des principaux explosifs. Au même titre qu'un artisan, le soldat d'infanterie doit maîtriser ses outils de travail au point de pouvoir les utiliser de façon automatique et instinctive.

◆ Tous les fantassins doivent être en excellente forme. L'interaction avec les populations les obligera à manœuvrer à pied avec des armes et de l'équipement sur tous les types de terrains et dans n'importe quel climat durant de longues périodes, nuit et jour. Une bonne forme physique favorise un optimisme contagieux et un esprit offensif; les gens en forme sont plus portés à agir offensivement et à ne pas reculer dans une situation potentiellement dangereuse. De plus, une excellente forme physique contribue à réduire les séquelles du stress du combat et des autres blessures.

- ◆ Pour s'approcher de l'ennemi et le détruire, il est indispensable de maîtriser les techniques de combat rapproché. Les fantassins doivent maîtriser les tactiques et méthodes de combat rapproché. Grâce à ces compétences, qui englobent les techniques de combat non létales et les méthodes de combat sans arme, les soldats pourront remplir les tâches associées au deuxième volet et les tâches de protection du premier volet.
- ◆ Les fantassins doivent tout de même posséder d'excellentes habiletés sur le terrain. La capacité de se déplacer et de survivre, grâce à une connaissance approfondie des complexités du milieu physique, s'avère cruciale. Il est essentiel pour eux d'avoir un instinct de chasseur et une grande débrouillardise.
- ◆ La capacité de communiquer efficacement et d'établir de bons rapports avec les gens n'ont jamais eu autant d'importance. En plus d'avoir les capacités techniques et tactiques nécessaires pour communiquer avec les autres forces militaires, les fantassins doivent être capables de communiquer avec la population locale. Les compétences « relationnelles » (ou « humaines ») qui permettent aux soldats d'établir de bonnes relations avec les gens deviennent alors primordiales, qu'il s'agisse de recueillir des renseignements au cours d'une patrouille ou de conseiller des militaires locaux.
- ◆ Plus que jamais auparavant, tous les soldats d'infanterie doivent savoir évaluer la situation. Les complexités des contacts avec la population exigent que chaque fantassin s'efforce de bien comprendre la situation. Par ailleurs, l'internationalisation de l'information a donné naissance au concept du « caporal stratégique », qui suppose que chaque soldat doit être capable de prévoir les conséquences éventuelles de ses actes.
- ◆ La dernière compétence cruciale est le leadership. Cette exigence a toujours existé, mais elle s'est maintenant répandue aux plus bas échelons. Chaque fantassin doit être prêt à être un leader capable de réfléchir et de commander avec détermination. Lors d'opérations dispersées dans un espace de bataille fractionné, les soldats se retrouvent souvent isolés de leur chaîne de commandement. Ils doivent donc être prêts à combler les vides au besoin, ou à faire preuve de leadership auprès du deuxième et du troisième groupes de citoyens.

Il faut inculquer ces huit compétences essentielles à nos fantassins. Et même s'il n'est pas nécessaire que l'infanterie possède des ressources de soutien intégrées, elle doit pouvoir obtenir un équipement servant à l'insertion/extraction de soldats, des moyens de transport protégés, des moyens de tir direct plus puissants que les armes de poing et l'appui du tir indirect. Ce qui compte, c'est la disponibilité de ces ressources, et non leur appartenance.

Conclusion

Les interactions humaines se situent au cœur même de la « guerre des serpents ». Les fantassins jouent un rôle unique parmi les forces militaires en raison de leur capacité d'interagir efficacement avec la population, et ce, sur une grande échelle. Il faut renouveler les tâches assignées actuellement à l'infanterie afin de tenir compte de la valeur cruciale de ces interactions. Le rôle de l'infanterie devrait devenir le suivant : **se rapprocher de la population et détruire l'ennemi en combat rapproché**. Une compréhension et une acceptation communes de ce rôle et des deux volets qui s'y rattachent permettront aux dirigeants du corps d'infanterie et de l'Armée en général de se baser sur un cadre conceptuel pour répondre aux problèmes de l'heure.

Wavell avait parfaitement raison à son époque quand il a déclaré qu'un fantassin doit avoir les qualités d'un bon braconnier, d'un bon cambrioleur acrobate et d'un bon

justicier. Aujourd’hui, le fantassin doit aussi posséder des habiletés associées à la recherche et à l’analyse du renseignement, aux opérations psychologiques et à la coopération civilo-militaire (COCIM) et, par-dessus tout, avoir les qualités d’un « flic sympa ».

À propos de l'auteur...

Le Lieutenant-colonel Wayne D. Eyre est actuellement le cmdt du 3 PPCLI. Au cours de ses expériences à l’étranger, il a commandé un peloton de fusiliers à Chypre, un peloton de reconnaissance en Croatie, y compris dans la poche de Medak, de même qu’une compagnie de fusiliers en Bosnie. Il a servi à titre d’officier d’état-major au QG SOFT et s’occupe de la planification stratégique au sein de l’état-major du VCEMD. Parmi ses autres qualifications, il a suivi avec succès le cours de qualification des forces spéciales de l’armée américaine, et étudié au USMC Command and Staff College et à la USMC School of Advanced Warfighting.

Notes

1. Voir l’exposé de la vision du CEMD, *Le cap sur l’avenir : une vision pour les Forces canadiennes*, document consulté sur Internet le 3 septembre 2005, URL : http://www.cds.forces.gc.ca/intro_f.asp.
2. Colonels Richard D. Hooker, Jr., H.R McMaster et Dave Grey, « Getting Transformation Right », *Joint Force Quarterly*, numéro 38, troisième trimestre de 2005, p. 20.
3. Voir, par exemple, de Peter Johnston et Michael Roi, *Le futur environnement de sécurité en 2025*, Ottawa, Direction de la recherche opérationnelle (MIN), rapport de projet RP 2003/14, 2003 et *Objectif défini, le concept d’emploi de l’Armée de terre*.
4. Pour obtenir une analyse détaillée de la guerre de quatrième génération, voir l’ouvrage du Colonel T.X. Hammes, *The Sling and the Stone: On War in the 21st Century*, St Paul, Minnesota, Zenith Press, 2004, et tout particulièrement le texte *FMFM 1-A, Fourth Generation Warfare, Imperial and Royal Austro-Hungarian Marine Corps (version préliminaire)*, document consulté le 1^{er} septembre 2005 à l’adresse URL : http://www.d-ni.net/lind/4gw_manual_draft_3_revised_10_june_05.doc. Le CEMAT a adopté ces préceptes comme fondement théorique d’un concept révisé d’emploi de l’Armée de terre (exposé du CEMAT présenté aux officiers d’infanterie DP 1.2 lors d’un colloque sur le leadership tenu le 15 septembre 2005).
5. John Shy, *A People Numerous and Armed: Reflections on the Military Struggle for American Independence*, Londres, Oxford University Press, 1998.
6. G.I. Wilson, Greg Wilcox et Chet Richards, *Fourth Generation Warfare & OODA Loop Implications of the Iraqi Insurgency*, document présenté en PowerPoint, décembre 2004.
7. Voir le document provisoire *FMFM 1-A, Fourth Generation Warfare*, qui analyse ce phénomène.
8. Document provisoire *FMFM 1-A, Fourth Generation Warfare*, p. 8.
9. USMC Small Wars Center of Excellence, *Small Wars*, version de janvier 2004, disponible en ligne à l’adresse URL : <http://www.smallwars.quantico.usmc.mil/2003SmallWars.asp>, p. 12.
10. Voir de Brian McAllister Linn, *The Philippine War, 1899-1902*, Lawrence, Kansas, University Press of Kansas, 2000.
11. Pour obtenir une analyse du concept de « détection » ou du « seuil de détection ISTAR », voir le document *Complex Warfighting* qui expose le futur concept d’opérations terrestres des forces de défense australiennes (version préliminaire 8, 19 mai 2004).
12. *Complex Warfighting*.
13. Selon la définition du Petit Robert, « rapproché » signifie « qui s’effectue à proximité ».
14. Voir le document provisoire *FMFM 1-A, Fourth Generation Warfare*, qui analyse les moyens d’escalade par rapport aux moyens de désescalade.

UNE INFRASTRUCTURE D'ENTRAÎNEMENT AUX OPÉRATIONS EN ZONE URBAINE POUR L'ARMÉE DE TERRE DU CANADA

Major Greg Burton, CD

« Elles sont... l'équivalent postmoderne des jungles et des montagnes — les citadelles des dépossédés et des irréductibles. Une force militaire qui n'est pas préparée aux opérations en zone urbaine dans un large spectre d'opérations n'est pas prête pour demain ». [Traduction]

— Lieutenant-colonel Ralph Peters (retraité), armée américaine

Traditionnellement, les armées ont toujours cherché à opérer en terrain découvert ou non urbain, là où il est possible de livrer les combats décisifs force contre force. La tendance a toujours été d'éviter les combats ou les opérations dans les villes. Si on remonte au quatrième siècle avant J.-C., le philosophe militaire chinois Sun Tzu conseillait déjà aux autorités militaires de : « Veiller au repos des villes de votre propre pays voilà ce qui doit principalement vous occuper; troubler celui des villes ennemis, ce ne doit être que votre pis-aller »¹. Résultat de cette doctrine, les armées modernes ont toujours axé leur formation sur les opérations en terrain découvert. De plus, l'équipement dont elles se servent a été optimisé pour ce terrain. L'Armée de terre Canada ne fait pas exception à cette tendance; sa doctrine, son équipement et son instruction sont tous optimisés pour les opérations sur ce genre de terrain.

Malgré l'aversion historique des armées à combattre dans les villes, elles ont quand même été forcées, à travers les âges, d'y mener des opérations. Avec l'urbanisation croissante du monde, les conflits deviennent de plus en plus urbains. De nos jours, les armées ne peuvent plus éviter d'opérer dans les villes, qu'il s'agisse d'y faire la guerre, d'y maintenir la paix ou d'y mener des actions humanitaires. La déduction logique que cet état de choses impose est que les armées doivent dorénavant concentrer leur attention sur les opérations en milieu urbain. Parce que les opérations militaires de ce genre sont en train de devenir la norme plutôt que l'exception, l'Armée de terre du Canada se doit d'investir dans une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbain efficace.

Dans les pages qui suivent, je vais décrire l'insuffisance dont souffre notre Armée relativement à cette capacité, puis je vais définir les exigences à satisfaire pour combler cette insuffisance. Je vais ensuite proposer une voie à suivre pour atteindre le but fixé et conclure mon article en proposant un projet d'immobilisations susceptible de concrétiser une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine efficace.

L'insuffisance en matière d'infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine

Le jargon militaire parle de terrain complexe, mais il n'y a pas vraiment de définition militaire officielle de ce terme. Dans son rapport final déposé en 2002, le Groupe de travail sur les opérations en zone urbaine de l'Armée de terre du Canada, maintenant dissout, proposait une définition non approuvée de terrain complexe, à savoir : « Terrain dont les caractéristiques nuisent à la ligne de visée, restreignent la manœuvre et séparent le soldat de son véhicule. On considère en général les zones urbaines, la

Burton, Major Greg 'Une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine pour l'Armée de terre du Canada' *Le Journal de l'Armée du Canada* Vol. 9.1 (printemps 2006) 100-127

jungle et les montagnes comme des terrains complexes »². Une autre définition nous vient d'un glossaire de météorologie qui propose : « Région ayant une topographie irrégulière, c'est-à-dire comportant des montagnes ou des côtes. Le terrain complexe peut également inclure les variations dans l'utilisation des sols, par exemple dans les villes, les campagnes, les zones irriguées et non irriguées. Le terrain complexe crée souvent des caractéristiques climatiques locales uniques... »³. Comme ce genre de terrain peut inclure des caractéristiques climatiques uniques, on peut facilement déduire que le terrain complexe peut également englober la jungle, les régions arctiques ou polaires et les déserts. À la lecture de ces définitions, on comprend facilement pourquoi les armées ont eu tendance à concentrer leurs actions sur le terrain découvert, là où elles pouvaient livrer des engagements décisifs force contre force.



LC2005-080-341 Photo : Cpl Phil Cheung, Affaires publiques du 32e Groupe-brigade du Canada

Le Caporal-chef Paul Cincinnati, du Royal Regiment of Canada, passe par une fenêtre, au champ de tir Ortona, à Meaford, en Ontario.

Le terrain urbain est peut-être le plus complexe de tous les types de terrain complexe. Selon le stratège et auteur militaire Ralph Peters, « l'image mentale initiale qu'on se fait du terrain complexe touche les formes physiques — gratte-ciel ou huttes, aéroports et ports, taille, densité des constructions, rues, égouts, etc. »⁴. Il prétend cependant que « Bien que les caractéristiques physiques de la... ville aient une grande importance, la variable clé est la population »⁵. Lorsqu'il parle de la population des villes, villages et zones bâties. Peters emploie les termes terrain humain, architecture humaine, terrain de chair et de sang et terrain humain dominant⁶. L'inclusion de la nature humaine du terrain urbain par Peters est vitale à la réflexion militaire sur les villes, mais il manque encore un morceau crucial du casse-tête urbain. Les êtres humains modernes se nourrissent d'information et ont développé un environnement électromagnétique très élaboré pour s'échanger cette information. En résumé, on pourrait donc dire que le terrain urbain a des dimensions physique, humaine et électromagnétique.

La complexité du terrain urbain est confirmée par les recherches menées par l'Organisation pour la Recherche et la Technologie de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Après le dépôt, en 1999, de son rapport sur les opérations terrestres en l'an 2020, dans lequel les auteurs concluaient que les forces de l'OTAN seraient forcées de mener des opérations en zone urbaine, le RTO OTAN s'est penché sur cette

question et a préparé, en 2002, un rapport sur les opérations en zone urbaine en l'an 2020⁷. Ce rapport note entre autres que : « La meilleure façon de définir la complexité de l'environnement urbain contemporain est de souligner l'effet cumulatif d'une série de couches interconnectées de la société et de l'infrastructure »⁸. Ce rapport signale en outre que « l'environnement urbain contemporain représente le centre des activités industrielles, commerciales et sociales et, à cause de la présence de différents groupes et de la taille de ces groupes, c'est probablement l'environnement où le potentiel de tensions et peut-être de conflits est le plus élevé dans l'avenir »⁹.

Aussi bien l'Armée de terre du Canada que l'OTAN ont défini les opérations en zone urbaine ou en milieu urbain. Le Groupe d'experts en terminologie de l'Armée de terre définit le terme opération en zone urbaine comme suit : « opération qui se déroule dans un espace de combat composé principalement de zones bâties »¹⁰. Il est évident que l'espace de combat mentionné dans cette définition ne tient pas compte de la dimension humaine du terrain urbain. Il n'est pas non plus certain que cet espace de combat inclut la dimension électromagnétique. Pour les fins de son étude, le RTO OTAN a élaboré une définition beaucoup plus exhaustive des opérations en zone urbaine. Selon cette définition, les opérations en zone urbaine sont : « les activités militaires et autres qui se déroulent dans une zone d'opérations où les caractéristiques distinctives importantes sont des structures physiques construites par l'homme, les infrastructures urbaines connexes et à des populations non combattantes »¹¹.

Le terrain urbain limite dramatiquement les capacités des armées modernes dont les capteurs, les armes, les véhicules et les systèmes de communications sont conçus en fonction du terrain relativement découvert qui caractérisait le champ de bataille de l'Europe occidentale au cours de la guerre froide. Les bâtisses qu'on y retrouve sont tridimensionnelles et occupent un espace sous la surface, à la surface et au-dessus de la surface du sol. Les défenseurs ont l'avantage du couvert et de la dissimulation, leur position étant renforcée par l'effet de masque des édifices sur les signaux radio, les rayons laser et les capteurs électro-optiques. La hauteur et la profondeur des édifices réduisent considérablement les effets des munitions lancées depuis le sol et l'air sur les objectifs qu'il est possible d'identifier en zone urbaine. Les décombres et débris de toutes sortes peuvent constituer un obstacle formidable pour la plupart des véhicules militaires modernes. Les passages souterrains qui existent en zone urbaine aident les défenseurs à se déplacer librement sans être détectés. L'infrastructure de communication peut permettre aux défenseurs de communiquer entre eux sans être détectés, en particulier si cette infrastructure a été laissée intacte pour les fins des opérations psychologiques ou d'information. Mais surtout, la présence d'une population civile non combattante augmente dramatiquement la probabilité que des innocents soient victimes des opérations. Certains de ces civils peuvent également aider et encourager les défenseurs tout en maintenant une apparence d'innocence. Comme elles n'ont que peu ou pas d'espoir de jamais rattraper la supériorité technologique des armées occidentales, il n'est pas surprenant de voir que les forces d'insurgés exploitent le terrain urbain à leur avantage.

Devant la propension des forces d'insurgés à utiliser le terrain urbain et compte tenu de la croissance irréversible du mouvement d'urbanisation, on peut raisonnablement prévoir que les forces terrestres canadiennes vont devoir opérer en terrain urbain plus souvent que par le passé. Rob Engen, un étudiant en affaires militaires de l'Université de Calgary, résume comme suit un point de vue canadien sur l'émergence et l'importance croissantes des opérations en zone urbaine :

Il est de plus en plus trompeur de considérer la guerre en zone urbaine comme un scénario, un autre environnement, spécial, à considérer accessoirement ou même tout à fait séparément des opérations militaires générales. La doctrine

tactique canadienne actuelle envisage le combat en zone bâtie de cette manière inadéquate. Compte tenu de la prolifération des cas de guerre en zone urbaine et de la valeur multiplicatrice des centres de population urbains comme centres de gravité stratégiques, économiques et politiques, il faut s'attendre à ce que la plupart des conflits de l'avenir comportent le combat dans les rues au nombre des aspects opérationnels importants qui les caractérisent. Il n'est pas déraisonnable d'envisager que la guerre en zone urbaine deviendra éventuellement synonyme de guerre, c'est-à-dire la norme ou la règle générale plutôt que l'exception¹².

L'opinion de Engen trouve des échos chez d'autres intellectuels qui voient également le terrain urbain comme le champ de bataille de l'avenir. Le Colonel Bernd Horn, directeur de l'Institut de leadership des Forces canadiennes (ILFC) parle de « complexité au carré »¹³ lorsqu'il décrit les opérations dans l'espace de combat de l'avenir. Dans cet espace de combat, le conflit asymétrique sera la norme et le terrain de prédilection sera urbain. Le Lieutenant-colonel Wayne Eyre, commandant de bataillon, affirme pour sa part que : « Il serait insensé de croire que les zones urbaines ne constitueront pas les principaux champs de bataille des prochaines décennies »¹⁴. Finalement, la principale conclusion du Groupe de travail sur les opérations en zone urbaine est que : « les opérations en zone urbaine seront un élément central des opérations de l'avenir, peu importe le niveau d'intensité et l'envergure de la mission. Les opérations en zone urbaine sont les opérations en terrain complexe les plus difficiles car elles combinent le terrain complexe (la ville), l'infrastructure et les non-combattants »¹⁵.

Après avoir fait un inventaire des activités liées aux opérations en zone urbaine, le Groupe de travail sur les opérations en zone urbaine a constaté trois insuffisances graves sur le plan des capacités. La première était que « il n'y a pas de doctrine ou de tactiques en la matière au-dessus du niveau de la compagnie de fusiliers »¹⁶. En réalité, la doctrine de bas niveau dont parlait le Groupe de travail était fondée sur l'expérience canadienne durant la Seconde Guerre mondiale.

La deuxième insuffisance mise en lumière était que « l'instruction en la matière est extrêmement limitée et il n'y a pas actuellement de plan prévoyant la mise à jour des besoins d'instruction ou l'ajout de leçons liées aux opérations en zone urbaine dans le perfectionnement professionnel des officiers ou des militaires du rang »¹⁷. Cette insuffisance est décrite plus spécifiquement par le Colonel Horn qui déclare : « Qui plus est, combattre dans des zones bâties ne constitue pas une compétence de base de l'Armée de terre, et l'inhabilité des soldats et des commandants à penser en trois dimensions, résultat d'un manque d'entraînement et de pratique, vient aggraver la situation »¹⁸. Le manque d'instruction en la matière est clairement identifié par Rob Engen lorsqu'il dit : « Les officiers et soldats vont avoir besoin d'une bonne connaissance de l'environnement urbain au nombre de leurs habiletés de combat fondamentales, car la conduite d'opérations militaires dans les villes modernes est extrêmement exigeante et fait appel à des compétences spéciales »¹⁹. Engen lance ensuite l'avertissement suivant : « une force mal préparée se fera massacrer dans l'environnement urbain. Le Canada, en sa qualité de puissance expéditionnaire, doit prendre bonne note de cette menace »²⁰.

Finalement, la dernière insuffisance notée par le Groupe de travail sur les opérations en zone urbaine est que : « Même si l'Armée de terre a fait l'acquisition de certains équipements pour accroître le rendement individuel, il lui manque la directive officielle qui rendrait essentiel que l'équipement acheté soit compatible avec l'environnement urbain »²¹. Cette insuffisance touche l'équipement opérationnel de l'Armée de terre et ne semble pas tenir compte du fait qu'un équipement spécial pourrait être requis purement pour les fins de l'entraînement aux opérations en zone urbaine.

Le Groupe de travail sur les opérations en zone urbaine a également fait une série de constats sur l'insuffisance de l'instruction. Premièrement, « les concepts, la doctrine et l'équipement actuels sont conçus pour un espace de combat ouvert où il est possible de détecter facilement l'ennemi et de l'engager à distance de sécurité »²². Deuxièmement, « les opérations urbaines exigent la capacité d'appliquer graduellement des effets précis. Même si l'Armée de terre n'est pas optimisée pour les opérations en zone urbaine, le fait que la structure de sa force soit centrée sur l'infanterie facilite les initiatives [en matière d'opérations en zone urbaine] associées à l'Armée de terre de demain »²³. Troisièmement, « l'instruction est l'aspect le plus rentable à court et à moyen terme; cependant, le concept et le contenu de tous les aspects de l'instruction individuelle et collective vont devoir être réorientés fondamentalement du terrain découvert sur le terrain complexe »²⁴. Enfin, « le combat rapproché va rester inévitable et le soldat, individuellement, reste un élément essentiel des opérations en zone urbaine »²⁵.

Malgré le manque de doctrine officielle, d'infrastructure d'instruction et d'équipement en matière d'opérations en zone urbaine, les soldats canadiens ont fait preuve d'une adaptabilité remarquable dans la conception de méthodes ingénieuses pour se préparer aux opérations en zone urbaine qu'ils ont dû exécuter. Beaucoup de projets locaux uniques ont été mis sur pied par des commandants qui comprennent les besoins mais auxquels l'Armée de terre n'a pas su fournir de ressources uniformes et polyvalentes. Cette vague de fond des initiatives en la matière, combinée aux nombreuses études théoriques et à un certain nombre d'opérations à haut profil, a engendré un processus de transformation au sein de l'Armée de terre. En effet, la complexité et la gravité de la menace que représentent les éventuelles opérations en zone urbaine, tant nationales qu'internationales, sont reconnues aux plus hauts échelons du gouvernement.

En avril 2004, le gouvernement du Canada publiait sa première politique nationale de sécurité intitulée *Protéger une société ouverte : La politique canadienne de sécurité nationale*. Ce document offre un excellent cadre à partir duquel des mesures précises pourront être mises en œuvre pour améliorer la sécurité du Canada, tant au plan intérieur qu'au plan international. Cette politique de sécurité mentionne entre autres que : « Le gouvernement reconnaît que les Forces canadiennes constituent une capacité essentielle d'assurer la sécurité nationale... mais nos forces armées doivent aussi pouvoir défendre le Canada, aider à assurer la sécurité de l'Amérique du Nord et repousser aussi loin que possible de nos frontières les menaces qui pèsent sur notre sécurité nationale »²⁶. Mais plus important encore, « Dans ce contexte de plus en plus instable des menaces au niveau international, le Canada doit disposer de forces armées qui soient souples, promptes et aptes au combat pour mener un large éventail d'opérations, et qui soient en mesure de travailler avec nos alliés »²⁷. Cet énoncé de politique central crée la base sur laquelle la doctrine, l'instruction et l'équipement pourront être élaborés et mis en œuvre. Bien entendu, les opérations en zone urbaine font partie de ce « large éventail d'opérations ».

Cette politique de sécurité nationale a donné naissance à un nouveau document intitulé : *L'énoncé de politique internationale du Canada : Fierté et influence : Notre rôle dans le monde*, qui a été publié le 19 avril 2005. Ce document de survol, en cinq parties, publié par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, articule sans équivoque la compréhension que le gouvernement a de l'importance des opérations en zone urbaine. Il en donne d'ailleurs la description claire suivante :

L'image qui résume la situation opérationnelle actuelle des Forces canadiennes est celle d'une « guerre à trois volets ». De plus en plus, il y a chevauchement des tâches dans les missions que l'on demande au personnel d'accomplir. Il

arrive que, dans une même ville, les militaires se battent contre des milices bien armées dans un quartier, mènent des opérations de stabilisation dans le quartier voisin, et apportent des secours humanitaires et une aide à la reconstruction deux pâtés de maisons plus loin. Ils doivent parfois passer très rapidement d'une tâche à l'autre²⁸.

Le gouvernement du Canada reconnaît en outre que : « Aujourd'hui, les premières lignes s'étirent des rues de Kaboul aux voies ferrées de Madrid et passent par nos propres villes canadiennes »²⁹. Plus important encore, « ... les Forces canadiennes doivent adopter de nouvelles technologies, de nouveaux concepts et de nouvelles doctrines.... En retour, le gouvernement du Canada et les citoyens canadiens les appuieront en les dotant des outils dont elles ont besoin pour s'acquitter de leur tâche.... Les investissements consentis aujourd'hui permettront aux Forces canadiennes d'acquérir des forces et des compétences dont les Canadiens, et le monde, ont désespérément besoin »³⁰.



LC2006-007-195. Photo : Cpl Phil Cheung, Affaires publiques du 32e Groupe-brigade du Canada

Des soldats du 32^e Groupe-brigade du Canada s'exercent à l'assaut d'un immeuble, au champ de tir Ortona, à Meaford, en Ontario.

La reconnaissance de l'environnement opérationnel urbain par le gouvernement du Canada ne se résume pas à ce seul survol. L'énoncé de la politique de défense publié par le ministère de la Défense nationale (MDN) présente une vision précise reconnaissant que : « Les missions sont aujourd'hui plus complexes et plus dangereuses, et les troupes sont souvent déployées dans des États en déroute ou défaillants... où ils se heurtent aux nouveaux dangers que posent... le désordre civil et la rencontre en zone urbaine de combattants n'appartenant pas à des forces régulières »³¹.

Comme je l'ai déjà dit, jusqu'en 2002, il existait au sein de l'Armée de terre, une certaine doctrine de bas niveau sur les opérations en zone urbaine. Cette doctrine était très désuète et aucune partie ne touchait spécifiquement l'instruction sur les opérations en zone urbaine. Depuis 2002, il y a eu des améliorations au niveau des Forces canadiennes et de l'Armée de terre. Une nouvelle doctrine des FC a été ratifiée à l'égard des opérations des FC, des opérations de soutien de la paix, de l'évacuation des non-combattants et de la confrontation des foules. Les manuels qui présentent cette

nouvelle doctrine contiennent d'excellentes procédures sur la manière de planifier et d'exécuter ces opérations. Cependant, compte tenu du fait que chacun de ces types d'opérations risque de survenir en zone urbaine, les manuels en question ne contiennent aucune référence directe à cette probabilité ou à la complexité des opérations en milieu urbain. On y parle du renseignement en zone urbaine et des facteurs dont il faut tenir compte dans la planification, mais aucune mention n'y est faite de l'instruction sur les opérations en zone urbaine. À ce sujet, le manuel sur les opérations de soutien de la paix (OSP) porte que : « Les Forces canadiennes demeurent d'avis que la formation militaire générale axée sur les aptitudes élémentaires au combat et les compétences professionnelles est la meilleure formation de base qui répond aux diverses exigences des opérations de soutien de la paix »³². Comme cet énoncé repose sur les habiletés au combat en terrain découvert, il est clairement inadapté à l'environnement urbain. Les manuels de doctrine en question doivent donc être revus à la lumière du nouvel accent mis sur les opérations en zone urbaine.

Les FC ont également une doctrine supplémentaire sur la stratégie d'investissement dans les capacités. Le Plan stratégique d'investissement dans les capacités (PSIC) comporte un programme basé sur les capacités pour la mise sur pied des forces. Entre autres choses, ce programme inclut la capacité de former le personnel, de faire de la recherche et des essais, d'acquérir de l'équipement et de produire l'infrastructure et les capacités nécessaires au soutien des opérations militaires³³. Le PSIC comporte également un programme de transformation des FC dans lequel la conception des capacités pour les environnements de combat de la guerre froide et les scénarios traditionnels de soutien de la paix seront transformés en concepts adaptés aux opérations et aux environnements complexes³⁴. Le PSIC est un élément crucial du développement d'une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine car il constitue le seul plan approuvé à l'appui duquel des ressources financières peuvent être investies pour l'acquisition de cette nouvelle capacité. Autrement dit, le besoin d'une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine doit être inclus dans le PSIC pour qu'un budget soit affecté à cet objectif.

Après ce regard sur la doctrine au niveau des FC, le temps est maintenant venu d'examiner la doctrine sur les opérations en zone urbaine en gestation au sein de l'Armée de terre. Le document fondamental de l'Armée de terre est intitulé : *Vers l'avant, résolument : La stratégie de l'Armée de terre : une Armée, une Équipe, une Vision*, et a été publié en mai 2002. Même si ce document ne fait pas spécifiquement mention des opérations en zone urbaine, il trace le canevas de la transformation de l'Armée de terre à partir de son orientation actuelle sur la guerre froide. Un des objectifs centraux de la stratégie sous-jacente est de produire une structure de forces viables et aptes au combat.

La structure de l'Armée de terre produira des forces aptes au combat, capables de participer à des opérations terrestres au pays et à l'étranger.... Elle doit s'ajuster en effet à l'essor technologique dans les secteurs clés pour permettre une modernisation suffisante afin de demeurer pertinente sur le plan stratégique et décisive sur le plan tactique sur le champ de bataille de l'avenir³⁵.

Un élément crucial pour l'atteinte de cet objectif est d'« instrumenter le Centre canadien d'entraînement aux manœuvres (CCEM) »³⁶. Nous reviendrons plus tard sur le CCEM.

Un autre objectif central de la stratégie de l'Armée de terre est de gérer l'état de préparation. À titre d'élément de mise sur pied de la force terrestre, l'Armée de terre doit s'assurer que le personnel pertinent ayant reçu une formation adaptée pourra se déployer au moment voulu. En gérant l'état de préparation, on gérera le rythme personnel, ce qui mènera à une meilleure qualité de vie pour les soldats et favorisera le

maintien à l'effectif. Cette gestion optimisera également l'utilisation de l'équipement et des ressources nécessaires pour atteindre les normes d'instruction requises en vue du déploiement³⁷.

La mise en œuvre de la stratégie de l'Armée de terre sera guidée par la philosophie énoncée ci-après :

La raison d'être de l'Armée de terre demeure la production de forces aptes au combat. Généralement, elle investit son énergie là où des améliorations notables sont possibles. On privilégie généralement la qualité par rapport à la quantité pour assurer la cohérence et la réussite de la mission, bien qu'il soit connu que certaines tâches seront exigeantes en termes quantitatifs chez le personnel³⁸.

Les éléments clés de la stratégie de l'Armée de terre qui préparent les bases de la transformation sont l'exploitation des progrès technologiques, le maintien de la pertinence stratégique et tactique sur les champs de bataille de l'avenir et l'orientation des investissements pour obtenir des améliorations notables. Pour atteindre ces objectifs, il fallait un concept d'emploi de la force.

Le 31 mars 2004, le Chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) publiait un document intitulé : *Objectif défini : Le concept d'emploi de l'Armée de terre, une Armée, une Équipe, une Vision*. Ce document note dès le départ que « le terrain urbain deviendra de plus en plus le cadre des conflits »³⁹. Il ajoute ensuite que :

Les opérations seront souvent caractérisées par l'expression connue de « guerre à trois volets » selon laquelle les soldats peuvent s'attendre à fournir de l'aide humanitaire dans une partie de la ville, à participer à une opération de paix dans une autre et à mener un combat d'intensité moyenne avec armes létale dans un troisième quartier urbain. Qui plus est, le passage d'un type d'activité à l'autre pourrait se calculer en minutes⁴⁰.

Le concept de la « guerre à trois volets » n'est pas d'origine canadienne. L'expression a été créée en 1997 par le Général Charles C. Krulak, commandant du Corps des Marines des États-Unis, dans une allocution au Club de presse national à Washington. Dans le contexte de cette allocution, il décrivait le champ de bataille asymétrique comme suit :

Tantôt nos militaires vont nourrir et habiller les réfugiés et personnes déplacées, c'est-à-dire qu'ils vont dispenser de l'aide humanitaire. Tantôt ils vont s'interposer entre deux tribus en guerre, c'est-à-dire qu'ils vont faire du maintien de la paix, et enfin, ils vont livrer un combat extrêmement meurtrier de moyenne intensité, tout ça dans la même ville. C'est ce qu'on appelle la guerre à trois volets. Dans cet environnement, la doctrine et les organisations conventionnelles pourraient bien perdre toute pertinence. Il s'agit d'un environnement issu du changement.... Nous pouvons refuser de voir les implications du changement... ou nous pouvons apprendre de l'histoire et nous préparer dès maintenant pour les inévitables combats de l'avenir⁴¹. [Traduction]

Le Général Krulak poursuit également en confirmant que « tout au long de l'histoire moderne, nous avons consciemment évité le combat en zone urbaine... c'est là que nos ennemis vont nous défier... les zones urbaines vont devenir le centre de gravité de nos ennemis. Les villes ont le potentiel de réduire à zéro tous les avantages technologiques dont nous profitons actuellement »⁴².

Le concept d'emploi des forces réitère que la mise sur pied du CCEM constituera une étape essentielle à la mise en œuvre de la transformation de l'Armée de terre. « Ce centre conférera à l'Armée de terre la capacité d'entraîner tous les éléments dans les cinq fonctions opérationnelles, ce qui assurera une synchronisation cohérente des

capacités selon une norme commune »⁴³. Le CCEM, situé à Wainwright, Alberta, est maintenant ouvert pour l'instruction dans un contexte d'état de préparation géré. Il sera doté d'un système de simulation réelle et constructive des effets des armes, fondé sur le laser et la radio, qui va permettre aux forces opérationnelles de s'entraîner dans un contexte aussi près que possible de celui qu'elles rencontreront en opération et au combat. Le CCEM permettra l'entraînement à la guerre de manœuvre, au commandement de mission et à l'égard de presque toutes les capacités existantes. Il donnera de la rétroaction à tous les soldats et à tous les commandants. Le seul problème du CCEM est qu'il est conçu pour les opérations en terrain découvert et qu'il a été construit dans un secteur d'entraînement caractérisé par des prairies découvertes où on ne retrouve pas l'ombre du moindre terrain urbain. Les progrès technologiques devraient permettre d'ajouter une capacité d'entraînement aux opérations en milieu urbain au CCEM, à partir de simulations réelles et constructives qui sont intégrées de façon transparente avec le système de simulation des effets des armes (SEA). Une telle capacité pourrait servir de base à une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine multispectres pour l'Armée de terre et, potentiellement, pour les forces spéciales, les forces maritimes et les forces aériennes⁴⁴.

On trouve également une doctrine sur les opérations en zone urbaine dans le manuel de doctrine de l'Armée de terre intitulé *Doctrine tactique de la Force terrestre*. À la fin du manuel, une section a été ajoutée sur les opérations dans les zones bâties dans le chapitre qui porte sur les opérations dans les environnements particuliers⁴⁵. Les manuels de doctrine des diverses armes abordent aussi en passant le combat en zones bâties (cbt ZB) comme s'il s'agissait d'une exception plutôt que de la règle.

Il est également important d'examiner la doctrine d'instruction. Le manuel intitulé *L'instruction de l'Armée de terre du Canada* ne parle aucunement de l'instruction sur les opérations en milieu urbain. Cependant, il précise les niveaux d'instruction individuelle et collective jugés essentiels pour atteindre l'état de préparation opérationnelle. Les niveaux d'instruction 1 à 7 vont progressivement de l'instruction individuelle à l'instruction collective au niveau de la brigade⁴⁶ et sont adaptés à diverses formes de simulation, selon le niveau. Le manuel intitulé *Construction et entretien des champs de tir* n'a pas de section sur le combat en zone bâtie, et porte simplement la mention « À publier plus tard »⁴⁷.

Il est clair que si la stratégie de l'Armée de terre et les documents sur le concept d'emploi de forces ont évolué vers les opérations en zone urbaine, les manuels de doctrine tactique et d'instruction fondamentaux n'ont pas emboîté le pas. En janvier 2004, pendant qu'une version provisoire du concept d'emploi des forces était diffusée au sein de l'Armée de terre, le commandant du Système de doctrine et d'instruction de la Force terrestre entreprenait « l'élaboration d'une stratégie visant à institutionnaliser les opérations en zone urbaine dans toutes les activités d'instruction individuelle et collective, ainsi qu'à préparer un plan d'action en vue de la création de centres d'instruction sur les opérations en zone urbaine au Canada »⁴⁸. Des instructions ont été données en ce sens et beaucoup de projets locaux ont été mis en marche pour réorienter l'instruction sur l'environnement urbain.

La transformation de l'Armée de terre a franchi plusieurs autres étapes vers l'adaptation au milieu urbain au début de novembre 2004. Durant la réunion du Conseil de l'Armée de terre, le CEMAT a présenté son intention entant que commandant et a donné instruction que « l'Armée de terre s'oriente sur la guerre à trois volets décrite par le Général Krulak »⁴⁹. Le CEMAT affirmait également à cette occasion que : « Nous pouvons nous attendre à évoluer dans des États défaillants et en déroute au cours des 25 prochaines années. Pour ce faire, l'Armée de terre doit être apte, crédible et

décisive au plan tactique. La capacité d'opérer simultanément dans les trois domaines de la guerre à trois volets doit être notre vision directrice »⁵⁰. Des directives ont ensuite été données en vue du développement de l'infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine cruciale décrite ci-dessous :

Le Centre canadien d'entraînement aux manœuvres (CCEM) est le centre de gravité de l'Armée de terre pour l'avenir prévisible car c'est le moyen par lequel les concepts de la guerre à trois volets seront enseignés aux unités et formations dans le cadre d'exercices pratiques. Cette exigence signifie que le CCEM doit être doté d'un terrain complexe capable de soutenir les opérations horizontales et verticales et ce, dès que possible. De plus, il faudra faire des investissements pour doter d'autres champs de tir et secteurs d'entraînement d'une infrastructure de terrain complexe (Valcartier, Petawawa et Gagetown)⁵¹.

Cette directive d'instruction a été explicitée par le CEMAT de plusieurs façons. Premièrement, « la formation des soldats spécialisés dans le soutien logistique du combat (SLC) doit être améliorée pour mieux les habiliter à opérer et à survivre en situation de combat »⁵². Plus important encore, « tous les secteurs d'entraînement doivent être dotés d'installations d'instruction en terrain complexe dès que possible. Cela ne sera pas facile, mais des mesures provisoires faisant appel à l'imagination, par exemple l'aménagement de zones urbaines temporaires à l'aide de tentes modulaires, amélioreront grandement la qualité de l'instruction en attendant la construction de sites d'instruction en terrain urbain plus permanents »⁵³.

La plus récente mesure prise en vue de l'optimisation de l'entraînement aux opérations en zone urbaine est la directive sur la gestion des champs de tir et secteurs d'entraînement contenue dans les *Directives stratégiques sur les opérations et les ressources (DSOR) — Version provisoire, 2005*. Pour l'année financière 2005/2006, le SDIFT assumera le leadership et la responsabilité globale de la gestion des champs de tir et secteurs d'entraînement. La priorité pour ce qui est des sites d'instruction sur la guerre en zone urbaine est donnée au Centre d'instruction au combat de Gagetown, Nouveau-Brunswick, et au CCEM, à Wainwright, Alberta⁵⁴. Le DSOR renferme également une section spécifiquement consacrée au développement de sites d'entraînement à la guerre en zone urbaine. Des directives y sont données afin que le SDIFT demande les budgets nécessaires et entame le développement de sites d'entraînement à la guerre en zone urbaine uniformisés pour l'Armée de terre à titre de projet de perfectionnement de l'instruction⁵⁵.

Cette approche au développement d'une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine est déficiente. C'est une approche à court terme qui ne laisse pratiquement pas de temps pour élaborer des normes et des exigences. Elle a seulement le potentiel d'aborder certains aspects de la dimension physique du terrain urbain par la construction d'un certain nombre d'édifices et d'une infrastructure limitée. Elle va fournir des éléments limités de simulation réelle en faisant appel à la ciblerie existante ou en exploitant le SEA, une fois qu'il aura été mis en service, pour les engagements en combat rapproché. Cette approche n'exploitera pas la nouvelle technologie du tout, en particulier la technologie de la simulation. Tout investissement consenti en vertu de cette approche ne procurera pas d'amélioration notable de la capacité et, à cause de sa courte vue, ne s'accompagnera pas d'un plan de soutien financier pour l'entretien des installations après leur construction. Cela étant dit, elle pourrait permettre d'obtenir une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine de transition en attendant qu'une solution plus permanente ne se concrétise.

Il est dorénavant tout à fait clair que l'Armée de terre fait des efforts pour s'orienter sur les opérations en zone urbaine. Avec l'appui du gouvernement et en s'appuyant sur la politique ministérielle, l'Armée de terre fait des pas de géant dans l'optimisation de son

infrastructure en vue des opérations en zone urbaine ou en terrain complexe. Pour compléter cette impression de progrès, il serait utile d'examiner certains exemples d'initiatives locales pour illustrer l'ingéniosité de certains commandants locaux qui considèrent absolument nécessaire de fournir à leurs soldats les meilleures occasions possibles d'entraînement aux opérations en zone urbaine.



LC2006-007-203 Photo : Cpl Phil Cheung, Affaires publiques du 32e Groupe-brigade du Canada

Des soldats du 32^e Groupe-brigade du Canada se regroupent pour un briefing, au champ de tir Ortona, à Meaford, en Ontario.

Le plus important projet d'entraînement aux opérations en zone urbaine s'est déroulé à Edmonton en avril et mai 2001. L'exercice Urban Ram 2001 était parrainé et organisé par le 1 Groupe-brigade mécanisé du Canada (1 GBMC). Cet exercice unique a tiré profit de la fermeture et de la démolition des casernes Griesbach qui ressemblaient à une très petite ville. En se servant des bâtisses abandonnées du secteur des casernes, le 1 GBMC a établi une série de sites d'entraînement aux opérations en zone urbaine, chacun conçu pour accueillir un niveau d'instruction particulier, allant de la section, au peloton, puis à l'équipe de combat, en passant par la compagnie. Le 1 GBMC a loué un certain nombre de systèmes de simulation d'effets des armes de première génération pour permettre aux soldats de participer à des engagements force contre force. Le directeur des besoins de l'Armée de terre a également réussi à obtenir une quantité limitée de munitions simulées pour les engagements rapprochés (balles de peinture) pour des essais d'utilisation durant l'exercice. Une organisation d'observateurs-contrôleurs ou d'arbitres a été mise sur pied pour contrôler les activités et attribuer les résultats des engagements, ainsi que pour donner la rétroaction et préparer une révision post-exercice à l'intention des participants. Enfin, une force d'opposition spéciale a été créée pour offrir un ennemi réaliste et bien entraîné aux participants à l'exercice⁵⁶.

L'exercice Urban Ram 2001 a été un succès incontestable qui a permis d'apprendre ou de réapprendre un grand nombre de leçons tactiques institutionnelles. Parce qu'il s'agissait d'un exercice unique, il a nécessité un effort d'organisation et de conduite extraordinaire. L'utilisation de la technologie de la simulation était limitée à ce qu'il était possible d'organiser dans le temps disponible compte tenu des contraintes budgétaires et des disponibilités. Malheureusement, les habiletés acquises par tous les

participants ne pouvaient que s'éroder en l'absence d'une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine de suivi. Aucun exercice en zone urbaine de cette envergure n'a été envisagé depuis lors.

Le Colonel Craig Hilton, commandant du CCEM, a pris l'initiative de créer un terrain urbain rudimentaire pour la guerre à trois volets dans les prairies dénudées de Wainwright. Selon lui, les autorités ont l'intention bien arrêtée de développer un site d'entraînement aux opérations en zone urbaine avec instrumentation complète intégrée de façon transparente avec le système SEA⁵⁷. En attendant, plusieurs sites seront improvisés dans le secteur d'entraînement de Wainwright, surtout à l'aide de conteneurs maritimes en métal pour représenter les édifices, mais également avec des constructions en bois et du matériel de défense militaire⁵⁸. Ces installations improvisées comprendront un secteur du camp Wainwright où seront établis un élément de commandement national et un élément de soutien national. Un aéroport de débarquement tactique et une base d'opérations avancée seront aussi établis près du terrain d'aviation 21 de Wainwright. Une ferme isolée, un complexe de tunnels et un village vertical sont en voie de construction pour l'entraînement sans munitions et un village de tir réel de la force terrestre ainsi qu'un village de frappe aérienne/de l'aviation sont également en voie de construction pour l'entraînement au tir réel⁵⁹. La construction de ces installations urbaines improvisées devait se terminer pour la fin de 2005.

Les trois exemples suivants dont je parlerai sont des activités d'entraînement au combat en zone urbaine à petite échelle tenues entre la fin de 2004 et le début de 2005. Chacune a fait l'objet d'un compte rendu dans les journaux, ce qui donne une idée du profil et de l'intérêt que reçoivent actuellement les activités d'instruction en zone urbaine.

En octobre 2004, les soldats du 3^e Bataillon du Princess Patricia's Canadian Light Infantry, une unité de la Force régulière, ont tenu une activité d'entraînement aux opérations de combat rapproché en zone urbaine dans la seule et unique maison consacrée aux habiletés de combat en zone urbaine située à la garnison d'Edmonton. Cette activité était préparatoire au déploiement du bataillon à Fort Lewis, Washington, une base américaine qui dispose d'un village d'entraînement aux opérations en zone urbaine comptant 45 édifices et nommé Leschi Town. Leschi Town est muni d'instruments pour saisir les données d'engagement en combat rapproché afin de donner une rétroaction précise aux soldats après coup. Le Sous-lieutenant Matthew Dawe, un commandant de peloton qui a participé à l'exercice, fait le témoignage suivant : « Cette activité d'instruction représente l'évolution de la guerre des grandes batailles traditionnelles vers les opérations rapprochées dans les centres urbains »⁶⁰.

L'exemple suivant est décrit par la manchette du Halifax Herald du 6 février 2005 : « Soldiers hone Urban Ops Skills »⁶¹. Plus d'une centaine de soldats du 36^e Groupe-brigade du Canada (36 GBC), une formation de la Réserve, ont participé à l'exercice Sky Trooper qui s'est déroulé au centre-ville de Halifax et dans un quartier d'habitations militaires abandonné à Shearwater, Nouvelle-Écosse. Les soldats se sont exercés au chargement et au déchargement d'hélicoptères à Windsor Park et à Halifax Commons avant de se rendre par hélicoptère à Shannon Park, à Dartmouth. Les résidents ont affirmé que « Ces exercices nous donnent une idée de la vie en territoire occupé »⁶². Cet exercice était une activité préparatoire en vue d'une activité d'instruction sur les opérations en zone urbaine à Fort Pickett, Virginie.

Plus tard en février 2005, l'exercice de suivi Southbound Trooper V a permis à plus de 300 réservistes de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard de se rendre à un ancien fort américain qui est maintenant utilisé comme base d'entraînement à la manœuvre. C'était la quatrième année que le 36 GBC se rendait aux États-Unis pour participer à ce genre d'entraînement. Les installations d'entraînement aux opérations en zone urbaine de Fort Pickett sont beaucoup plus rudimentaires que celles de Fort Lewis

et consistent essentiellement en édifices de blocs de béton sans instrument. Les sapeurs de la Réserve canadienne ont même dû construire certains édifices en contreplaqué pour les besoins de l'ennemi durant l'assaut final. Mais ce qui compte avant tout c'est que les forces de réserve canadiennes ont pu bénéficier de l'expérience récente des soldats américains dans le domaine des opérations en zone urbaine. Elles se sont exercées à exécuter les drills de convoi et d'embuscade, au nettoyage de bâtisses, à l'évacuation et au traitement des blessés, aux communications et à la coordination civilo-militaire⁶³.

Ces initiatives locales montrent bien le besoin urgent ressenti au sein de l'Armée de terre de réorienter l'instruction sur les opérations en terrain urbain. Elles ne sont d'ailleurs pas les seules. Notons aussi en passant que les forces aériennes et l'aviation ont un rôle à jouer dans les opérations en zone urbaine. Il y a des thèmes communs qui ressortent de toutes ces activités. Premièrement, il y a très peu d'installations pour l'entraînement au combat en zone urbaine au Canada si on ne tient pas compte des activités que la Réserve a tenues à Halifax. En conséquence, il n'y a pas de fondement commun pour l'instruction entre une activité et la suivante, et chaque activité nécessite d'importants efforts de planification et d'exécution. En outre, les excellentes habiletés acquises durant ces activités d'instruction s'érodent rapidement par la suite en l'absence d'une capacité d'instruction de suivi. Il existe des installations d'entraînement au combat en zone urbaine aux États-Unis et elles attirent les unités canadiennes parce qu'elles intègrent la technologie de la simulation, l'instrumentation nécessaire pour la production de révisions post-exercice et des ressources humaines expertes qui peuvent donner une rétroaction effective. Les coûts afférents et les occasions qui s'offrent dépendent de la disponibilité des installations. L'érosion des compétences est également un problème.

Finalement, il existe un fort désir de rendre l'instruction sur les opérations en zone urbaine aussi réaliste que possible. Les conteneurs maritimes ne sont pas très réalistes. Les occasions uniques comme celles offertes par les casernes désaffectées ou l'utilisation de parcs au centre-ville ne sont pas très représentatives des zones de déploiement potentielles et n'offrent pas le degré d'uniformité nécessaire dans l'ensemble de l'Armée de terre. La technologie de la simulation améliore grandement le réalisme de l'instruction, mais elle est extrêmement coûteuse et on ne peut pas raisonnablement s'attendre à ce que les unités, individuellement, achètent et entretiennent les produits de cette technologie. Les intentions sont honorables, mais restent sans valeur si elles ne sont pas correctement coordonnées et financées.

Il est clair que l'Armée de terre du Canada souffre d'un manque d'infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine. Le besoin d'une telle infrastructure est tout aussi évident. Cette capacité doit être uniformisée et mise à la disposition des unités de la Force régulière et de la Réserve partout au Canada. Parce que les forces aériennes et l'aviation doivent appuyer les opérations terrestres en milieu urbain, il est absolument nécessaire que les installations d'entraînement au combat en zone urbaine tiennent compte des commentaires des composantes aériennes. La création d'une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine uniformisée et viable qui exploite la technologie pour procurer des améliorations notables ne sera possible que si elle est contrôlée et financée au niveau national. La déduction évidente de ce qui précède est la nécessité de créer une équipe de projet d'immobilisations interarmées pour développer et mettre sur pied une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine.

Définition des exigences de l'infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine

Ayant établi que l'Armée de terre du Canada n'a pas l'infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine dont elle a besoin et que la volonté de créer une telle infrastructure existe, quel genre d'infrastructure faut-il envisager et comment faire pour la concrétiser? Heureusement, il existe diverses sources à partir desquelles on peut tirer des déductions sur les caractéristiques requises de cette infrastructure.

Dans un rapport en date de 1994, le vérificateur général du Canada constatait que « Contrairement à l'armée américaine, les Forces canadiennes ne procèdent pas à la validation des exercices de combat terrestre et ne peuvent donc pas évaluer si ces derniers répondent ou non aux exigences opérationnelles »⁶⁴. Il recommandait donc que le MDN « mette sur pied... un système objectif et vérifiable d'information sur l'état de préparation opérationnelle.... Dans les cas où les mesures quantitatives ne conviennent pas, il faudrait établir des normes d'appréciation subjective »⁶⁵. Avec la mise en œuvre imminente du CCEM et de son système SEA, l'Armée de terre disposera d'un système capable de valider objectivement l'état de préparation, mais uniquement dans la perspective des opérations en terrain découvert. En attendant que le CCEMC dispose d'une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine dotée de toute l'instrumentation nécessaire, il faudra élaborer des normes claires d'évaluation subjective. Ces normes doivent être communiquées à toutes les unités de l'Armée de terre qui s'entraînent en vue des opérations en zone urbaine jusqu'à ce qu'elles disposent d'un moyen de vérifier objectivement l'état de préparation opérationnelle.

En 1996, le rapport du vérificateur général du Canada était axé sur les opérations de maintien de la paix et soulevait plusieurs questions liées à l'entraînement aux opérations en zone urbaine. Un des grands problèmes soulevés touchait le stress ressenti par les gardiens de la paix, particulièrement ceux de la Réserve. Le vérificateur général constatait que la participation des réservistes aux opérations de maintien de la paix avait explosé et que ceux-ci n'avaient généralement pas reçu une formation suffisante avant de se joindre à leur unité en déploiement. En réaction, l'Armée de terre « a entrepris, ou poursuit, un certain nombre d'activités visant à faciliter la gestion du stress, notamment, poursuivre la formation militaire grâce à laquelle les soldats seront prémunis contre le stress attribuable au maintien de la paix. Un bon moral au sein de l'unité, une grande endurance, d'excellentes compétences techniques, une connaissance approfondie des systèmes d'armes dans lesquels on a entièrement confiance, ainsi qu'une formation pratique de haut niveau sont tous reconnus comme des facteurs de réduction du stress chez les soldats »⁶⁶. Le vérificateur général recommandait alors ce qui suit : « Nous sommes d'avis que le Ministère devrait continuer d'élaborer et de mettre en œuvre un programme de gestion du stress à l'intention de ses gardiens de la paix et chercher à donner suite aux recommandations de ses programmes de recherche. Une participation active des cadres supérieurs et des commandants est nécessaire »⁶⁷.

On peut tirer plusieurs déductions à partir de ces constatations. Premièrement, les réservistes doivent pouvoir s'entraîner près de leur lieu de résidence et doivent se préparer à se joindre à des unités de la Force régulière en déploiement. Pour inoculer les soldats et commandants contre le stress des opérations en zone urbaine, il est vital que l'entraînement soit aussi réaliste que possible. Les réservistes ne sont pas les seuls soldats susceptibles de souffrir de stress. Les soldats de la Force régulière le sont tout autant, particulièrement ceux qui occupent des fonctions de soutien et qui n'ont pas aussi souvent l'occasion de se préparer par un entraînement réaliste. Tous les soldats qui se préparent à se déployer doivent être inoculés contre le stress en participant à des activités d'entraînement aux opérations en zone urbaine réalistes. Nous reviendrons plus en détail sur le stress et l'inoculation contre le stress plus tard.



LC2006-00496 Photo: Cpl Bill Gomm

Winnipeg — un soldat armé d'une mitrailleuse C9 couvre le corridor devant lui

Une source centrale de leçons retenues sur les opérations en zone urbaine au Canada est le Centre des leçons retenues de l'Armée (CLRA) qui, en 2002, publiait un numéro du journal *Dépêches* consacré à « l'entraînement aux opérations en zone urbaine »⁶⁸. Dans les quarante-deux pages de ce journal se trouve une mine d'informations qui inclut des leçons stratégiques, opérationnelles et tactiques tirées des opérations en zone urbaine, certains principes fondamentaux de l'entraînement aux opérations en zone urbaine et, enfin, certains conseils sur la conduite des activités d'entraînement aux opérations en zone urbaine. Ces leçons proviennent d'opérations en zone urbaine passées et contemporaines et une grande importance est donnée aux leçons retenues de l'exercice Urban Ram 2001 dont nous avons parlé précédemment. L'avertissement donné dans *Dépêches* vaut la peine d'être mentionné : « les mêmes erreurs... ont été répétées maintes et maintes fois et beaucoup de sang a été versé pour les apprendre. Les ignorer, c'est mettre sa vie en péril »⁶⁹.

L'examen qui suit se concentrera sur les leçons qui présentent un intérêt pour la définition des exigences de l'infrastructure d'entraînement à développer et commencera par souligner le principe fondamental le plus important de l'entraînement aux opérations en zone urbaine. La bonne condition physique est reconnue comme une exigence clé de l'instruction sur les opérations en zone urbaine et de la conduite de ces opérations, en particulier en ce qui a trait au haut du corps⁷⁰. La suggestion connexe consiste à créer des parcours du combattant en zone urbaine pour l'entraînement physique. Les compétences au tir pour les combats en zone urbaine sont cruciales, particulièrement la capacité de discriminer les objectifs et de tirer à courte portée. Les tireurs de précision ou les tireurs d'élite sont également un élément critique dans l'environnement urbain⁷¹. Pour perfectionner l'adresse au tir en milieu urbain, l'Armée de terre doit disposer d'un système d'instruction graduelle sur l'adresse au tir en milieu urbain. Une combinaison de capacités de simulation avec et sans tir réel serait nécessaire pour concrétiser un tel système.

Les habiletés de déplacement en combat urbain doivent « être axées sur l'aptitude à percevoir l'environnement urbain dans un angle de 360 degrés dans les trois dimensions »⁷². La seule façon éprouvée de perfectionner ces habiletés est de s'entraîner dans un cadre urbain. Logiquement, on déduit qu'il faut s'entraîner sur un terrain semblable à celui de la zone de mission. Cela aurait pour avantage d'améliorer les habiletés de mouvement tout en familiarisant les soldats à l'avance avec le terrain sur lequel ils vont évoluer. Les habiletés de camouflage et de dissimulation en milieu urbain sont radicalement différentes de celles axées sur le terrain découvert. Il faut tenir compte de la lumière et de l'ombre, des couleurs, des textures et des formes. Plus important encore, les chiens et les autres animaux domestiques, aussi bien que la population civile nuisent à la capacité du soldat de se dissimuler⁷³. Une infrastructure d'entraînement en milieu urbain doit donc offrir ces éléments de réalisme urbain pour exposer les soldats à leurs effets et leur permettre de prendre de l'expérience dans la manière de les surmonter.

Le dernier élément fondamental de l'entraînement en milieu urbain est que les

soldats doivent connaître les techniques de construction des édifices. En effet, le type de construction influe sur les effets des armes et sur la capacité de construire des ouvrages défensifs efficaces. Les soldats doivent aussi apprendre les bases du génie urbain pour être en mesure d'accomplir des tâches fondamentales comme couper et restaurer l'alimentation en gaz, en électricité et en eau, repérer les pannes du réseau téléphonique et effectuer des réparations de base, et repérer les infrastructures utiles en consultant des plans de génie urbain et des dessins techniques⁷⁴. Les techniques de construction diffèrent dans chaque pays; il faut donc initier les soldats à diverses méthodes de construction. L'entraînement dans le milieu particulier de la mission doit inclure des répliques presque exactes des constructions que les soldats rencontreront pour que l'instruction ait une valeur maximale. Cette exigence peut être satisfaite progressivement au moyen de différentes technologies de simulation.

Le CLRA confirme que le réalisme en matière d'entraînement en zone urbaine est crucial. Une des façons d'offrir ce réalisme est d'organiser des exercices tactiques sans troupes⁷⁵ (ETST) au sein de la communauté locale. Cette méthode est utile pour perfectionner les connaissances chez les chefs de petits groupes et est particulièrement adaptée aux missions de défense au Canada. Ces ETST peuvent être améliorés par la participation des services civils et de la police locale. Bien entendu, ce genre d'ETST exigerait des préparatifs élaborés, mais les trousseaux d'informations et les leçons retenues connexes seraient très utiles en cas de crise réelle. On peut également tenir des ETST dans la zone de mission, bien que les exigences de la sécurité puissent limiter le nombre de participants. Encore là, si ces exercices sont tenus conjointement avec les forces de sécurité locales, les ETST offrent l'occasion de développer de bonnes relations de travail qui pourraient être cruciales pour les opérations.

Alors que les ETST sont valides pour les chefs de petits groupes, il faut consacrer beaucoup de temps à la formation des soldats à l'égard des tactiques, techniques et procédures (TTP) touchant les opérations en zone urbaine. Le CLRA suggère que la simulation réelle dans des sites d'entraînement aux opérations en zone urbaine spécialement construits est idéale pour satisfaire cette exigence. Pour être efficaces, les sites d'entraînement en zone urbaine doivent avoir un certain nombre de caractéristiques, notamment un espace de combat tridimensionnel prenant la forme d'édifices à plusieurs étages et à plusieurs pièces, ainsi que des réseaux d'égout et de tunnels souterrains. L'élément civil, y compris des représentants des autorités locales et d'organisations non gouvernementales (ONG), doit être présent dans l'espace de combat des sites d'instruction. Ces sites doivent être robustes et suffisamment grands pour accueillir tout un éventail de véhicules de combat et de véhicules de soutien. Ils doivent permettre la simulation des effets d'armes à l'intérieur et à l'extérieur des édifices et être dotés de tous les instruments nécessaires pour saisir les données d'engagement pour les fins de la révision post-exercice. Pour plus de réalisme encore, les sites d'entraînement en milieu urbain doivent reproduire « l'encombrement qu'on retrouve dans les vraies villes du monde, comme par exemple les meubles, les automobiles-épaves et les détritus »⁷⁶.

Enfin, pour que la simulation soit vraiment efficace, le CLRA affirme qu'il doit y avoir une équipe d'observateurs-contrôleurs et une force d'opposition (FOROP)⁷⁷. Les observateurs-contrôleurs font office de mentors auprès des stagiaires. Ils contrôlent et observent l'instruction pour donner de la rétroaction aux participants, préparer la révision post-exercice et améliorer la sécurité. La FOROP simule l'ennemi de la façon la plus réaliste possible. Les erreurs commises et corrigées à l'entraînement en présence d'une FOROP améliorent le moral et le niveau de préparation de l'unité, rehaussent le rendement en opération et augmentent ultimement les chances de succès de la mission.

Nos alliés américains et australiens qui participent aux opérations contemporaines

en Iraq soulignent une autre exigence importante en matière d'infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine. « L'entraînement est continu, qu'il se déroule dans la zone de combat ou non... les Marines doivent être continuellement à l'entraînement sinon ils vont perdre les compétences acquises dans le domaine des opérations militaires en zone urbaine (OMZU) au cours de l'attaque »⁷⁸. Et comme c'est le cas durant l'instruction au pays, « la critique constructive devrait être encouragée... et faire place aux observations positives et négatives »⁷⁹. Pour illustrer l'importance qu'elle accorde à l'entraînement aux opérations en zone urbaine dans le théâtre, l'armée américaine a fait l'acquisition de deux installations mobiles d'OMZU, dont l'une est située à l'aéroport de Baghdad et l'autre en Afghanistan⁸⁰. Les Australiens confirment également la nécessité de tenir des activités d'instruction dans le théâtre pour acclimater le personnel au terrain et aux opérations avec les alliés⁸¹.

Pour vraiment obtenir des améliorations notables, les soldats et les chefs ont besoin d'informations présentées sous des formes qui favorisent le transfert et la rétention en vue de la planification et de la prise de décisions. Les chercheurs dans le domaine des facteurs humains à R et D pour la Défense Canada — Toronto ont étudié les besoins d'informations du soldat en vue des opérations en milieu urbain et ont fait plusieurs expériences pour trouver la meilleure façon d'améliorer la performance. L'un des aspects centraux de cette recherche portait sur la meilleure manière de visualiser le terrain urbain pour la planification de la mission, les répétitions et l'orientation en milieu opérationnel. Les expériences menées portaient sur la visualisation du terrain afin de trouver son chemin dans les rues de la ville,⁸² pour trouver son chemin à l'intérieur des bâtisses,⁸³ et pour s'orienter dans les villes à haute densité⁸⁴. Globalement, les résultats tendent à démontrer que la performance s'améliore lorsqu'on utilise des maquettes de terrain urbain virtuelles à trois dimensions (3D) plutôt que les maquettes traditionnelles en deux dimensions comme les cartes et les schémas. Ces expériences ont également fait ressortir les limites des produits de simulation virtuelle destinés au marché commercial.

L'expérimentation a débouché sur les suggestions d'améliorations technologiques énumérées ci-après. La création d'un outil virtuel hybride 2D/3D combinerait les aspects positifs des modèles à deux dimensions et à trois dimensions, ce qui procurerait la meilleure information disponible. La fidélité des modèles virtuels doit être améliorée par l'ajout de détails sur les matériaux de construction des murs et planchers, la vue à partir des fenêtres et diverses intensités d'éclairage. Pour leur part, les soldats ont suggéré une interface de contrôle plus conviviale entre l'homme et la machine. Mais avant tout, les soldats doivent recevoir une formation complète sur l'utilisation efficace de l'environnement virtuel⁸⁵.

Si l'information est cruciale pour les soldats et les chefs, il est logique de penser que cette information doit être présentée en temps le plus réel possible pour être pertinente pour la mission en cours. De la même manière que les photos aériennes deviennent désuètes à cause des changements subis par le terrain par suite des bombardements, destructions et ouvrages défensifs, les modèles en trois dimensions perdent aussi de leur pertinence. Cela nous amène à déduire que si les modèles 3D sont utilisés pour la connaissance de la situation, alors il faut être en mesure de les créer et de les mettre à jour rapidement avec les informations les plus récentes possibles sur le terrain. Une capacité de visualisation rapide du terrain serait extrêmement utile pour l'instruction prédéploiement destinée à familiariser les soldats avec leur zone d'opération avant qu'ils n'arrivent dans le théâtre.

On peut aussi déduire que si la visualisation rapide du terrain améliore la performance à l'entraînement, elle pourrait avoir un effet semblable d'amélioration du rendement durant les opérations. Est-ce qu'il ne serait pas possible d'utiliser la même

capacité de simulation pour l'instruction et pour les opérations. On ne peut que rêver de la possibilité d'intégrer une telle capacité dans le système de connaissance de la situation opérationnel.

L'étude des leçons retenues resterait incomplète si on ne faisait pas un survol des infrastructures d'entraînement aux opérations en zone urbaine alliées. Pour les fins du présent article, nous examinerons les infrastructures existantes au sein de l'OTAN. L'OTAN a consacré des efforts importants à l'étude de l'infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine. Dans une étude de 2002 sur les opérations en zone urbaine en l'an 2020, le RTO OTAN a tiré des conclusions précises sur l'entraînement en vue des opérations en zone urbaine. Premièrement, « l'instruction est la responsabilité individuelle des États membres de l'OTAN, mais les leçons retenues à l'instruction peuvent être partagées »⁸⁶. C'est là la politique standard de l'OTAN qui semble écarter toute possibilité d'instruction multinationale. La réalité est que même si certains pays tiennent des exercices d'entraînement multinationaux de temps à autre, leur système d'instruction est établi et financé uniquement pour soutenir l'instruction de leurs propres forces. En outre, les États membres ont tendance à soutenir leurs industries nationales, particulièrement lorsque vient le temps de faire l'acquisition d'éléments de haute technologie comme les systèmes de simulation. Dans l'optique de la simulation, l'instruction multinationale serait à toutes fins pratiques impossible à cause des différents systèmes d'exploitation, des bandes passantes et de la délicate question de la propriété intellectuelle. La réalité de ce qui précède est que l'interopérabilité des systèmes d'instruction n'est ni requise ni attendue.

Le RTO a également conclu que l'entraînement aux opérations en zone urbaine « devrait être axé sur les opérations interarmées et de coalition en zone urbaine, et aborder tous les aspects de la guerre à trois volets.... Il y a un besoin d'un plus grand nombre d'installations consacrées spécifiquement à l'entraînement en milieu urbain... et il faut combiner ces installations avec des systèmes de simulation pour représenter plus exactement la complexité de l'espace de combat urbain »⁸⁷. Ces conclusions appuient des déductions semblables que nous avons faites précédemment au sujet des besoins du Canada.

Plus récemment, le RTO a entrepris une étude sur la technologie d'entraînement avancé au combat en zone urbaine (UCATT). Cette étude a pour but « d'examiner et de recommander un ensemble générique d'exigences non classifiées qui devront être mises à la disposition de tous les États-membres de l'OTAN et du Partenariat pour la paix afin de diffuser les exigences en matière d'interopérabilité et les normes de conception des infrastructures d'entraînement aux opérations en zone urbaine avec instruments »⁸⁸. Huit pays participent à cette étude de l'OTAN, mais pas le Canada. En refusant d'y participer, le Canada va probablement se priver d'une expérience de grande valeur qu'un rapport final ne pourra pas compenser. Compte tenu de l'importance que le gouvernement du Canada a accordée à la guerre à trois volets, le Canada devrait se joindre au groupe d'études UCATT afin d'obtenir la rétroaction en cours.

Parmi les États membres de l'OTAN, les États-Unis sont reconnus comme le leader sur le plan de l'expérience des opérations en zone urbaine. Même si le corps des Marines américains a joué un rôle dominant dans l'élaboration initiale des concepts d'opérations en zone urbaine, c'est maintenant l'armée américaine qui est l'acteur le plus important dans ce domaine. Son approche aux opérations en zone urbaine inclut notamment le démonstrateur de technologie de pointe sur les OMZU qui s'est penché sur la technologie et a vérifié les tactiques, et la Force opérationnelle interarmes sur les opérations en zone urbaine (CAMTF) qui a revu et mis à jour la doctrine et élaboré les exigences de l'instruction en la matière⁸⁹.

Le travail de la CAMTF est particulièrement important pour cette étude. Le CAMTF

a identifié plusieurs exigences particulières des infrastructures d'entraînement aux opérations en zone urbaine dont pourrait s'inspirer le Canada. La première touche une maison permettant de s'exercer concrètement à ouvrir une brèche à l'aide de moyens mécaniques, thermiques, balistiques et explosifs. La deuxième exigence touche une maison d'exercice au tir réel pour permettre aux soldats de prendre confiance dans leur capacité d'exécuter des combats rapprochés avec tir réel. La troisième exigence touche un parcours d'assaut en milieu urbain permettant de tenir des exercices ciblés d'entraînement séquentiel sur les principes fondamentaux de l'assaut. La dernière exigence touche une infrastructure d'instruction collective offrant un environnement réaliste pour l'entraînement combiné de tous les intervenants : forces armées, forces spéciales et organismes civils⁹⁰.

L'armée américaine compte un certain nombre d'infrastructures d'entraînement aux opérations en zone urbaine disséminées partout au pays. Par exemple, elle compte sept sites d'entraînement aux opérations en milieu urbain avec simulation réelle et instruments. Malheureusement, aucune d'elles n'est uniformisée sur le plan de l'aménagement ou de l'instrumentation. À plus grande échelle, cette situation est semblable à celle du Canada où des projets locaux ont laissé un héritage de bonnes intentions qui offre certaines capacités. L'armée américaine a toutefois un plan en vue de l'uniformisation de ses infrastructures d'entraînement aux opérations en zone urbaine, à commencer par celle de Fort Lewis, Washington. Cette approche confirme la validité d'une approche semblable au Canada comme nous l'avons dit précédemment.

Le chemin du succès

Le réalisme est une caractéristique particulièrement importante d'une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine. Il existe des technologies de simulation fonctionnelles et émergentes qui pourraient être intégrées afin d'offrir les meilleures expériences d'inoculation aux opérations en zone urbaine qui soit à défaut d'une participation à des opérations réelles. Je vais maintenant passer en revue un certain nombre de technologies de simulation réelle et virtuelle qui pourraient être intégrées à un système canadien d'instruction sur les opérations en zone urbaine.

La compagnie Thales Canada Inc. d'Ottawa, Ontario, travaille actuellement en collaboration avec l'équipe de recherche sur les opérations en zone urbaine à R et D pour la Défense Canada à Valcartier, Québec, pour développer un système de commandement et de contrôle des opérations en zone urbaine utilisant l'intelligence artificielle. Connue sous le nom de projet AI Think, cette recherche a pour but « de développer un prototype de système de commandement et de contrôle des opérations en zone urbaine utilisant l'intelligence artificielle pour améliorer la compréhension du commandant, faciliter sa prise de décisions et améliorer sa gestion de l'information et son processus de diffusion des ordres »⁹¹.

Un système de simulation virtuelle prometteur a été mis au point par Object Raku Technology Inc. de Vancouver, Colombie-Britannique. Connue sous le nom de Sextant Virtual Warfighting Tool (VWT) et de Mission Rehearsal Central (MRC), ce système permet une genèse rapide du monde virtuel en 3D pour les fins de la planification et de la répétition de mission⁹². Les VWT et MRC Sextant ont été mis au point spécifiquement pour l'entraînement aux opérations en zone urbaine dans le cadre du démonstrateur de technologies de pointe sur les OMZU américain dont nous avons fait mention précédemment. Ces deux systèmes Sextant offrent une capacité de planification et de répétition de mission de contingence/en garnison et en cours de route, résidente sur ordinateur portable et totalement déployable et peut créer automatiquement des scènes en 3D ainsi que modifier les scènes et les situations à la volée. Ils permettent des répétitions 3D interactives à plusieurs utilisateurs sur le Web et utilisent une bande

passante étroite pour la dissémination⁹³. Le Sextant est actuellement utilisé par la National Geospatial-Intelligence Agency américaine, le U.S. Army Topographic Engineering Center et le U.S. Marine Corps comme outil de planification de mission. Il sera également utilisé pour la navigation dynamique par le U.S. Army Enhanced Urban Tactical Planner⁹⁴.

Une des caractéristiques intéressantes du Sextant est sa capacité de créer rapidement le terrain en 3D, ce qui rend possible la visualisation rapide du terrain en temps presque réel. Il peut utiliser les données de terrain sous divers formats pour créer le monde virtuel 3D. Parmi les sources possibles, mentionnons les données vectorielles, les photographies, le renseignement connu sur les détails de construction, les données altimétriques et numériques de terrain (DTED), et même les données d'identification, de détection et de télémétrie par laser (LIDAR)⁹⁵. Le modèle 3D sera aussi précis que les informations utilisées pour le créer, ce qui offre la capacité de créer et d'améliorer les modèles, en temps presque réel, au fur et à mesure que la situation de l'opération en zone urbaine évolue. Cette caractéristique permettra aux utilisateurs d'avoir la meilleure connaissance possible du terrain urbain et de faire des répétitions sur ce terrain dans un environnement de réalité virtuelle.

La société Object Raku Technology a également identifié et testé une technologie prometteuse pour rehausser la fidélité des modèles virtuels 3D. La compagnie Tactical Geographics LLC de Tucson, Arizona, a mis au point le système de vidéo référencé Red Hen Global Positioning System (GPS) qui collecte des images géoréférencées. Le système Red Hen est portable et peut être apporté en patrouille pour saisir des données d'imagerie qui pourront ensuite être utilisées pour produire des modèles de plus grande fidélité. Les essais menés par Object Raku Technology montrent que les images saisies peuvent facilement être importées dans Sextant, ce qui rehausse énormément le réalisme du modèle⁹⁶.

En 2003, le MDN a passé un marché avec Object Raku Technology pour la création d'un modèle 3D de base d'un site fictif d'entraînement aux opérations en zone urbaine à Wainwright, Alberta. De plus, une vidéo référencée par GPS a été prise de l'ensemble du camp Wainwright dans le but de créer un modèle virtuel de base pour les essais⁹⁷. Ces types de technologie ont un grand potentiel d'intégration éventuelle dans une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine canadienne. Ce genre de système pourrait être utilisé pour l'instruction en garnison, la planification et les répétitions au CCEM et pour la planification et la répétition des missions dans le théâtre.

La compagnie NGRAN Corporation de Vancouver, Colombie-Britannique, a inventé un logiciel de modélisation 3D révolutionnaire qui permet de créer des objets de savoir 3D (3KO) d'une fidélité extrêmement élevée et d'une grande richesse d'informations, qui sont hautement interactifs, physiquement précis et grandement déployables. Un 3KO est un modèle ou une scène numérique 3D qui contient et illustre visuellement les connaissances détenues au sujet de l'objet réel représenté. Les 3KO sont portables, réutilisables, accessibles et échelonnables⁹⁸.

En 2002 et 2004, le MDN a passé un marché avec NGRAN pour la création d'objets urbains 3D et d'un éditeur de village d'entraînement aux opérations en zone urbaine 3D. Le prototype du logiciel éditeur est destiné à devenir un outil d'acquisition en environnement synthétique (SEBA) doté d'une capacité rapide de création de prototypes et d'estimation des coûts qui aidera au développement d'une infrastructure potentielle d'entraînement aux opérations en zone urbaine. Cet outil doit servir tout au long du processus d'acquisition pour être ensuite converti en simulateur de réalité virtuelle et possiblement intégré au VWT et NRC Sextant⁹⁹. Les 3KO de NGRAN ont le potentiel d'augmenter exponentiellement les connaissances sur le terrain urbain, y compris sur les humains qui y habitent.



Winnipeg — Des soldats du Royal Winnipeg Rifles et du Queen's Own Cameron Highlanders of Canada dégagent une salle et en exercent le contrôle au champ de tir de simunitions. Des militaires de grades supérieurs observent l'attaque et formulent des commentaires.

L'entrepreneur du projet SEA canadien, Cubic Defense Applications Inc. de San Diego, Californie, offre un survol de la technologie des systèmes de contrôle de la ciblerie et des instruments de base utilisés par les systèmes d'entraînement aux opérations en zone urbaine¹⁰⁰. Cubic a déjà livré des systèmes semblables aux armées américaines et anglaises pour leurs sites d'entraînement en milieu urbain. Les sites d'entraînement en milieu urbain typiques incluent une infrastructure de contrôle des installations, un système de régie des dispositifs des édifices, des systèmes d'engagement des cibles et des systèmes de simulation des effets du champ de bataille.

Les installations de contrôle renferment un système de gestion intégrée pour la saisie de toutes les données d'imagerie et d'engagement de l'exercice. Ces données sont ensuite traitées pour être utilisées dans le système de révision post-exercice. La collecte d'images vidéo et fixes est faite par des caméras thermiques intérieures et extérieures à haute et basse résolutions et est combinée à un système de saisie audio.

La régie des fonctions des édifices est faite par un ordinateur de contrôle intégré à chaque bâtie et relié à l'installation de contrôle. Chaque bâtie est dotée d'un certain nombre de dispositifs particuliers utilisés pour le contrôle de l'activité. Il y a notamment des boutons d'urgence pour signaler des problèmes à l'installation de contrôle et pour déverrouiller portes et fenêtres. Il y a également un détecteur de mouvement pour déclencher les caméras, ainsi qu'une commande de verrouillage automatique des portes. L'éclairage peut également être contrôlé et permet l'éclairage infrarouge de noirceur totale pour préserver la vision de nuit des soldats. Les cibles, si elles sont employées sur le site, sont également activées par l'installation de contrôle sous l'observation du système de caméra¹⁰¹.

Les engagements simulés en milieu urbain doivent être saisis par un système qui permet de suivre les déplacements des soldats à l'intérieur et à l'extérieur des bâties. Les données de lieu et de temps sont normalement recueillies par un GPS transporté par chaque soldat. Toutefois le GPS est inefficace lorsque les édifices masquent le signal des satellites et il faut donc un système de relève pour recueillir ces données

d'emplacement et de temps. À cette fin, on utilise un système de poursuite de précision à bande ultralarge (UWB). Des émetteurs UWB installés sur chaque soldat transmettent un signal aux capteurs de l'édifice et ces signaux sont ensuite convertis en points de repère par l'ordinateur de la bâtie. Cette capacité est particulièrement importante pour les engagements qui se déroulent de l'extérieur vers l'intérieur, par exemple lorsqu'un canon de char tire à travers un mur. Les coordonnées de la trajectoire de l'obus de canon simulé sont utilisées pour calculer les pièces de l'édifice qui sont touchées. Ensuite, chaque soldat se trouvant dans les pièces en question au moment de l'impact calculé reçoit un signal de l'ordinateur de régie de l'édifice l'informant de l'engagement¹⁰².

Enfin, il existe un système d'effets du champ de bataille qui ajoute un élément de réalisme stressant à l'instruction. Parmi les éléments de ce système mentionnons des canons à ondes percutantes, des dispositifs d'explosion sur le toit, des générateurs d'odeurs de la guerre et des générateurs de fumée¹⁰³.

La dernière technologie dont je vais parler a déjà été mentionnée plus haut. Anteon Corporation de Fairfax, Virginie, a récemment mis au point une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine mobile et reconfigurable. Ce système mobile sur remorques peut être transporté à n'importe quel endroit, particulièrement dans le théâtre. Les conteneurs dont il se compose peuvent être reliés et configurés pour représenter n'importe quel édifice et peuvent être dotés d'instruments de saisie pour la révision post-exercice. Le système est également doté d'un conteneur abritant une installation de contrôle qui recueille les données et prépare la révision post-exercice¹⁰⁴. Comme je l'ai déjà dit, l'armée américaine a installé un de ces systèmes mobiles à l'aéroport de Baghdad et un autre en Afghanistan.

Il est évident qu'il existe des technologies de simulation réelle et virtuelle qui pourraient satisfaire certaines des exigences d'une infrastructure d'entraînement aux opérations urbaines canadienne. Les technologies mentionnées précédemment seraient utiles pour l'instruction individuelle et collective sans munitions. Il existe d'autres technologies capables de satisfaire les exigences d'instruction du personnel de commandement et d'état-major ainsi que celles de l'instruction individuelle et collective avec tir réel. Je ne les aborderai pas ici.

Ce qui est également évident, c'est que la mise en œuvre de ces technologies ne sera pas facile. Toutes sortes de technologies sont en cause, dont certaines devront peut-être être intégrées au système SEA qu'on est en train de mettre en service. Des trousse standard vont devoir être élaborées pour les unités et les bases de l'Armée où l'instruction sur les opérations en zone urbaine se déroulera. Une infrastructure importante devra être construite et l'infrastructure existante devra peut-être être modifiée. Et bien entendu, tout cela exigera des ressources financières. Malgré tous ces obstacles, la création d'une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine n'est pas une tâche impossible.

Le plan actuel à court terme de l'Armée de terre pour la création de sites d'entraînement aux opérations en zone urbaine comporte de très grandes faiblesses et ne pourra au mieux qu'offrir une infrastructure d'instruction collective partielle et non viable qui entraînera un gaspillage d'efforts d'état-major et des rares ressources financières disponibles. Il faudrait absolument entreprendre une étude pour identifier des endroits sur les bases où il serait possible de construire des installations d'entraînement aux opérations en zone urbaine. Cependant, la seule voie logique pour obtenir une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine exhaustive est de créer un projet d'immobilisations doté d'un personnel possédant l'expertise technique et la capacité de gestion de projet nécessaires pour mener le projet à bien. À la condition de contrôler centralement les besoins et le financement, il sera possible de

maximiser les avantages de l'uniformisation pour l'ensemble de l'Armée de terre et d'obtenir l'efficience. De plus, le soutien d'un système d'instruction de haute technicité dans l'ensemble de l'Armée de terre exigera un financement et un contrôle centralisés. Je propose donc que l'Armée de terre prenne des mesures immédiatement pour inclure une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine dans le PSIC, affecter des fonds à son acquisition et créer un projet d'immobilisations pour concrétiser cette capacité.

Conclusion

Le terrain urbain est très complexe et comporte des dimensions physique, électromagnétique et humaine. La dimension physique inclut des structures et une infrastructure construites souterraines, en surface et au-dessus de la surface, caractérisées par la hauteur et la profondeur. Ces structures ont une incidence sur le rendement des capteurs, des armes et de l'équipement des forces militaires modernes. La dimension électromagnétique est présente dans l'infrastructure et peut être utile à toutes les parties présentes en milieu urbain. La dimension humaine comprend les non-combattants innocents, qui peuvent aider ou nuire aux opérations en milieu urbain. De plus, cette dimension humaine inclut des aspects de diversité, de politique et d'économie qui doivent être bien compris par ceux qui évoluent dans l'environnement urbain.

Les opérations militaires sont également complexes et lorsqu'on les superpose aux dimensions du terrain urbain, elles exigent des officiers et des soldats possédant des connaissances particulières et ayant reçu un entraînement spécial. Les alliés et les chercheurs s'entendent pour dire que l'urbanisation du monde est irréversible et qu'à l'avenir, les forces militaires modernes vont presque toujours être forcées d'aller à la rencontre de forces irrégulières en terrain urbain. L'Armée de terre du Canada a participé à de nombreuses opérations en milieu urbain au cours des 60 dernières années, mais n'a pratiquement pas de doctrine sur les opérations dans cet environnement, pas plus qu'elle n'offre d'instruction ni ne possède l'équipement connexes. Ces insuffisances ont été confirmées par le Groupe de travail sur les opérations en zone urbaine et par l'évaluation des chercheurs et universitaires. Les forces terrestres canadiennes vont devoir opérer en terrain urbain complexe à l'avenir. Pour ce faire, les officiers et soldats doivent comprendre la complexité du milieu urbain et s'entraîner à y évoluer.

Le gouvernement du Canada comprend la complexité et l'importance des opérations en zone urbaine. La politique de sécurité nationale, l'énoncé de politique internationale et l'énoncé de politique de défense sont pleins de déclarations en ce sens. La politique présentée dans ces trois documents est bien harmonisée et offre une base concrète qui justifie l'Armée de terre du Canada de développer une doctrine et une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine.

L'Armée de terre est en train d'élaborer une doctrine pertinente. Les documents sur la stratégie de l'Armée de terre et sur les concepts d'emploi des forces décrivent les plans mis de l'avant pour la réorientation sur les opérations en milieu urbain. Les éléments clés de cette transformation sont l'exploitation des progrès technologiques, le maintien de la pertinence stratégique et d'une capacité décisive au plan tactique sur les champs de bataille de l'avenir, et la concentration des investissements pour obtenir des améliorations notables des capacités.

Pour l'heure, le SDIFT a reçu instruction d'obtenir le financement nécessaire et d'entreprendre le développement de sites uniformisés d'entraînement aux opérations en zone urbaine pour l'Armée de terre à titre de projet de perfectionnement de l'instruction. Malheureusement, cette approche au développement d'une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine comporte des faiblesses. Elle vise le

court terme et souffre de l'absence presque totale du temps nécessaire pour élaborer des normes et des exigences, elle offre uniquement le potentiel de traiter certains aspects de la dimension physique du terrain urbain par la construction de certaines bâtisses et d'une infrastructure limitée. Elle fournira des capacités limitées de simulation des engagements réels en combat rapproché grâce à la ciblerie existante et au SEA, une fois qu'il sera en service. Cette approche n'exploitera pas du tout la nouvelle technologie, particulièrement la technologie de la simulation. Tout investissement consenti en vertu de cette approche ne procurera pas d'améliorations notables des capacités et, en raison de sa courte vue, ne bénéficiera probablement pas d'un plan de financement pour l'entretien des installations après la construction.

Les projets locaux mis de l'avant pour l'entraînement aux opérations en zone urbaine montrent bien l'urgence que ressent l'Armée de terre de se réorienter sur les opérations en terrain urbain. Ils indiquent également que les forces aériennes et l'aviation ont un rôle à jouer dans les opérations en zone urbaine. Même si ces initiatives locales offrent des expériences d'entraînement excitantes, il n'y a aucune uniformité entre une activité et la suivante, et chacune de ces activités exige des efforts importants pour la planification et l'exécution. Les excellentes habiletés acquises au cours de ces activités s'érodent rapidement par la suite à cause de l'impossibilité de donner une instruction de suivi. Même s'il existe certaines occasions d'entraînement sur les bases américaines, les coûts et la complexité des déplacements requis sont importants et ces occasions sont totalement liées à la disponibilité des installations en question. La technologie de la simulation améliore grandement le réalisme de l'instruction, mais c'est une technologie coûteuse et on ne peut pas raisonnablement s'attendre à ce que les unités, individuellement, en fassent l'acquisition et l'entretien. Les intentions sont honorables, mais n'apporteront rien à moins d'être bien coordonnées et financées. Les preuves montrent clairement que l'Armée de terre du Canada n'a pas l'infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine dont elle a besoin. Le besoin d'une telle infrastructure est également indiscutable.

Le Canada est responsable de l'instruction de ses propres soldats. L'objectif visé est d'obtenir des améliorations notables de la performance dans les opérations en zone urbaine nationales et internationales pour obtenir le succès dans les missions et rentrer au pays en sécurité. Les normes d'instruction et de préparation en vue des opérations en zone urbaine doivent être objectives et, si ce n'est pas possible, des normes claires d'évaluation subjective doivent être élaborées. La participation à l'entraînement aux opérations en milieu urbain doit inclure tous les soldats et officiers de la Force régulière et de la Réserve, de tous les services et de tous les corps, sans exception. L'entraînement interarmées aux opérations en zone urbaine, particulièrement avec les forces aériennes et l'aviation, est également une exigence cruciale. Les normes de l'infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine doivent être les mêmes partout au Canada. Ces normes sont conditionnées par les politiques en vigueur et elles peuvent être mises en œuvre rapidement à un coût minime.

Les connaissances présentées dans la doctrine constituent la base sur laquelle sont développées les connaissances des soldats et des chefs. Pour entretenir ses connaissances en matière d'opérations en zone urbaine, l'Armée de terre doit participer activement à toutes les tribunes alliées pertinentes. Il faut élaborer des trousseaux d'information nationales et internationales, y compris sur la sensibilisation à la culture, et les étudier avant le déploiement. Les règles d'engagement, les techniques de construction, le génie urbain et les effets des armes doivent être enseignés à tous les soldats. Le développement des connaissances sur les opérations en zone urbaine requiert un investissement à long terme qui doit être coordonné et financé.

Nous avons besoin d'un système d'entraînement aux opérations en zone urbaine

apte à créer des conditions favorisant le développement d'un rendement amélioré. Ce système doit comprendre une infrastructure d'instruction individuelle, collective et de commandement et état-major. Il faut exploiter la simulation virtuelle, réelle et constructive. L'Armée de terre a besoin d'une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine au pays et dans le théâtre. Il faut des installations comme des sites d'entraînement aux opérations en zone urbaine et des champs de tir réel. Ces installations doivent être uniformisées et interopérables les unes avec les autres et, le plus possible, doivent intégrer une capacité de simulation dans leur système d'exploitation. Un système d'entraînement aux opérations en zone urbaine représente un investissement important à long terme dans la technologie, l'infrastructure et le soutien du cycle de vie. À condition que le projet soit coordonné et financé centralement, il serait possible d'obtenir une infrastructure optimale au meilleur coût possible.

Le réalisme urbain est le facteur habilitant crucial qui va énergiser les normes, les connaissances et le système d'instruction et leur ajouter une valeur importante. La recréation de la complexité du terrain urbain permettra d'inoculer les soldats contre le stress tout en perfectionnant leurs habilités comme la condition physique, les déplacements tactiques et l'adresse au tir. L'introduction des autorités civiles, des organisations non gouvernementales, des réfugiés et des personnes déplacées dans l'instruction améliorera les habilités en négociation, en discrimination des cibles et en application des règles d'engagement. Les coûts du réalisme seraient inclus comme facteurs dans chacun de ces domaines de capacité.

La technologie de la simulation réelle et virtuelle existe et serait en mesure de satisfaire certaines des exigences d'une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine de l'Armée de terre. Ces technologies seraient utiles pour l'instruction individuelle et collective sans munitions. D'autres technologies existent également pour satisfaire les exigences de l'instruction du personnel de commandement et d'état-major, ainsi que celles de l'instruction individuelle et collective avec tir réel.

Finalement, la création d'une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine n'est pas une tâche impossible. Le contrôle central des exigences et des budgets permettrait de maximiser les avantages de l'uniformisation dans l'ensemble de l'Armée de terre et de soutenir un tel système de haute technologie tout en étant efficient. La seule voie logique pour la création d'une infrastructure exhaustive d'entraînement aux opérations en zone urbaine est la création d'un projet d'immobilisations interarmées doté du financement et d'un personnel possédant l'expertise technique et de gestion requise pour garantir le succès. Je propose donc que l'Armée de terre prenne des mesures immédiates pour ajouter une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine dans le PSIC, pour affecter des fonds à son acquisition et pour créer un projet d'immobilisations apte à concrétiser cette infrastructure. L'Armée de terre du Canada doit investir dans une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine efficace si elle veut demeurer pertinente au plan stratégique et décisive au plan tactique dans les opérations en zone urbaine nationales et internationales de l'avenir.

Au sujet de l'auteur

Le Major Greg Burton s'est enrôlé dans les Queen's Own Rifles du Canada à Toronto en 1975. En 1980, il s'est joint à l'armée britannique à titre d'officier au sein du The Light Infantry où il a servi comme commandant de peloton en Angleterre, en Irlande du Nord, en Allemagne et à Chypre. En 1984, il est revenu au Canada au sein du Princess Patricia's Canadian Light Infantry où il a servi partout au Canada, y compris dans l'Arctique, ainsi qu'aux États-Unis, à Chypre, en Croatie et en Bosnie-herzégovine. Le Major Burton occupe actuellement le poste de Directeur de la coordination des besoins en ressources terrestres à l'égard du soutien en équipement aux opérations, de la recherche et développement de l'Armée de terre, de la modélisation et simulation, des essais et évaluations de l'équipement et de l'équipement de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire. Le Major Burton est diplômé de la Royal Military Academy de Sandhurst, Camberley (Angleterre), du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne, du Collège militaire royal du Canada à Kingston (Ontario) et du Collège des Forces canadiennes à Toronto. Il détient un baccalauréat en arts militaires et en sciences, et une maîtrise en Études sur la défense, ainsi qu'un diplôme du programme d'état-major technique de la Force terrestre canadienne.

Notes

1. Sun Tzu, *L'Art de la guerre*, <http://artdelaguerreselonsunizu.ifrance.com/>, texte français intégral, p. 11.
2. Ministère de la Défense nationale, *Report By The Urban Operations Working Group Into Providing An Urban Capability For The Army In The Future Security Environment* (Kingston : Directeur de la doctrine de l'Armée de terre 4, le 29 mai 2002), p. 1.
3. American Meteorological Society, *Glossary of Meteorology*. Base de données en ligne disponible à l'adresse <http://amsGLOSSARY.allenpress.com/glossary/search?id=complex-terrain1>; site Internet visité le 6 mars 2005.
4. Ralph Peters, *The Human Terrain of Urban Operations*, Parameters (printemps 2000), p. 4.
5. *Ibid.*, p. 4.
6. *Ibid.*, p. 4.
7. Organisation de recherche et de technologie de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, *Report By The RTO Study Group Into Urban Operations In The Year 2020 For The NATO Research And Technology Organisation*, (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, 24 mai 2002), I.
8. *Ibid.*, p. 3.
9. *Ibid.*, p. 3.
10. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada « Définition officiellement approuvée de 'Opérations en zone urbaine' », Termium Plus, base de données terminologique et linguistique en ligne du gouvernement du Canada; disponible à l'adresse <http://www.termium.com/tpv2Show/termumplus.html?lang=e2>; site Internet consulté le 6 mars 2005. L'expression 'Opérations en zone urbaine' est abrégée OZU et la définition a reçu l'approbation officielle du Comité de terminologie de l'Armée de terre le 23 janvier 2001.
11. Organisation de recherche et de technologie de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, *Report By The RTO Study Group Into Urban Operations In The Year 2020 For The NATO Research And Technology Organisation*, (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, 24 mai 2002), p. 2
12. Rob Engen, *Military Operations in Urban Terrain — Ramifications for Canadian Defence Policy*. Conférence de la Defence Associations Institute au 6e Symposium annuel des diplômés le 24 et 25 octobre 2003. Rapport disponible en ligne à l'adresse <http://www.cda-cda.ca/symposia/2003/engen.htm>; site Internet consulté le 3 mars 2005.
13. Lieutenant-Colonel Bernd Horn, *La complexité au carré : Les opérations dans le futur espace de combat*, Revue militaire canadienne (automne 2003) : p. 7.
14. Lieutenant-colonel W.D. Eyre, *La toile urbaine : Un concept opérationnel pour les opérations offensives dans le contexte d'étalement urbain du XXI^e siècle*, Le Journal de l'Armée du Canada, volume 7.1 (printemps 2004) : p. 74
15. Ministère de la Défense nationale, *Report By The Urban Operations Working Group Into Providing An Urban Capability For The Army In The Future Security Environment* (Kingston : Directeur de la doctrine de l'Armée de terre 4, le 29 mai 2002), p. 11.
16. *Ibid.*, p. 3.
17. *Ibid.*, p. 3.
18. Lieutenant-colonel Bernd Horn et Regan G. Reshke, *Au-delà de toute définition : L'espace de combat de l'avenir, chapitre 8 de Vers le meilleur des mondes : L'Armée de terre canadienne au XXI^e siècle* (Kingston (Ontario), Directeur — Concepts stratégiques (Opérations terrestres, 2003), p. 91.
19. Rob Engen, *Report By The Urban Operations Working Group Into Providing An Urban Capability For The Army In The Future Security Environment* (Kingston : Directeur de la doctrine de l'Armée de terre 4, le 29 mai 2002).
20. *Ibid.*
21. Ministère de la Défense nationale, *Report By The Urban Operations Working Group Into Providing An Urban Capability For The Army In The Future Security Environment* (Kingston : Directeur de la doctrine de l'Armée de terre 4, le 29 mai 2002), p. 3.

22. *Ibid.*, p. 11.

23. *Ibid.*, p. 12.

24. *Ibid.*, p. 12.

25. *Ibid.*, p. 12.

26. Bureau du Conseil privé, *Protéger une société ouverte : La politique canadienne de sécurité nationale* (Ottawa : Bureau du conseil privé, avril 2004), p. 49.

27. *Ibid.*, p. 50.

28. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Énoncé de politique internationale du Canada : Fierté et influence : Notre rôle dans le monde, Survol* (Ottawa, ministère des Affaires extérieures et du Commerce international, 2005), p. 11.

29. *Ibid.*, p. 12.

30. *Ibid.*, p. 14.

31. Ministère de la Défense nationale, *Énoncé de politique internationale du Canada : Fierté et influence : Notre rôle dans le monde Défense* (Ottawa, ministère de la Défense nationale, 2005), p. 8

32. Ministère de la Défense nationale, B-GJ-005-307/FP-030 *Manuel de doctrine interarmées, Opérations de soutien de la paix*, 2002-11-06, pp. 9-11. Cette publication est disponible à l'adresse http://www.dcds.forces.gc.ca/jointDoc/docs/peaceSupportOps_f.asp; site Internet consulté le 21 avril 2005.

33. Ministère de la Défense nationale, *Plan stratégique d'investissement dans les capacités, version 1, novembre 2003*. Rapport disponible en ligne à l'adresse http://www.vcds.forces.gc.ca/dgsp/pubs/rep-pub/ddm/scip/scipc01_f.asp; site Internet consulté le 21 avril 2005.

34. *Ibid.*

35. Ministère de la Défense nationale, *Vers l'avant, résolument : La stratégie de l'Armée de terre, une Armée, une Équipe, une Vision* (Ottawa, Chef d'état-major de l'Armée de terre, 9 mai 2002), p. 20.

36. *Ibid.*, p. 21.

37. *Ibid.*, p. 23.

38. *Ibid.*, p. 27.

39. Ministère de la Défense nationale, *Objectif défini, Le concept d'emploi de l'Armée de terre, une armée, une équipe, une vision* (Kingston : Directeur général — Développement des capacités de la Force terrestre, 31 mars 2004), p. 4.

40. *Ibid.*

41. Charles C. Krulak, *The Three Block War, Vital Speeches of the Day*, volume 64, no 5 (15 décembre 1997), p. 139.

42. *Ibid.*, p. 140.

43. *Ibid.*, p. 43.

44. De 2001 à 2004, l'auteur a servi au sein de la Direction — Besoins en ressources terrestres à titre de directeur du projet de simulation des effets des armes et a donc acquis une très bonne connaissance de ce système, du CCEM et des technologies émergentes dans le domaine de la simulation. Son expérience à titre de directeur de projet a suscité son intérêt et lui a donné la volonté d'élaborer la thèse selon laquelle l'Armée de terre du Canada a besoin d'une infrastructure d'entraînement aux opérations en zone urbaine efficace.

45. Ministère de la Défense nationale, B-GL-300-002/FP-000, *Doctrine tactique de la Force terrestre* (Kingston : Directeur de la doctrine de l'Armée de terre, 16 mai 1997), p. 8-7.

46. Ministère de la Défense nationale, B-GL-300-008/FP-001 *L'instruction de l'Armée de terre du Canada* (Kingston : Directeur de la doctrine de l'Armée de terre, 30 août 2001), p. 22.

47. Ministère de la Défense nationale, B-GL-304-003/TS-002 *Construction et entretien des champs de tir* (Kingston : Directeur de l'instruction de l'Armée de terre, 27 août 1990), chapitre 10, section 2.

48. Major G.J. Burton, *Cmdt SDIFT Concept de l'instruction sur les opérations en zone urbaine* (procès-verbal non classifié et courriel du 19 janvier 2004).

49. Major L.R. Mader, *Registre des décisions du Conseil de l'Armée de terre, 1-4 novembre 2004* (Ottawa : Chef d'état-major de l'Armée de terre : dossier 1180-1 (CEMAT) 15 décembre 2004), p. 4.

50. *Ibid.*, p. 14.

51. *Ibid.*, p. 4.

52. *Ibid.*, p. 15.

53. *Ibid.*, p. 16.

54. Ministère de la Défense nationale, *Directives stratégiques sur les opérations et les ressources, version provisoire 1 2005* (Ottawa : Chef d'état-major de l'Armée de terre, 2005), 3-1A-D-2/4.

55. *Ibid.*, p. 3-1A-D-4/4.

56. Major S.B. Shreiber, *Exercise Urban Ram 2001 : Observer/Controller Post Ex Report* (Troisième Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry : dossier 3350-3/ UR 01 (3 PPCLI), 1er juin 2001).

57. Colonel Craig Hilton, *Centre canadien d'entraînement aux manœuvres, briefing au commandant du 5^e GBMC*, présentation à l'autorité d'instruction collective de l'Armée de terre et au commandant du CCEM (Wainwright, Alberta : CCEM, 12 avril 2005).

58. Entrevue personnelle avec le Colonel Hilton au Collège des Forces canadiennes à Toronto, le 19 avril 2005.

59. Colonel Craig Hilton, *The Transformation of Collective Training*, présentation à l'autorité d'instruction collective de l'Armée de terre et au commandant du CCEM (Wainwright, Alberta : CCEM, 19 avril 2005).

60. Lieutenant de vaisseau Petra Smith, « Les troupes ratisse un bâtiment, portent secours aux blessés et évacuent les non-combattants », *La Feuille d'érable*, volume no 5 (2 février 2005), p. 10.

61. Kristen Lipscombe, *Soldiers hone urban ops skills*, The Halifax Herald Limited, 6 février 2005.

62. *Ibid.*

63. Kristen Lipscombe, *Troops Train for Peacekeeping : Exercise at American fort simulates conflict in urban area*, The Halifax Herald Limited, 28 février 2005.

64. Bureau du vérificateur général du Canada, *Rapport du vérificateur général du Canada de 1994, chapitre 24 — Défense nationale*. Rapport disponible en ligne à l'adresse suivante : http://www.oag-bvg.gc.ca/domino/reports.nsf/html/94menu_f.html; site Internet consulté le 11 décembre 2004, article 24.91.

65. *Ibid.*, article 24.93.

66. Bureau du vérificateur général du Canada, 1996 — *Rapport du vérificateur général du Canada, chapitre 7 — Défense nationale*. Rapport disponible en ligne à l'adresse suivante http://www.oag-bvg.gc.ca/domino/reports.nsf/html/96menu_f.html; site Internet consulté le 11 décembre 2004, article 7.59.

67. *Ibid.*

68. Ministère de la Défense nationale, *Entrainement aux opérations en zone urbaine*, Dépêches, leçons retenues applicables aux soldats , volume 9, numéro 2. Kingston : Le Centre des leçons retenues de l'Armée, mai 2002 : disponible à l'adresse Internet suivante : http://armyapp.dnd.ca/ALLC/Downloads/dispatch/Vol_9/Vol9No2_fre.pdf; site Internet consulté le 26 janvier 2005.

69. *Ibid.*, p. 5.

70. *Ibid.*, p. 25.

71. *Ibid.*

72. *Ibid.*, p. 26.

73. *Ibid.*

74. *Ibid.*, pp. 27-28.

75. *Ibid.*, p. 29.

76. *Ibid.*, p. 30.

77. *Ibid.*, p. 32.

78. Sergeant E.J. Catagnus Jr., Caporal B.Z. Edison, Lance Corporal J.D. Keeling et Lance Corporal D.A. Moon, *Lessons Learned: Infantry Squad Tactics in Military Operations in Urban Terrain During Operation Phantom Fury in Fallujah, Iraq*, (Fallujah, Iraq : Section 1, peloton d'éclaireurs/tireurs d'élite, 3e Bataillon, 5e Marines, janvier 2005), p. 11.

79. *Ibid.*

80. Lieutenant-colonel R. Ryder-Burbridge, *Urban Operations — Several Unrelated Points from Iraq* (Officier de liaison des Forces canadiennes auprès du United States Army Training and Doctrine Command, dossier 1630-1 (CFLO TRADOC) 10 avril 2003), p. 1.

81. Ministère de la Défense d'Australie, *The War in Iraq ; ADF Operations in the Middle East in 2003*, disponible à l'adresse Internet suivante [Http://www.defence.gov.au/publications/lessons.pdf](http://www.defence.gov.au/publications/lessons.pdf); site visité le 26 janvier 2005.

82. D.W. Tack, H.J. Woods et J.K. Kumagai, *Investigation of Alternate Visualization Methods in Urban Operations: Urban Streets Terrain Environment*, version provisoire du rapport d'expérimentation RDDC Toronto, no CR-2004-174. Projet de démonstration technologique sur les besoins en information des soldats (Toronto, R-D pour la Défense Canada — Toronto, octobre 2002).

83. D.W. Tack, H.J. Woods et J.K. Kumagai, *Alternative Visualization Methods in Urban Operations: In-Building Terrain Environment*, version provisoire du rapport d'expérimentation RDDC Toronto no CR-2004-175, Projet de démonstration technologique sur les besoins en information des soldats. (Toronto : R-D pour la Défense Canada — Toronto, octobre 2002).

84. D.W. Tack et Heather J. Woods, *Alternative Visualization Methods for High Density Urban Operations*, version provisoire du rapport d'expérimentation RDDC Toronto. (Projet de démonstration technologique sur les besoins en information des soldats. (Toronto : R-D pour la Défense Canada — Toronto, novembre 2004).

85. D.W. Tack, H.J. Woods et J.K. Kumagai, *Alternative Visualization Methods for High Density Urban Operations*, version provisoire du rapport d'expérimentation RDDC Toronto. (Projet de démonstration technologique sur les besoins en information des soldats. (Toronto : R-D pour la Défense Canada — Toronto, novembre 2004) p. 46-47.

86. Organisation pour la Recherche et la Technologie de l'OTAN, *Report By The RTO Study Group Into Urban Operations In The Year 2020 For The NATO Research And Technology Organisation* (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, 24 mai 2002), article 6.4.3.

87. *Ibid.*

88. Organisation pour la Recherche et la Technologie de l'OTAN, *Overview of Urban related NATO (RTO studies): Aim and Participants* (Hollande, TNO Physics and Electronics Laboratory, avril 2004), p. 2.

89. Gary I. Washam, *Status of MOUT Instrumentation*, Présentation au Directeur des besoins en ressources de la Force terrestre 3-6, Directeur de projet sur la simulation des effets des armes, le 5 août 2003 (San Diego, Californie : Cubic Defense Applications Inc., 2003).

90. *Ibid.*

91. Richard Grenier et Luc Pigeon, *Outline Project Description : Artificial-Intelligence based system for C4I in Urban Operations*, (Québec : Thales Canada, 5 novembre 2004), p. 1.

92. Janette D. Hooper, *Deployable Networked Mission Rehearsal with Rapid Integral Scene Generation*, (Livre blanc de Object Raku Technology Inc. présenté à la Conférence IMAGE 2004 à Scottsdale (Arizona), du 12 au 16 juillet 2004), p. 1.

93. *Ibid.*, p. 7.

94. *Ibid.*

95. *Ibid.*, p. 2.

96. Douglas H. Kliman et Mike Parlow, *GPS Referenced Video for 3D Modeling*, (Livre blanc présenté par Object Raku Technology Inc. le 26 février 2003).

97. Entre 2001 et 2004, l'auteur était directeur de projet au sein de la direction des besoins en ressources de la Force terrestre à l'égard du projet SEA et était chargé de passer le marché avec Object Raku Technology pour l'identification des exigences d'un système d'entraînement aux opérations en zone urbaine capable d'intégrer de façon transparente le système SEA déployé à Wainwright.

98. Roger Powley et Josie Simpson, *The Effective Use of Interactive 3D Knowledge Objects in Instructional Programs*, (Livre blanc de NGRAN Corporation, septembre 2004), p. 3.

99. Don Durand et Major G.J. Burton, *Statement of Work for: Concept Development — 3D Urban Operations Training Village PRJ-DND-0002-1 Version 4.0*. (Vancouver : i3Dimensions Inc., 19 juillet 2002).

100. Cubic Defense Applications, Inc., *Basic Urban Operations Training System Instrumentation and Targetry Control System Technology Overview*, Livre blanc de Cubic Defense Applications, (San Diego, Californie: 5 août 2003).

101. *Ibid.*

102. *Ibid.*

103. *Ibid.*

104. Anteon Corporation, *Military Operations on Urban Terrain (MOUT) — Anteon's Mobile Reconfigurable MOUT Training Facility — Mobile MOUT*, trousse de marketing à l'intention de l'attaché des Forces canadiennes à Washington (Fairfax, Virginie : Anteon Corporation, 21 juillet 2003).

LE VBL III DANS LES OPÉRATIONS EN ZONE URBAINE

Capitaine David Hill et Capitaine Christian Breede

Notre article a pour but d'exposer certaines idées et leçons retenues qui concernent le véhicule blindé léger III (VBL) et les opérations en zone urbaine (OZU). Divisé en trois parties, il décrit d'abord les avantages et les inconvénients du VBL dans les OZU du point de vue des fonctions opérationnelles. Deuxièmement, il définit les principales menaces présentes dans une OZU à l'égard d'un éventuel élément de VBL. Troisièmement, il énumère les tâches principales d'un élément de VBL dans les OZU et les facteurs connexes à considérer. Sur cette base, chaque tâche est mise en rapport avec les diverses menaces afin de faire ressortir les facteurs d'emploi clés d'un élément de VBL face à chaque menace particulière que présentent les OZU. Notre article s'appuie sur l'expérience, la formation et la participation aux opérations de soldats du 2^e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (2 RCR).



AS2005-0209d 25 septembre 2005 Photo par: Capitaine John Bradley

Un véhicule blindé léger III, indicatif d'appel 13C, de la compagnie A, 1^{er} Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry, se dirige vers une position durant l'exercice Phoenix Ram, à la BFC Wainwright, Alberta.

Le 2 RCR a été la première unité militaire à utiliser le VBL III en opérations. Déployé dans les régions frontalières entre l'Éthiopie et l'Érythrée, le groupe-compagnie Hôtel faisait partie de la mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) dans le cadre de l'opération Eclipse de décembre 2000 à juin 2001. En septembre 2001, le 2 RCR a reçu la tâche de faire l'essai d'un système perfectionné d'engagement assisté par laser destiné aux soldats et véhicules. Dans le cadre de ces essais, plusieurs techniques, tactiques et procédures (TTP) applicables au VBL et au Leopard C2 dans le cadre d'une équipe de combat ont été validées. À partir de 2002, le 2 RCR a entrepris une série d'activités d'instruction collective avec et sans munitions, aussi bien en mode « économique » que dans le secteur d'entraînement, série qui a culminé avec l'exercice Royal Fist. Il s'agissait en l'occurrence d'un exercice de tir réel au niveau du groupement tactique (GT) dont la plupart des actions se déroulaient la nuit.

En mai 2003, le groupe-compagnie « India » s'est déployé en Afghanistan avec l'Équipe d'activation dans le théâtre (EAT) pour participer à l'opération Athena; il se composait de deux pelotons et d'un poste de commandement de compagnie équipés du VBL III et avait pour principale mission de patrouiller en milieu urbain et d'escorter des convois.

À l'automne de 2003, le 2 RCR recevait la tâche de s'entraîner aux opérations d'évacuation des non-combattants (NEO) et de garder une compagnie en état de préparation opérationnelle pour une éventuelle mission de NEO. Cette éventualité s'est concrétisée en février 2004 lorsque la compagnie India a été avertie de se préparer en vue d'une mission de NEO à Haïti. Au début de mars de la même année, cette compagnie s'est déployée à Haïti dans le cadre de l'opération Halo. Avec un peloton de VBL III et deux pelotons équipés de véhicules de soutien léger à roues (VSLR), cette compagnie faisait partie de l'élément de combat terrestre de la Force opérationnelle aéroterrestre des Marines (FOAM) du United States Marine Corps sous l'égide de la Force multinationale (FMIH) des Nations Unies. En juin 2004, la compagnie Hôtel a remplacé la compagnie India avec le même ordre de bataille dans le contexte de la transition de la FMIH à une force dirigée par les Nations Unies en Haïti (MINUSTAH). L'opération Halo comportait un programme intensif de patrouilles de VBL III dans diverses régions urbaines et rurales.

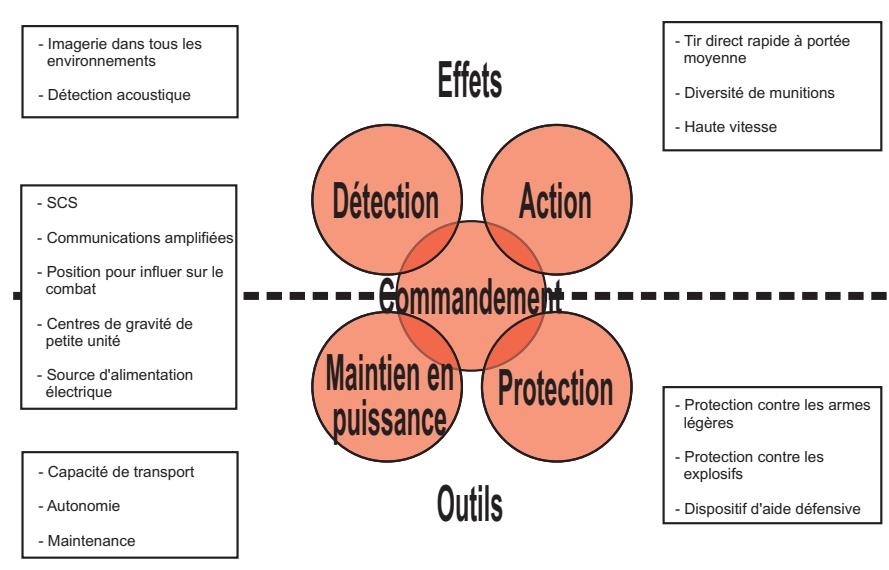


Figure 1. Les avantages fondamentaux du VBL III par rapport aux cinq fonctions opérationnelles

Au retour de la compagnie à la base d'appartenance du 2 RCR, à l'automne de 2004, le bataillon a entrepris un programme d'instruction collective sur la patrouille en zone urbaine à Fort Drum, New York, pour mettre à l'essai de nombreuses méthodes de communications et de manœuvres dans le but de trouver le meilleur moyen d'accomplir la mission et de protéger la force. Depuis l'arrivée du VBL III au 2 RCR, le bataillon appuie le cours de commandant d'équipe interarmes (CCEI) au Centre d'instruction au combat de la BFC Gagetown à chaque printemps, en avril et mai.

Le parc de VBL du Canada a maintenant participé à des opérations en Éthiopie/Érythrée, en ex-Yougoslavie, en Afghanistan et à Haïti. Les armées de coalition qui bataillent en Iraq et en Afghanistan utilisent un proche cousin du VBL, notamment le Stryker et ses nombreuses variantes. De plus, les bataillons mécanisés du Canada

s'entraînent avec le VBL depuis la fin des années 1990. À partir de ces déploiements et exercices, de nombreuses leçons retenues ont été recensées concernant l'emploi efficace de ces véhicules. Toutefois, il n'y a pas encore de documentation claire sur la manière de l'utiliser en environnement urbain.

Pour élaborer des TTP sur l'utilisation du VBL en milieu urbain, il faut d'abord comprendre l'ensemble de la situation tactique. L'emploi du VBL dépend de deux facteurs situationnels : premièrement, la menace potentielle et, deuxièmement, la tâche particulière associée à la mission. Le commandant n'utilisera pas les mêmes TTP pour une attaque dans la foulée contre un ennemi conventionnel que pour une escorte de convoi dans le cadre d'une opération de soutien de la paix en présence d'une menace asymétrique. Nous allons maintenant tenter de décrire les situations « rouges » et « bleues » potentielles afin d'identifier les facteurs clés dont le commandant devrait tenir compte et ce, du point de vue des cinq fonctions opérationnelles.

Le VBL dans les opérations en zone urbaine du point de vue des fonctions opérationnelles

Le concept d'emploi des forces repose sur l'existence de cinq fonctions opérationnelles qui définissent la puissance de combat de l'élément opérationnel, à savoir : commandement, détection, protection, maintien en puissance et action. La Figure 1 énumère les principaux avantages du VBL dans les OZU. Dans ce contexte, le VBL est un multiplicateur de la force; cependant, ses avantages doivent être soigneusement évalués à la lumière de ses limites. Ces avantages et limites vont maintenant être précisément définis et examinés séparément¹.

Commandement. Le VBL constitue une excellente plateforme de commandement et de contrôle. Cette excellence repose sur son système de communication numérique amplifié,² et sur le futur système de connaissance de la situation (SCS) qui devrait offrir à tous les commandants une connaissance complète de la situation. Sur le plan tactique en zone urbaine, le commandant d'élément doit être placé au meilleur endroit possible pour influer sur l'opération. Au cours d'une attaque comportant un groupe d'appui embarqué et un élément d'assaut débarqué, le commandant ferait fort probablement partie de la force d'assaut débarquée. Dans une opération moins axée sur le combat, l'utilisation du système de connaissance de la situation du VBL pourrait bien être plus avantageuse que le fait de débarquer. Dans tous les cas, le commandant doit décider de l'endroit à partir duquel il peut exercer la meilleure influence sur le combat³. Comme poste de commandement (PC), le VBL doit rester à un endroit sûr et disposer de moyens de communications efficaces. Cela permet au commandant et aux éléments de manœuvre de jouir de la souplesse nécessaire pour exécuter la tâche sans se soucier d'accorder une protection additionnelle au PC et pour faire les comptes rendus habituels au PC supérieur. Durant l'opération Halo, le groupe-compagnie India envoyait régulièrement un peloton de VBL dans certaines parties de Port-au-Prince, Haïti, pour y exécuter diverses opérations. Au cours de ces opérations, le commandant de peloton laissait un ou deux VBL derrière, accompagnés d'un petit détachement de protection, pour servir de PC. La patrouille quittait ensuite cette position et utilisait des postes radio personnels (PRP), un réseau radio local non protégé, laissant le VBL retransmettre les messages au PC supérieur. Optionnellement, le VBL était également utilisé comme PC mobile durant les patrouilles embarquées exécutées pour compléter la zone couverte par la patrouille débarquée. Cette méthode de patrouille embarquée et débarquée a également été utilisée par le 3 RCR en Afghanistan⁴.

Une autre fonction clé du commandement est la capacité de communiquer. Le VBL peut accommoder deux réseaux radio dans les véhicules de commandement et une installation simple dans les autres véhicules. On a constaté durant les opérations

interarmées que les radios amplifiées, en particulier celles des chars et des VBL, enterrer les radios débarquées durant une patrouille. Cela signifie qu'en zone urbaine, il faut porter une attention particulière au niveau d'amplification des radios. Par exemple, s'il s'agit d'une patrouille combinée embarquée et débarquée, il faudrait peut-être que toutes les radios des VBL ne soient pas amplifiées, sauf celle du PC qui fait des comptes rendus au PC supérieur. De cette façon, les soldats débarqués pourraient maintenir leurs échanges radios en cas d'incident ou de contact. De plus, l'utilisation de moyens de communications redondants est indispensable en milieu urbain en raison des nombreuses zones de silence. Les PRP sont très utiles au niveau du peloton. Le téléphone cellulaire est également utile, si l'infrastructure de communication le permet. Même si de nombreux pays du tiers monde n'ont pas les services essentiels, on trouve souvent un réseau de téléphone cellulaire dans les centres urbains. Un rapide coup de téléphone à une autre personne peut sauver du temps de réseau et être plus pratique, à condition de respecter la procédure de sécurité au téléphone. Pour les patrouilles longue distance ou les déplacements à l'extérieur d'un rayon de 30 à 50 kilomètres du PC supérieur, il faut se munir d'un téléphone satellite ou d'une radio haute fréquence (HF)⁵.



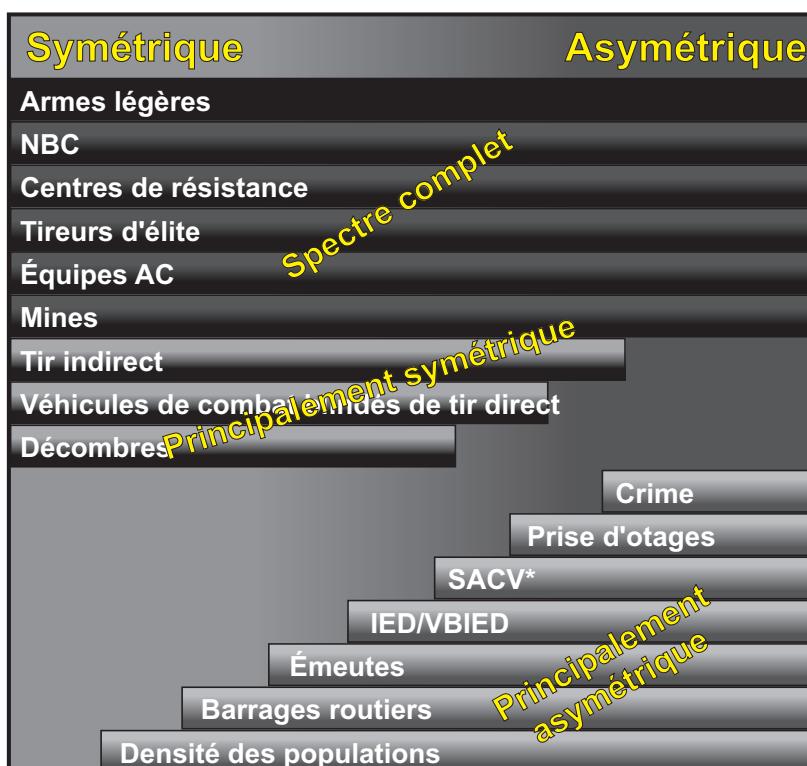
IS2005-2038a 28 avril 2005 Kaboul, Afghanistan Photo : Sgt Frank Huot, Caméra de combat des Forces canadiennes

Un VBL III (véhicule blindé léger) canadien qui appartient à la compagnie de protection de la force (Cie PF) de la Force opérationnelle à Kaboul (FO Kaboul) protège une patrouille à pied à Kaboul, en Afghanistan.

Détection. Le VBL est muni de nombreux capteurs qui peuvent se révéler utiles dans les OZU. Le capteur clé et le principal viseur du VBL est son viseur à imagerie thermique (IT). Dans des conditions idéales, ce viseur peut détecter une signature thermique à une distance maximale de trois kilomètres. Le VBL dispose donc d'une capacité d'observation 24 heures sur 24. Le véhicule est également muni d'un viseur à intensification d'images (II) dont peut se servir le chef d'équipage. Ce système s'est révélé moins efficace que le dispositif de vision nocturne installé sur le casque qui offre au chef d'équipage une plus grande souplesse pour ce qui est de l'observation. Cela est particulièrement vrai lorsque vient le temps de manœuvrer le VBL hors route la nuit.

Le chef d'équipage doit alors concentrer toute son énergie pour maintenir sa connaissance de la situation locale en ce qui concerne la position du véhicule sur le terrain, car le conducteur ne peut compter que sur son dispositif de vision du conducteur (DVA). Le DVA produit une image thermique qui représente la zone immédiatement devant la coque. C'est un outil de conduite de grande valeur mais il ne faut pas qu'il devienne une bâquille pour le conducteur car celui-ci n'est pas en mesure de détecter les accotements abrupts et n'a pas de perception de la profondeur avec ce dispositif⁶. Le dernier appareil de détection est le viseur optique de jour d'une puissance de 10x. Ce viseur offre une excellente capacité d'observation de jour à des portées dépassant considérablement la portée efficace de 2 400 mètres de l'armement principal. Durant les OZU, tous ces dispositifs sont utiles, mais leur efficacité est réduite à cause des courtes distances auxquelles se produisent les contacts et à cause de l'obscuration présente. De plus, le VBL est limité par ses zones aveugles à courte distance. Le chef d'équipage depuis la coupole et les soldats à partir des écoutilles de la plage arrière sont plus efficaces pour observer avec leurs yeux ou les LVN en environnement urbain qu'ils le seraient en terrain découvert.

Action. La puissance de feu du VBL lui vient d'un canon à chaîne de 25 millimètres ayant une portée efficace de 2 400 mètres. À ce canon s'ajoute une mitrailleuse coaxiale de calibre 7,62 mm dont la portée efficace est de 1 400 mètres. Enfin, on peut installer une autre mitrailleuse de 5,6 ou de 7,62 mm à l'extérieur de la coque, près de l'écouille du chef d'équipage, pour ajouter à la puissance de feu. Cependant, cette mitrailleuse ajoutée est un système mal conçu qui ne peut tirer que



* Système d'armes de circonstance sur véhicule

Figure 2. Les menaces et leur lien avec le niveau d'asymétrie du conflit.

dans la zone 9 h à 11 h de la coque et qui expose le chef d'équipage. L'armement principal tire des projectiles traçants perforants à sabot détachable stabilisés par ailettes (APFSDS-T), des projectiles traçants perforants friables à sabot détachable (FAPDS-T), des projectiles à explosif brisant incendiaires avec traceur (HIE-T), des projectiles d'exercice à sabot détachable avec traceur (TPDS-T) ou des projectiles d'exercice avec traceur (TP-T). Chacun de ces types de projectiles, y compris les projectiles d'exercice, est efficace dans une certaine mesure en opérations en zone urbaine⁷. De plus, l'expérience récente des forces américaines et britanniques en Iraq a montré que les membres d'équipage sont plus en sécurité lorsqu'ils gardent leur arme personnelle dans le panier de tourelle près d'eux qu'à l'intérieur du véhicule⁸.

La manœuvrabilité du VBL en milieu urbain est un des facteurs clés dont le commandant doit tenir compte. Les routes sont-elles assez larges pour le VBL (particulièrement lorsqu'il est doté d'un blindage d'appoint)? Les routes et les ponts seront-ils suffisamment solides pour le VBL? Y a-t-il des barrages routiers ou des obstacles sur l'itinéraire des véhicules? Ces questions étaient suffisamment importantes durant l'opération Halo pour que la FOAM américaine décide de créer une tâche quotidienne de nettoyage des décombres, des déchets et des carcasses de véhicule dans les rues de Port-au-Prince pour améliorer la mobilité des patrouilles en véhicule de la force de réaction rapide (FRR). Lorsqu'il peut se déplacer librement, le VBL jouit de grands avantages à cause de sa vitesse et de sa manœuvrabilité sur route. Le VBL est plus rapide que les véhicules chenillés, exige moins de maintenance et consomme moins de carburant. L'utilisation du VBL en zone urbaine où les routes sont dégagées accentue tous les avantages du VBL.

Protection. Le VBL, comme son nom l'indique, est légèrement blindé. Il est donc vulnérable au tir direct, sauf celui des armes légères, et résiste à certains fragments de projectiles. La coque a été mise à l'épreuve en opération et peut résister à une mine antichars (AC)⁹. Elle est également suffisamment résistante pour protéger l'équipage et les soldats à bord des effets de dispositifs explosifs de circonstance (IED). La plus grande protection dont jouit cependant le VBL est celle qui découle de l'appui réciproque avec les troupes débarquées. Ce fait a été observé au cours de l'exercice Urban Byte lorsque des soldats de la compagnie Golf, 2 RCR, ont conclu que la surviabilité du VBL durant une patrouille en zone urbaine était meilleure lorsque la patrouille était principalement débarquée. Dans ce contexte, le VBL était soit dans un refuge, hors batterie, ou en appui rapproché à l'arrière pour permettre aux soldats débarqués d'établir le contact initial. Cette organisation permettait au commandant de réagir, soit en amenant les VBL dans une position de tir ou en assurant la protection arrière, et de confier l'exécution de la tâche aux soldats débarqués¹⁰. Une modification importante du VBL qui améliorerait les opérations débarquées avec VBL en appui consisterait à installer un téléphone de char ou un système d'intercom avec l'extérieur, de préférence à l'arrière du véhicule. Ce système permettrait au commandant de la section débarquée de commander le véhicule sans devoir crier ou s'exposer sur le flanc du véhicule. Il permettrait également de communiquer avec le chef d'équipage se trouvant à bord d'un véhicule dont les écoutilles sont fermées à cause de la menace posée par les tireurs d'élite ou l'artillerie¹¹.

En ce qui concerne la protection de la force durant les OZU, il n'y a pas unanimité sur le fait que les troupes devraient être débarquées ou embarquées. Cette question est directement liée à l'évaluation de la menace dans le contexte de la tâche. Nous reviendrons plus en détail sur cette question durant l'examen circonstancié des menaces présentes dans les OZU. Les principes qui régissent les OZU sont les mêmes que dans toutes les opérations : profondeur, maintien de l'appui réciproque, déception

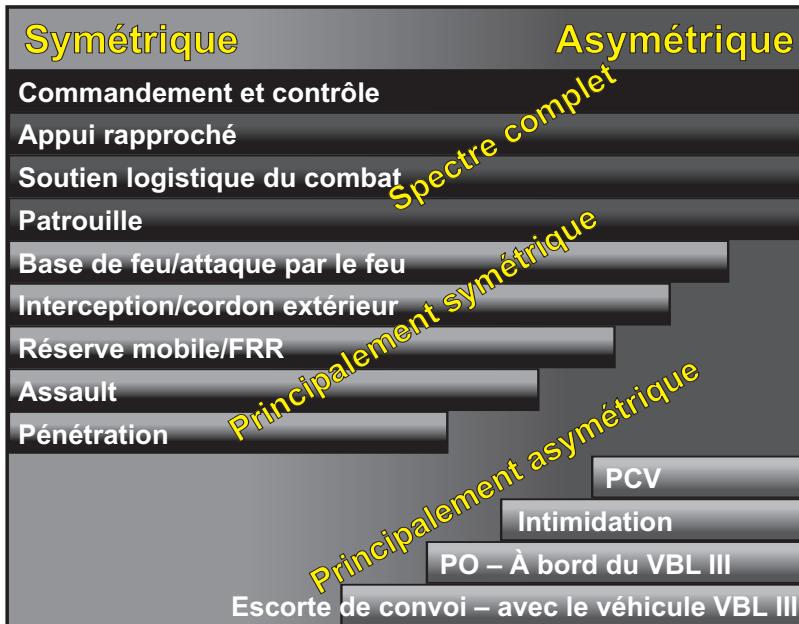


Figure 3. Les tâches et leur lien avec le degré de symétrie du conflit

et évitements des comportements répétitifs, bonnes communications, maintien d'une force de réaction (réserve) et connaissance de la situation touchant les menaces présentes dans toutes les dimensions¹².

Maintien en puissance. Un des aspects avantageux de l'utilisation du VBL dans les OZU se rapporte au maintien de puissance. Les OZU consomment beaucoup plus de munitions que les opérations conventionnelles. À cause de l'excellente mobilité dont jouit le VBL, cette tâche de maintien en puissance lui conviendrait bien. Les VBL « Zulu » (avec équipage seulement et aucun soldat à bord) de l'élément en contact ou les VBL en réserve pourraient s'acquitter de cette tâche. On a constaté durant l'exercice Royal Fist que l'utilisation des VBL en profondeur ou du VBL du sergent-major de la compagnie, qui lui était alors affecté, constituait une façon très rapide d'évacuer les blessés et de faire le réapprovisionnement en munitions¹³. Malheureusement, à l'exception de l'exercice Royal Fist, il n'y a pas eu beaucoup d'exercices d'entraînement en campagne (XEC) qui se sont concentrés sur le potentiel du VBL pour le soutien logistique du combat (SLC) en milieu urbain. Cette question mériterait d'être étudiée plus en profondeur.

Les menaces qui pèsent sur le VBL dans les opérations en zone urbaine

Les menaces présentes dans l'environnement urbain peuvent être écrasantes. Toutefois, pour les fins de la planification, il faut examiner la nature de ces menaces. Pour notre étude sur l'emploi du VBL dans les OZU, nous avons créé la Figure 3 qui identifie 16 menaces. Nous nous sommes efforcés le plus possible de dresser une liste exhaustive et celle-ci devrait au moins stimuler la réflexion et le développement. Les 16 menaces en question ont été groupées dans trois catégories : spectre complet, principalement symétrique ou principalement asymétrique. La Figure 2 montre les interactions entre les menaces et leurs liens réciproques.

Spectre complet. Cette catégorie regroupe six menaces qu'on peut s'attendre à rencontrer dans l'ensemble du spectre des conflits, du conflit symétrique (conventionnel)

à la guerre asymétrique, qui caractérise les récents conflits au Moyen-Orient. Ces six menaces sont : les tireurs d'élite, les centres de résistance, les équipes antichars (AC), les armes légères, les mines et l'omniprésente menace nucléaire, biologique et chimique (NBC).



IS2005-2034a 28 avril 2005 Kaboul, Afghanistan Photo : Sgt Frank Hudec
Caméra de combat des Forces canadiennes

Le Sgt Darrin Clenighan, de Windsor (Ont.), membre de la compagnie de protection de la force (Cie PF) de la Force opérationnelle à Kaboul (FO Kaboul), monte la garde avec un fusil d'assaut C8 dans l'écouille d'un VBL III (véhicule blindé léger), pendant une patrouille à Kaboul, en Afghanistan.

Tireurs d'élite. « Un soldat de la 1^{re} Division blindée est mort sous les balles tôt ce matin [fin mai 2004 en Iraq] » nous annonçait-on dans un communiqué de l'armée américaine. « Ce soldat, qui faisait partie d'une patrouille, était assis dans un véhicule militaire lorsqu'il a été touché au dos par un projectile de petit calibre »¹⁴. Il est difficile de se prémunir contre une attaque de tireur d'élite parce qu'une telle attaque peut survenir n'importe où et n'importe quand dans la zone d'opérations (ZO). Durant les périodes de probabilité accrue, par exemple après les attaques, par suite de menaces, en présence d'un comportement étrange des habitants ou suite à des indications de sources de renseignement humain (HUMINT), le commandant doit tenir compte de plusieurs facteurs. Premièrement, si l'élément parvient à intimider le tireur d'élite au point où il ne tirera pas, sa mission est réussie. Cette intimidation est le fruit d'une puissance massive, de techniques de campagne appliquées avec grande discipline, d'une sécurité tous azimuts et du recours intelligent à la vitesse. En présence d'une menace immédiate, l'équipage devrait se déplacer écoutilles fermées en acceptant le compromis d'une protection accrue aux dépens d'une bonne connaissance de la situation immédiate.

Centre de résistance. Le centre de résistance est un lieu défendable à partir duquel l'ennemi est déterminé à livrer combat. Il peut s'agir d'un endroit improvisé ou bien préparé. Il comporte des zones d'abattage (ZA) coordonnées qui incluent habituellement les rues environnantes. Lorsqu'un élément de VBL tombe sur un centre de résistance, les troupes devraient débarquer en zone sûre et le véhicule devrait utiliser le feu et la manœuvre pour se désengager vers une position où le commandant pourra dresser un plan. S'il faut attaquer le centre de résistance, les VBL devraient idéalement

être utilisés à l'appui pour permettre aux fantassins débarqués de manœuvrer dans les bâtisses et dans les rues adjacentes pour gagner leur position d'attaque et prendre un établissement¹⁵. De plus, les VBL seraient efficaces comme cordon extérieur ou comme groupe d'interception avec l'appui d'un détachement de sécurité débarqué. Cette structure a été utilisée dans plusieurs opérations de bouclage et fouille durant l'Opération Halo; un peloton de VBL établissait un cordon extérieur, un peloton débarqué se chargeait du cordon intérieur et le troisième peloton ainsi que le PC de la compagnie entraient dans la zone bouclée. Le facteur clé dont il faut tenir compte dans l'emploi du VBL à proximité d'un centre de résistance ennemi est que l'ennemi aura disposé des armes pour détruire le véhicule lorsqu'il entre dans la ZA et il serait donc préférable pour le VBL de rester masqué jusqu'à ce que le plan de feu direct soit déclenché. Si l'ennemi n'a pas de ressources IT, la fumée pourrait être utile pour masquer le déplacement des véhicules jusqu'à leur position.

Équipes antichars (AC). Les équipes antichars sont une des plus importantes menaces pour une force de VBL; elles ont prouvé leur efficacité depuis longtemps dans l'ensemble du spectre des conflits. Dans les théâtres d'opération contemporains, notamment en Tchétchénie, des petites équipes de huit soldats fonctionnent en autonomie. Habituellement, cette cellule regroupe un tireur d'élite, deux mitrailleurs, deux tireurs de grenades propulsées par roquette (RPG) et trois fusiliers¹⁶. Cette articulation offre une excellente protection, souplesse, mobilité et létalité à cause de la liberté d'action dont elle jouit pour aller frapper les objectifs à l'endroit le plus vulnérable. En présence d'une telle menace, il faut recourir à une politique de contournement reposant sur l'emploi d'une vitesse maximale, ou à une politique de débarquement de troupes pour faire le nettoyage. De nombreuses mesures de sécurité passives aident à éviter les attaques ou à en minimiser les dommages. Le maintien d'un espacement approprié, la planification de l'itinéraire, le recours à des guetteurs aériens, l'évitement des comportements répétitifs, la reconnaissance aérienne et le recours à des éléments de sécurité parviennent à dissuader une éventuelle équipe antichars de passer à l'attaque.

Armées légères. Bien que ce fait soit évident, le VBL offre une excellente protection contre la menace du tir d'armes légères, mais comme c'est le cas en présence d'un tireur d'élite, les membres d'équipage du véhicule doivent être prêts à évoluer toutes écouteilles fermées. Au maximum, les chefs d'équipage doivent s'exposer tout juste la tête; autrement dit, ils doivent adopter un profil bas dans la tourelle pour l'observation et se sortir la tête juste assez pour voir au-dessus du viseur principal¹⁷.

Mines. Encore une fois, il est superflu de dire que les mines jouent un rôle important dans l'ensemble du spectre des conflits depuis des décennies. Le VBL offre une protection remarquable contre le souffle d'une mine grâce à la conception et à la forme de sa coque¹⁸. Toutefois, les mines peuvent affecter grandement la mobilité du véhicule et les drills et procédures applicables au VBL devraient être les mêmes que pour tous les autres véhicules.

Menace nucléaire, biologique et chimique. Même si la menace NBC est permanente, les nations occidentales ont peu d'expérience opérationnelle dans l'utilisation des véhicules blindés dans un environnement contaminé par des agents NBC. Le VBL est muni d'un système de respirateurs ventilés (VRS) et d'une capacité de détection limitée, mais le système est compliqué et entrave les opérations de la même manière que les anciens systèmes individuels.

Environnement principalement symétrique. Les menaces de ce groupe devraient normalement se présenter dans les opérations allant des opérations symétriques jusqu'à certains types d'opérations asymétriques, quoique limitées. Surtout

de nature conventionnelle, les trois menaces de ce groupe sont : tir indirect, véhicules blindés de tir direct et décombres.

Tir indirect. En présence de la menace de tirs d'artillerie, de mortier ou de roquettes, le déplacement dans la zone devrait être soigneusement planifié ou la zone devrait être entièrement évitée. Comme le VBL résiste aux éclats d'obus, il protège les soldats durant le bombardement, mais sa mobilité est grandement réduite en présence de décombres sur les routes. Sauf s'il y a une nécessité opérationnelle impérative, les éléments de VBL devraient éviter d'opérer dans une zone urbaine lorsque la menace de l'artillerie est élevée. Durant une opération délibérée, les VBL devraient disposer d'un itinéraire dégagé pour se rendre à un point de débarquement des troupes ou à des positions de tir, de façon à pouvoir se déplacer rapidement pour se rendre à l'endroit en question ou à pouvoir exécuter des tirs à l'appui de l'attaque. L'utilisation des VBL en appui rapproché dans ce genre d'environnement serait très difficile à contrôler en raison du manque de mobilité du véhicule en présence de décombres causés par les effets collatéraux des tirs indirects.



KA2004-R103-165620 20 juillet 2004 Kaboul, Afghanistan Photo: Cpl John Bradley, 3 gp-bn R22eR

L'équipage d'un véhicule blindé léger VBL III du 12^e Régiment blindé du Canada (12 RBC), à l'appui du Groupe bataillon du 3^e Bataillon, Royal 22^e Régiment (gp bon 3 R22eR), se prépare à partir après avoir pris une courte pause à côté d'un char de combat principal russe T-55 abandonné près de Kaboul, en Afghanistan.

Véhicules blindés de combat de tir direct. Au cours d'un essai en campagne avec instruments de saisie des données en 2001, il a été démontré que le VBL, en particulier son armement principal, était efficace contre les véhicules blindés de combat (VBC) jusqu'à la catégorie des BMP2¹⁹. L'armement principal du VBL est un système d'armes très puissant qui peut détruire la majorité des véhicules blindés légers et moyens. Comme la plupart des VBC sont maintenant équipés de systèmes d'armes capables de percer le blindage du VBL, il serait certainement préférable de rester à distance de sécurité pour engager les objectifs mais, en milieu urbain, à cause des courtes portées d'engagement et des champs de tir réduits, cela n'est souvent pas possible. La survie devient alors affaire de réaction rapide, de compétence de l'équipage et d'engagements efficaces. Tous les membres d'équipage doivent travailler

ensemble pour repérer et détruire les objectifs en environnement urbain²⁰.

Décombres. Les décombres sont le résultat du tir indirect et, dans une moindre mesure, du tir direct; ils peuvent nuire considérablement à la mobilité du VBL en zone urbaine. Une bonne planification, jusqu'au niveau de la section, lorsqu'on exécute des tirs sur les édifices, doit tenir compte des décombres que ces tirs vont occasionner.

Environnement principalement asymétrique. Cette catégorie est une zone grise et les menaces qu'elle regroupe sont d'origine récente; des TTP efficaces pour y faire face sont en cours d'élaboration. En bref, nous avons identifié sept menaces de la catégorie principalement asymétrique, à savoir : dispositifs explosifs de circonstance placés sur véhicule ou non (IED/VBIED), système d'armes de circonstance sur véhicule (SACV), crime, émeutes, prise d'otages, barrages routiers et densité de la population.

Dispositifs explosifs de circonstance placés sur véhicule ou non. Une attaque à l'IED peut survenir à n'importe quel endroit. Pour cette raison, il est prudent de priver l'ennemi de toute information sur nos itinéraires et nos déplacements en véhicules. En ce qui concerne l'élément de VBL, la coque des véhicules devrait résister au souffle de la plupart des IED compte tenu de la quantité d'explosifs que ces dispositifs utilisent normalement. Bien que certains super IED²¹ ont été utilisés dans le passé, la majorité tendent à être plus petits que les dispositifs explosifs placés sur véhicule. Pour cette raison, il serait prudent de garder les soldats à bord dans les zones dangereuses. En outre, l'ajout de sapeurs aux éléments de manœuvre qui opèrent dans des zones dangereuses aiderait à évaluer les tâches si des signes de la présence d'un IED étaient détectés. Comme le nom l'indique, les VBIED sont intrinsèquement plus gros et, en ce sens, ont une plus grande zone dangereuse ou des effets plus concentrés dans une plus petite zone. Les VBIED peuvent détruire les VBC comme le VBL et, en conséquence, les soldats devraient débarquer des véhicules pour fournir la meilleure observation et la meilleure couverture possible sur toutes les voies d'approche menant aux véhicules. Alors que la menace des IED est permanente, la plus grande menace de VBIED survient

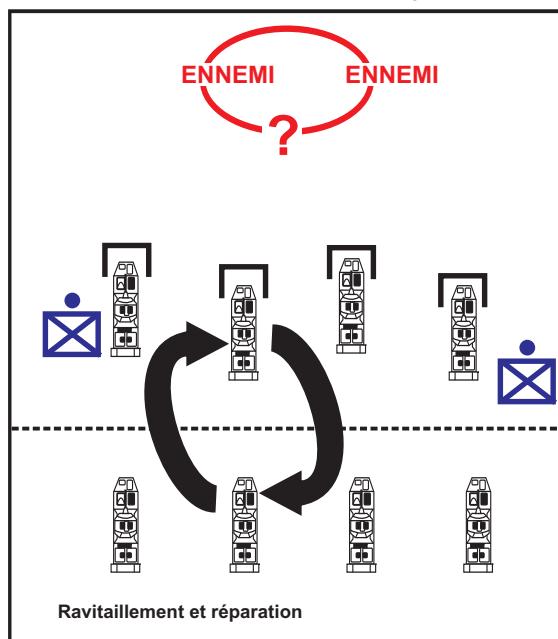


Figure 4. Base de feu constituée de deux pelotons de VBL III

durant les opérations dans une position statique ou dégagée, par exemple, un poste de contrôle des véhicules ou un poste de sentinelle statique²². Ces systèmes d'armes sont devenus très efficaces dans les insurrections actuelles en Iraq et, à un moindre degré, en Afghanistan. Même s'il existe des précédents historiques,²³ jamais leur utilisation n'a été aussi fréquente qu'au cours des trois dernières années.

Systèmes d'armes de circonstance placés sur véhicule (SACV). Devenu infâmes au début des années 1990 en Somalie, ces systèmes d'armes simples et peu dispendieux sont devenus monnaie courante dans les opérations asymétriques. Les SACV sont, en général, des véhicules civils d'un genre ou l'autre modifiés localement par l'ajout d'une mitrailleuse moyenne ou lourde, ou d'une autre arme collective simple. Ces systèmes se fabriquent rapidement et, selon l'ingéniosité de l'utilisateur, peuvent être facilement déguisés pour donner l'apparence d'un véhicule de non-combattant²⁴. Les systèmes de tir direct du VBL ont des effets dévastateurs sur les SACV, hors de toute proportion par rapport à ce que ces systèmes peuvent infliger au VBL. La menace des SACV n'est pas à négliger, mais est facile à gérer par un équipage compétent et bien entraîné.

Crime. Suite à l'effondrement des institutions du gouvernement local et national dans les zones d'opérations, les crimes comme le pillage, l'extorsion et le meurtre sont à prévoir. Même si ces menaces ne visent pas directement le VBL, l'élément de VBL peut surprendre des groupes criminels en flagrant délit et peut être forcé de faire face à cette menace²⁵. L'intimidation qu'occasionne la présence d'un véhicule blindé suffit souvent à mettre fin aux actions criminelles. L'activité criminelle devrait être importante sinon omniprésente dans les régions où le Canada mènera des OZU.

Émeutes. Les émeutes sont semblables aux actions criminelles, mais les éléments de VBL devront vraisemblablement réagir à cette menace directement plutôt qu'inopinément. Malgré cela, la technique de réaction aux émeutes demeure la même : soit créer un effet d'intimidation écrasant ou se retirer complètement du secteur. Si la force n'est pas en mesure d'être complètement efficace, du point de vue de la protection de la force, elle ne devrait pas se trouver là. Lorsqu'on emploi un VBL comme FRR ou comme force sur place, le véhicule devrait être placé à un endroit où il sera le plus visible possible et pourra exercer son influence sur la zone la plus vaste qui soit, en se gardant toute la mobilité nécessaire s'il faut changer de position. Les émeutes sont une excellente couverture pour les IED, placés sur des véhicules ou transportés par des personnes. En conséquence, une surveillance débarquée est de rigueur en tout temps.

Prise d'otages : Les prises d'otages sont distinctes des activités criminelles car elles comportent habituellement un élément stratégique plus important mais, encore une fois, elles sont traitées de la même façon que les deux menaces précédentes.

Barrages routiers. Les opérations passées ont montré qu'on peut faire une interdiction de route efficace rapidement et avec des moyens simples. Le VBL, même s'il dispose d'une mobilité opérationnelle excellente, jouit d'une mobilité tactique marginale. De la même manière que les décombres nuisent à la mobilité du VBL, les barrages routiers ont le même effet. Il faut faire une reconnaissance et un nettoyage efficace de l'itinéraire avant de se déplacer en VBL et les plans de mouvement doivent toujours comporter un élément de souplesse qui permettra l'utilisation d'itinéraires de rechange si l'itinéraire principal est impraticable. S'il faut dégager un barrage routier, on exécute normalement le drill d'arrêt forcé en mettant l'accent sur la sécurité dans les trois dimensions et sur l'espacement entre les véhicules. Corollairement, la construction des routes présente la même menace à la mobilité que les barrages routiers. Dans la plupart des centres urbains où les Forces canadiennes vont se déployer, les normes de l'infrastructure sont minimales. Par conséquent, la classe de ponts, par exemple, doit être confirmée avant l'opération. La plupart des autoroutes sont accessibles au VBL,

même si la plupart des zones urbaines seront souvent caractérisées par des routes de terre bordées de cabanes où le VBL ne pourra pas circuler à cause de sa taille. Les routes pourraient être mauvaises au point d'être impraticables par temps pluvieux, lorsque la terre se transforme en boue²⁶.

Densité de la population. Les marchés en plein air et les endroits où les civils se regroupent en grand nombre constituent des obstacles physiques et un défi à l'utilisation du VBL du point de vue des règles d'engagement (RDE). Même si le VBL a une importante capacité d'intimidation et de dissuasion des foules, il manœuvre difficilement dans les zones densément occupées et ne peut pas réagir rapidement à un incident à cause de la présence de la population. Dans une telle situation, la meilleure solution pourrait être d'établir une surveillance à l'aide de tireurs d'élite ou d'hélicoptères et d'utiliser les VBL comme FRR²⁷. À moins que la mission n'en dépende, ces zones devraient être évitées à moins de nécessité absolue.

Tâches de l'élément de VBL et facteurs à considérer pour les opérations en zone urbaine

La liste qui suit contient ce que nous considérons être les tâches les plus probables à exécuter dans le contexte des OZU. Avec cette liste, nous pourrons étudier en détail les menaces qui pèsent sur le VBL à la lumière des tâches qui pourraient lui être assignées.

Appui rapproché. Un VBL serait efficace dans un rôle d'appui rapproché à cause de ses moyens de communications, de son pouvoir d'intimidation et de l'appui-feu qu'il peut fournir immédiatement. Les principaux facteurs touchant l'emploi du VBL pour cette fonction sont sa vulnérabilité aux armes antichars (AC) et sa mobilité réduite dans les rues étroites. Dans un rôle d'appui rapproché, le véhicule doit être commandé par la force débarquée car les soldats à pied sont dispersés et ont une meilleure connaissance globale de la situation que l'équipage du véhicule. À cause de la vaste couverture offerte par les différents arcs d'observation des soldats débarqués, la surviabilité et, en conséquence, la létalité fonctionnelle du VBL III se trouvent grandement améliorées. Lorsque l'infanterie débarquée assure la protection rapprochée du VBL, les systèmes d'armes et capacités de surveillance du véhicule peuvent être exploités pour améliorer la surviabilité des soldats débarqués²⁸. Un autre facteur tient au fait qu'à cause des portées d'engagement limitées dans les OZU, le VBL pourrait éprouver des problèmes liés à l'abaissement de son armement principal. Ce problème serait plus grave dans un rôle d'appui rapproché que dans un rôle de base de feu à cause de la différence des distances d'engagement²⁹. La hausse n'est pas un facteur important car le VBL peut atteindre une hausse de 75 % grâce à la tourelle.

Base de feu et attaque par le feu. L'élément de VBL serait bien adapté pour fournir un appui-feu direct à une attaque en zone urbaine. Le véhicule pourrait débarquer les soldats de l'élément d'assaut et ne garder qu'un détachement de protection rapprochée. Il faudrait ensuite confirmer l'itinéraire pour s'assurer que tous les véhicules requis dans la base de feu seront efficaces. Si les VBL tirent simplement dans l'axe d'une rue étroite, ils pourraient être échelonnés sous le contrôle du capitaine de VBL de la sous-unité pour obtenir une bonne gestion de l'objectif grâce aux ordres de contrôle du tir et au ravitaillement. La Figure 4 illustre l'exécution de la fonction de base de feu par le VBL. Il faut cependant prévoir une protection rapprochée assurée par des soldats débarqués ou des guetteurs aériens car la base de feu va vraisemblablement devoir rester en position pendant plusieurs minutes. Malgré les caractéristiques uniques des OZU, les VBL de la base de feu devraient quand même essayer de faire le jockeying à moins qu'ils ne soient occupés à fournir un tir de suppression rapide et immédiat sur l'objectif.



Lors de patrouilles dans Kaboul et les environs, il est très important de maintenir un niveau de sécurité élevé, comme le font les soldats Patrick Gagnon et Jean-Yves Matte pour assurer la sécurité arrière de la patrouille.

Force d'assaut. L'emploi d'un élément de VBL comme force d'assaut serait efficace dans certaines conditions particulières. Premièrement, le commandant doit être sûr que ses itinéraires d'insertion et d'extraction seront praticables. Deuxièmement, il doit envisager la probabilité que tout itinéraire accessible au VBL fera partie des zones d'abattage de l'ennemi. Troisièmement, le contrôle de la circulation doit être étroitement coordonné, vraisemblablement par le commandant lui-même ou par un commandant à l'appui. Compte tenu de ces facteurs, le VBL sera en mesure d'amener les troupes rapidement jusqu'à l'objectif avec l'appui-feu de son canon et grâce à la protection qu'offre sa coque contre le tir des armes légères. Encore une fois, il faut répéter que si d'autres armes que celles de la catégorie des armes légères sont susceptibles d'être présentes, notamment les armes antiaériennes,³⁰ alors il serait peut-être mieux avisé de garder le VBL pour un rôle d'appui, de réserve ou de SLC. Il pourra alors fournir la connaissance de la situation aux troupes à l'arrière pendant qu'elles se préparent en vue de l'assaut, car le chef d'équipage peut baptiser le terrain pour elles pendant que le véhicule s'approche de l'objectif à l'aide du moniteur de connaissance de la situation de l'équipage (MCSE). Essentiellement, il s'agit d'un écran de télévision situé à l'arrière du VBL III et relié à une petite caméra placée au-dessus de l'armement principal ou qui peut être asservie à l'imageur thermique du canonnier ou du conducteur en sélectionnant simplement le canal approprié sur le moniteur.

Interception et cordon extérieur. Une équipe de VBL serait très efficace dans ce rôle en raison de sa mobilité. Une fois arrivée en position, la section peut débarquer et assurer la protection rapprochée. L'examen des arcs de tir sera important en raison de la tâche qui est appuyée. Si la zone est densément peuplée, il y aura sur place des civils inconscients de la situation, ce qui limitera les champs de tir. Compte tenu des limites touchant la ligne de visée et le commandement et contrôle, la portée efficace du VBL dans un rôle d'interception se limiterait probablement à un ou deux pâtés de maisons au plus³¹.

Réserve mobile et force de réaction rapide. Les éléments de VBL sont très bien adaptés pour servir de réserve mobile. Les VBL sont très mobiles et peuvent disperser

des troupes dans un secteur donné en un court laps de temps. S'il s'agit d'une opération de nature délibérée, on peut faire une reconnaissance sur carte et une reconnaissance

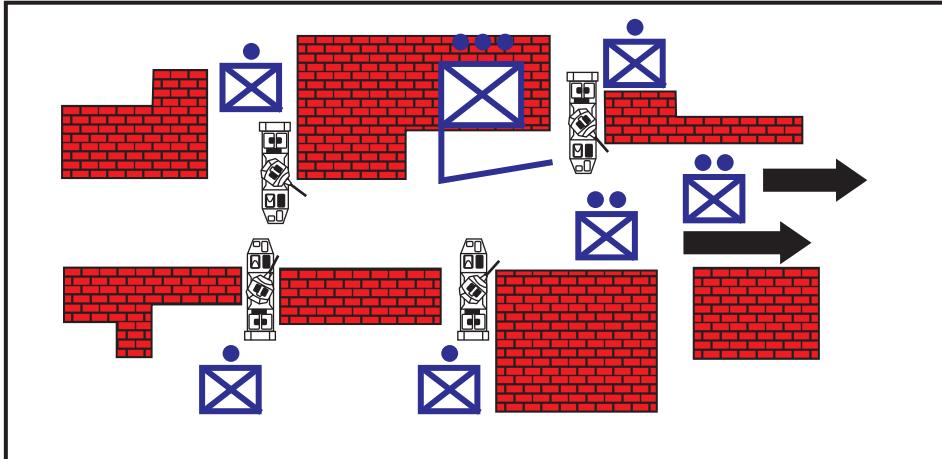


Figure 5. Peloton de VBL III en patrouille dans une zone urbaine

d'itinéraire pour garantir la mobilité du VBL et confirmer l'horaire. Si l'élément est déployé à l'avant dans une zone d'attente, il faudra alors prévoir un élément de protection rapprochée.

Pénétration. La prise initiale de Baghdad par les forces américaines en 2003 a été facilitée par des manœuvres de pénétration profonde connues sous le nom de « Thunder Runs ». Cette tâche était menée par les chars et incluait des éléments d'infanterie mécanisée, des ressources du génie et de l'aviation, et un appui-feu indirect. Les véhicules avançaient aussi rapidement que le convoi pouvait rouler sur la route, en passant par les centres de résistance, et saisissaient le terrain vital comme les ponts, les carrefours et les édifices clés dans la ville³². Cette tâche hautement mobile conviendrait également au VBL III. Une fois encore, la praticabilité de l'itinéraire serait un facteur important. Il serait particulièrement efficace d'exécuter ce genre d'opération dans le cadre d'une équipe de combat interarmes, mais le rapport de force peut être adapté au besoin. La planification du SLC pour ce genre d'opération aurait une grande importance car l'élément serait à toutes fins pratiques isolé jusqu'à ce que la jonction avec les forces de deuxième échelon puisse avoir lieu plus tard.

Soutien logistique du combat. Un élément de VBL III est bien adapté pour aider aux tâches de SLC. Il y a suffisamment d'espace à l'arrière pour transporter des munitions vers l'avant et pour ramener les blessés au point de rassemblement des blessés. La mobilité du VBL lui permet de faire des aller-retour rapides et, plus important encore, de jouir d'une protection que les véhicules non blindés comme le véhicule utilitaire léger à roues (VULR), le véhicule de soutien logistique à roues (VSLR), le véhicule logistique moyen à roues (VLMR) ou le véhicule logistique lourd à roues (VLLR) ne possèdent pas. C'est actuellement la composition de l'échelon des véhicules au sein d'une compagnie de VBL. Il serait donc prudent de désigner les VBL « Zulu » ou un peloton de réserve pour exécuter les tâches de SLC en cas d'imprévu³³.

Intimidation. Les VBL III intimident les civils et les ennemis potentiels. Si ces derniers sentent leur sécurité menacée s'ils font ce qu'ils envisagent de faire, par exemple tirer sur des forces armées ou des organisations non gouvernementales (ONG), déclencher une manifestation ou une émeute, ou même perpétrer des actes criminels, ils vont probablement hésiter, sinon renoncer. Les terroristes et les guérilleros frappent

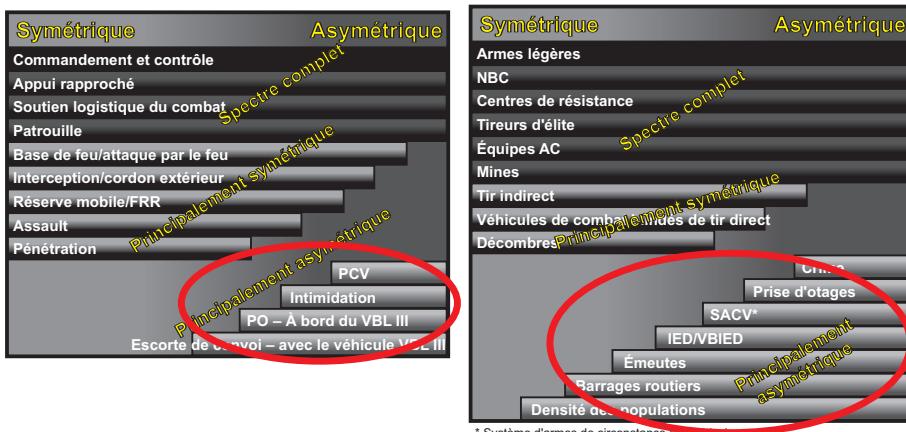


Figure 6. Calque des menaces et tâches

lorsqu'ils croient obtenir le maximum d'effets à un minimum de risques³⁴. Donc, s'il y a des endroits clés où une attaque pourrait être déclenchée, il serait prudent d'envisager le déploiement d'une patrouille motorisée de VBL dans le secteur ou l'établissement d'un peloton de VBL à cet endroit pour dissuader l'ennemi de toute agression. Dans une telle situation, les troupes du VBL devraient débarquer pour assurer la protection rapprochée du véhicule et établir un périmètre de sécurité autour de lui et de la zone de l'objectif. Cela permettrait aux VBL de manœuvrer si nécessaire et réduirait les risques d'attaque à cause de la proximité des habitants de leur objectif. Les troupes débarquées devraient également rester dispersées pour minimiser les effets d'une attaque à la roquette visant le véhicule. En combinant tireurs d'élite et ressources de reconnaissance aérienne, la protection de la force de VBL serait considérablement améliorée dans ce genre de tâche.

Escorte de convoi. Le VBL est le véhicule idéal pour l'escorte de convoi. Il peut parcourir de longues distances sans maintenance et sans ravitaillement en carburant et dispose d'une bonne puissance de feu pour supprimer les contacts en cours de route. Deux méthodes d'escorte de convoi efficaces ont été utilisées au sein du 2 RCR avec le VBL. Premièrement, la méthode classique avec un élément de sécurité à l'avant et à l'arrière et les véhicules du convoi placés au milieu et protégés par une FRR. C'est la méthode la plus efficace à cause de sa simplicité et de la vitesse qu'elle autorise. En présence d'un barrage routier, l'élément de sécurité de tête adopte une position d'appui où le commandant sera couvert et pourra évaluer la situation et réagir depuis une position protégée. Il peut alors choisir de laisser son élément de tête s'occuper de l'incident ou de faire appel à sa FRR si nécessaire. La deuxième méthode d'escorte de convoi est celle qu'on appelle la méthode du tunnel. Il s'agit d'un méthode difficile et complexe qui convient uniquement lorsque le convoi est méthodiquement planifié et que les risques pour la sécurité sont élevés. La limite de cette méthode tient au fait que si les VBL ne peuvent constamment dépasser le convoi en mouvement, il faut alors que le convoi s'arrête à intervalles réguliers. Cela ralenti le convoi et le rend vulnérable durant les haltes, même si le niveau de protection est plus élevé durant le mouvement³⁵.

Peu importe le type de mouvement, les communications sont un autre facteur crucial des convois faisant appel au VBL. Les radios VHF sont efficaces jusqu'à environ 25 à 30 kilomètres en conditions favorables. Par conséquent, comme nous l'avons déjà dit, il faut une redondance dans les moyens de communications. Combiné aux autres caractéristiques du véhicule, le système de navigation tactique (TACNAV) est également un puissant outil à bord du VBL III. Il permet au chef d'équipage d'entrer tous les points



IS2005-0516 30 novembre 2005 province de Ghazni, Afghanistan. Photo Cplc Robert Bottrell, Caméra de combat des Forces canadiennes

Véhicules des Forces canadiennes en direction sud sur l'autoroute 1 vers l'aéroport de Kandahar lors du dernier convoi des FC allant du camp Julien à Kaboul, Afghanistan.

de cheminement de son itinéraire, y compris ceux des itinéraires de recharge, dans le système du véhicule pour confirmer l'efficacité de la navigation. Ce système est aussi efficace qu'un système de positionnement global (GPS) et est très facile à utiliser. Il devrait être intégré dans tous les déplacements que fait le véhicule³⁶.

Patrouille. Les patrouilles en zone urbaine sont devenues la principale occupation des unités d'infanterie mécanisée en opération. C'était la principale tâche des compagnies India et Hotel durant l'opération Halo. Il y a beaucoup de raisons pour exécuter des patrouilles et de nombreuses manières de le faire mais, globalement, les principes fondamentaux restent les mêmes. Parmi les raisons d'exécuter des patrouilles à Haïti, il y avait celles de prendre contact avec la population locale pour obtenir du renseignement humain (HUMINT), de confirmer les itinéraires, de confirmer les activités, d'identifier les édifices clés et les personnes importantes, d'assurer une présence, de dissuader les éléments criminels et d'exécuter des opérations de bouclage et fouilles improvisées.

Lorsqu'il s'agissait de prendre contact avec les habitants, les troupes débarquaient et souvent, le commandant envoyait les VBL exécuter une patrouille embarquée simultanée sur les autres routes dans le secteur. Parfois, les VBL étaient gardés sur place pour assurer la surveillance ou pour servir de PC mais, dans ces circonstances, la menace était globalement jugée faible. La majorité des reconnaissances d'itinéraires se faisaient embarquées avec des soldats qui assuraient la sécurité tous azimuts en se tenant debout dans les écouteilles du VBL.

Lorsque la situation l'exigeait, le commandant déplaçait rapidement son VBL vers la zone d'intérêt ou demandait à ses soldats de débarquer en laissant le VBL à l'arrière jusqu'à ce que la nature de la situation soit confirmée. Souvent, lorsque le commandant de patrouille détectait des activités criminelles ou repérait une présumée cache d'armes, les VBL allaient occuper des positions d'interception et les soldats fouillaient l'édifice ou établissaient un cordon intérieur et attendaient l'aide de la FRR pour terminer l'opération.

Durant les patrouilles en zone urbaine en Iraq, l'équipe de combat de la brigade Stryker (ECBS) a utilisé des tactiques agressives fondées sur l'établissement d'une supériorité face à l'ennemi au plan de la puissance de feu et sur une planification

méthodique. Elle devait souvent exécuter des opérations de bouclage et fouille à très court préavis à l'aide de forces de l'ordre de la compagnie ou plus. En s'appuyant sur une approche toutes armes, elle intégrait reconnaissance aérienne, interception et assaut aéromobiles, maximisation de la vitesse et action de choc du véhicule Stryker. Elle a d'ailleurs constaté que la coque du Stryker peut résister à l'effet de souffle de la plupart des IED³⁷ et a fait des commentaires positifs au sujet de l'efficacité du véhicule à cet égard.

Au cours de l'exercice Urban Byte, au cours duquel les TTP de patrouille en zone urbaine ont été mises à l'essai pendant trois semaines, on a constaté que l'infanterie débarquée doit prendre la tête pour protéger le VBL et maintenir les premiers contacts. Cette formation permet au commandant de décider s'il doit déclencher immédiatement les tirs du VBL sur l'objectif ou rassembler ses ressources de tir dans une position d'appui. Il a également été confirmé que le viseur thermique est très utile la nuit et qu'il permet de détecter des éléments importants mieux que les soldats débarqués avec leurs lunettes de vision nocturne. Cela suggère que la nuit, le VBL devrait être utilisé dans un rôle d'appui rapproché plus agressif que durant les opérations de jour. Il y a également eu un vaste débat sur la position exacte que les troupes débarquées devraient occuper par rapport au VBL. Malgré l'absence de consensus, les principes en vigueur dictent que si on s'inquiète de la vulnérabilité des VBL, les troupes débarquées devraient être en tête et les véhicules devraient rester dans un refuge « Zulu » ou derrière les troupes de tête avec un détachement de protection rapprochée. Lorsque les VBL sont requis à l'avant pour faire l'observation, assurer le SLC ou faire de l'intimidation, il faut alors que des troupes débarquées assurent leur protection tous azimuts; pour ce faire, elles peuvent se trouver physiquement à côté du véhicule, devant ou derrière lui, ou dans les écoutilles sur la plage arrière du véhicule. Le paradigme directeur que la compagnie Golf du 2 RCR a élaboré pour les patrouilles en zone urbaine est représenté dans la Figure 5. Il existe de nombreuses variantes potentielles de ce modèle, soit l'utilisation des quatre VBL ensemble pour minimiser le fardeau de la protection rapprochée, l'emploi des véhicules chacun sur un axe distinct ou leur affectation à l'appui rapproché. Les possibilités sont liées à l'évaluation de la menace faite par le commandant et à la tâche à exécuter.

Postes de contrôle des véhicules. Les postes de contrôle des véhicules (PCV) sont une utilisation très efficace du VBL. L'effet d'intimidation et la vitesse du véhicule sont deux excellents avantages. Pour tirer efficacement profit du VBL, une équipe devrait être déployée pour assurer la surveillance du PCV lui-même. Au moins une autre équipe devrait rester hors de vue dans une cache avant l'établissement du PCV. Cela permet au commandant de réagir si un véhicule tente de faire demi-tour et d'éviter le poste de contrôle lorsqu'il le remarque. Le poste d'observation du PCV peut alerter les VBL cachés par radio en leur donnant la description et la position du véhicule pour qu'ils puissent l'intercepter à partir de leur position d'attente. L'imageur thermique rend les VBL très efficaces pour la surveillance et comme poste d'observation (PO) la nuit³⁸.

Poste d'observation. Dans n'importe quel cadre urbain, les PO dissimulés sont difficiles à établir à moins qu'un élément de tireurs d'élite puisse s'infiltre dans un édifice abandonné. Par contre, lorsqu'il s'agit d'établir un PO ouvert, le VBL est une excellente plate-forme à cause de ses dispositifs optiques, de ses moyens de communication, de sa résistance aux éléments climatiques comme la pluie, la chaleur et le froid, et en raison de sa capacité d'intimidation. Ce genre de PO a été utilisé durant l'observation mandatée du désengagement des troupes éthiopiennes de l'Érythrée au cours de l'opération Eclipse en 2001. Les soldats au PO étaient en mesure de compter précisément toutes les troupes qui se désengageaient et de décrire les armes qu'elles transportaient. Grâce à la nouvelle technologie Ferret, le VBL va devenir un poste d'écoute efficace qui pourra repérer avec précision le tir des armes légères. Dans tous

les cas, la protection rapprochée devra être maintenue et les quarts de veille devront rester courts car il est difficile d'utiliser l'imageur thermique intensivement pendant plus d'une heure.

Conclusion

Le but de cet article était de réunir certaines des principales leçons retenues au sujet de l'emploi du VBL dans les OZU et de les formuler de manière à provoquer le débat. À l'heure actuelle, très peu d'informations ont été publiées au sujet de ce type d'opération malgré le fait que nos principaux partenaires de la coalition participent actuellement à des opérations dans l'ensemble du spectre des conflits en Iraq et en Afghanistan. Nos ennemis potentiels attirent dorénavant les armées occidentales modernes dans les zones urbaines pour neutraliser la supériorité de leurs armes, de leur manœuvrabilité et de leurs systèmes de communications. Il est donc prudent de s'interroger sur nos TTP à la lumière des principes et notions fondamentaux de la guerre qui s'appliquent à cet environnement complexe et multidimensionnel.

La méthodologie de notre examen de l'utilisation du VBL dans les OZU à partir de trois points de vue s'est imposée par nécessité plutôt que par choix. Pour passer en revue tous les sujets clés de façon claire et cohérente, nous avons convenu qu'il devait y avoir une certaine forme de classement. Il nous est immédiatement apparu que notre article serait fondé sur les principes fondamentaux; cependant, cette approche à elle seule ne suffisait pas pour présenter toutes les informations techniques que nous voulions inclure. En utilisant les fonctions opérationnelles, les menaces potentielles et les tâches éventuelles, il nous a semblé que nous obtenions la liste la plus exhaustive possible pour les fins de la comparaison et le chevauchement souhaité de façon à dégager clairement les thèmes et les tendances clés à l'intention du lecteur.

Plusieurs thèmes, interdépendants, se manifestent immédiatement. Premièrement, les opérations principalement asymétriques sont plus complexes selon le calque des Figures 2 et 3 (Figure 6). Dans le cas de quatre tâches, sept menaces sont directement liées aux zones où la menace asymétrique est dominante. Deuxièmement, et en fonction de l'accroissement de la complexité des tâches dans l'environnement principalement asymétrique, on trouve l'élargissement des RDE pour ces formes de conflit. Au fur et à mesure que le conflit devient plus asymétrique, il n'est plus simplement fondé sur des tactiques, de l'équipement ou des capacités asymétriques, mais bien sur une asymétrie au niveau de ce qu'on désigne simplement par le terme de morale³⁹. L'ennemi est plus disposé à tuer d'autres personnes et à mourir au combat que nous le sommes. Cela équivaut à jouer un jeu où les concurrents sont assujettis à des règles différentes. Comme nos règles ont tendance à être plus restrictives, nos tâches sont parallèlement plus complexes. Finalement, sur la base des énoncés qui précèdent, le VBL III, même s'il est une excellente plate-forme d'armes, de capteurs et de communications, n'est que légèrement blindé. Les menaces auxquelles fait face un élément de VBL III dans un conflit principalement asymétrique doivent être évaluées plus en profondeur que celles face auxquelles le véhicule peut exploiter pleinement la distance de sécurité que lui procurent ses armes et ses capteurs. Plusieurs commentaires sont de nature anecdotique et correspondent aux perceptions des auteurs au sujet de l'emploi du VBL dans des scénarios particuliers. Cela est dû au caractère pratique de la guerre et de l'exécution des OZU. La théorie nous oriente, mais l'expérience pratique et les opérations sont les fondements de bonnes TTP. Avec le temps, il faudra perfectionner au maximum les TTP canadiennes pour l'utilisation du VBL dans les OZU. La vie de nos soldats en dépend.

Au sujet des auteurs...

Le Capitaine Christian H. Breede a reçu du Collège militaire royal du Canada en 2002 un diplôme avec distinction du programme de premier cycle en sciences politiques et économie. Lorsqu'il a reçu son brevet d'officier, il a été affecté au 2^e Bataillon, The Royal Canadian Regiment, où il a servi comme commandant de peloton pendant deux ans. En mars 2004, il s'est déployé à Haïti dans le cadre de l'opération Halo à titre d'officier de service à l'Élément de commandement national. En mai 2004, il est devenu officier de liaison auprès de la Force opérationnelle aéroterrestre du US Marine Corps (FOAM) jusqu'au redéploiement de cette force en juillet. Depuis son retour de Haïti, le Capitaine Breede a été officier du renseignement et capitaine-adjudant technique au sein du 2^e Bataillon. Il sert actuellement comme capitaine des VBL au sein de la compagnie Hotel et est en première année de maîtrise en relations internationales à l'Université du Nouveau-Brunswick.

Le Capitaine David L. Hill a obtenu en 2001 un diplôme avec distinction du Collège militaire royal du Canada dans le programme de premier cycle en sciences politiques et économie. Après l'obtention de son brevet d'officier, il a été affecté au 2^e Bataillon, The Royal Canadian Regiment, où il a servi comme commandant de peloton pendant deux ans. En 2003, le Capitaine Hill a obtenu son diplôme de la US Army Ranger School et est devenu commandant du peloton de reconnaissance du 2^e Bataillon. En mars 2004, il s'est déployé à Haïti dans le cadre de l'opération Halo à titre d'officier des opérations de la compagnie India et plus tard de la compagnie Hotel jusqu'à son redéploiement en juillet 2004. Depuis, il a servi comme capitaine des VBL et commandant adjoint de la compagnie India, et il est actuellement le commandant adjoint de la compagnie d'appui au combat du 2^e Bataillon.

Notes

1. Figure 1 — Concept élaboré par les auteurs à partir d'un graphique du document intitulé : *Objectif défini : Le concept d'emploi de l'Armée de terre*, Chef d'état-major de l'Armée de terre, 31 mars 04.
2. Le VBL III est équipé du système radio IRIS qui a été mis en service dans le cadre du projet de système tactique de commandement, de contrôle et de communication (STCCC) en 2000.
3. Major Ross Bradley, *LAV in operations: A service paper*, 2002. On a constaté, au cours d'un exercice de nettoyage de village avec tir réel au niveau de la compagnie, que la meilleure façon d'exercer le commandement et le contrôle consistait pour le commandant de compagnie à se joindre à la section de tête débarquée et à laisser les commandants de peloton à bord de leur véhicule avec les sections de tête. De cette façon, le commandant de compagnie (cmdt) était en mesure de dire à quel moment chaque maison était effectivement saisie et quand les objectifs subséquents étaient isolés. Avec cette information, il pouvait demander à son peloton de deuxième échelon de passer à travers la position du peloton de tête, qui assumait maintenant un rôle d'appui, pour aller attaquer l'objectif subséquent. Le commandant de peloton avait la connaissance de la situation et la vitesse nécessaires pour réagir, grâce à la mobilité des véhicules, et le cmdt se contentait simplement de suivre le véhicule de tête du peloton au moment où il passait près de sa position. Cette attaque a également été exécutée de nuit et le commandement et contrôle y étaient excellents en tout temps.
4. Capitaine A. Jason Gimby, *Patrouille en milieu urbain*, Le Journal de l'Armée du Canada, automne/hiver 2004, p. 26.
5. Durant une escorte de convoi exécutée par la compagnie India du 2 RCR au cours de l'opération Halo, le peloton A devait escorter des véhicules d'ONG sur une distance d'environ 300 kilomètres au nord de Port-au-Prince pour aller livrer des fournitures d'aide humanitaire à la ville de Hinche. Au cours de cette mission, les membres du peloton étaient munis de leur système de communication intégral ainsi que du PRP, d'un téléphone cellulaire, d'un téléphone iridium, d'un téléphone satellitaire (distribué et utilisé par l'opérateur des transmissions du USMC), ainsi que d'un poste radio HF.
6. De 2001 à 2005, le 2 RCR a vécu trois renversements de VBL dans lesquels les limites du DVA étaient un facteur. Il est clair que toutes les manœuvres de nuit doivent être étroitement dirigées par le chef d'équipage à l'aide de ses lunettes de vision nocturne (LVN).
7. Durant la conférence des instructeurs de tir qui s'est tenue en 2005 à la BFC Gagetown, il a été mentionné que les forces américaines ont utilisé le projectile TP-T comme projectile principal dans leur véhicule M242 équipé d'un canon à chaîne plutôt que les APFSSDS-T, FAPDS-T ou HEI-T au cours des récentes opérations en Iraq. Comme la majorité des engagements se font à courte distance, elles n'ont pas besoin de la portée que procurent les projectiles à sabot détachable. Comme le projectile TP-T a une plus courte portée et une puissance de frappe inférieure, il procure les effets souhaités sur l'objectif sans occasionner autant de dommages collatéraux qu'un projectile ayant une zone de danger trois fois supérieure.
8. Au cours d'embuscades où des véhicules blindés de l'infanterie (VBI) américains ont été détruits, mais où les membres d'équipage n'ont subi aucune blessure, ceux-ci ont réussi à se défendre au moyen de leur arme personnelle à partir de la tourelle du véhicule en attendant l'arrivée des troupes de deuxième échelon pour leur extraction. Voir l'article du Lieutenant-colonel Eric Schwartz, du Major Daniel Cormier et du Sergent Bobby Burell intitulé : 1-64 *Armor's Rogue Gunnery Training Program*, dans la revue *Armor* (janvier-février 2004), p. 17 et voir également l'article du Capitaine John B. Nalls intitulé *A Company Commander's Thoughts on Iraq*, dans le même numéro de cette revue. Durant les opérations menées par les Britanniques en Iraq en 2004 près de Al Amara, plusieurs cas ont été consignés de membres d'équipage

du véhicule FV510 Warrior engageant des objectifs depuis le véhicule. Voir la publication de l'armée britannique *Soldier*, juin 2005.

9. En 2001, un VBL du 2 RCR qui faisait partie de la force opérationnelle en Afrique orientale sous l'égide de la mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUVE) a frappé une mine antichar. Le véhicule a été gravement endommagé et a perdu presque tout le train avant, mais a réussi à retourner à sa base de lui-même et l'intégrité de sa coque a été préservée. Les membres d'équipage n'ont subi que des blessures superficielles.

10. Le compagnie Golf du 2 RCR a fait une mention à cet égard dans le rapport post-exercice (RPX) de l'exercice Urban Byte II. Le RPX décrit l'expérience de la compagnie avec l'équipement MILES au cours d'un essai spécifique portant sur l'utilisation du VBL durant les patrouilles en zone urbaine.

11. Major Ross Bradley, *LAV in operations: A service paper*, 2002.

12. Tiré du chapitre 6, *Stability Operations*, en version provisoire, de l'École d'infanterie, mai 05.

13. L'exercice Royal Fist consistait en attaques de nuit avec tir réel exécutées par le GT 2 RCR et a duré d'octobre à décembre 2002. À cette occasion, le bataillon avait attribué 16 VBL à chaque compagnie de fusiliers et permettait d'attribuer un de ces véhicules au SMC pour les tâches de SLC. Cette mesure accélérerait l'évacuation des blessés (EASAN) parce que le véhicule pouvait quitter la route immédiatement pour se rendre au point de rassemblement des blessés et grâce à la connaissance de la situation offerte par le véhicule de commandement du SMC à l'égard de cette tâche qui évitait de longues transmissions sur le réseau et le recours aux véhicules d'autres sous-sous-unité. Cette tâche d'évacuation était particulièrement difficile lorsqu'il y avait des pertes massives à un endroit où l'ambulance VSLR ne pouvait pas se rendre et lorsqu'elle n'aurait pas eu la capacité d'évacuer tous les blessés.

14. Margaret Neighbour, *US Soldier Killed in Sniper Attack*, The Scotsman, 18 juillet 03, à l'adresse <http://thescotsman.scotsman.com/index.cfm?id=670352003>

15. Tiré du chapitre 4 : *Offensive (Urban) Operations*, document en version provisoire de l'École d'infanterie, mai 05.

16. Information tirée d'un briefing du Major Les LeBlanc, G2 du 2^e Groupe brigade mécanisé du Canada donné le 14 octobre 04 à la BFC Petawawa, Ontario.

17. Sauf si le VBL exécute un long déplacement (plus de 50 km), en conditions inclemtes, le chef d'équipage devrait retirer son pare-brise. Même si cet élément procure un certain confort au chef d'équipage durant les déplacements écouteilles ouvertes, il limite le champ de vision de deux des épiscopes et complexifie donc le commandement et le contrôle dans un tel environnement.

18. En 2001, un VBL du 2 RCR qui faisait partie de la force opérationnelle en Afrique orientale sous l'égide de la mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUVE) a frappé une mine antichar. Le véhicule a été gravement endommagé et a perdu presque tout le train avant, mais a réussi à retourner à sa base de lui-même et l'intégrité de sa coque a été préservée. Les membres d'équipage n'ont subi que des blessures superficielles.

19. Major Bill Beaudoin *Le point par le Centre d'instruction au combat sur l'effet en conditions réelles du système mobile d'instrumentation automatisé du VBL III/Leopard* C2, le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, volume 5, no 4, hiver 2002-2003, p. 14-19.

20. À l'occasion de la conférence des instructeurs de tir tenue au Centre d'instruction au combat de la BFC Gagetown en mai 05, il y a eu présentation de leçons retenues qui indiquent que le conducteur, dans beaucoup de cas, a repéré les objectifs avant le canonnier ou même le chef d'équipage.

21. Certains IED récemment utilisés en Iraq regroupaient plusieurs obus de 152 mm reliés par un cordeau détonnant à un mécanisme de déclenchement simple. Voir *Improvised Explosive Devices — Iraq* à l'adresse Internet suivante www.globalsecurity.org et l'article du Colonel David Eshel, *Countering Improvised Explosive Devices*, Tank : Royal Tank Regiment Journal, volume 87, no 771, mars 05, p. 3-7.

22. La publication du USMC sur les IED et VBIED décrit plusieurs tactiques de base pour l'utilisation des IED.

23. L'utilisation des *Kamakazi* (vent divin) par les forces japonaises durant les opérations dans le Pacifique au cours de la Seconde Guerre mondiale, le bombardement de l'ambassade et des casernes des Marines à Beyrouth en 1983 et l'attaque du USS Cole au Sud Yémen en 2000 ne sont que quelques exemples de l'efficacité de ces systèmes explosifs dissimulés.

24. Au cours d'une présentation de leçons retenues des récents conflits au Moyen-Orient donnée à la conférence des instructeurs de tir tenue en 2005 au CIC de la BFC Gagetown, ce développement a été examiné. En Iraq, des SACV sont conçus pour offrir un affût de mitrailleuse escamotable qu'on peut facilement recouvrir d'une bâche. Il faut à peine quelques secondes pour assembler le système d'armes et le mettre en batterie.

25. Au cours des opérations à Haïti en 2004 dans le cadre de l'opération Halo, cet aspect revêtait une grande importance pour le commandant de la force opérationnelle. Ce n'était pas tant que les Forces canadiennes seraient prises directement pour cibles, mais des soldats canadiens pouvaient se retrouver au milieu d'un échange de feu s'ils tombaient sur un groupe criminel en flagrant délit. Au cours d'une patrouille de routine à Gonaïves, Haïti, une patrouille canadienne a été engagée par des armes légères. La patrouille s'est immédiatement mise à couvert mais a été incapable de riposter ou d'intercepter les tireurs à cause de la densité de la population et de la multitude de petites rues étroites. Une FRR de VBL/griffon a immédiatement été dépêchée sur les lieux pour aider la patrouille. L'arrivée de cette force a intimidé les habitants et les tireurs se sont enfuis. D'après des sources de HUMINT, les tireurs en question étaient des criminels en train de ramasser leur « prime de protection » auprès des commerçants locaux et ont été pris par surprise par l'arrivée des soldats. Leurs tirs visaient simplement à dissimuler leur retrait de l'endroit. Les situations de ce genre montrent clairement l'incidence du crime sur les OZU.

26. Ce fait a été démontré clairement durant l'opération Halo à l'occasion des patrouilles en zone urbaine à Port-au-Prince, Petit Goave, Miragoane et le Gonaïves. Toutes ces villes étaient accessibles par la route (sauf en saison des

pluies) mais à l'intérieur même des communautés, la manœuvrabilité des VBL était très limitée. Dans la plupart des cas, les véhicules restaient sur l'IPR et débarquaient les troupes, puis constituaient une base de patrouille et un PC, ou exécutaient une patrouille embarquée distincte ou un PCV sur l'IPR. Le Capitaine Gimby note également dans son article qu'en Afghanistan, les VBL du GT 3 RCR souffraient des mêmes restrictions à Kaboul.

27. C'était la méthode d'opération utilisée à l'occasion des fêtes de l'Indépendance à Port-au-Prince où la FOAM a exécuté des patrouilles débarquées sous la surveillance d'hélicoptères et de tireurs d'élite et avec la compagnie de VBL canadienne en réserve avec itinéraires planifiés à l'avance et drills de mesures à prendre.

28. La compagnie Golf du 2 RCR a signalé cet aspect dans un RPX après l'exercice Urban Byte II tenu à Fort Drum, New York, à l'automne de 2004.

29. En juillet 2005, le 2 RCR a mené des essais plutôt « non scientifiques » pour définir la zone en angle mort associée à l'abaissement de son armement principal. Avec la commande prioritaire de combat enclenchée, ce qui signifie que le tube du canon pouvait s'abaisser et se déplacer horizontalement dans la zone de danger du conducteur, le VBL III était en mesure d'engager un objectif de 180 centimètres de hauteur à pas moins de 5,5 mètres devant la coque. Sur les côtés, il parvenait à engager le même objectif mais à pas moins de 4,2 mètres.

30. Même si la remarque semble superflue, il vaut la peine de préciser que le caractère antiaérien d'une arme est fonction de la direction dans laquelle elle est pointée. Un canon antiaérien automoteur comme le ZSU-23/4 russe peut avoir des effets dévastateurs sur les blindés légers comme le VBL III.

31. Au cours de l'opération Halo, plusieurs opérations de bouclage et fouille ont été exécutées. Le cordon extérieur correspondait normalement à un pâté de maisons, mais il est arrivé que des pâtés de maisons étaient courbés et le cordon extérieur devait alors faire appel à des troupes débarquées à la limite de la ligne de visée et utiliser le VBL comme PC de section. Il est également clairement apparu dans le rapport post-action du CCEI 2005 que toute tentative d'établir un cordon extérieur plus grand qu'un pâté de maisons était moins efficace car la probabilité de trous dans la couverture de sécurité augmentait, ce qui risquait de permettre autant aux renforts de pénétrer dans la zone bouclée qu'à l'ennemi de s'en évader.

32. Daniel Goure, *Rolling Thunder*, Armed Forces Journal, mai 05, p. 24-27.

33. Les VBL peuvent utiliser leur MCSE pour s'aider dans ce rôle. Le MCSÉ est le moniteur qui se trouve dans le compartiment des soldats à l'arrière du VBL. Durant l'exercice Royal Fist, une attaque de nuit avec tir réel contre un petit village, le SMC de la cie H a demandé des instructions pour se rendre au point de rassemblement des blessés du peloton avant. Il s'est arrêté derrière un VBL qui était en mesure d'observer la zone de combat et est monté sur la plage arrière. Il a ensuite demandé au chef d'équipage de déplacer sa tourelle à l'aide de l'imagerie thermique vers le site du poste de rassemblement des blessés (PRB). Le SMC a repéré l'emplacement sur le MCSE et a dirigé son VBL vers l'endroit.

34. Briefing sur les mesures de protection individuelle des spécialistes de SERF du Corps des Marines de la FOIC à la compagnie India durant l'opération Halo en mai 2004.

35. Les convois à Haïti servaient à transporter des personnes très importantes et à accompagner des ONG. Tous ces convois étaient exécutés selon la méthode classique. Le CCEI 2005 a exécuté quatre tâches d'escorte de convoi dont une partie de la tâche consistait à se rendre dans un village et en revenir. Le CCEI a également utilisé des ressources du génie et de l'aviation à l'appui. Les hélicoptères assuraient la sécurité à l'avant et sur les flancs, tandis que les sapeurs étaient coimplantés avec la FRR pour enlever les obstacles et les IED.

36. On peut entrer les coordonnées d'une nouvelle position n'importe quand dans le récepteur GPS léger de précision (PLGR). Pour ce faire, il suffit de s'assurer que le PLGR est réglé en mode Custom Direct et les informations requises s'affichent alors sur l'écran du chef d'équipage. On entre ensuite des points de cheminement, par exemple un point de contrôle en cours de route ou l'emplacement d'une cache. Lorsque la saisie des points de cheminement est terminée, on peut les copier immédiatement sur la ligne libre suivante puis appuyer immédiatement sur Edit pour que le curseur se retrouve directement sur le premier chiffre du numéro MGRS. Donc, lorsque les coordonnées suivantes sont diffusées par radio ou sont calculées, le chef d'équipage n'a qu'à se pencher dans sa tourelle pour les entrer dans le système. Cela prend environ 10 secondes. Il n'y a donc aucune raison pour laquelle le véhicule ne devrait pas être programmé sur les coordonnées de sa destination chaque fois qu'il se déplace. Cela facilite la navigation et permet aux troupes qui prennent place à l'arrière du véhicule de surveiller le TACNAV et de suivre sur leur carte. À l'occasion, particulièrement dans les opérations de nuit, les navigateurs qui prennent place à l'arrière ont souvent une meilleure connaissance de la situation globale que le chef d'équipage.

37. Les comptes rendus à ce sujet sont parfois conflictuels car il est arrivé que l'effet de souffle détruire la mobilité d'un véhicule. Même si l'équipage n'est pas hors d'état, le véhicule est hors de combat. Voir l'article de Beth Ipsen, *Stryker Vehicle Performance Passes Muster with Army*, Fairbanks Daily News-Miner, 10 décembre 04.

38. La très grande majorité des armes confisquées durant l'opération Halo l'ont été à la suite de PCV improvisés que le peloton établissait sans avertissement à des carrefours clés ou à des passages obligés sur l'itinéraire principal de ravitaillement (IPR). Durant les cinq mois et demi qu'a duré l'opération, plus de 50 armes ont été confisquées de cette manière et une grande quantité de renseignements utiles pour les tâches subséquentes a été recueillie.

39. C'est M. Michael Ignatieff qui a été le premier à parler de cette asymétrie sur le plan moral au cours d'une allocution intitulée *Ethics and the New War* qu'il a faite en 2001 au Collège militaire royal du Canada dans le cadre de la Conférence commémorative Young, le 25 octobre 2001.

INSTRUCTION SUR L'ADRESSE AU TIR DE NIVEAU AVANCÉ : ÉTENDRE LA PORTÉE TACTIQUE DE LA SECTION

Major-général Ed Fitch et Sergent Kurt Grant

Nombreux sont les spectateurs présents à Pakrac, en mars 1993, à l'occasion de l'envoi des couleurs et du rassemblement de remise des médailles, qui ont plus tard évoqué l'étrange sensation qu'ils ont éprouvée en entendant les observateurs transmettre aux tireurs de précision des ordres sur la nature de l'objectif. Ces ordres, portés par le vent, émanaient de gardes de sécurité installés beaucoup plus haut, dans l'hôpital de Pakrac qui avait été détruit. Personne ne peut nier l'effet apaisant qu'a procuré aux participants la présence de ces postes d'observation à découvert et l'effet dissuasif qu'elle a exercé sur tout éventuel belligérant¹.

D'autant loin qu'on se souvienne, des éléments des Forces canadiennes (FC) ont toujours débattu de la pertinence de l'instruction sur l'adresse au tir de niveau avancé. On s'est toujours demandé si les équipes de tir et la participation à des compétitions de tir, les compétitions de tir aux armes légères des Forces canadiennes (CTALFC) et les épreuves provinciales par exemple, ne relevaient pas tout simplement de l'élitisme ou si ce genre d'instruction profitait réellement au soldat moyen.

Au sein de la communauté des armes de combat, le débat sur ce qu'est un niveau d'instruction adéquat sur l'adresse au tir est installé depuis longtemps entre deux camps aux idées bien arrêtées. Il y a ceux qui considèrent la doctrine des FC en fonction de la participation du Canada aux opérations de guerre à trois volets et qui réalisent l'écart qui sépare l'entraînement que mènent les FC et la façon dont elles se déploient sur le terrain. Ils soutiennent qu'une grande adresse au tir permet à la fois à un commandant de section de diriger un tir précis sur une cible fugitive dans un environnement de guerre à trois volets et de minimiser les dommages collatéraux, en termes de pertes chez le personnel non-combattant. Ils reconnaissent également que l'adresse au tir permet à la section de maximiser sa puissance de tir en étendant sa portée s'il lui arrivait d'être fixée au cours d'une patrouille. Pour eux, l'instruction sur l'adresse au tir est un multiplicateur de la force de combat.

Les partisans de l'autre camp voient le problème d'un point de vue financier et abordent l'instruction en fonction de choix à faire. Pour eux, le temps et les fonds disponibles s'assimilent aux éléments de la liste des normes d'aptitude au combat (NAC) considérés comme des préalables à un déploiement, et ils estiment que l'argent investi dans ce qu'ils considèrent des équipes de tireurs d'élite ou l'instruction sur l'adresse au tir au-delà de l'épreuve de tir avec l'arme personnelle (ETAP) 3 devrait être utilisé pour enseigner au soldat les techniques de campagne et mettre au point les instructions permanentes d'opération d'unité applicables aux opérations. Leur décision trouve justification dans la doctrine des FC, ce qui signifie que les FC ne participeront jamais à une opération si elles n'ont pas au moins l'effectif d'une compagnie. Les subtilités de l'adresse au tir perdent donc de leur importance et peuvent disparaître du programme d'instruction.

Le présent article veut par conséquent répondre à la question « L'instruction sur l'adresse au tir de niveau avancé a-t-elle sa place au-delà de l'ETAP 3? » en faisant valoir les avantages et en expliquant où et comment le tireur de précision pourrait parfaire ses compétences.

Contexte/Portée

Épreuve de tir avec l'arme personnelle

Afin d'aider le lecteur à comprendre la portée de la discussion, examinons tout d'abord le programme de l'épreuve de tir avec l'arme personnelle (ETAP) tel que présenté dans les manuels sur l'instruction dans l'Armée de terre (sous Habiléité au maniement des armes), B-GL-382-001/FP-002 *Tirer pour vivre*.

Le but du programme *Tirer pour vivre* est de « transmettre les connaissances et les habiletés voulues pour permettre d'engager efficacement des objectifs à toutes les distances situées en deçà de la portée efficace de l'arme utilisée »². Ce programme repose sur un modèle d'apprentissage progressif à plusieurs niveaux qui intègre des composants intérieurs et des composants extérieurs dans le cadre du plan d'instruction. Les composants intérieurs utilisent le simulateur d'arme légère (SAL) qu'on a ajouté au programme dans le but de confirmer les compétences élémentaires en matière d'adresse au tir avant de passer au champ de tir réel. La plupart des unités ont accès à un SAL mais bien peu, s'il en est, l'utilisent régulièrement pour l'instruction sur l'adresse au tir. Les soldats sont bien souvent incapables d'utiliser le simulateur de façon efficace en raison d'autres exigences liées à l'instruction, d'un manque d'opérateurs compétents et de bris d'équipement.

Les composants extérieurs, ou composants de tir réel, sont répartis en dix exercices au champ de tir et en trois ETAP. Pour les besoins du présent article, l'ETAP 3 peut être décrite comme une confirmation de la capacité du tireur d'engager l'objectif alors qu'il passe d'une distance de 400 à 25 mètres et englobe l'ETAP 1 — le groupement et le zérotage à différentes positions à une distance de 100 mètres, et l'ETAP 2 — le tir à une distance de 200 mètres avec le dispositif de tir de nuit. Pour obtenir la distinction de tireur de précision, le soldat doit obtenir une note d'au moins 80 % aux ETAP 2 et 3³.

Tireur de précision de niveau avancé

Le tireur de précision de niveau avancé peut être décrit comme un soldat capable d'engager des objectifs à partir de n'importe quelle position, à une distance pouvant atteindre 500 mètres, soit 100 mètres de plus que la portée efficace du fusil C-7 muni du viseur C79.

Les tireurs de précision de niveau avancé acquièrent leurs compétences en participant à des compétitions comportant douze épreuves au cours desquelles ils doivent engager des objectifs situés à des distances allant de 100 à 500 mètres à partir des quatre positions de tir. Les épreuves portent sur le tir de précision aussi bien que sur le feu et le mouvement. Au cours de l'épreuve la plus difficile, la course aux cibles de 500 mètres, le tireur doit engager l'objectif à partir de différentes positions en avançant de 100 mètres à la fois. Les épreuves se veulent aussi un moyen d'évaluer la capacité du tireur de composer avec le stress au combat en limitant le temps qui lui est accordé pour tirer.

Un tireur de précision de niveau avancé doit obtenir un pointage de 525⁴ pour les douze épreuves d'une compétition provinciale ou nationale.

Il va sans dire que tous les soldats n'ont pas le potentiel pour devenir tireur de précision de niveau avancé; il faut en effet des années pour devenir un tireur de haut niveau. L'instruction sur l'adresse au tir de niveau avancé est réservée aux quelques tireurs qui se qualifient comme tireurs de précision à l'ETAP et qui possèdent des aptitudes manifestes.



Le Sgt Grant et le Mgén Fitch discutent des subtilités du tir en position debout.

Avantages et inconvénients

On peut faire valoir qu'en raison de la doctrine sur la guerre de manœuvre, guerre fondée sur le feu et le mouvement au cours de laquelle on dirige un feu nourri sur un adversaire symétrique, et de l'application qu'en font les FC, il n'y a pas lieu d'offrir aux tireurs une instruction au-delà de l'ETAP 3 et, par conséquent, de posséder une grande adresse au tir. Ajoutons à cela que les commandants modernes se montrent naturellement réticents à embarquer dans le moule et à laisser partir des membres (ou des pelotons entiers) de leur unité pour qu'ils

se joignent à une équipe de tir. Par crainte de l'élitisme, nombreux sont ceux qui évitent comme la peste les équipes de tir, elles qui leur prennent leurs troupes au printemps et ne les restituent qu'à l'automne, les empêchant ainsi de participer aux affectations d'été, ce qui nuit à la cohésion de l'unité. Mais dans l'environnement au sein duquel évoluent actuellement les FC et compte tenu notamment du rythme des opérations et de la nécessité de créer et de maintenir des niveaux de disponibilité opérationnelle plus élevés, une telle attitude n'est ni acceptable ni réaliste.

Les FC étudient depuis longtemps la guerre de manœuvre mais rarement, voire jamais, l'ont-elles mise en application. Depuis 1990 en fait, les opérations auxquelles participent les FC se sont révélées une longue découverte de la guerre à trois volets, guerre qui se caractérise par des opposants asymétriques et un terrain complexe et qui se déroule au sein d'une population civile dense. Du point de vue opérationnel, l'habitude qu'ont les FC de déployer des troupes sur une vaste zone de responsabilité (ZResp) et de mener des opérations au niveau de l'équipe, de la section et du peloton (des opérations de patrouille/capture par exemple) crée en fait une dichotomie entre la façon dont elles s'entraînent et celle dont elles opèrent. Les FC se préparent d'une part pour le scénario le plus pessimiste pour lequel elles planifient des opérations d'envergure alors que d'autre part, elles mènent des opérations de type interventionniste où les dommages collatéraux doivent être réduits au minimum. Des opérations hors guerre (OHG), l'opération Harmony menée en Croatie et l'opération Delivrance en Somalie par exemple, ont clairement démontré la nécessité d'avoir des tireurs de précision de niveau avancé aux niveaux inférieurs. La doctrine des FC continue cependant de faire valoir que l'adresse au tir au-delà de l'ETAP 3 n'est pas une compétence essentielle en raison de la nature des opérations confiées aux FC. On peut donc se demander ce qu'il faut faire? Doit-on vraiment limiter l'instruction du tireur de combat au niveau trois—le feu et le mouvement? Ou doit-on pousser l'instruction plus loin? Rares sont ceux qui refuseront de reconnaître la valeur du tireur d'élite. Ces deux mots provoquent la peur chez ceux qui connaissent leur capacité et s'entourent d'un climat de mysticisme lorsqu'ils sont repris par les médias. Constituant un système d'armes en vertu de la Convention de Genève, les tireurs de précision sont peu nombreux et ne peuvent être déployés (dans les FC du moins) que par un commandant de bataillon, d'où l'extrême difficulté pour les commandants aux niveaux inférieurs d'y avoir recours. Mais qu'en serait-il si des tireurs de précision très bien entraînés pouvaient appuyer le commandant de section, de peloton ou de compagnie? Le moral de l'ennemi s'en ressentirait à coup sûr et leur présence empêcherait ce dernier de combattre tout en réduisant nos propres pertes, particulièrement au cours d'opérations

asymétriques. C'est ici qu'entre en jeu le tireur de précision de niveau avancé—le fantassin qui s'est qualifié comme tireur de précision à l'ETAP 3 et qui poursuit sa formation en suivant des cours d'entraîneur et en participant à des compétitions. Le soldat qui s'entraîne à devenir un meilleur tireur de précision avec son C-7 en arrive à engager un objectif situé à 500 mètres. Jumelé à un observateur, son partenaire au sein de l'équipe de tir qui lui, est muni d'un viseur C79, le tireur de précision peut accroître sa portée de 100 à 200 mètres sans pour cela ajouter de nouvelles ressources, le contrôle continuant d'être exercé au niveau de la section⁵.

La doctrine poursuit cependant son évolution et la doctrine de la guerre de manœuvre, née de la guerre froide, a fort peu de place dans l'environnement fluide dans lequel s'inscrivent les opérations actuelles. Élaboré au départ en 1997 par le Général Charles C. Krulak du Corps des marines, le concept de la guerre à trois volets démontre clairement toute la gamme des compétences que doit posséder le soldat d'aujourd'hui.



Caméra de combat APD02 5340

Un tireur d'élite du 3^e Bn PPCLI se confond avec son environnement en Afghanistan APD02

Il arrivera un moment où nos militaires devront nourrir et habiller les réfugiés déplacés, une tâche d'aide humanitaire. Puis ils devront séparer deux factions en guerre, une tâche de maintien de la paix. Enfin, ils devront se battre dans une guerre hautement létale, d'intensité moyenne. Tout cela le même jour, dans une même ville, à l'intérieur de trois blocs. Dans un tel environnement, la doctrine et les organisations classiques peuvent signifier bien peu. Il s'agit d'un environnement né du changement⁶.

Comme le souligne le Général Krulak, la doctrine et les organisations classiques peuvent signifier bien peu sur le champ de bataille moderne. Les changements ont débuté en 1990 avec l'effondrement du Rideau de fer, événement qui a marqué la fin du monde bipolaire qui prescrivait la doctrine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Du point de vue du Canada, les opérations de maintien de la paix menées par les Nations unies (ONU) au cours des quinze dernières années ont vu le conflit interétatique remplacé par le conflit intraétatique, laissant la doctrine de la guerre froide dans son sillage. En dépit de cette nouvelle réalité, le Livre blanc de 1994 continue encore d'influer sur la façon dont les FC s'organisent et s'entraînent, une décennie après sa publication. La doctrine qui y est exposée repose sur des techniques de combat qui

remontent à la Première (attaques au niveau de la section) et à la Seconde (combat dans les zones bâties (cbt ZB)) Guerres mondiales et qui supposent que l'ennemi appliquera le modèle soviétique, un modèle aujourd'hui disparu. Là où la doctrine parle d'opérations menées aux niveaux de la brigade, du bataillon et même de la compagnie, l'expérience du Canada dans les opérations tactiques de maintien de la paix montre clairement un déploiement des troupes qui est tout autre. Le temps des positions défensives aménagées en profondeur et des feux croisés de la compagnie est révolu. La situation tactique exige maintenant que les compagnies évoluent en autonomie à l'intérieur de zones d'opérations. Le quartier général et les éléments de soutien sont regroupés à une position centrale alors que les pelotons et les sections, dispersés à des postes d'observation, travaillent seuls et ne reçoivent l'appui des forces de réaction rapide (FRR) qu'en cas d'urgence. Les patrouilles et les contacts avec la population locale sont à la base des tactiques modernes. Puisqu'il est moins important de tenir le terrain, les commandants à tous les niveaux se doivent de trouver des moyens d'empêcher l'ennemi de combattre tout en réduisant leurs propres pertes⁷.

Application

En examinant les différentes phases de la guerre, il est facile de réaliser les avantages que présentent les tireurs de précision au sein de la formation. Au cours de l'avance, dans des opérations de transition, la section et le peloton de tête ont l'habitude de tenir le terrain sur lequel ils se trouvent après avoir essuyé le tir efficace de l'ennemi et de former une base de feux pour les quelques éléments encore en place qui se lanceront dans l'attaque. Les tireurs de précision qui se trouvent à la base de feux peuvent ici contribuer à réduire le nombre de combattants ennemis par leurs tirs au juge (temps limité, tirs précis). Comptant également sur le tir de mitrailleuses C-9, une section pourrait à la fois répondre au tir de suppression et engager avec précision des objectifs inopinés qui se trouvent dans la zone de l'objectif, réduisant ainsi sa consommation de munitions et conservant l'initiative.

Dans les opérations de défense mobile et les opérations de zone, les tireurs de précision de niveau avancé peuvent se révéler extrêmement utiles en réduisant le nombre de troupes en progression une fois celles-ci débarquées (tirs rapides et précis). Ils détruisent la capacité offensive de l'ennemi, « ... tout en tenant le terrain et empêchant l'ennemi de réaliser une percée »⁸. Toujours en défense, comme en témoigne la citation d'ouverture, un tireur de précision installé au bon endroit et qui opère avec un observateur est fort efficace pour surveiller des détachements de reconnaissance ennemis. Le tireur met encore ici à profit ses compétences au tir au juge, acquises lors de compétitions, et sa capacité de lire le vent, donc d'accroître sa précision, alors que le temps d'exposition est réduit et la portée accrue. Pourquoi confier cette tâche à un seul individu ou à une seule équipe alors que tous les membres du peloton posséderaient ces compétences et que plusieurs équipes pourraient y participer? Afin de comprendre comment le concept de surveillance peut être appliqué davantage aux OHG, reprenons l'expérience des FC en Yougoslavie. Dans sa citation d'ouverture, le Lcol Nordick fait clairement référence à des équipes déployées en positions de surveillance, ce qu'il est parvenu à faire sans avoir recours à ses tireurs d'élite. En 1993, la défense improvisée assurée par le PPCLI dans la poche de Medak, en Croatie, au cours d'opérations de maintien de la paix menées par les FC, illustre très bien l'application du tir à partir d'une position défensive. Au cours de l'engagement, le PPCLI a utilisé des armes légères contre les forces croatiennes, causant des pertes importantes (jusqu'à 120 selon certaines estimations) à l'ennemi et ne subissant pour sa part que des pertes légères, soit quatre hommes blessés par des éclats de shrapnel.

Finalement, au cours d'un désengagement, un peloton de tireurs de précision de niveau avancé, jumelé à des observateurs laissés derrière afin de retarder l'ennemi, serait tout aussi et même plus efficace que des tireurs d'élite munis de C-3 à qui l'on aurait confié la même tâche. Les équipes de tireurs de précision seraient ici déployées au niveau du peloton/de la compagnie et, beaucoup plus nombreuses, pourraient couvrir un terrain considérablement plus vaste tout en réduisant les risques de perdre des ressources précieuses (équipe de tireur d'élite).



Caméra de combat | S2005-0167

Les techniques de tir de nuit sont, elles aussi, critiques. Des militaires du R22eR s'exercent ici dans un champ de tir.

Dans le contexte de la guerre à trois volets, il arrive souvent également que les convois tombent dans une embuscade. Les tireurs de précision de niveau avancé pourraient ici aider à gagner l'échange de feu puis à dominer la scène pendant que les éléments du convoi ou les renforts encore en place planifient et exécutent la contre-attaque finale.

Acquérir et parfaire l'adresse au tir

Un leader qui n'a pas le sens de la compétition est faible et peut être facilement vaincu par le moindre défi

Attila roi des Huns

La notation de caporal stratégique qui suppose qu'un mauvais tir peut avoir de lourdes conséquences politiques nous aide à réaliser la nécessité d'étendre l'instruction sur l'adresse au tir à tous les niveaux. Mais, vu sa charge de travail et les déploiements opérationnels auxquels il participe, où le commandant peut-il trouver le temps et le personnel pour participer à une instruction sur l'adresse au tir de niveau avancé? La réponse réside dans la compétition.

Les compétitions, comme la compétition de tir aux armes légères des Forces canadiennes (CTALFC), visent à favoriser et à développer l'adresse au tir chez toutes les composantes des FC dans le but d'accroître l'efficacité opérationnelle⁹. Les leçons retenues de la participation à ces activités sont cependant universelles et s'appliquent au tir à toutes les armes légères, nonobstant les conditions et les champs de tir. Alors qu'on s'attend en général à obtenir une portée maximale de 300 m avec le fusil C7, les soldats capables d'effectuer des tirs de précision à des portées supérieures dans les

conditions qui prévalent sur les champs de tir conventionnels ont nettement plus de chances d'atteindre une cible plus rapprochée lorsque les conditions d'éclairage et de température se dégradent en raison du stress du combat.

L'adresse au tir n'est pas qu'une simple habileté; seule une pratique régulière permet d'éviter l'érosion des compétences. Si on le compare à d'autres formes d'instruction cependant, le tir aux armes légères présente un coefficient de rentabilité élevé. L'infrastructure (ce qui inclut les champs de tir, la ciblerie ainsi que les simulateurs et les armes électroniques) est somme toute déjà en place. Les munitions pour armes légères sont relativement peu dispendieuses alors que l'instruction au tir et les compétitions de tir contribuent à améliorer de nombreuses qualités souhaitables au niveau de la « petite unité », niveau considéré essentiel. La plupart du temps, les compétitions ont lieu la fin de semaine, au cours de l'été, alors que l'instruction élémentaire avec le SAL peut se faire tout au long de l'année dans les temps libres et les temps d'immobilisation, à peu de frais et sans nuire à l'instruction. On sait que l'instruction à l'unité connaît un ralentissement au printemps; le tireur peut profiter de cette période pour s'entraîner en dehors de l'horaire régulier, les fins de semaine et en soirée, sur des champs de tir réels, ce qui lui permet de composer avec différentes conditions et d'acquérir de l'expérience en vue des opérations. En visant le sommet, les tireurs en viennent à découvrir toutes les subtilités du tir. On ne s'attend pas à ce que chaque militaire se rende au camp Bisley¹⁰, même si celui-ci demeure le summum de l'accomplissement pour les meilleurs tireurs de précision à longue distance au monde, qu'il s'agisse de soldats professionnels ou de civils qui pratiquent un sport exigeant.

Comme dans tout sport, l'instruction des tireurs de précision comporte une série d'améliorations entrecoupées de plateaux. Le tireur s'améliore en participant à un entraînement intelligent et peut par la suite maintenir son niveau de compétence sans trop de difficulté ou à peu de frais. Les FC disposent des éléments essentiels pour appuyer cette démarche, à savoir des instructeurs, des simulateurs d'armes légères et des champs de tir conventionnels. Les cours sur le tir aux armes légères dispensés par les commandants de section aident le tireur à améliorer ses compétences individuelles et à apprendre les éléments de la norme d'aptitude au combat (NAC) collective au champ de tir et en campagne. L'École d'infanterie de Gagetown compte un petit nombre d'entraîneurs et d'instructeurs qui possèdent des qualifications supérieures et qui sont aptes à former des entraîneurs à l'unité et à enseigner l'exécution de tirs précis à longue portée, compétence jugée essentielle au tireur d'élite. Mais où ces instructeurs apprennent-ils leur métier? L'instruction réciproque offerte à l'école et à l'unité ne pourrait à elle seule suffire à préserver les compétences. C'est ici que la compétition, particulièrement au niveau international, prend son importance. Les épreuves de tir à 300 m du CISM-Tir sont un bon exemple de compétitions de haut niveau qui s'appliquent directement aux compétences militaires. La CTALFC offre elle aussi l'occasion aux meilleurs tireurs de l'Angleterre, des États-Unis, de l'Australie et du Canada d'exercer leur métier dans des conditions similaires et de discuter du tir opérationnel¹¹. Au Canada, la principale organisation dans le domaine est le Dominion of Canada Rifle Association (DCRA) qui peut compter sur un réseau très bien organisé d'associations de tir provinciales, comme l'Ontario Rifle Association (ORA). Des compétitions provinciales et nationales comme la Compétition de tir en conditions de service du DCRA contribuent à la recherche de l'excellence et sont pour nous l'occasion de comparer nos idées et nos techniques à ce que nos alliés ont de mieux à offrir. À la suite des incidents du 11 septembre, les équipes tactiques de l'usine nucléaire Bruce près de Toronto et celles de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ont repris la compétition, ce qui montre bien que l'importance du tir de précision comme compétence essentielle est reconnue à travers le monde.

Les compétitions d'adresse au tir à longue portée de haut niveau sont la meilleure occasion pour les FC de profiter de l'expertise offerte à l'extérieur de leur organisation et d'apprendre. La compétition ne doit pas pour autant être perçue comme un sport d'élite. Non seulement le participant doit-il prendre part à la compétition, mais il doit également, à son retour à l'unité, partager les compétences et les techniques qu'il a apprises. C'est ainsi, par exemple, que les participants à des compétitions de haut niveau (CTALFC et Bisley, par exemple) savent qu'ils ne sont pas seuls à profiter de l'expérience. On s'attend plutôt à ce qu'ils apprennent, assimilent, analysent et communiquent leurs connaissances au niveau directement sous eux au sein de leur unité. Les commandants d'unité doivent quant à eux réaliser l'importance du savoir que possèdent les participants et veiller à ce que ces connaissances soient transmises. Les compétitions comme la CTALFC simulent plus fidèlement le tir opérationnel que l'instruction classique mais, en tant que meilleure épreuve du tir de précision, constituent un élément de base fondamental du tir opérationnel. Le tir opérationnel dans son ensemble relève du commandant d'unité et de formation qui doit compter sur de solides bases avant d'ajouter les autres éléments.

La Figure 1 ci-dessous illustre les avantages qu'offre le tir de compétition. Elle montre la hiérarchie du tir de précision en fonction de la nature des participants et de l'importance relative de l'instruction ou de la compétition comme moyen d'atteindre le niveau de compétence recherché. La Direction de l'instruction de l'Armée de terre utilise un modèle semblable, mais identifie cependant les cinq niveaux en fonction du niveau de compétence ou de compétition à savoir (du plus bas au plus élevé) : norme individuelle d'aptitude au combat (NIAC) ou compétence; NAC collective ou d'équipe ou

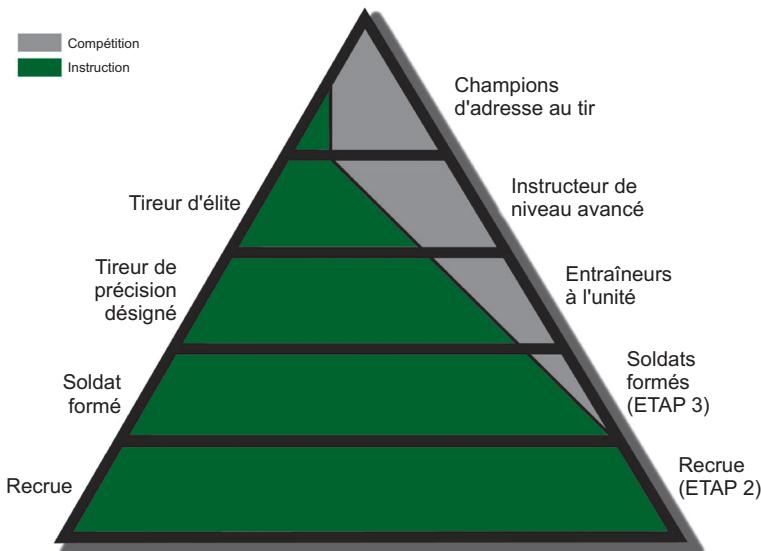


Figure 1: Instruction sur l'adresse au tir selon les besoins.

compétence; NAC collective ou d'équipe ou compétence; compétitions au niveau de l'unité, de la brigade ou du secteur; compétitions au niveau de l'Armée de terre ou compétitions nationales, compétitions internationales.

Répondre au besoin

Après avoir examiné les différents éléments de l'adresse au tir en fonction de la nouvelle doctrine, nous pouvons maintenant nous demander s'il existe des avantages à

poursuivre l'instruction du tireur d'élite au tir au-delà de l'ETAP 3? La réponse est sans conteste oui!

D'abord et avant tout, il y a la question de l'efficacité opérationnelle. Comme le mentionne le Colonel Calvin, commandant des Forces canadiennes qui ont été impliquées dans l'incident de la poche de Medak en 1993, « un soldat doit avoir confiance en sa propre capacité d'employer la force meurtrière et de se protéger ainsi qu'en celle de sa section, de son peloton et des formations supérieures. Ce n'est que lorsqu'ils auront atteint ces hauts niveaux d'assurance liés à leur habileté à manier les armes qu'ils pourront appliquer cette force meurtrière avec calme et une précision à toute épreuve »¹². L'instruction sur l'adresse au tir de niveau avancé, par le biais des compétitions de tir, donne aux soldats l'occasion d'évaluer et d'améliorer leur adresse au tir dans des conditions où le stress est bien présent. Ils deviennent plus habiles à manier leur arme personnelle et leur façon d'utiliser les munitions ne ressemble en rien à ce que l'instruction régulière leur permet d'apprendre. Le militaire qui se retrouve dans un théâtre a davantage confiance en lui. Comme les troupes sont déployées à différents endroits au cours des opérations, il est certain que le soldat qui reçoit une telle instruction possède une plus grande efficacité. Les soldats des armes de combat le savent et font tout pour profiter des occasions qui leur sont offertes de participer à des compétitions, comme en témoignent les membres du 3 RCR qui ont participé à une compétition de tir en conditions de service de l'ORA en juillet 2003, au cours d'un congé qui précédait leur déploiement en Afghanistan¹³. Ajoutons à cela que les compétences et l'expérience acquises au cours de telles compétitions sont transmises aux autres membres de l'unité¹⁴, ce qui contribue à améliorer la norme d'adresse au tir dans toute l'unité grâce à un encadrement individualisé.

Au point de vue tactique, les avantages que procure la présence du tireur de précision aux niveaux de commandement les plus bas ne se comparent en rien à ce qu'il en coûte pour le former, avec preuve à l'appui. La 4th Marine Expeditionary Brigade (anti-terrorisme) a récemment instauré un programme de tireurs de précision désignés afin d'accroître l'efficacité de ses unités. Comme l'a souligné le Major-général James Mattis à l'occasion d'un dîner annuel du Corps des marines au cours duquel on discutait des leçons retenues de la guerre sur le terrorisme, « le tireur de précision permet à l'escouade de tirer avec précision sur une personne. Si, par exemple, quelqu'un se cache derrière des civils vous savez qu'il y a là un gars qui peut identifier un individu dans la foule et le descendre sans atteindre des personnes innocentes »¹⁵.

Je ne vous apprends rien en vous disant que depuis 15 ans, les FC ont considérablement accru leur rythme opérationnel. Les commandants ont dû faire des choix difficiles afin d'en arriver à savoir où faire porter leurs efforts, à l'intérieur d'un calendrier d'instruction limité, afin de satisfaire aux normes de disponibilité opérationnelle préalables au déploiement. Rares sont les commandants qui connaissent les avantages du SAL pour améliorer les compétences élémentaires en matière d'adresse au tir et plus rares encore sont ceux qui souhaitent profiter des retombées d'une participation à des compétitions. L'instruction sur l'adresse au tir a diminué depuis quelques années et les compétences individuelles des soldats ont suivi dans une même mesure. Les résultats de la 33 Brigade à la compétition MILSKILLS qui a eu lieu à Petawawa du 1^{er} au 3 octobre 2004 attestent bien de la situation. Les équipes participaient à une marche forcée¹⁶ et tentaient de mériter des points aux différents stands. Dix (10) points étaient accordés au stand de tir au fusil C7 avec le dispositif de visée de jour. Les 26 équipes de 8 tireurs ont obtenu une note moyenne de 4,9 (ou 49 %). Pour le tir effectué avec le dispositif de vision nocturne, la note moyenne a été de 3,6 (ou 36 %)¹⁷. Ces piétres résultats traduisent non seulement le faible niveau de compétence des participants [qui sont censés compter parmi les meilleurs soldats de



Dans un champ de tir en Afghanistan — l'adresse au tir, dans ce milieu, pourrait contribuer à sauver la vie d'un soldat.

chaque régiment], mais témoignent également d'un problème beaucoup plus profond qui touche l'ensemble des FC.

N'est-il pas très étrange qu'une armée qui, pendant des années, a appuyé l'instruction sur l'adresse au tir de niveau avancé (cours de tir aux armes légères et cours de moniteur de tir aux armes légères) et le tir de compétition afin de rehausser la norme d'adresse au tir au sein d'une unité et d'insuffler du dynamisme chez les troupes, devrait annuler la participation aux compétitions d'adresse au tir à tous les niveau¹⁸. Comme l'adresse au tir constitue l'un des trois éléments fondamentaux des compétences du fantassin¹⁹ et que le travail de l'infanterie consiste à « se rapprocher de l'ennemi et à le détruire », cette décision nous ramène à l'expérience vécue par les Américains avant la guerre du Golfe alors qu'ils ont totalement délaissé l'instruction de tireur d'élite et d'adresse au tir tout juste après la Première et la Seconde Guerres mondiales, la guerre de Corée et plus tard, la guerre du Vietnam. Il a fallu attendre jusqu'au milieu des années 1980 pour que le Corps des marines décide de créer une unité d'instruction sur l'adresse au tir de niveau avancé qui continue d'envoyer des instructeurs en Iraq et en Afghanistan pour dispenser des cours de recyclage, un besoin de plus en plus évident au sein des FC.

Conclusion

En ces temps où la guerre asymétrique gagne en importance, les commandants à tous les niveaux se doivent de trouver des moyens d'empêcher l'ennemi de combattre tout en réduisant le plus possible les pertes chez les forces amies et le personnel non-combattant. Nous n'avons qu'à nous reporter à l'expérience récente des FC en Yougoslavie ou à celle des Américains en Iraq pour réaliser cet état de choses. L'instruction sur l'adresse au tir est une solution efficace à ce problème. Malgré les avantages certains liés à une telle instruction, bien des commandants de compagnie et de peloton, soucieux de créer la cohésion au niveau de l'unité par le biais d'une instruction commune, refusent de détacher des membres de leur personnel afin qu'ils participent à l'instruction sur l'adresse au tir de niveau avancé. Cette recherche de cohésion persiste même si les tireurs de précision formés accroissent la capacité et

l'efficacité de leur unité sans mettre de vies en péril ou épuiser les ressources limitées du bataillon. De plus, en passant plus de temps au champ de tir et en participant à des compétitions dans le cadre du calendrier d'instruction, le soldat en vient à se savoir capable d'atteindre l'ennemi par ses tirs de loin.

En résumé, l'instruction sur l'adresse au tir est — mentalement et physiquement — un multiplicateur de la force. En encourageant les militaires de tous les groupes professionnels des FC à participer à des compétitions, on contribuerait à mieux répartir les compétences et les tireurs de précision formés au sein des FC et à mettre ces ressources à la disposition des commandants autres que ceux des armes de combat. Les commandants disposeraient ainsi de plus grandes capacités, eux qui doivent actuellement se tourner vers leur personnel non-combattant pour assurer la sécurité de la base et remplir d'autres tâches qui reviennent à l'infanterie²⁰.

Les soldats sont réputés être de bons tireurs. Un tireur de précision — compétent, a confiance en lui et irradie cette confiance chez ceux qui l'entourent. Le tireur de précision — expert en armes légères peut utiliser d'autres systèmes d'armes puisqu'il comprend mieux la relation complexe qui s'établit entre l'arme, le projectile, l'environnement et l'objectif. C'est en se fixant des buts, en identifiant des problèmes, en trouvant des solutions, en prenant les mesures qui s'imposent et en persévérant que le tireur de précision en vient à acquérir une plus grande discipline personnelle et à progresser. Il s'agit en fait de la façon de régler bien des problèmes de la vie courante. L'adresse au tir est une compétence militaire fondamentale essentielle au succès au combat. En ces temps où l'on nous demande de faire plus avec moins, il est facile de faire un choix lorsqu'on compare le peu qu'il en coûte pour former des tireurs de précision (et ainsi créer un système d'armes déployable aux niveaux inférieurs) aux avantages tactiques incroyables que les commandants en retirent. Mais le problème va au-delà d'un manque de fonds, de disponibilité de ressources ou de temps pour s'entraîner. La formation de tireurs de précision est une question prioritaire. Même s'ils disposaient de l'argent et du temps nécessaires, bien des commandants continueraient d'ignorer de la même façon l'adresse au tir pour plutôt se tourner vers des activités qu'ils estiment plus importantes. Une telle attitude, qui pourrait se justifier comme étant une décision qui relève du commandement, aurait des conséquences graves sur l'efficacité de la sous-unité et finirait par coûter des vies.

Nota : les auteurs tiennent à remercier l'Adj Mike Lever qui a collaboré à la rédaction de cet article et qui est membre des Cameron Highlanders d'Ottawa. Il a été membre de l'équipe de tir du QGDN en 2004 et 2005, et travaille actuellement à la Direction de l'histoire et du patrimoine à Ottawa.

Au sujet des auteurs...

Le Major-général Ed Fitch est le gestionnaire de projet pour le projet de RRFT. Tireur de longue date et participant à des compétitions internationales, il a été nommé patron d'honneur du tir des FC en 2001.

Le Sergent Kurt Grant est membre des Brockville Rifles. Il a participé à une rotation en Yougoslavie, a été à trois reprises finalistes pour la médaille de la Reine (Réserve), a été membre de l'AFSAM en 1996 et des équipes Bisley des FC en 1997. Auteur publié, il travaille actuellement à la Direction de l'histoire et du patrimoine à Ottawa.

Notes

1. Maj Fisher, *Règles d'engagement de la FORPRONU*, Journal de l'infanterie n° 26, Lcol Nordick, Mot de la fin du commandant.
2. B-GL-382-001/FP-002, Tirer pour vivre, Section 2, Concept, point a. La portée efficace du fusil muni du viseur C79 est

de 400 m.

3. Il importe de souligner que l'expression « tireur de précision » tel que présentée ici ne représente qu'un accomplissement et non une compétence.
4. La note maximale est 600
5. À 700 mètres, un projectile de 5,56 mm aura une force considérablement réduite au moment de l'impact. Le projectile aura encore cependant une vitesse supersonique et la capacité de causer des blessures ce qui en fait, par conséquent, un tir efficace.
6. Discours du Général Charles C. Krulak devant le National Press Club publié dans *Vital Speeches of the Day*, 15 décembre 1997, p. 139 à 141.
7. B-GL-300-002/FP-001, *Doctrine tactique de la Force terrestre*, 1997-05-16, chapitre 1, La guerre de manœuvre, point 14.
8. B-GL-300-002/FP-001, Les opérations défensives, points 3a et d, p. 4 -1
9. Ltv Delaney, *Note documentaire – L'annulation de la compétition de tir aux armes légères des Forces canadiennes (CTALFC)* 2003, point 2
10. Le Camp Bisley situé à Surrey, en Angleterre, accueille chaque année, depuis plus d'un siècle, les championnats mondiaux de tir au fusil à longue distance. Bisley accueille également de nombreuses autres compétitions, particulièrement la compétition Central Skill-at-arms (CENTSAM), dont le Royaume-Uni est l'hôte et qui est l'équivalent de la Compétition de tir aux armes légères des Forces canadiennes (CTALFC).
11. Le tir opérationnel est l'application du tir d'armes et de systèmes d'armes au cours d'opérations. Il constitue une compétence pour une force militaire. Il comporte plusieurs compétences complémentaires dont les techniques de campagne, le mouvement tactique, le camouflage et la dissimulation, l'acquisition d'objectif, le commandement et le contrôle ainsi que l'adresse au tir. Le tir réel collectif est souvent considéré comme le point culminant de l'instruction sur le tir opérationnel mais n'est d'aucune aide au soldat qui n'a pas confiance en ses propres compétences de tireur de précision.
12. Col Calvin 1998, tel que paru dans un article sur la CAD/l'ICAD intitulé *La poche de Medak*, citation d'ouverture.
13. Entrevue personnelle avec le Cplc Travis Surette du 3 RCR, un des membres de l'équipe qui a participé à l'épreuve de l'ORA.
14. Ltv Delaney, *Note documentaire – L'annulation de la compétition de tir aux armes légères des Forces canadiennes (CTALFC)* 2003, point 6. L'auteur vient étayer ce point en témoignant de son expérience personnelle.
15. C. Mark Brinkley, *Top Shots For Every Squad*, Marine Corps Times, 29 juillet 2002.
16. Les activités comprennent les connaissances militaires générales, le tir de jour au fusil C7, la marche forcée, les premiers soins, le tir de nuit, l'évasion de nuit et la navigation.
17. Les chiffres sont basés sur le tableau de notation pour la compétition produit le 3 octobre 2004 et qui présente les résultats officiels.
18. C'est en 2002 qu'a eu lieu la dernière CTALFC à Ottawa. Avant cependant, plus aucun financement n'était accordé pour la participation aux rencontres de tir régionales et les FC ont pratiquement délaissé toute participation.
19. Les trois compétences que doit posséder un bon fantassin sont les techniques de campagne, l'aptitude physique et l'adresse au tir.
20. Des unités américaines font appel à des troupes blindées pour les opérations de nettoyage des maisons, comme le montrent des photos parues dans un récent numéro du *Time magazine*.

— CRITIQUES DE LIVRES —

SEMPER FI AU MOYEN-ORIENT—THE MARCH UP: TAKING BAGHDAD WITH THE UNITED STATES MARINES

par Bing West et Major-général (USMC, à la retraite) Ray L. Smith, New York, Bantam Books, 2004, SC, 315 pages, 21 \$CAN

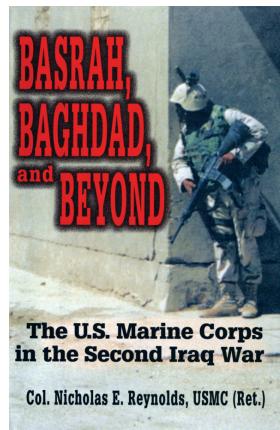
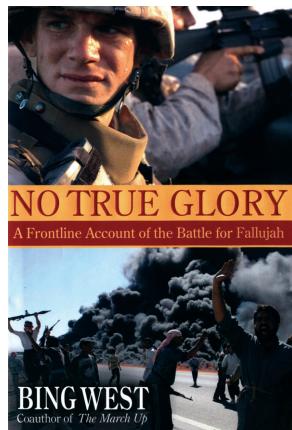
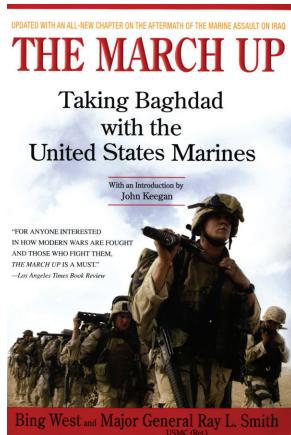
NO TRUE GLORY: A FRONTLINE ACCOUNT OF THE BATTLE FOR FALLUJA

par Bing West, New York, Bantam Books, 2005, HC, 380 pages, 35 \$CAN

BASRAH, BAGHDAD, AND BEYOND: THE U.S. MARINE CORPS IN THE SECOND IRAQ WAR

par le Colonel (USMC, à la retraite) Nicholas E. Reynolds, Annapolis, Naval Institute Press, 2005, HC, 320 pages, 32,95 \$US

Critique préparée par le Lieutenant-colonel Ian Hunt et le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D



Les premiers récits non officiels de la guerre en Irak (2003) et de ses répercussions ont été publiés dans les premiers mois suivant l'annonce de la fin des opérations de combat majeures. Une critique de l'un des premiers ouvrages sur ce sujet, *The Iraq War*, de Williamson Murray et du Major-général Robert H. Scales Jr., est parue dans le Journal de l'Armée du Canada, en 2004 (vol. 7:3/7:4 p. 124-127). La présente critique porte sur trois autres récits de la guerre en Irak davantage axés sur l'United States Marine Corps (USMC), qui, détail intéressant, ont tous été rédigés par des marines américains à la retraite.

Après des mois d'entraînement et de préparation, les équipes de combat régimentaires (ECR) de la 1^{re} Marine Division ont déferlé sur la frontière entre le Koweït et l'Iraq le jour J, soit le 21 mars 2003. En quelques heures seulement, ils ont saisi plusieurs objectifs d'importance vitale dans le sud de l'Iraq, dont le « joyau de la couronne », surnom de la station de pompage de pétrole de Zubayr, le cœur de 300 des 454 puits actifs dans les champs de pétrole de Rumaila. Plus de deux millions de barils par jour passent par cette seule station de pompage et sa destruction par les Irakiens aurait causé une terrible catastrophe environnementale dans tout le sud de l'Iraq. Sans

tarder, les marines ont assuré la sécurité du site et ont ainsi empêché qu'il ne devienne un obstacle à leur progression¹. La 1st Marine Division s'est alors rendue à Jaliba, puis a poursuivi sa route au nord vers Nasiriyya où s'est déroulé son principal engagement contre l'armée iraquienne et ses forces auxiliaires. Progressant malgré la résistance, elle a emprunté les autoroutes 1 et 7, mettant en application sa doctrine de la guerre de manœuvre dans sa poussée vers le nord du pays et l'objectif final — Bagdad. Le 10 avril, les ECR des marines étaient aux abords de la ville et le régime de Saddam Hussein s'est effondré peu après.

L'ouvrage du Colonel Reynolds, *Basrah, Baghdad, and Beyond*, présente un exposé concis, et parfois même brut, des opérations de l'USMC dans cette guerre. Toutefois, l'historien (il importe de noter qu'il était l'un des quelques historiens officiels déployés dans le théâtre) admet dans la préface du livre que ce dernier n'a pas été rédigé comme une version officielle de l'histoire, mais plutôt comme l'histoire opérationnelle du point de vue d'un historien. Une caractéristique intéressante de cet ouvrage est que le récit commence en septembre-octobre 2001, lorsque l'attention de la Marine Expeditionary Force (MEF) est tournée vers l'Afghanistan. L'ouvrage décrit en détail les aspects du commandement et du contrôle relatifs à la préparation des marines en vue des opérations dans le théâtre et du déploiement, ce qui permet au lecteur d'apprécier à quel point les opérations modernes peuvent être complexes et incroyablement exigeantes, particulièrement lorsque des troupes doivent se rendre d'un théâtre opérationnel important à un autre. Reynolds guide le lecteur dans le labyrinthe de la planification et de l'exécution d'opérations jusqu'à la phase de combat majeurs de l'Opération Iraqi Freedom (OIF), et fournit une quantité importante d'informations complémentaires dans des annexes.

L'ouvrage de Reynold est un excellent exemple du processus itératif des dossiers historiques et l'Armée de terre canadienne peut en tirer certaines leçons. En tant qu'historien militaire en service, Reynolds a su demeurer près de son sujet. Il a recueilli des informations auprès de sources de premier ordre au fur et à mesure qu'elles étaient disponibles, a interviewé les principaux participants, s'est déployé au même moment et aux mêmes endroits que les troupes, et a été en mesure de fournir un produit contemporain et pertinent aux étudiants militaires et au public intéressés. Par conséquent, il a pu rédiger un ouvrage opportun et pertinent qui sera pris en compte dans le cadre d'études plus poussées.

Tout comme le Colonel Reynolds, deux autres marines, Bing West et Ray Smith se sont penchés sur le sujet. West, un officier de l'infanterie dans les marines au Vietnam et par la suite Assistant Secretary of Defence for International Security Affairs, de concert avec le Major-général (à la retraite) Ray Smith, commandant d'une compagnie de fusiliers dans les marines à Hue en 1968, puis commandant des marines à Grenade et à Beyrouth et par la suite commandant de la 3rd Marine Division, ont suivi et consigné l'histoire de la 1st Marine Division lors de sa progression en Iraq. À l'instar de l'ouvrage de Reynolds, *The March Up* offre au lecteur un récit fort intelligible de la guerre en Iraq, que seuls des auteurs ayant eu directement accès aux sources principales auraient pu écrire. Leur compte rendu des batailles à Ambush Alley et à Nasiriyya, et de d'autres engagements permet au lecteur de s'immiscer dans le monde d'un soldat moderne débarqué combattant dans une guerre de manœuvre.

Le dernier ouvrage faisant l'objet de la présente critique est une autre étude de Bing West. Son livre, *No True Glory*, est le premier récit complet de la bataille de Falloujah, de la tristement célèbre embuscade des véhicules de sécurité Blackwater en avril 2004 jusqu'à l'assaut final qui a permis de chasser les insurgés de la ville en novembre 2004. L'ouvrage est bien documenté et rédigé et donne un exemple pratique des opérations dans l'ensemble du spectre dans un environnement urbain.

Passant régulièrement des complexités de la politique aux niveaux national et de la force opérationnelle interarmées au stress horripilant et malsain du combat individuel, *No True Glory* est un livre que devraient lire tous les commandants, du niveau de la section à celui du bataillon. Ils acquerraient ainsi une meilleure compréhension des différents aspects de la contre-insurrection dans une optique générale et dans le contexte de combats en zone urbaine au niveau de la section. Bien qu'une division renforcée commande l'opération finale, le livre met l'accent, à juste titre, sur les pelotons et les sections qui ont combattu de maison en maison comme élément clé de la victoire. L'auteur donne de nombreux exemples montrant que, une fois en contact avec l'ennemi, les décisions cruciales ont été prises au niveau de la compagnie ou du peloton et le plus fréquemment au niveau de la section, laissant au QG supérieur le soin de les appuyer le mieux possible dans les circonstances.

Le livre démontre qu'en dépit des grands progrès effectués en matière de collecte et de diffusion de renseignement, la guerre demeure une entreprise pleine d'incertitudes et un enfer, particulièrement au niveau de la section, où la marche à l'ennemi reste la norme. Une étude approfondie de cet ouvrage aux fins de comparaison avec notre doctrine et nos tactiques, techniques et procédures actuelles, jumelée à une discussion portant sur le pourquoi des réussites et des échecs, serait fort utile dans le cadre de la préparation d'un déploiement opérationnel. La lecture de ce livre est recommandée dans le cadre du perfectionnement professionnel des officiers et sous-officiers des armes de combat, tout comme l'est la lecture des B-GL-322-007 *Opérations particulières — les opérations en zone urbaine* et B-GL-322-008 *Guide tactique sur les opérations en zone urbaine*.

Dans l'ensemble, ces trois livres constituent une excellente introduction aux opérations de l'USMC en Iraq. Leur lecture est recommandée à tous les soldats, historiens et personnes intéressées par la guerre terrestre.

Note

1. Les Américains croyaient avant la guerre que Saddam donnerait l'ordre de détruire les puits de pétrole comme il l'avait fait lors de la guerre du Golfe en 1990-1991. Une étude, récemment rendue publique, du US Joint Forces Command sur les préparatifs politiques et militaires de l'Iraq en vue d'une invasion a depuis révélé que Saddam n'avait pas l'intention de détruire ses propres champs de pétrole, car il croyait en avoir besoin pour assurer son influence après la fin de la « guerre limitée » contre les États-Unis.

IN THE MEN'S HOUSE: AN INSIDE ACCOUNT OF LIFE IN THE ARMY BY ONE OF WEST POINT'S FIRST FEMALE GRADUATES

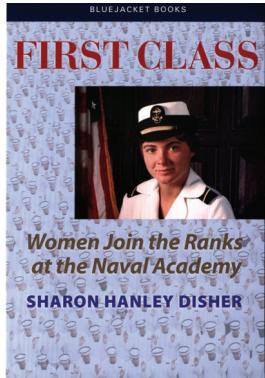
Captain Carol Barkalow et Andrea Raab, (New York, Poseidon Press, 1990), 283 pages, ISBN 0-671-67312-2

FIRST CLASS: WOMEN JOIN THE RANKS AT THE NAVAL ACADEMY

Sharon Hanley Disher, (Annapolis, Naval Institute Press, 1998; Bluejacket Books printing, 2005), 362 pages, ISBN 1-59114-216-4

Critique préparée par le Capitaine Helga D. Grodzinski, CD, MA

En octobre 1975, le président des États-Unis, Gerald R. Ford, sanctionnait la loi 94-106 qui ouvrait aux femmes les portes des trois académies militaires de son pays. L'année du bicentenaire des États-Unis, cent dix-neuf femmes ont fait leur entrée à la



IN THE MEN'S HOUSE

An inside account of life in the Army by
One of West Point's first female graduates



Cpt. Carol Barkalow
with Andrea Raab

U.S. Military Academy (USMA) de West Point alors que quatre-vingt une d'entre elles se présentaient à la U.S. Naval Academy (USNA), à Annapolis, et que cent cinquante-sept autres commençaient leurs études à la U.S. Air Force Academy (USAFA), à Colorado Springs. Le Collège militaire royal de Kingston et le Collège militaire royal de Saint-Jean ont emboité le pas en 1980 en accueillant leurs premiers élèves-officiers féminins, l'année même où les académies américaines décernaient les diplômes de leurs premières finissantes. (Les femmes n'ont

été admises au Royal Roads Military College qu'à partir de 1984.)

In the Men's House et *First Class* relatent l'histoire des premières femmes qui ont respectivement fréquenté West Point et Annapolis. Aucun livre n'a été écrit au sujet des premières diplômées de l'USAFA, ni d'ailleurs sur les pionnières des collèges militaires canadiens. Comme les livres critiqués dans le présent article constituent les seuls ouvrages à traiter de ce sujet, ils sont des témoins d'autant plus précieux de l'histoire militaire et sociale. Il importe d'autre part de savoir qu'il s'agit de livres intéressants et captivants.

Les deux livres reposent sur une structure et des thèmes similaires. Leur rédaction est basée sur les journaux personnels et les souvenirs des auteures. *In the Men's House* contient également des comptes rendus d'entrevues effectuées avec des condisciples de l'auteure, des femmes qui ont fréquenté West Point après elle et des officiers supérieurs. Une clause de non-responsabilité se trouve au début des livres. En effet, même si les deux textes relatent des faits vécus, les noms du personnel visé ont été changés pour « [...] assurer le respect de leur vie privée et leur éviter de se retrouver en position de devoir défendre leur innocence ou de se défendre de leur culpabilité »¹. Ce voile a clairement été jeté sur la vérité pour donner suite à des conseils d'ordre juridique motivés par le récit poignant d'agressions et de harcèlement sexuels, de séances d'initiation et d'actes hostiles que ces femmes ont eu à subir de la part de pairs et d'étudiants masculins des classes plus anciennes, dont un bon nombre devaient encore, au moment de la publication, (et peuvent encore aujourd'hui) occuper des postes de commandement supérieurs.

La lecture d'*In the Men's House* est enrichissante et devrait surtout intéresser les officiers de l'Armée de terre. La rédaction est appuyée sur de bonnes recherches et Barkalow a été bien avisée de s'assurer de la collaboration d'une auteure professionnelle. J'ai entrepris la lecture du livre en m'attendant à découvrir une version retouchée d'un journal personnel, mais on y trouve beaucoup plus. Seulement la moitié du livre est consacrée au séjour de Barkalow à West Point, qui donne d'ailleurs un excellent aperçu contextuel. Le premier chapitre situe l'admission des femmes à West Point dans le contexte de changements qui touchaient alors d'autres institutions tels que les retombées de la guerre du Vietnam et un retentissant scandale impliquant de la tricherie, au début des années 1970, qui ont motivé un examen du code d'honneur alors en vigueur. La deuxième moitié du livre est la plus intéressante et traite des années de service de Barkalow après ses études à l'USMA.

Le livre présente une version éditée du journal personnel de l'auteure. Le texte du journal est réarrangé dans le but d'assurer la cohérence de la narration. Des notes explicatives ainsi que des commentaires établis à partir d'entrevues y ont également été

ajoutés. Cette partie du texte est rédigée à la première personne. Il s'agit des événements vécus par Barkalow. Les définitions du jargon de l'Académie et l'adroite utilisation que l'auteure en fait nous entraînent dans le tourbillon étourdissant d'une visite guidée des *casernes des animaux* (N.D.T. « Beast Barracks » dans la version originale anglaise.), le lieu où se déroulent les activités du camp des recrues de West Point. Cette lecture est tout simplement captivante.

Bien que Barkalow n'ait pas peur d'aborder les difficultés qu'ont dû surmonter les pionnières de West Point, elle fait quand même l'effort de comprendre le point de vue masculin et de le présenter au lecteur. Elle décrit aussi d'épouvantables comportements haineux qui ne peuvent d'aucune façon être excusés. Au sujet des séances d'initiation, Barkalow raconte :

[Traduction]

Les femmes étaient spécialement visées par les comportements initiatiques particuliers, même si les hommes n'en étaient absolument pas exempts. Cependant, à la différence des hommes, qui devaient avoir fait preuve de faiblesse pour faire l'objet de ce type de harcèlement, les femmes devaient avoir fait preuve de force pour en être exemptées. [...] Le harcèlement était constant, visait les facettes émotionnelles et mentales de la personne et, à l'instar du terrorisme, frappait n'importe où et n'importe quand [...] Même les plus banales démonstrations de civilités pouvaient donner lieu à des manifestations de mépris. Une nouvelle cadette qui croisait un cadet plus ancien dans un corridor en disant « Bonjour monsieur » pouvait se faire répondre froidement, bien que conformément à l'étiquette, mais l'ancien pouvait aussi bien répliquer par un cinglant « Bonjour, chienne », ou bien par un « Tout allait bien jusqu'au moment où je vous ai rencontré, putain » ou encore par un « Faites face au mur, vous êtes laide »².

À West Point, la vie des femmes n'était qu'une interminable série de situations sans issue favorable. Sur une période de deux jours, une jeune cadette a reçu l'ordre d'un cadet plus ancien de se faire couper les cheveux à sept occasions. Le « Tac » (équivalent du commandant d'escadron du CMR) de la jeune cadette l'a ensuite apostrophée rageusement parce qu'elle avait les cheveux trop courts et lui a interdit de se faire couper les cheveux sans son autorisation expresse, comme si la jeune fille s'était elle-même infligé ce traitement. L'absurdité des situations décrites n'a d'égal que l'intensité de la rage que leur lecture inspire. L'apparence physique était également une autre source de railleries dont les cadettes faisaient l'objet. Obligées de se nourrir comme des hommes de dix-huit ans, elles étaient ensuite ridiculisées lorsqu'elles prenaient du poids.

L'auteure rapporte de mauvaises blagues sur les cadettes qui présentent de décourageantes similarités avec celles dont faisaient l'objet les premiers groupes de femmes qui ont fréquenté les collèges militaires canadiens :

[Traduction]

Le problème était encore accentué par le comportement de certains professeurs — majors et lieutenants-colonels — qui faisaient des blagues aux dépens des cadettes. [...] Il nous arrivait bien sûr d'entendre une telle boutade en pensant qu'il faudrait bien répliquer. Mais la question cruciale consistait à savoir orienter nos énergies, à choisir nos combats. Dans certains cas il nous fallait savoir contenir notre rage, ou même notre révolte, lorsque le jeu n'en valait tout simplement pas la chandelle³.

Barkalow met l'accent sur sa première et sa deuxième année à l'Académie et passe rapidement sur la majorité de la période de sa troisième année et de sa quatrième année. L'auteure fait à peine mention de la collation des grades et des émotions qu'elle a pu susciter chez elle, ce qui peut sembler étrange étant donné l'importance de l'événement. À partir de ce point de la lecture, il apparaît clairement que Barkalow est plus intéressée à analyser et à critiquer les politiques de la US Army et de l'Académie en ce qui a trait à la place qu'elles accordent aux femmes. Elle ne met pas l'accent sur l'impact historique qu'a eu la première remise de diplômes à des femmes, à West Point. Elle oriente plutôt le texte sur la nécessité de faire ses preuves en qualité d'officier breveté dans le monde réel.

La seconde moitié du livre relate de façon extrêmement intéressante les premières années de la carrière de l'auteure après sa sortie de l'USMA. La partie du livre qui décrit les années de service de l'auteure dans une batterie de missiles nucléaires Nike Hercules, en République fédérale d'Allemagne, constitue une chronique fascinante du service dans les premières lignes pendant la guerre froide. Ses commentaires au sujet du leadership — le travail avec les s/off, la prise de décisions en tenant compte de l'éthique, le commandement de soldats qui causent des problèmes, le maintien du moral — dans un site d'armes nucléaires offrent, en faisant abstraction des genres, d'excellentes occasions de tirer des leçons de situations vécues par une femme brillante dans un contexte difficile. Cette partie du livre fait également état de moyens de contourner les politiques officielles qui empêchent les femmes d'occuper un poste de combat lorsque les besoins du service l'exigent.

À son retour aux États-Unis, le Capitaine Barkalow s'est jointe au corps du transport pour avoir l'occasion d'occuper un poste de commandement, ce que qui lui était interdit dans l'artillerie en vertu des politiques de l'époque. Elle décrit sans détour les défis de leadership qui se sont alors posés à elle et son travail de commandement peu prestigieux et néanmoins crucial pendant une période généralement considérée comme paisible. Elle a notamment dû traiter avec les problèmes causés par les activités de dépistage massif de drogue, l'ennui, les soldats pris à la gorge en raison de problèmes financiers et la violence conjugale. Elle décrit également le défi de concilier sa vie privée avec la perception qu'avait la population d'une femme officier.

Le livre se termine par un utile appendice qui fait état de l'évolution des politiques qui a mené à l'admission des femmes à l'USMA. Il contient aussi une chronologie des événements du XX^e siècle liés à l'accès des femmes à l'armée de terre américaine et dans laquelle le Canada est loué pour avoir levé tous les obstacles à l'accès des femmes dans les rôles de combat (à l'exception des postes de sous-mariniers) en 1989, même s'il n'est pas fait mention de la présence des femmes dans les collèges militaires canadiens depuis 1980.

En bref, Barkalow raconte à merveille l'histoire des premières femmes qui ont été diplômées à West Point et qui ont fait une carrière militaire. Des photographies personnelles rehaussent la qualité du livre. Mais c'est la remarquable façon par laquelle elle parvient à intégrer son expérience personnelle dans le cadre plus large de l'évolution générale de l'USMA, du rôle des femmes dans les forces armées des États-Unis et du contexte historique qui rend la lecture encore plus intéressante.

First Class est écrit à la troisième personne et constitue une narration des expériences vécues personnellement par l'auteure et par un groupe formé de quelques autres femmes de sa classe et d'elle-même. Il s'agit là d'un procédé discutable qui crée une impression de fiction dans une œuvre dont le but est de présenter la réalité. Le livre adopte la présentation d'un journal. Les chapitres correspondent aux semestres. Le livre commence en force; Disher dépeint de façon saisissante le stress et le dépassement du premier été (camp des recrues), y compris la pression additionnelle

exercée sur les femmes qui devaient composer avec des coupes de cheveux bâclées, le port d'uniformes destinés aux hommes, l'intérêt continual des médias et l'hostilité déclarée d'hommes de tous les grades et des aspirants de la marine plus anciens. Dans une langue franche et exacte et au moyen de détails concrets, elle emporte le lecteur dans ce monde particulier en expliquant le jargon et en décrivant les bizarries d'Annapolis.

Même les lecteurs qui ont vécu ou ont été témoins de harcèlement dans un environnement militaire seront ébranlés par nombre d'incidents décrits par Dishier. Même dans les supposés incidents coquasses, on flaire des relents d'hostilité ou de désespoir. L'histoire de l'auteure et de ses condisciples est sans aucun doute vérifique, le texte porte sur des péripéties vécues en groupe par les aspirantes et les aspects négatifs des incidents qu'elles ont vécus sont mis en évidence. La lecture présente en conséquence une litanie d'actes scandaleux entrecoupés de rares gestes de bonté ou de tolérance. Malgré le climat psychologiquement exécrable dont Dishier fait la description, il est remarquable de constater que 56 des 81 femmes qui ont entrepris leurs études à Annapolis en 1976 ont pu tenir le coup jusqu'à la collation des grades.

À l'instar des cadettes de West Point, les premières aspirantes de la marine d'Annapolis se sont continuellement trouvées dans des situations où elles étaient systématiquement perdantes. Si elles essayaient d'agir et de se présenter comme des femmes, elles étaient ridiculisées pour leur manque de professionnalisme et faisaient publiquement l'objet de commentaires à connotation sexuelle au sujet de leur apparence. Elles n'avaient d'autre choix que d'accepter les coupes de cheveux faites sans aucun soin, ce qui leur méritait immanquablement le qualificatif de laideron. Si elles évitaient toute romance avec leurs confrères, c'était sans doute qu'elles étaient lesbiennes; si elles acceptaient d'entretenir une relation avec l'un d'eux, elles étaient « cuite » (mention de mauvaise conduite au dossier) pour « racolage » (fraternisation). Celles qui tentaient de s'entraider étaient étiquetées comme membre d'un « club de couture » ou pire encore, selon les politiques et mentalités du jour, d'un réseau de lesbiennes. Elles faisaient donc tout en leur pouvoir pour se fondre à leurs condisciples, masculins ce qui leur valait naturellement d'être accusée de ne pas être de « vraies » femmes.

Dans son livre, Dishier met également l'accent sur la description des périodes les plus difficiles de son séjour à Annapolis, c'est-à-dire sur son premier été, sa première année, sa deuxième année ainsi que sur l'instruction d'été intercalée entre ces années. Moins du tiers du livre porte sur ses deux dernières années à l'Académie. À cette étape de la narration, l'auteure semble pressée de mettre des anecdotes sur papier et entreprend la description d'incidents sans qu'une suite leur soit donnée. Lorsqu'elle arrive à la description du point culminant de ce parcours éprouvant, la narration de la cérémonie de la collation des grades est bâclée et reflète un événement sans exaltation. Le livre se termine ici, exception faite d'un bref épilogue qui décrit le retour du personnage principal à Annapolis pour assister à la remise des diplômes aux femmes d'une année subséquente. Il aurait été rafraîchissant de jeter un regard sur la carrière de ces femmes, après les années qu'elles ont passées à l'Académie.

Même si le jour de la collation des grades aurait dû donner lieu à un triomphe ultime et justifié de ces femmes remarquables, Dishier relate involontairement un point triste et évocateur comme dénouement de l'aventure. Elle mentionne qu'une des femmes mises en vedette dans le livre refuse de se joindre au groupe pour une « photo des filles, pour la postérité ». [Traduction] « Sarah n'aurait d'aucune façon accepté de faire partie de ce groupe qui voulait volontairement se distinguer des gars en ce dernier jour où tous les membres du groupe étaient présents. Elle refusait que ce rassemblement soit la dernière image que leurs condisciples auraient d'elles »⁴. Les premières aspirantes de

la marine n'auront jamais eu l'occasion de se sentir fières d'être *femmes*. L'occasion de compléter ce dossier historique était à jamais perdu en raison de cette volonté futile et désespérée de rester invisible.

La lecture de ces deux livres est fortement recommandée à qui s'intéresse à l'histoire des femmes dans les organisations militaires, à qui est curieux d'en savoir davantage sur les singularités et le fonctionnement interne des académies militaires américaines.

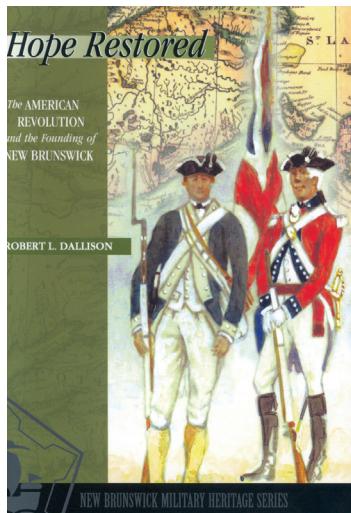
Notes

1. Disher, First Class, p. x.
2. Barkalow, In the Men's House, p. 37.
3. Barkalow, p. 56.
4. Disher, p. 352

HOPE RESTORED: THE AMERICAN REVOLUTION AND THE FOUNDING OF NEW BRUNSWICK

Robert L. Dallison, Fredericton, Goose Lane, 2003, 128 pages.

Critique préparée par le Capitaine Jason Watt



Il est notoire que la guerre de l'Indépendance américaine a eu une grande influence sur la naissance du Nouveau-Brunswick. À la fin de la guerre, les Loyalistes, persécutés par les armées victorieuses du Congrès continental, sont venus s'établir dans les régions qui constituent aujourd'hui le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard. *Hope Restored: The American Revolution and the Founding of New Brunswick*, par Robert L. Dallison, raconte l'épopée de ces Loyalistes qui ont contribué au peuplement du Nouveau-Brunswick, et plus spécialement de ceux qui ont servi dans les divers corps provinciaux mêlés au conflit.

Le Lieutenant-colonel (retraite) Dallison, ancien membre du Princess Patricia's Canadian Light Infantry, est la personne idéale pour raconter cette histoire. Autrefois directeur du Village historique de King's Landing, il a également été membre du conseil d'administration de la Fondation Héritage Canada.

Hope Restored: The American Revolution and the Founding of New Brunswick est construit en respectant essentiellement la chronologie des faits; il débute par les premiers coups de feu de la guerre de l'Indépendance avant d'enchaîner avec un bref survol de certains faits marquants de la guerre, axé principalement sur des événements survenus en Nouvelle-Écosse et dans le nord du territoire du Congrès continental. L'auteur retrace ensuite l'histoire de seize corps provinciaux depuis leur mise sur pied jusqu'à l'établissement de leurs membres dans l'actuel Nouveau-Brunswick, en passant par leurs hauts faits de guerre. Poursuivant selon cet ordre logique, M. Dallison explique ensuite les influences culturelles et politiques qu'ont exercées ces pionniers sur la province naissante. Enfin, le lecteur est initié aux exploits de quelques figures fascinantes parmi les anciens militaires qui se sont établis au Nouveau-Brunswick la guerre terminée.

Le savoir de M. Dallison transparaît tout au long de ce livre. L'auteur semble avoir accès à un trésor de détails fascinants concernant les divers corps provinciaux et les lieux en cause. Il inclut énormément d'information sur l'endroit où les corps provinciaux ont été constitués, les motifs pour lesquels certains d'entre eux ont été formés et même des anecdotes concernant les luttes politiques intestines qui en ont déchiré d'aucuns. Ce souci du détail est évident dans tout le livre. Le lecteur y apprend où il peut trouver différents artefacts et points géographiques d'intérêt dans le Nouveau-Brunswick moderne.

Malheureusement, l'auteur ne précise pas clairement d'entrée de jeu ce à quoi le livre est destiné. Dans la première moitié, j'avais l'impression d'être enseveli sous une surabondance de détails et que l'auteur ne faisait pas assez d'efforts pour situer cette épopée dans une perspective historique plus large. C'est avec soulagement que j'ai constaté que le quatrième chapitre remédiait à cette lacune. Une brève introduction de l'auteur aurait peut-être permis une lecture mieux informée des trois premiers chapitres.

Le troisième chapitre du livre, qui regorge de détails, plaira tout particulièrement aux généalogistes et à toutes les personnes qui s'intéressent à la petite histoire du Nouveau-Brunswick. Ainsi, dans le passage qui traite du King's American Regiment (4th American Regiment), M. Dallison décrit la naissance, l'éducation et le caractère du commandant (« [traduction] Réputé pour sa distinction, sa vive intelligence et son astuce politique, [le Colonel Edward] Fanning devint l'un des représentants les mieux cotés du gouverneur William Tryon. »)¹. L'auteur poursuit en racontant la levée de ce corps provincial, y compris la nomination de divers officiers. Il évoque les dissensions politiques internes qu'ont suscitées les nominations des officiers au King's American Regiment, mais sans les situer dans un contexte plus large. Il nous parle ensuite des faits d'armes du corps, mais en donnant seulement tout juste assez de détails pour nous permettre d'entrevoir ce par quoi le Régiment est passé. En l'occurrence, je crois que l'auteur s'en est tenu à ce qu'il voulait offrir à ses lecteurs car le livre ne se veut nullement un récit des batailles livrées pendant la guerre de l'Indépendance américaine. Dallison aborde des points clés, par exemple le comportement exceptionnel du King's American Regiment à Hobkirk's Hill, où on dit qu'il « [traduction] se comporta superbement sous le feu de l'ennemi, même s'il y laissa quarante-trois des siens »². Presque systématiquement, le lecteur est renseigné sur les conditions dans lesquelles chaque corps provincial a été mis sur pied. Par bonheur, le King's American Regiment était inscrit au tableau d'effectifs et de dotation britanniques et ses officiers ont pu toucher une demi-solde une fois la guerre terminée. Chaque histoire se termine par une description de l'endroit où les anciens combattants des corps provinciaux se sont établis, avec le nombre de personnes (en distinguant habituellement entre les officiers, les sous-officiers, les soldats, les femmes, les enfants et les domestiques), et l'auteur évoque également ce qu'il est advenu d'eux dans leurs nouveaux établissements. Ce chapitre du livre est assez détaillé pour satisfaire le plus exigeant des historiens, s'il recherche des faits et non une analyse en profondeur.

Dans le quatrième chapitre du livre, M. Dallison évoque l'importance de ces pionniers pour la province naissante du Nouveau-Brunswick. Comme c'est toujours le cas après un conflit, la réinstallation des anciens soldats abonde en défis et occasions. L'auteur décrit une foule de difficultés et note « [traduction] la croyance fausse selon laquelle les soldats démobilisés après des années de service militaire peuvent se transformer sans difficulté en fermiers prospères et satisfaits »³. L'auteur mentionne certaines des raisons qui ont motivé le choix de Fredericton comme capitale provinciale et inclut des passages particulièrement fascinants sur les souffrances des Noirs libres, hommes et femmes, qui se sont établis en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Ce chapitre, qui est spécialement captivant par ce qu'il nous apprend sur les aspects sociaux de la réinstallation, est d'une brièveté décevante. Peut-être qu'un ouvrage futur

de la New Brunswick Military History Heritage Series, dont ce volume fait partie, reprendra-t-il là où M. Dallison a laissé.

Le cinquième et dernier chapitre devrait intéresser tout spécialement quiconque a séjourné un certain temps au Nouveau-Brunswick. Les succès d'après-guerre de nombreux personnages fascinants sont racontés dans cet excellent chapitre qui sert également de passerelle entre le présent et le passé, en décrivant l'état actuel de divers endroits significatifs pour l'époque sur laquelle porte le livre. Bon nombre des récits que contient ce chapitre ont une saveur plus anecdotique que les énumérations détaillées d'effectifs du deuxième chapitre. L'histoire de deux anciens combattants dont les destins s'entrecroisent (et se heurtent) et dont les efforts ont provoqué l'abolition de l'esclavage au Nouveau-Brunswick, est particulièrement captivante.

Dans l'ensemble, j'estime que *Hope Restored: The American Revolution and the Founding of New Brunswick* est une lecture valable. Pour ma part, l'ouvrage m'a permis de mieux connaître l'influence des anciens combattants de la guerre de l'Indépendance américaine sur l'histoire du Nouveau-Brunswick. À certains endroits selon moi, le texte aurait bénéficié d'une analyse plus approfondie des faits, mais dans l'ensemble, il s'agit d'une lecture agréable. Quiconque s'intéresse à l'histoire sera comblé par certaines parties du livre, mais je pense que le lecteur a tout avantage à choisir certains passages plus susceptibles de lui plaire.

Notes

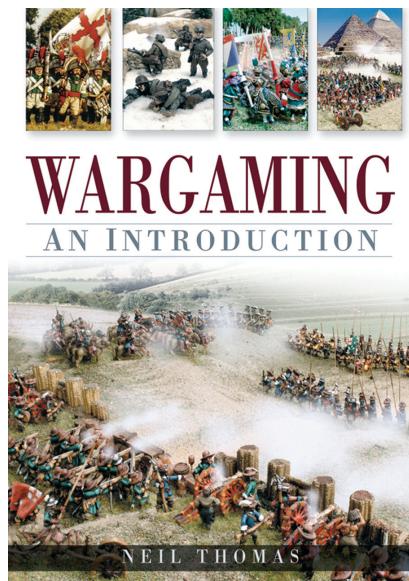
1. Dallison, Robert L, *Hope Restored: The American Revolution and the Founding of New Brunswick*, Fredericton, Goose Lane, 2003, p. 44.
2. *Ibid.*, p. 45.
3. *Ibid.*, p. 74.

WARGAMING: AN INTRODUCTION

Neil Thomas, (Gloucestershire : Sutton Publishing, 2005). 179 pages.
ISBN 0-7509-3816-1

Critique préparée par le Major Tod Strickland

Lorsque j'étais enfant, c'est en jouant dans la cour avec de petites figurines de soldats en plastique, reçues en cadeau d'un de mes oncles, que la vie de soldat m'est venue pour la première fois à l'esprit. Bien installé dans le bac à sable par un bel après-midi ensoleillé, j'organisais des batailles d'une grande complexité tactique mais bien inoffensives. Quelques années plus tard, alors que je m'intéressais à l'histoire militaire, je me suis mis à des jeux de table comme « Risk », « Axis and Allies » et « Avalon Hill — Squad Leader ». En marge de mon expérience, je voyais autour de moi des gens jouer des jeux de guerre beaucoup plus mystérieux et complexes avec des armées qu'ils avaient eux-mêmes créées. Dans son livre, *Wargaming: An Introduction*, l'auteur, Neil Thomas, s'est quant à lui donné comme mission d'introduire la nouvelle génération aux plaisirs des jeux de guerre, ceux qu'on joue avec des modèles réduits sur des champs de bataille recréés de



toutes pièces.

Écrit par un adepte à l'expérience et aux connaissances extrêmement diversifiées, l'ouvrage, de lecture facile et rapide, foisonne de règles détaillées dans lesquelles le « petit général en herbe » pourra afficher son génie tactique quelle que soit l'époque choisie. Après un bref historique du sujet suivi d'une explication de la popularité tenace de ce type de simulation de bataille, le lecteur apprend comment préparer son scénario, qu'il s'agisse d'une grande bataille ou simplement d'une escarmouche, puis à l'exécuter. Chaque chapitre traite d'une époque en particulier, selon une présentation simple : les types de figurines à utiliser, les règles à suivre correspondant à l'époque choisie, et la façon d'assembler et d'organiser son armée. En fin d'ouvrage, se trouvent un exemple de « guerre napoléonienne » et une courte liste d'adresses et de sites Web qui seront utiles aux nouveaux adeptes de l'activité.

L'ouvrage stimule de bien des façons l'imagination et réussit habilement à montrer ce qu'on peut faire lorsqu'on dispose du temps et de l'espace nécessaires pour s'adonner à ce fascinant passe-temps. Malheureusement, le livre et sa façon d'aborder le sujet comportent des défauts, notamment en ce qui concerne les petits détails. Pour le connaisseur, ces lacunes ne poseront pas de problèmes mais le novice risque d'y voir une entrave majeure. En effet, on ne trouve aucune indication sur certains détails comme le type de dés à utiliser, la façon de faire le suivi des pertes ou même la liste du matériel nécessaire. Les règles elles-mêmes paraissent complexes à la première lecture mais après quelques relectures, la lumière se fait. Les prochaines éditions gagneraient à être augmentées de croquis ou de graphiques linéaires pour éclaircir les passages équivoques du texte. Enfin, bien que l'idée d'inclure une liste de personnes-ressources soit bonne en soi, il est frustrant de constater que toutes ces personnes résident au Royaume-Uni et cela restreint l'utilité de la liste.

Le livre a aussi des qualités qui en font une lecture obligée pour quiconque envisage de s'adonner à ce passe-temps. Premièrement, les photographies accompagnant le texte illustrent bien tout ce qu'il est possible de créer en fabriquant son armée. Les figurines adroitement peintes donnent au champ de bataille un réalisme impossible à reproduire de quelle qu'autre façon que ce soit. La popularité persistante du modélisme militaire est l'héritage concret du pouvoir des figurines de soldats sur l'imagination. Même le monde ultramoderne des jeux de guerre informatiques ne parvient pas à altérer la qualité artistique inhérente à ce type de jeu de guerre à figurines. Une autre raison de consulter le livre vient des multiples ensembles de règles que l'auteur a formulées pour les six époques ou types de jeu proposés. Ce recueil de règles est un ouvrage de référence instantané pour quiconque engage des batailles fictives. En outre, la façon dont les règles sont présentées permet aux amateurs expérimentés de les adapter à d'autres époques. Les militaires apprécieront plus particulièrement le chapitre sur les escarmouches. Avec un peu de créativité, il est facile de modifier les règles afin d'autoriser le commandant d'une section ou d'un peloton à appliquer de façon originale des tactiques à leur niveau.

L'ouvrage *Wargaming* est un synopsis digne d'intérêt et utile d'une activité considérée par certains comme un passe-temps spécialisé mais que bien des gens de notre Armée risquent de trouver attrirante. L'existence des magasins à succursales « Games Workshop » qui vendent des pièces¹ (pour leur jeu Warhammer) et fournissent des instructions de jeu pour une clientèle de tous les âges prouve la popularité croissante de ce type de loisir. Mais la concurrence exercée par les autres propositions de combats simulés est vive. Il suffit pour le constater de regarder la nouvelle édition du jeu « Axis and Allies », qui est offerte avec des pièces miniatures déjà peintes, ou les jeux de tir subjectifs pour ordinateur personnel dont certains peuvent être joués en réseau sur Internet. En revanche, les personnes que ce passe-temps intéresse

considéreront probablement qu'il s'agit d'un bon livre pour s'initier, mais elles auraient intérêt à s'adresser aux magasins de jeux de leur région ou à consulter des sites Internet pour trouver un club d'amateurs auprès duquel elles trouveront facilement toute cette information.

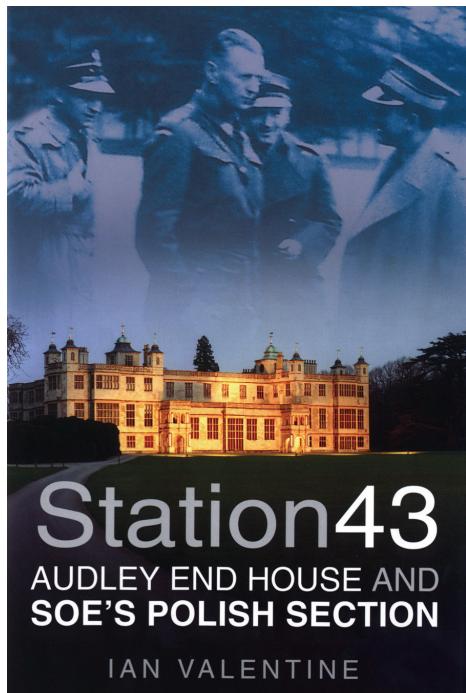
Note

1. La différence entre les jeux de simulations offerts par Games Workshop et celui qui est décrit dans ce livre est que les premiers sont uniquement des jeux de guerre fantastiques ou futuristes alors que le second reproduit des événements qui ont réellement eu lieu à des époques différentes avec des figurines qui représentent des personnages réels.

STATION 43: AUDLEY END HOUSE AND SOE'S POLISH SECTION

Ian Valentine (Sutton Publishing Company, 2004), couverture de toile, 224 pages, ISBN 0750937084047.

Critique préparée par le Lieutenant-colonel R.S. Williams, M.S.M, CD



Le livre d'ian Valentine *Station 43: Audley End House and SOE's Polish Section* commence par un excellent résumé de la participation de la Pologne à la Deuxième Guerre mondiale. Sur ce fond historique, l'auteur décrit les origines de l'armée nationale (AK- Armia Krajowa) et la complexité des nombreuses unités et organisations de défense autonomes polonaises. Mais malgré la pertinence du procédé pour le lecteur qui connaît mal ce chapitre de l'histoire, une seconde lecture risque de s'imposer à cause de la complexité du sujet. Le sujet, presque inconnu en Occident, souffre à la fois de l'inexistence d'une source principale d'information et de la disparition de nombreux dossiers des forces spéciales de l'armée polonaise en Occident. En outre, la loi sur les secrets d'État, à laquelle les membres du bureau des opérations spéciales [Special Operations Executive (SOE)] ont juré de se conformer, limitera certainement la possibilité qu'on puisse un jour obtenir le témoignage direct

des exploits des agents polonais ou de la force spéciale (Cichociemni) polonaise dans ce pays durant l'occupation nazie.

Le livre offre dans l'ensemble une intéressante description de ce que fut le bâtiment appelé « Audley End House » et de son usage actuel. Le lien de la maison avec les Polonais a été son occupation de 1942 à 1944 par le SOE ou l'école d'entraînement spécial-43 [Special Training School (STS)-43]. L'auteur décrit l'entraînement qui y était dispensé, tant dans les murs qu'à l'extérieur de la maison. Le récit repose en grande partie sur des anecdotes rapportées par des membres du personnel de soutien de l'armée britannique en poste durant la guerre et par des anciens combattants polonais du SOE qui sont demeurés au Royaume-Uni après la guerre. Mais le lecteur qui recherche le compte rendu détaillé des missions des membres du 316 Polish Cichociemni (Silence et invisibilité) qui ont été parachutés en Pologne occupée, sera déçu.

L'excelente description des escadrons de service spécial de la Royal Air Force (RAF) qui, malgré de lourdes pertes, ont réussi à emmener les patriotes polonais jusqu'à leurs secteurs de mission et à approvisionner l'armée nationale, servira de référence à l'historien qui s'intéresse aux missions méconnues de la Deuxième Guerre mondiale. Le récit fait également état des énormes pertes subies par les équipages du Commonwealth alors qu'ils tentaient d'aider les alliés polonais durant l'insurrection de Varsovie (d'août à octobre 1944). Incidemment, le seul monument à la mémoire des membres des équipages du 25 RCAF qui ont péri durant les vols d'approvisionnement

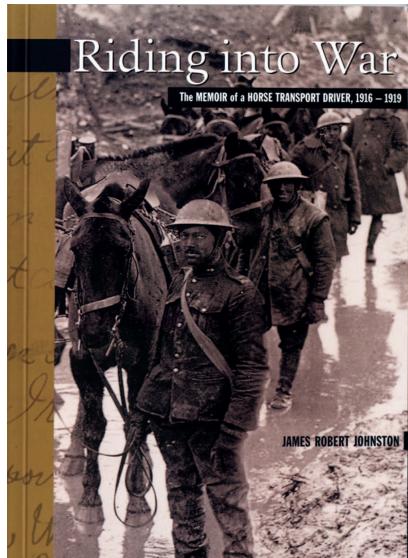
de l'armée polonaise assiégée a été érigé par l'Association des combattants polonais du Canada. Ce monument se dresse dans le parc de la Confédération à Ottawa.

L'auteur ne trahit pas son immense intérêt envers le sujet. Malheureusement, on ne connaîtra jamais toute l'histoire du SOE étant donné l'absence de documents de référence et d'archives dans une langue ou dans l'autre. Malgré cela, ce livre est une lecture recommandée pour quiconque s'intéresse aux opérations spéciales méconnues qui ont été effectuées soit par des Polonais soit par les unités de service spécial de la RAF dans des territoires sous occupation nazie. L'ouvrage *Station 43: Audley End House and SOE's Polish Section*, en particulier la description de la maison et sa chronologie, intéressera aussi les personnes qui se passionnent pour les propriétés patrimoniales.

RIDING INTO WAR: THE MEMOIR OF A HORSE TRANSPORT DRIVER, 1916-1919

James Robert Johnston, assisté de Brent Wilson (Fredericton : Goose Lanes Editions & the New Brunswick Military Heritage Project, 2004), reliure souple, 103 pages, 25 photographies, un dessin et trois cartes, 14,95 \$ CAN, ISBN 0-86492-412-7

Critique préparée par M. Geoff R. Hall



Le *New Brunswick Military Heritage Project* est une organisation sans but lucratif qui se consacre à faire connaître le patrimoine militaire du Nouveau-Brunswick. Cette initiative du Programme des études militaires et stratégiques de l'Université du Nouveau-Brunswick bénéficie du soutien du Musée canadien de la guerre. L'ouvrage est le quatrième d'une série.

L'auteur est né et a grandi à Notre-Dame, près de Moncton (N.-B.). À 18 ans, il s'enrôla dans l'armée et combattit à Vimy, sur la colline 70, à Passchendaele, à Amiens et à Valenciennes. En 1964, alors qu'il visitait ces champs de bataille de la Première Guerre mondiale, il a couché dans un journal ses souvenirs de guerre qui ont servi par la suite de matière de base au livre. M. Johnston est décédé en 1976. C'est sa famille qui a révélé l'existence du journal. M. Wilson précise dans l'introduction que les mémoires de M. Johnston ne sont pas une description du conflit, plutôt le compte

rendu chronologique des événements qu'il a vécus¹.

Le récit commence dans les jeunes années de M. Johnston à Moncton (N.-B.) et au Massachusetts (E.-U.). Il s'enrôle en avril 1916 dans le 145^e Bataillon et suit un entraînement au Canada, avant de s'embarquer en septembre pour l'Angleterre où il parachève son entraînement dans le Kent. Au mois de novembre, le soldat Johnston traverse en France où il rejoint le 26^e Bataillon du Nouveau-Brunswick. En janvier 1917, il se joint volontairement au nouveau Corps canadien de mitrailleuses et est affecté à la section de transport hippomobile de la 14^e Compagnie de mitrailleuses sur le front de Vimy au moment où une offensive se prépare. Il passe le reste de l'année 1917 avec la 14^e Compagnie qui appuie la 2^e Division canadienne sur la crête de Vimy et à Passchendaele. En novembre de cette même année, sa compagnie est retirée du front d'Ypres et renvoyée à Vimy et à Lens pour y poursuivre les interminables combats de tranchées.

Le soldat Johnston attrape les oreillons en mars 1918 et est hospitalisé jusqu'en juin. Retournant au front, il apprend qu'il a été transféré dans le 4^e Bataillon canadien de mitrailleuses, mais toujours avec le peloton des transports. En juillet, son unité est envoyée à Vimy afin de participer à l'offensive sur Amiens, laquelle est suivie au mois d'août par l'avance des Alliés. Le Sdt Johnston demeure avec le 4^e Bataillon canadien de mitrailleuses durant les combats sur le front Drocourt-Queant (au sud-est d'Arras) et au boisé de Bourlon (près de Cambrai) lors de la traversée du canal de la Senee (au nord de Cambrai). Il est avec ce bataillon à Valenciennes lorsque la guerre prend fin. En décembre, son unité est envoyée près de Bruxelles où elle demeure jusqu'au printemps de 1919. En avril de cette année-là, le soldat Johnston est affecté au 44^e

Bataillon du Nouveau-Brunswick qui rentre au Canada via l'Angleterre. Il est libéré en juin 1919.

Riding into War a été écrit pour commémorer la relation entre les hommes et les chevaux qui combattirent durant la Première Guerre mondiale. En plus de nous plonger dans les batailles auxquelles le Sdt Johnston a successivement participé, le récit offre une admirable description de la vie au sein d'un échelon de soutien d'une armée non mécanisée. Le lecteur apprend comment un militaire a réussi à survivre durant deux années dans la boue et le sang des tranchées, et à apporter aux hommes munitions et approvisionnements en chevauchant un des deux chevaux de son attelage. Le récit de cet exploit et de cette désolation se teinte aussi d'humour, parfois un peu macabre lorsqu'il décrit les chevaux abasourdis ou blessés par les bombardements. Les photographies sont, pour la plupart, des coups d'œil personnels qui aident le lecteur à visualiser ce qui est rapporté alors que les cartes, plutôt générales, facilitent l'orientation.

M. Wilson dit en introduction que le livre *Riding into War* est un récit très évocateur de trois réalités : la transformation d'une jeune recrue en un vieux soldat, la vie des militaires sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale et le moyen d'approvisionnement de la plupart des zones avancées de combat — le transport hippomobile. C'est une affirmation à laquelle je souscris et une lecture que je recommande. Le livre est relativement court et facile à lire.

Note

1. Johnston, James Robert, *Riding into War*, (Fredericton: Goose Lanes Editions, 2004), p. 10.

THE ROAD TO CANADA: THE GRAND ROUTE FROM SAINT JOHN TO QUEBEC

Gary Campbell, The New Brunswick Military Heritage Series, volume 5, Fredericton, Goose Lane Editions, 2005, 115 pages, 14,95 \$ par exemplaire, ISBN 0-86492-426-7.

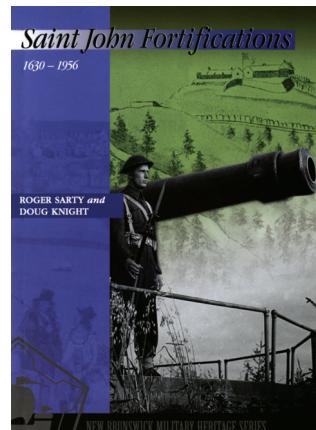
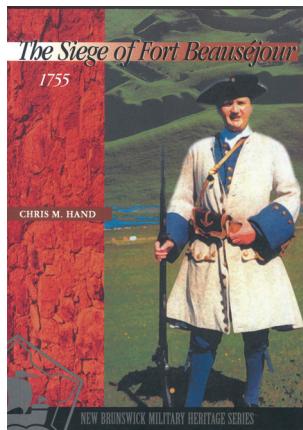
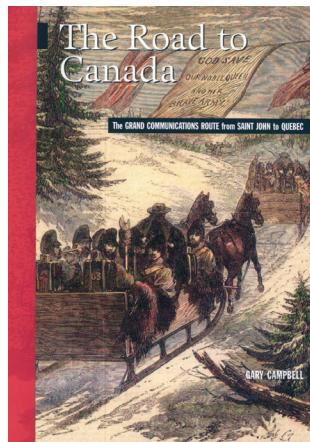
THE SIEGE OF FORT BEAUSÉJOUR, 1755

Chris M. Hand, The New Brunswick Military Heritage Series, volume 3, Fredericton, Goose Lane Productions, 2003, 109 pages, 14,95 \$ par exemplaire, ISBN 0-86492-377-5.

SAINT JOHN FORTIFICATIONS, 1630—1956

Roger Sarty et Doug Knight The New Brunswick Military Heritage Series, volume 1, Goose Lane Productions, 2003, 112 pages, 14,95 \$ par exemplaire, ISBN 0-86492-373-2.

Critique préparée par le Major John R. Grodzinski, CD



Les trois titres ci-dessus font partie d'une série d'ouvrages publiés dans le cadre du programme d'études militaires et stratégiques de l'université du Nouveau-Brunswick. Cette série vise à « informer la population en général sur le remarquable patrimoine militaire de la province, de même qu'à stimuler les recherches, la sensibilisation et les publications dans ce domaine »¹. Fruits des recherches de professeurs, d'étudiants diplômés et de passionnés, ces livres présentent un survol de divers sujets militaires.

Les auteurs proviennent des milieux militaire et universitaire. L'auteur du premier livre, Gary Campbell, est un officier de logistique en service qui a beaucoup contribué à faire progresser l'étude de l'histoire militaire du Nouveau-Brunswick; il étudie également au niveau du doctorat à l'Université du Nouveau-Brunswick. L'auteur du deuxième ouvrage susmentionné — qui était au départ une thèse de maîtrise — est Chris Hand, officier d'infanterie qui, à l'instar de Gary Campbell, travaille à la base de Gagetown (Nouveau-Brunswick). Le troisième livre a été écrit par Roger Sarty, historien militaire bien connu, et Doug Knight, officier du génie à la retraite établi à Ottawa qui se passionne pour l'histoire militaire.

Dans *The Road to Canada: The Grand Route from Saint John to Quebec*, Gary Campbell retrace l'histoire d'une des routes les plus anciennes et les plus importantes sur le plan stratégique — bien qu'en grande partie oubliée — parmi celles qui pénètrent à l'intérieur du continent. Cette route, appelée « grande voie de communication »,

partait de Saint John sur la baie de Fundy, traversait le Nouveau-Brunswick et aboutissait à Rivière-du-Loup, sise sur les rives du Saint-Laurent. Au XVIII^e siècle, cette route terrestre permettait aux Français d'acheminer des troupes et des provisions depuis les colonies de l'Atlantique menacées. Après en avoir hérité, et surtout à la suite de la guerre de l'Indépendance américaine, les Britanniques l'ont utilisée également pour dépecher des renforts vers le centre du Canada, comme en témoignent la célèbre marche du 104^e Foot jusqu'à Kingston au cours de l'hiver 1813 et l'envoi de renforts au Canada au moment de l'affaire *Trent* en 1862. En plus de montrer le développement progressif d'axes de communication sûrs, ce petit récit clair explique l'influence de la politique de colonisation, de la stratégie militaire, de l'essor des communications, des progrès technologiques et des querelles internationales qui ont jalonné l'existence de cette route. Autant que l'on sache, c'est la seule étude approfondie sur le sujet.

Sans vouloir leur accorder une importance exagérée par rapport à l'ensemble de l'ouvrage, soulignons que les passages les plus intrigants peut-être ont trait aux efforts des Britanniques pour étouffer la résistance française dans la vallée de la rivière Saint-Jean, par laquelle passait la grande route de communications, épisode qui a eu pour point culminant l'expulsion des Acadiens. Bien que cette question soit beaucoup trop complexe pour être analysée en quelques phrases seulement, on peut se demander si l'impératif militaire de *protéger* les voies de communications était un motif suffisant, du moins aux yeux des habitants de la vallée de la Saint-Jean, pour exiger leur loyauté, et si ce facteur a contribué à la décision de finalement déporter les Acadiens. Par ailleurs, quand la grande route de communication a repris de l'importance après la guerre de l'Indépendance américaine, n'était-il pas parfaitement logique de repeupler la région en y installant des « loyalistes »? Parfois, la sécurité ne s'obtient pas avec des demi-mesures; donc, sans pour autant approuver ce qui s'apparente à la notion moderne de « nettoyage ethnique », je crains que les émotions que soulève cette question ne nous empêche définitivement d'examiner à fond cette question.

Le livre *The Road to Canada* se prête très bien comme introduction à l'ouvrage suivant intitulé *The Siege of Fort Beauséjour, 1755*, qui relate la capture par les Anglais du Fort Beauséjour, situé près de Sackville au Nouveau-Brunswick. Ce fort, construit par les Français au début des années 1750, est tombé aux mains des Anglais au terme d'un siège de deux semaines en 1755. Rebaptisé Fort Cumberland, il a été attaqué à nouveau en 1775, cette fois par les rebelles américains. Le livre décrit les événements qui ont entouré le siège de 1755. Par la construction d'un fort dans l'isthme de Chignectou, les Français voulaient empêcher les Anglais de s'y établir en attendant le règlement du litige à propos des frontières de l'Acadie.

L'histoire du Fort Beauséjour débouche naturellement sur l'ouvrage suivant, *Saint John Fortifications, 1630 — 1956*, qui raconte l'évolution des défenses portuaires de la ville depuis l'érection du premier fort en 1632 jusqu'au début de la guerre froide. Cette étude intéressante, qui couvre la quasi-totalité de l'histoire canadienne, décrit les événements survenus dans plusieurs conflits, les périodes d'alerte militaire, l'évolution des techniques militaires, la planification des moyens de défense et le service courant en garnison; il complète bien l'album d'histoire en photos peu connu *Fortress Saint John: An Illustrated Military History, 1640 — 1985* de Harold E. Wright et Bryon E. O'Leary, publié en 1985.

Le port de Saint John est un des plus anciens lieux fortifiés au Canada et, tel qu'il a déjà été mentionné, c'était le point de départ de la grande route de communication. Les premiers forts, érigés sur des hauteurs, avaient pour but de protéger des points précis à l'embouchure de la rivière Saint-Jean; le premier « dispositif » de défense, dont l'aménagement a débuté en 1793 et qui s'étendait sur un vaste secteur, comprenait plusieurs batteries, divers types de fortifications, des dépôts de munitions, des voies de

communication, des salles de ravitaillement et des casernes; ces travaux avaient été entrepris en grande partie à cause des bouleversements démographiques et politiques survenus en Amérique du Nord britannique et en réaction aux menaces en provenance d'Europe et des États-Unis. Les changements ultérieurs sur la scène nationale et internationale allaient entraîner la construction d'un deuxième ensemble de fortifications en 1850, puis de nouvelles améliorations durant les deux guerres mondiales et la guerre froide. Comme les fortifications de Halifax et le dispositif de défense mis en place subséquemment à Kingston, cette forteresse servait à contrer les attaques venues de l'océan et à fournir un havre sûr aux navires de guerre. Cette conception, tributaire des progrès dans les armements, des moyens de communications et des nouveaux types de menaces comme les avions et les sous-marins, a continué à être appliquée jusqu'à la démilitarisation finale de la forteresse en 1956.

Ce récit historique ne se limite pas aux fortifications défensives de Saint John; il relate également l'évolution des forces armées canadiennes depuis leur création sous forme d'une milice sédentaire chargée d'appuyer les troupes régulières britanniques, jusqu'aux unités modernes de la Force régulière et de la Réserve qui ont eu à affronter une foule de menaces contre l'Amérique du Nord britannique et le Canada. C'est probablement l'emplacement géographique du port de Saint John, plutôt que la valeur de ses fortifications, qui fait qu'il n'a pas été attaqué à l'époque moderne. Néanmoins, les dispositifs de défense conçus en temps de guerre et en temps de paix constituent une réussite importante.

Chaque volume de cette série comprend des illustrations et des cartes provenant de diverses archives ou commandées spécialement pour la série. Il y a dans chacun des volumes une bibliographie choisie, mais pas de notes de fin de document, sans doute faute d'espace.

Ces trois livres atteignent le but visé, soit mettre en valeur les événements importants survenus au Nouveau-Brunswick dans le cadre de la rivalité territoriale entre les Français, les Anglais et les Américains, le tout sur fond d'histoire générale militaire du Canada. Toutefois, les auteurs simplifient un peu trop l'« environnement de sécurité » nord-américain (si on peut l'appeler ainsi), surtout aux XVIII^e et XIX^e siècles, en négligeant d'autres facteurs qui ont pu contribuer aux décisions prises par les diverses puissances. Rappelons à ce propos que d'autres pays comme la Russie possédaient des territoires sur ce continent, et que la principale puissance concernée en dehors des « trois grands », l'Espagne, a accru progressivement ses possessions entre 1525 et 1821 au point de dominer une part appréciable du continent. Les territoires espagnols regroupaient la nouvelle Espagne (qui couvre la majeure partie du Sud-Ouest des États-Unis actuels, le Mexique et l'Amérique centrale), la Floride espagnole (Floride actuelle, Alabama et Mississippi) et la Louisiane. Bien que ces possessions aient pu au départ paraître négligeables, les historiens qui se sont penchés sur le passé colonial espagnol laissent entendre que, après avoir échoué dans leurs tentatives de s'emparer de l'Amérique du Nord britannique en 1775-1776 puis, durant la guerre de 1812, les Américains se sont tournés vers les régions sud et ouest — contrées au climat moins rude qui semblaient un peu plus faciles à conquérir —, ce qui, par ailleurs, a eu une incidence sur les événements qui se sont produits au nord, en particulier entre 1815 et 1871. Les Anglais auraient-ils mal interprété les intentions américaines?

Mis à part ces spéculations, il faut retenir que ces trois livres de la série sur le patrimoine militaire du Nouveau-Brunswick, *The Road to Canada*, *The Siege of Fort Beauséjour* et *Saint John Fortifications*, sont un bon complément à la documentation existante. Ils démontrent que la collaboration est possible, notamment entre l'Université du Nouveau-Brunswick et le Musée canadien de la guerre. Les trois livres répondent à l'objectif de la série; mais l'aspect le plus réjouissant, c'est que deux officiers en service

ont réussi à faire publier leurs travaux de recherche, objectif que devrait chercher à atteindre tout militaire en service.

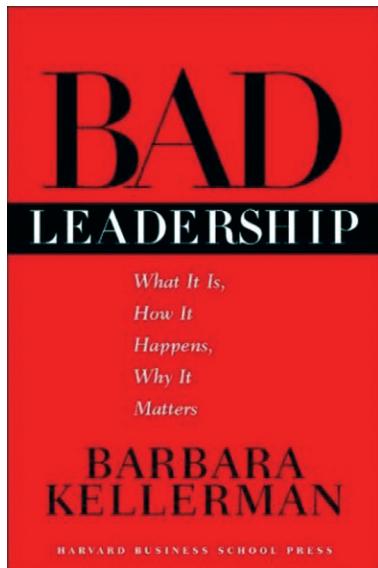
Note

1. Pour obtenir de plus amples renseignements, consulter le site Web sur le patrimoine militaire du Nouveau-Brunswick à l'adresse http://www.unb.ca/nbmhp/01_AboutNBMHP.htm (en anglais seulement).

BAD LEADERSHIP: WHAT IT IS, HOW IT HAPPENS, WHY IT MATTERS

Barbara Kellerman, Boston, Harvard Business School Press, 2004, 282 pages, 33,50 \$, ISBN 1-59139-166-0.

Critique préparée par le Capitaine Robert Tesselhaar



Dans la vie militaire, on insiste beaucoup sur le leadership et l'art d'être un bon chef. Et il existe une abondance de documents sur le sujet, qui s'intéressent surtout aux leaders que nous voudrions imiter. Barbara Kellerman, elle, dans son livre intitulé *Bad Leadership: What it is, How it Happens, Why it Matters*, se penche au contraire sur le côté souvent négligé du leadership, c'est-à-dire le mauvais leadership. Pour introduire le sujet, elle analyse les raisons pour lesquelles il y a si peu de publications qui traitent du mauvais leadership et elle fait valoir que dans ce domaine comme dans d'autres, pour être en mesure de corriger les lacunes qui déterminent le mauvais leadership, il faut d'abord l'étudier.

Kellerman s'attaque à cette étude en examinant l'évolution récente du langage et des théories concernant le leadership, et elle se demande pourquoi le « côté obscur » est si fréquemment négligé. Comme les chefs sont souvent jugés autant sur les actions de leurs suiveurs que sur leurs propres

actions personnelles, aucun examen du leadership ne serait complet si l'on ne se penchait sur la motivation du chef, ainsi que sur le rôle et les motivations des suiveurs. Kellerman examine le mauvais leadership selon deux axes, le leadership inefficace et le leadership contraire à l'éthique. Elle subdivise ensuite le mauvais leadership en sept types : incomptétent, rigide, violent, insensible, malhonnête, borné et méchant. Ces sept types désignent des comportements affichés par les chefs et non des traits de personnalité, et même s'il ne s'agit pas d'une liste entièrement exhaustive, ils couvrent assez de terrain pour permettre un examen structuré du mauvais leadership. Ce modèle bi-axial, même s'il est un peu simpliste, fournit une base solide sur laquelle Kellerman construit son analyse du mauvais leadership en partant d'études de cas.

Directrice de la recherche au Center for Public Leadership de la Kennedy School of Government, Harvard University, Kellerman fait un usage très judicieux des études de cas pour disséquer chacun des sept types de leadership qu'elle a définis. Elle ouvre chaque chapitre avec deux ou trois brèves études de cas pour planter le décor, avant d'approfondir le sujet avec un autre cas. Toutes les études de cas sont assez bien

connues et ne remontent pas plus loin que le milieu des années quatre-vingt-dix (bien que la genèse d'incidents particuliers puisse nous entraîner quelques décennies en arrière). La plupart des cas sont américains, mais certains sont également étrangers pour fournir des exemples de types de leadership qui sont généralement incontestables. Même s'il n'y a pas d'études de cas militaires, les résultats de l'analyse de Kellerman sont valables pour n'importe quelle étude professionnelle du sujet, et la méthodologie employée par l'auteur peut être aisément appliquée au leadership militaire.

Consciente du fait que dans un domaine aussi centré sur la personnalité que le leadership, il existe très peu d'éléments parfaitement nets ou tranchés, Kellerman adopte une approche pluridimensionnelle pour chaque étude de cas. Pour chacun des sept exemples types, elle débute par une brève introduction, puis décrit le contexte des événements pertinents au cas examiné avant de s'attarder au comportement du chef en question. Comme le leadership ne s'exerce pas en vase clos, elle scrute ensuite le rôle joué par les suiveurs avant de conclure par une analyse de la toile serrée des interactions humaines et de leurs conséquences entièrement publiques.

Les tenants de l'école de pensée du leadership situationnel se verront confortés dans leurs convictions par les arguments de Kellerman. Sa liste d'études de cas comprend des sommités comme Vladimir Poutine, Rudolph Giuliani et Bill Clinton, qui ont tous eu des carrières brillantes, mais la structure de son analyse montre que dans un autre contexte ou avec un groupe de suiveurs moins malléables, les cas auraient pu avoir une issue bien différente.

Même si l'objectif premier de Kellerman n'est pas d'ordre normatif, nulle étude d'un sujet comme le mauvais leadership ne serait complète sans certains éléments normatifs. L'auteure présente ceux-ci en appliquant les leçons tirées de l'analyse *a posteriori* à ses études de cas. Dans le dernier chapitre, elle donne certains conseils et expose des stratégies qui pourraient permettre aux chefs et aux suiveurs de bâtir une culture moins favorable au mauvais leadership. Même si aucun de ces conseils n'est vraiment révolutionnaire, nous sommes tous perfectibles et ils peuvent nous amener à réfléchir sur la façon de maintenir et d'améliorer nos propres comportements dans un modèle de leadership efficace et éthique.

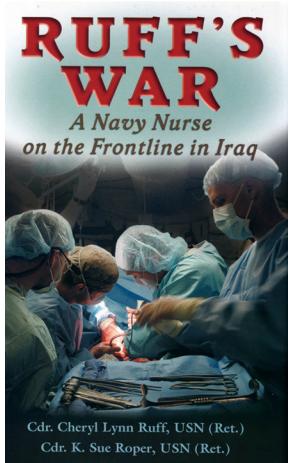
RUFF'S WAR: A NAVY NURSE ON THE FRONTLINE IN IRAQ

Par le Cdr Cheryl Lynn Ruff, USN (retraite) et le Cdr K. Sue Roper, USN (retraite), Annapolis, Maryland, Naval Institute Press, 2005, 208 pages, ISBN 1-59114-739-5

Critique préparée par le Capitaine Jason Watt

Le conflit actuel en Iraq a fourni matière à toutes sortes de récits. *Ruff's War* en est un exemple, raconté par quelqu'un qui a été mêlé au conflit. Dans le livre, le Cdr Ruff, récemment retraitée de la marine américaine, raconte sa carrière militaire dont le point culminant fut son déploiement en Iraq dans le cadre de l'Opération Iraqi Freedom.

Ruff's War se divise en trois parties. Dans la première, le Cdr Ruff décrit son enfance et les vingt et quelques premières années de sa carrière navale. Dans la deuxième, la mieux écrite et celle à qui, selon moi, ce livre doit son originalité, l'auteure relate la période comprise entre le moment où elle a appris qu'elle serait envoyée en Iraq et celui où elle est arrivée sur le terrain pour faire ce pour quoi elle s'entraînait depuis si longtemps. Dans la troisième partie enfin, le Cdr Ruff parle de ses expériences sur le terrain en Iraq.



Ruff's War débute à peu près comme toute autre autobiographie de marin. Mais très vite, le Cdr Ruff ajoute sa touche personnelle en parlant à cœur ouvert de son enfance ainsi que de ses rapports avec ses parents et sa sœur. Même s'il n'y a rien de choquant dans ses propos, elle livre au lecteur un peu de ses pensées et sentiments les plus intimes. C'est cette façon dont le Cdr Ruff se confie si généreusement, tout au long du récit, qui rend l'œuvre si captivante. En laissant le lecteur entrevoir ses motivations profondes, l'auteure plante le décor pour tout ce qui va suivre dans le livre.

Sans les trois chapitres suivants, un profane en médecine comme moi aurait été perdu. Le Cdr Ruff résume 27 ans de sa vie de façon succincte, elle décrit en langage simple son rôle, d'abord comme ajointe médicale (non-commissioned Navy Corpsman) puis comme infirmière anesthésiste cadre. C'est son écriture directe qui rend ce livre

si intéressant, non seulement pour le lecteur sans aucune connaissance médicale, mais aussi pour celui qui ignore tout, ou presque, de la vie sous l'uniforme.

Quiconque a connu un déploiement ne pourra que sympathiser, à la lecture du chapitre suivant, avec la situation du Cdr Ruff au moment où elle se prépare à partir. Celle-ci éprouve des sentiments partagés : chagrin d'être séparée d'êtres chers, mais aussi impatience de mettre à l'épreuve ses habiletés dans un environnement dynamique et difficile. Comme c'est souvent le cas, l'auteure doit voyager presque trois semaines en tout pour se rendre de sa base d'attache au théâtre des opérations. Cette période est ponctuée de nombreux épisodes de « bousculades suivies d'attentes », d'arrêts dans des endroits lugubres et insolites et d'absence généralisée d'information.

Cette partie du livre constitue un parfait abécédaire du stress avant déploiement. J'en recommande vivement la lecture à tous les militaires actifs et à leurs familles avant un déploiement. La sincérité du Cdr Ruff et la franchise avec laquelle elle se confie peuvent aider ceux et celles qui sont déroutés par le comportement d'êtres chers à mieux comprendre la confusion émotionnelle que peut susciter un déploiement.

Lorsque le Cdr Ruff arrive sur le terrain au Koweït, le ton et le rythme changent. Nous en sommes maintenant au cœur du récit et l'auteure communique au lecteur ses perceptions d'une terre étrangère, elle décrit les conditions d'hébergement ainsi que les multiples problèmes cauchemardesques dus au sable et à la saleté. L'état de malpropreté constant constitue un thème récurrent de tout le déploiement en Iraq et au Koweït. Les soldats et les marins en campagne ne sont pas les seuls à en souffrir, elle rend dérisoire la volonté d'avoir des salles d'opération stériles. Le Cdr Ruff décrit différentes situations où l'équipement devient inutilisable à cause de la poussière et de la saleté excessives. Les vêtements sont qualifiés de « presque propres », s'ils viennent d'être lavés, ou de « sales sales » s'ils ont été portés depuis quelque temps. Les conditions extrêmement venteuses compliquent la situation, les vents sont si forts qu'ils abattent et détruisent les tentes où le Cdr Ruff et ses collègues marins vivent et travaillent. Un des points forts du récit du Cdr Ruff, lié au fait que l'auteure a fait carrière dans la marine et non dans l'armée; c'est qu'elle voit ce qui se passe avec les yeux de quelqu'un qui arrive de l'extérieur. Alors qu'un soldat de carrière pourrait considérer comme naturelles la saleté et l'absence de réapprovisionnement, ce sont des expériences toute nouvelles pour le Cdr Ruff. Selon moi, cela ajoute au plaisir de la lecture et rend le volume encore plus intéressant pour le lecteur qui n'a jamais porté l'uniforme.

Une des anecdotes les plus piquantes du livre concerne la couverture par CNN des préparatifs de la guerre. Alors que dans le camp où réside l'auteure, on manque de fournitures de base, d'eau par exemple, d'autres camps profitent de commodités comme la restauration-minute (fast food), des piscines et des téléphones. Et plus souvent qu'autrement, ce sont là les camps d'où CNN diffuse. Ainsi, quand le Cdr Ruff écrit chez elle pour demander qu'on lui envoie des articles dont elle a désespérément besoin comme du baume pour les lèvres ou des petites serviettes humides, ses correspondants ont sous les yeux des reportages montrant des camps très bien organisés et abondamment pourvus. Cela crée une situation frustrante où ceux qui sont restés au pays plaisent sur la vie facile dans le camp du Cdr Ruff alors que la réalité est tout autre.

En ce qui concerne les épisodes de « bousculades et attentes » précédemment évoqués, le déploiement du Cdr Ruff du Koweït à l'Iraq se fait dans l'incertitude et l'absence de communications. Après un long et dangereux voyage, l'auteure, ainsi que le reste de la compagnie chirurgicale Bravo du Second Force Service Support Group, arrivent en Iraq. À peine dix heures après l'arrivée, l'unité de chirurgie traumatologique de la compagnie Bravo est à pied d'œuvre et les patients affluent. Pendant presque deux jours entiers, on continue de recevoir et de traiter des patients : soldats américains ou iraquiens et civils iraquiens innocents qui ont été pris sous les feux croisés ou qui ont été utilisés comme boucliers humains. Le Cdr Ruff donne une foule de détails importants au sujet de ces patients : leurs prénoms, des précisions sur leurs blessures et sur ce qui est arrivé à la plupart d'entre eux. J'ai été renversé de voir combien il semblait fréquent de voir, malgré tous les efforts déployés, mourir un patient qu'on avait tenté de réanimer pendant des heures et des heures. Là encore, la franchise du Cdr Ruff est rafraîchissante : sa description des soins donnés à ces gens ainsi que son récit de leurs malheurs sont empreints de compassion.

Une autre anecdote émouvante du Cdr Ruff découle de sa rencontre avec un reporter de CNN, le Dr Sanjay Gupta. Le Dr Gupta a passé trois jours avec la compagnie chirurgicale Bravo en Iraq. Pendant ces trois jours, il ne s'est pas contenté d'envoyer ses reportages à CNN, mais il a constamment payé de sa personne en salle d'opération, y déployant toute sa science de neurochirurgien, une spécialité qui manquait à la compagnie Bravo. C'est avec respect et admiration que le Cdr Ruff décrit le séjour du Dr Gupta dans sa compagnie.

Après quelques jours passés au camp Anderson, leur première base en Iraq, le Cdr Ruff et ses collègues apprennent qu'ils vont être réinstallés. Étant donné qu'ils doivent faire le trajet en convoi, le voyage est considéré comme très dangereux. Cette fois encore, le Cdr Ruff relate crûment les pensées et les émotions qui l'habitent lorsque ses camarades et elle doivent s'immobiliser plusieurs heures en rase campagne pendant que leur convoi attend la fin d'un échange de feu qui bloque la route. L'auteure continue de partager avec nous tous ses sentiments pendant le reste du livre, jusqu'au dernier jour de la guerre, à son retour au pays et à sa retraite de la marine. Selon moi, elle ne s'attarde pas assez sur son retour au pays. Son récit se termine au moment où elle se retrouve avec sa famille aux États-Unis. Étant donné que le grand point fort de l'auteure est son empressement à nous livrer ses émotions, j'estime qu'elle aurait pu s'étendre davantage sur ces retrouvailles très émouvantes. Dans bien des cas, lorsqu'un membre d'une famille est déployé, c'est au moment du retour au foyer que la tension atteint son point culminant, davantage même que pendant le déploiement et le séjour à l'étranger.

J'ai bien aimé *Ruff's War*. Le livre, écrit dans une prose simple et directe, est une lecture de choix pour quiconque veut mieux comprendre ce qui habite les personnes qui mettent leur vie en péril.

TRIBUNE LIBRE

Commentaires, opinions et contestations

COMPARAISON DES EXPÉRIENCES MILITAIRES EN AFGHANISTAN ET EN IRAQ

Vincent J. Curtis, à son retour de Basra en Iraq, écrit ce qui suit...

Pendant mon affectation de neuf jours en novembre 2005 auprès du 1st Bn Royal Irish Regiment, j'ai entrepris de comparer l'expérience des Britanniques en Iraq avec celle des Américains en Afghanistan, prenant comme référence l'étude du Lcol Dave Banks sur l'expérience de ces derniers¹.

Le 1 R Irish était chargé d'assurer la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur de l'importante base logistique de Shiabah (BLS) au sud de Basra, d'escorter les convois logistiques en provenance du Koweït et de protéger les dignitaires britanniques en poste à Bagdad. Bien que les résultats de mes recherches ne soient qu'anecdotiques, en rien comparables au travail exhaustif du Lcol Banks, ils sont intéressants et font ressortir les différences entre les deux conflits et entre les armées britannique et américaine.

Ma principale source d'information a été le Capitaine Gareth McIndoe, 27 ans, officier du renseignement de l'unité. Le Lieutenant-colonel Michael McGovern, commandant du régiment, et le Major Richard Morphew, commandant de la Compagnie C, ont également contribué en participant à des entrevues. J'ai pu librement m'entretenir avec qui je voulais et j'ai eu l'occasion de participer à quelques missions au cours desquelles j'ai pu observer le travail des militaires britanniques et leurs relations avec la population locale.

Selon le Capitaine McIndoe, un commandant de peloton a en moyenne 25 ans, et a accumulé deux années d'expérience dans des opérations au moment où on lui confie le commandement dans un théâtre tandis que l'âge d'un commandant adjoint de peloton va de la fin vingtaine à la fin trentaine. Dans l'armée britannique, la durée de la carrière militaire est de 22 années; une recrue de 18 ans peut donc prendre sa retraite à l'âge de 40 ans. Le sergent-major de la compagnie C était l'Adjudant de 2e classe Alan Somerville, un grade équivalant au grade d'adjudant-maître dans notre armée. Il avait 34 ans et 16 années d'expérience. À moins d'obtenir une commission au grade de capitaine, il allait prendre sa retraite dans six années. Le plus jeune soldat interviewé avait 21 ans, mais il avait déjà participé à une mission opérationnelle en Irlande du Nord, à l'opération TELIC 1, ainsi qu'à la guerre du Golfe en 2003. La chose qui m'a étonné à propos de la presque totalité des militaires britanniques, de tous les grades, a été leur professionnalisme.

Les patrouilles ne posaient pas de contraintes particulières pour la collecte du renseignement humain (HUMINT), en raison, d'une part, de la nature du conflit en Iraq et, d'autre part, de la personnalité du militaire britannique moyen. Le sous-officier supérieur et le commandant de peloton connaissaient quelques mots de la langue locale et pouvaient donc donner des instructions simples ou saluer les habitants, et un interprète accompagnait chaque patrouille susceptible d'entrer en contact avec des gens du pays. Comme la sécurité à l'extérieur de la BLS relevait du 1 R Irish, ce dernier appliquait un rigoureux programme de patrouilles motorisées à l'extérieur et autour de la base et c'est dans le cadre de ces patrouilles que les militaires étaient susceptibles de rencontrer les habitants.

En Iraq, aucune action de la part des insurgés n'a de conséquences tactiques aux yeux des forces de la Coalition. Ils peuvent placer des bombes sur les routes autour de la BLS, tirer sur les patrouilles à la faveur du couvert d'une zone bâtie, ou effectuer des tirs de roquettes et du tir au mortier contre la base. Leur but n'est pas tactique mais stratégique : inciter la presse occidentale à propager l'idée que l'Iraq demeure insoumis, avec tout ce que cela comporte comme répercussions politiques. En réaction, les Britanniques agissent de manière à éliminer la probabilité que les insurgés fassent les manchettes. Ils réduisent au minimum les contacts avec la population locale et adoptent des mesures de sécurité tactique combinant rapidité d'action, surprise et protection matérielle, afin de s'assurer que leurs troupes ne s'exposent pas indûment aux dangers. Les patrouilles se déplacent rapidement, accomplissent leurs tâches prestement, et ce, à intervalles irréguliers et dans ces endroits choisis aléatoirement. Les Britanniques cherchent en fait à devenir imprévisibles au plan tactique. En outre, la BLS est entourée de fortifications massives et dotées de dispositifs de protection contre les explosions.

Comme la période de service de l'armée britannique dans ce théâtre est de six mois et comme les compagnies changent d'affectations toutes les six semaines ou à peu près, le militaire moyen n'a pas le temps de faire suffisamment connaissance avec les habitants et le terrain pour se rendre compte que quelque chose cloche. Les Britanniques s'en remettent à leurs interprètes pour capter ce type d'information (HUMINT). D'ailleurs, le désintérêt du militaire moyen pour les activités de la population locale est caractéristique de la culture anglo-saxonne. Les Britanniques n'entretiennent pas de liens émotifs avec les gens ou avec leur mission. Ils maintiennent un détachement professionnel à l'égard de leur travail et s'emploient surtout à faire le boulot pour lequel ils ont été si bien entraînés. Sur tous les autres aspects, la doctrine anglaise relative au renseignement militaire ressemble beaucoup à la doctrine américaine.

Dans le théâtre afghan par contre, les forces de l'OTAN sont peut-être perçues comme les représentants du gouvernement de Kaboul et le comportement des militaires de l'OTAN influe peut-être sur la perception que la population villageoise afghane a de ce gouvernement. Ce qui n'est pas du tout le cas en Iraq. Les troupes étrangères sont incontestablement étrangères et jamais perçues comme les agents du gouvernement irakien. Les troupes étrangères en sol irakien sont, pour la majorité, un mal nécessaire qu'il faut endurer avec plus ou moins de patience jusqu'à l'arrivée de temps meilleurs.

Lorsque j'ai demandé au Capitaine McIndoe si les troupes britanniques réussissaient à gagner le cœur et l'esprit des gens ou simplement à mériter leur confiance, il a répondu sans hésitation « le cœur et l'esprit ». Il a affirmé que les gens appréciaient la sécurité engendrée par la présence des troupes britanniques. J'ai pu confirmer ces observations lors d'une patrouille de sécurité à laquelle je m'étais joint.

La BLS se trouve en terrain plat; le sable durci est résistant mais pas assez compacté pour être solide comme du grès. La seule façon de se déplacer rapidement est d'emprunter les routes d'asphalte, car la poussière soulevée en quittant ces voies se voit à des kilomètres. La mission de la patrouille consistait à installer quelques postes « instantanés » de contrôle des véhicules sur les routes d'asphalte. On choisissait un endroit, établissait le poste de contrôle et le faisait fonctionner pendant quelque temps puis ont quittait les lieux et recommençait ailleurs. Le but n'était pas de ralentir la circulation et de s'adonner à un exercice de sécurité mais plutôt d'empêcher le mouvement d'armes et d'explosifs tout en évitant d'offrir aux insurgés une occasion de passer à l'action. Les réactions des habitants qui devaient passer les contrôles de sécurité étaient exactement les mêmes qu'on pouvait s'attendre de gens ordinaires. On connaît la procédure, on s'y soumet et on sait pourquoi il en est ainsi. Les militaires comme les habitants essaient d'éviter que les esprits s'échauffent. Un homme âgé, vêtu

de l'habit traditionnel arabe, laissait deviner à son expression sévère et à ses bras croisés, l'exaspération et le désagrément qu'un autre contrôle lui causait.

Les relations avec la police locale aux nombreux points de contrôle permanents que la patrouille a franchis ont été professionnelles et cordiales. Militaires et policiers se saluaient de la main, d'un geste de la tête ou par un petit sourire. Quelques mois avant mon arrivée, les Forces britanniques avaient libéré deux de leurs militaires que la police irakienne avait appréhendés et jetés en prison, un incident qui avait déclenché l'ire de la communauté internationale. Mais après deux jours de vive réaction, la police irakienne a repris son travail avec les Britanniques comme si rien ne s'était produit. Les autorités de Bagdad ont découvert que le détachement de policiers en cause avait été infiltré par des éléments sectaires. Elles lui ont alors coupé les subventions, révoqué son accréditation et mis fin à ses activités.

Les Britanniques soutiennent que la réputation dont jouissent leur nation et leur armée dans le monde est très différente de celle des Américains, ce qui les avantage dans leurs relations avec la population locale. Cependant, guidés par leur expérience en Irlande du Nord et en Malaisie, les Britanniques donnent à leurs militaires un entraînement propre à réduire la quantité d'huile que, par leurs actions, ils jettent sur le feu. Un fait qui m'a été raconté illustre bien ce point. Alors qu'il escortait un convoi sur la route Irish menant de l'aéroport international de Bagdad à la zone internationale, un militaire britannique a aperçu un homme qui le mettait en joue de son fusil. Le militaire fit feu en direction de l'homme en visant le mur à proximité. L'homme jeta son fusil au sol et s'enfuit en courant. Jugeant que l'agresseur ne présentait plus de danger, le militaire cessa ses tirs et le laissa s'échapper — même s'il aurait facilement pu l'abattre. Les Britanniques enseignent la retenue dans l'utilisation de la force meurtrière et ont tendance à ne pas utiliser toute leur puissance de tir en zone civile.

Un autre incident révélateur s'est produit alors qu'on me faisait visiter la BLS. Passant devant un enclos où étaient stationnés des chars Challenger, j'ai demandé à un des chauffeurs, un caporal dans la quarantaine, si ces chars étaient utilisés. Il a répondu : « Oh non, monsieur. Ce serait adopter une tactique trop agressive. » L'homme ne m'a pas semblé du type à posséder une « vision d'ensemble de la situation », mais grâce à son entraînement et à son expérience il a su porter un jugement sensé et perspicace.

Les Britanniques tirent également profit de la composition de la population locale. Étant donné que la population de Basra est à 90 p. 100 chiite, il y a peu de violence intestine. D'ailleurs les Chiites sont satisfaits des perspectives politiques qui s'offrent à eux dans le nouvel Iraq. Les militaires n'ont pas à se tenir sur le qui-vive ni à craindre pour leur vie à chaque nouvelle rencontre, comme c'est le cas autour de Bagdad.

En résumé, on ne peut pas affirmer que le militaire britannique moyen connaît les incidences de ses propres actions sur le succès de la mission de la Coalition en Iraq. Il n'est pas dans sa nature d'avoir des pensées de cette portée et ses officiers et sous-officiers n'attendent pas cela de lui. L'entraînement qu'il reçoit, dans lequel on privilégie la retenue dans l'utilisation de la violence meurtrière, son tempérament anglo-saxon et la réputation de l'armée britannique dans le monde sont autant de facteurs qui contribuent à faire obstacle à l'antagonisme naturel d'une population envers l'armée qui la protège. La mission britannique en Iraq est simplifiée par le fait que l'armée britannique n'est pas perçue comme un agent du gouvernement de Bagdad, et par la quasi-inexistence des luttes intestines dans la région qui a été placée sous sa responsabilité.

L'Iran est une source importante des problèmes avec lesquels la région de Basra doit composer. En effet, c'est de ce pays que proviennent le savoir-faire technique, les voitures piégées, les explosifs à effet dirigé ainsi que les agents d'infiltration. L'Iraq est

entouré de pays qui ont un intérêt stratégique à maintenir la marmite en ébullition, d'ailleurs la plupart des Irakiens vous diront que les troubles internes sont le résultat des actions d'agents d'infiltration étrangers.

Note

1. Lieutenant-colonel Dave Banks CD Combattants d'une guerre à trois volets : le leadership de niveau tactique de la US Infantry en Afghanistan CAJ Vol 8 No. 1 pp 10-25.

VÉRIFICATIONS ET CONTRE-VÉRIFICATIONS EN RECHERCHE OPÉRATIONNELLE MILITAIRE

M. John Evans, Directeur de la recherche opérationnelle intégrée, CROA RDDC, écrit ce qui suit...

Le Major L.R. Mader écrivait récemment un article publié dans le Journal de l'Armée du Canada (vol. 8.3, automne 2005, pp. 160-162) dans lequel il exprimait ses inquiétudes à propos de l'introduction possible de biais dans les résultats d'expériences et de jeux de guerre en raison du déménagement d'un élément de la capacité de modélisation des combats terrestres des Forces canadiennes, depuis le Centre pour la recherche opérationnelle et l'analyse de Recherche et développement pour la défense Canada (CROA RDDC) au Système de la doctrine et de l'instruction de la force terrestre (SDIFT).

Les vérifications et contre-vérifications liées à la qualité et à l'indépendance des résultats des jeux de guerre existaient avant le déménagement en 2005 de l'équipe de recherche sur les jeux de guerre (ERJG) du CROA RDDC au SDIFT. D'autres vérifications et contre-vérifications équivalentes sont toujours en place. Les promoteurs clients de l'ERJG ont toujours joué un rôle important dans la formulation des scénarios de combat et des hypothèses sous-jacentes, mais leur incidence sur les résultats des jeux de guerre a été minime. Dans l'avenir, l'Armée de terre exécutera, à Kingston, ses jeux de guerre pour le développement des forces en coopération avec le Directeur général du Développement des capacités de la Force terrestre (DGDCFT), le Chef du Développement des Forces et avec d'autres services. Des scientifiques indépendants de la recherche opérationnelle continueront d'agir à titre de conseillers pour chaque jeu de guerre qui sera mis au point à Kingston. La cohabitation de la capacité de modélisation de jeux de guerre à grand déploiement avec le Centre de simulation d'instruction de Kingston devrait clairement engendrer des économies et des synergies importantes. C'est d'ailleurs ce qui a motivé le déménagement. Le transfert a été examiné et approuvé par l'ancien DGDCFT, le Directeur général du Centre de recherche opérationnelle et d'analyse (DG CROA) et le directeur du SDIFT. Les études et les expériences en recherche opérationnelle, effectuées pour le compte de l'Armée de terre et avec son aide, risquent peu d'être biaisées car elles s'adressent à un vaste auditoire et elles sont vérifiées par des exploitants, des planificateurs et des concepteurs de combats. En outre, leurs résultats sont revus par des promoteurs, des groupes d'intérêts et d'autres équipes RO. La cohabitation de la RO avec les clients est un élément crucial du mode de fonctionnement du CROA RDDC. La formule permettra de résoudre les biais dès leur apparition, toutefois ni les promoteurs actuels au sein de l'Armée de terre ni les gestionnaires et les analystes du CROA ne croient probable que surviennent de tels biais.

UN MILITAIRE SE SOUVIENT : LA PRÉSENCE DU CANADA AU VIETNAM EN 1973

Karen Johnstone, officier adjoint des Affaires publiques, 3 GSS Gagetown

« Ce fut un impressionnant rassemblement d'adieu, quelque chose qui ne s'était pas vu au Canada depuis l'embarquement de la 1re Division vers l'Angleterre au cours des Première et Deuxième Guerres mondiales, même si, par comparaison, le contingent déployé au Vietnam du Sud était minuscule »¹.

Trente-trois années se sont écoulées depuis que le Canada envoyait au Vietnam du Sud 250 soldats formant l'élément militaire de la délégation canadienne (EMDC) de la Commission internationale de contrôle et de surveillance (CICS). La CICS avait pour mission de surveiller le cessez-le-feu dont les modalités étaient inscrites dans les Accords de paix de Paris. Quatre pays, soit le Canada, la Hongrie, l'Indonésie et la Pologne, avaient envoyé en tout 1 160 militaires. Dans les faits, la Commission organisa la libération et l'échange de plus de 32 000 prisonniers de guerre. Le Canada a été membre de la CICS du 28 janvier au 31 juillet 1973, date à laquelle il a été relevé par l'Iran.

Le Lieutenant-colonel Malcolm McCabe, actuel G5 (Gestion des ressources) au quartier général du 3^e Groupe de soutien de secteur, BFC Gagetown, était jeune capitaine lorsqu'il reçut l'ordre de se déployer avec la première rotation au Vietnam du Sud. « À cette époque, les choses n'étaient pas comme elles le sont aujourd'hui, se souvient le Lcol McCabe, la guerre du Vietnam a été le premier conflit dans lequel les médias ont joué un rôle si important. » Bien que le conflit ait surtout impliqué nos voisins du sud, les Canadiens en ont suivi de près le déroulement grâce à la couverture médiatique. Chaque soir, les Canadiens assistaient, par le truchement de la télévision, au déchargement des sacs à dépouilles des avions américains et voyaient le bilan s'alourdir. McCabe, qui a étudié à l'Université du Nouveau-Brunswick, se souvient des manifestations contre la guerre qui se déroulaient sur le campus de l'université. « Nous étions assurément aussi informés qu'il était possible de l'être par les bulletins de nouvelles sur le Vietnam. Cela faisait partie de la vie de chacun. » En conséquence, quand le Lcol McCabe fut envoyé au Vietnam du Sud, il avait une meilleure perception de la situation que la plupart des personnes qui avaient participé à des déploiements antérieurs.

Mais un événement beaucoup plus important qui a eu des répercussions sur les militaires canadiens déployés avec l'EMDC de la CICS a été la transformation de la structure même des Forces canadiennes (FC). En effet, les brigades furent dotées de bataillons des services et le Service de la logistique remplaça l'Intendance militaire, le Corps des magasins militaires et la Trésorerie. En 1972, un changement majeur issu de l'unification des FC fut l'adoption d'un uniforme unique au lieu des uniformes kaki, bleu pâle et bleu foncé de l'Armée de terre, de la Force aérienne et de la Marine, respectivement. Au moment où le Lcol McCabe s'embarqua pour le Vietnam, il portait le nouvel uniforme vert des FC. C'était une époque de changement pour les militaires canadiens.

Le nombre de soldats canadiens à déployer avec la CISC fut difficile à fixer lors des négociations des Accords de paix de Paris. On a même cru un moment qu'il n'y en aurait aucun. On a finalement réduit à 250 le contingent initial maximal de 1 200 soldats, et McCabe fut du nombre.

Il quitta sa région le 10 février, vêtu de son uniforme d'hiver qu'il troqua contre l'uniforme « tropical » pendant le transit à Montréal. Il reprit l'avion après une brève



Le Capt Malcolm McCabe — maintenant le Lcol McCabe — est photographié ici en compagnie du Maj George Shorey en train de dire au revoir à des soldats américains qui s'apprêtent à prendre l'avion à l'aéroport de Danang, au Vietnam, pour retourner « à la civilisation ». McCabe et Shorey se sont déployés avec la délégation canadienne de la composante militaire qui faisait partie de la Commission internationale de contrôle et de surveillance (CICS) envoyée au Sud-Vietnam en 1973. La CICS avait pour rôle de superviser l'application, au Sud-Vietnam, du cessez-le-feu négocié dans le cadre des Accords de paix de Paris. (Photo prise par un conducteur vietnamien.)

Chacune des régions, à l'exception de Saigon, fut subdivisée en 26 secteurs (sous-régions). On affecta une équipe d'état-major de huit à dix hommes dans chaque région et une équipe de deux hommes dans chaque sous-région. On constitua également sept équipes de deux hommes pour superviser les échanges de prisonniers de guerre et de détenus civils, et douze petites équipes pour surveiller, aux points d'entrée, le mouvement du matériel de guerre à circulation restreinte. Plusieurs équipes étaient tenues en réserve, et un petit groupe de soutien était posté au quartier général du théâtre à Saigon.

Présageant la procédure actuelle de l'affectation simultanée de multiples services à des missions, le déploiement canadien au Vietnam comptait un détachement de 40 civils canadiens du ministère des Affaires extérieures, dirigé par Michel Gauvin, le représentant du Canada auprès de la CISC et son premier président. En réalité, l'élément militaire était subordonné à M. Gauvin et les rôles des deux groupes s'entremêlaient intimement.

Autre nouveauté, l'ÉMDC de la CISC a probablement été la première mission de ce

alerte à la bombe. Après un très long vol, comportant des arrêts de ravitaillement en carburant en Alaska et au Japon (Tokyo), il arriva à la base aérienne Tan Son Nhut à Saigon. « À Saigon, il faisait au moins 100 °F, avec un taux d'humidité de 98 %, se souvient le Lcol McCabe, nos uniformes étaient tout froissés. »

Les soldats bénéficiaient d'une brève période d'acclimatation à Saigon où ils logèrent dans des bâtiments longs et étroits, dont les murs comportaient en leur partie supérieure des ouvertures pour la circulation de l'air. Les lits superposés, adossés aux murs, étaient occupés par des militaires de tous les grades des quatre pays, à raison de 50 hommes par baraque. Quelques jours plus tard, McCabe dut se présenter à la section des approvisionnements mais fut rapidement affecté ailleurs à cause de son jeune âge. « Ils s'attendaient à voir un officier plus âgé et plus expérimenté, et auraient préféré qu'on leur envoie un commissionné du rang », mentionne McCabe. « Cela a bien fait mon affaire. J'ai été assigné à l'équipe de point d'entrée de la région 2. »

Les Accords de paix de Paris créèrent dans le Vietnam du Sud sept régions distinctes en plus de Saigon.

type depuis l'unification des Forces canadiennes, ce qui signifie que le Lcol McCabe a travaillé en étroite collaboration avec des représentants de la Force aérienne et de la Marine, pas seulement avec des pairs de l'Armée de terre. D'ailleurs, l'officier responsable de l'équipe de point d'entrée dont McCabe faisait partie, était un pilote de la Force aérienne, et l'officier des opérations, un officier de la Marine. McCabe a été étonné par la fluidité de la transition. « Les choses ont assurément bien fonctionné dans la région 2 », précise-t-il. La région 2 avait pour centre la ville de Danang. Le travail de McCabe consistait à surveiller les entrées et les sorties au point d'entrée du matériel de guerre. Les livraisons se faisaient le plus souvent par mer, mais aussi par air et par terre. McCabe a également eu à remplacer des membres des équipes subalternes en congé et à effectuer des enquêtes au besoin.

D'ailleurs, une de ces enquêtes révèle les raisons pour lesquelles le Lcol McCabe prétend que la mission a été un échec. L'équipe du Lcol McCabe était composée de huit membres, deux de chaque pays participant. Elle devait enquêter sur la mort d'un Sud-Vietnamien, abattu dans le dos au volant de son bulldozer de combat. Les membres du Canada et de l'Indonésie étaient d'avis que l'homme avait été tué soit par un soldat du Vietnam du Nord soit par un soldat Viêt-cong. Les membres de la Hongrie et de la Pologne, quant à eux, admettaient seulement qu'il y avait eu décès. L'enquête n'a pas abouti faute d'une conclusion unanime. Le Lcol McCabe mentionne que toutes les enquêtes généraient des conclusions reflétant les divisions politiques : la Hongrie et la Pologne dans le camp des pays communistes et le Canada et l'Indonésie dans le camp des pays démocratiques. Bien entendu, on était en pleine guerre froide. D'ailleurs, lorsqu'on a consulté les archives du Cabinet en 2004, on a lu ceci dans un document d'information : « Il y a eu 7 000 violations du cessez-le-feu. La Commission a été chargée d'examiner seulement 31 cas, et n'a produit que deux rapports. » L'aboutissement négatif des enquêtes effectuées par le Lcol McCabe n'est manifestement pas une anomalie.

Le Canada a été un membre non combattant de la CISC mais il a pourtant subi des pertes. Un militaire canadien, le Capitaine Charles Laviolette, a péri lorsque l'hélicoptère qu'il pilotait a été abattu pendant une mission de reconnaissance à Lao Bao, dans la région 1. Pourtant l'hélicoptère était clairement identifié aux couleurs de la CISC, comme d'ailleurs tous les autres véhicules utilisés par la commission. Il y a également eu des enlèvements de membres de la CISC, dont les capitaines canadiens Ian Patten et Fletcher Thompson. Les deux hommes ont cependant été restitués sains et saufs. Le bruit des tirs était chose courante. La sécurité des enquêteurs était assurée par l'armée de la République du Vietnam (ARVN). De façon générale, il y avait un véhicule blindé de l'ARVN à l'avant et à l'arrière du convoi et des jeeps dans lesquels prenaient place deux membres de la CISC. Bien que la plupart des convois n'aient rapporté aucun incident, les interruptions causées par des tirs directs n'étaient pas rares, et déclenchaient une riposte immédiate et intensive de l'escorte. Mais malgré cet élément de risque évident, le Lcol McCabe se sentait en relative sécurité lors des sorties tant que les membres demeuraient là où ils étaient censés demeurer. Il a apprécié l'occasion qu'il a eu de voir un coin du monde qu'il ne connaissait pas et que, autrement, il n'aurait probablement jamais vu.

Le Lcol McCabe compare la façon de vivre des Canadiens dans le Vietnam du Sud à celle des militaires des autres nationalités. Les Canadiens préféraient « vivre dans des logements civils », par exemple, des villas, alors que certains de leurs homologues préféraient les baraqués, à l'écart de la population locale. En outre, les Canadiens mangeaient la nourriture locale en prenant soin de faire cuire les aliments ou de les pelier avant de les manger crus. La ville de Danang, communément appelée le « Paris de l'Orient », offrait beaucoup de restaurants agréables à fréquenter. Le consulat

américain ouvrait ses portes aux Canadiens afin qu'ils puissent manger dans le mess où la nourriture était bonne et les mets abordables. Le Lcol McCabe partageait avec cinq autres personnes une maison de six chambres à coucher. Le groupe avait engagé du personnel de nettoyage et un domestique ainsi qu'un chauffeur vietnamien qui ne parlait pas anglais. « Nam, notre domestique, était un cadeau du ciel, précise McCabe, non seulement veillait-il à notre confort, mais il parlait anglais et s'assurait toujours que notre chauffeur savait où il devait nous conduire ».

Les Américains, quant à eux, vivaient bien différemment des Canadiens, préférant recréer le plus possible leur propre culture. Pour eux, quitter le Vietnam a signifié se départir d'un tas de choses. Par exemple, de nombreux Américains possédaient des bateaux de plaisance près de Danang. Un d'entre eux, un employé de la Central Intelligence Agency (CIA), a offert au Lcol McCabe son Boston Whaler, un bateau de 16 pieds. Pour lui, c'était céder son bateau à quelqu'un ou le saborder. McCabe a accepté avec joie l'offre, mais ne trouvant personne à qui le céder à son tour avant de rentrer au pays, il a été contraint de le couler dans le fleuve Danang. Le même individu lui a remis un pistolet et un fusil d'assaut AK-47, lesquels sont aujourd'hui exposés au musée de la base Gagetown.

À la veille de prendre son premier congé, le Lcol McCabe a été informé de la fin imminente de la mission de l'ÉMDC. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, Mitchell Sharp, avait précisé au début de la mission que si la CISC s'avérait inefficace, le Canada s'en retirerait. Lorsqu'on en arriva à ce constat, la mission fut écourtée en juillet 1973 et le Lcol McCabe rentra au pays. La CISC a continué ses opérations durant deux autres années (jusqu'au 30 avril 1975) après le retrait du Canada.

Le déploiement de l'ÉMDC de la CISC a été l'un des premiers après l'unification des Forces canadiennes. Bien que le but des Accords de paix de Paris n'ait pas été atteint, les soldats, les marins et les aviateurs ont démontré, hors de tout doute, qu'ils pouvaient collaborer ensemble pour atteindre des objectifs.

La transformation actuelle des FC et de l'Armée de terre a un net rapport avec les efforts d'unification du début des années 1970, immédiatement avant le déploiement au Vietnam de l'ÉMDC/CISC. La formation de nouveaux commandements, notamment, le Commandement Canada (COM Canada), le Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC), le Commandement — Forces d'opérations spéciales du Canada (COMFOSCAN) et le Commandement du soutien opérationnel du Canada (COMSOCAN) de même que l'état-major interarmées stratégique (EMI strat), rappelle les efforts entrepris il y a plus de 35 années lors de l'unification. Là où l'unification a échoué, les initiatives actuelles de transformation réussiront grâce aux efforts des soldats, des marins et des aviateurs canadiens.

« Malgré les grandes frustrations et les risques graves, ils ont porté bien haut le drapeau canadien, certains au prix de leur vie... C'est notre délégation qui a assumé la difficile tâche d'organiser le travail de la Commission, et le succès de cette dernière peut être dans une grande mesure attribué à la compétence, au dévouement et à l'énergie des Canadiens ».²

Notes

1. Major-général Duncan A. McAlpine, commandant de l'élément militaire de la délégation canadienne (ÉMDC)
2. L'honorable Mitchell Sharp, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, 29 mai 1973